

Université d'AIX - MARSEILLE
Faculté de Droit d'Aix

DEUX ASPECTS
DE L'ÉQUIPEMENT RURAL DU
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

L'Electrification des Campagnes

•

Les Coopératives

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue
par

Georges GORRICHON



MISTRAL
Imprimeur - Editeur
CAVAILLON (Vaucluse)

1940



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Université d'AIX - MARSEILLE

Faculté de Droit d'Aix

PERSONNEL

MM.

RAYNAUD, *, O. I., Doyen Professeur d'Economie Politique
DAMAS, O. I., Assesseur, Professeur d'Histoire générale du Droit Français
BRY, *, O. I. †, Professeur de Droit Romain
CRÉMIEU, * O. I. †, Professeur de Droit Civil
LEBRET, O. I. †, Professeur de Droit Criminel
AUDINET A., * O. I. †, Professeur de Droit Civil
JAUFFRET O. A. Professeur de Droit Commercial
DURAND, O. A., Professeur de Droit Administratif
TROTABAS, O. I. †, Professeur de Droit Constitutionnel
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, O. I., Professeur de Droit International Public
A. EE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *, O. ., Professeur de Droit International Public
KAYSER, Professeur de Droit Civil
CABRILLAC, Agrégé
MARCY, Agrégé.
MARTINI, Chargé de Cours
BERTRAND, Chargé de Cours
JUGLART, Chargé de Cours

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM.

AULAGNON, *, O. I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
LABORDE-LACOSTE, *, O. I., Prof. à la Faculté de Droit de Bordeaux
PERROND, *, O. I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
RIPERT, *, O. I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire, M. DELAPORTE, O. I.

JURY

MM.

RAYNAUD, <i>Président</i>	
MARCY	} <i>Assesseurs</i>
DURAND	

L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Université d'AIX - MARSEILLE

Faculté de Droit d'Aix

DEUX ASPECTS
DE L'ÉQUIPEMENT RURAL DU
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

L'Electrification des Campagnes

•

Les Coopératives

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue
par

Georges GORRICHON



MISTRAL
Imprimeur - Editeur
CAVAILLON (Vaucluse)

—
1940



INTRODUCTION

Dans le temps même que nous terminons notre travail, de graves événements ont lieu dont l'enjeu dépasse singulièrement le simple souci du bonheur du paysan et ce n'est pas un grand scrupule que de se demander s'il est opportun de le terminer.

Mais ce n'est plus l'époque où le sort des nations était réglé par le choc de leurs armées. Dans le combat, c'est toutes leurs puissances militaires et économiques qui s'affrontent et il apparaît comme une vérité première que le potentiel de guerre d'un pays n'est que la résultante de son organisation du temps de paix.

Cette étude dont l'objet limité est de retracer dans leurs grandes lignes et dans le cadre régional deux améliorations du milieu rural, ne perd donc pas son actualité dans les circonstances présentes qui mettent en pleine lumière toute l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale.

A dire vrai, on s'en était déjà aperçu ; mais depuis moins longtemps qu'on pourrait croire, et si l'opinion des physiocrates était quelque peu exagérée, on peut affirmer que pendant tout le 19^{me} siècle l'agriculture dans la pensée des gouvernants comme dans celle des économistes, a subi une éclipse qu'on peut expliquer par l'attrait que présentait l'évolution rapide du progrès scientifique et matériel dont les réalisations grandioses pour n'être pas à son échelle étonnaient l'homme en même temps qu'elles le remplissaient de fierté. On conçoit qu'il en ait oublié qu'il lui fallait manger chaque jour.

« Jusque là, (1928), il faut bien le reconnaître, l'agriculture
« ne tenait pas, dans les préoccupations de ceux qui gouvernent
« les peuples, la place à laquelle elle avait droit. Au banquet de
« la vie elle était un convive un peu délaissé ; elle était comme
« les fournisseurs invisibles qui entrent par une porte de der-
« rière dans la grande maison dont ils alimentent le luxe. Il
« fallut toute l'autorité et toute l'énergie de quelques uns de
« ses meilleurs défenseurs pour qu'elle fut enfin reçue. Mais à
« peine introduite dans la place, elle s'imposa sans effort, sinon
« sans surprise pour l'entourage, tant il apparut avec évidence
« que son concours était indispensable et ses conseils bons ». (1)

Les difficultés des états Danubiens, la crise américaine de 1929 ont ouvert tous les yeux et ont montré la connexité de tous les problèmes et notamment qu'il ne pouvait pas y avoir d'industrie ni de commerce prospères si l'agriculture souffrait.

Si au cours de cette crise la France a paru moins touchée, si elle n'en a subi les effets qu'avec retardement, elle le doit à sa structure économique et sociale qui est heureusement composée par : (2)

— un équilibre démographique qui comprend encore 54 % de ruraux.

— un équilibre social qui fait que sur 8,5 millions d'hommes vivants sur son sol, 5 millions sont leurs propres patrons et que souvent les salariés ne sont pas sans exploiter quelques parcelles leur appartenant ;

— un équilibre économique qui à chaque facteur industriel fait correspondre dans la production un facteur agricole équivalent.

Dans cette harmonie, l'apport du monde agricole ne saurait être sous estimé, parce qu'il revêt, on vient de le voir, un double aspect économique et social. Cependant, il était et demeure menacé par ce qu'on a convenu d'appeler l'exode rural.

(1) DE VOGUE : Session annuelle des Agriculteurs de France (1919).

(2) M. OUALID.

Les fils se déprennent du goût d'un labeur dans lequel trop souvent ils ont vu leurs pères peiner, une vie entière sans en tirer d'autre profit que le minimum pour subsister.

Plus encore que le manque de richesse, c'est les conditions mêmes de cette existence qui, comparée à celle du citadin, leur apparaissait médiocre et quasi archaïque.

Ce sera le mérite des hommes qui se sont succédés au Gouvernement depuis 1919 de l'avoir compris et de s'être efforcés d'améliorer le sort du cultivateur en lui en donnant les moyens, rehaussant ainsi indirectement à ses propres yeux l'estime qu'il pouvait avoir de sa profession.

Envisagée sous cet angle, c'est toute la question de l'équipement rural qui se posait.

Quelle est-elle exactement et est ce une nouveauté ?

A ne la considérer que « stricto sensu » il n'en est rien, et celui qui le premier défricha la forêt, draina son champs, arrosa ses terres arides, aménagea sa ferme et les bâtiments d'exploitation fit œuvre d'équipement rural.

Ce que ce terme implique, c'est moins la nature des travaux à exécuter que leur coordination, leur intégration dans un plan d'ensemble. Justement parce que ces travaux ne profitent pas seulement à l'intéressé, mais aussi à la collectivité, ils méritent de devenir une affaire d'Etat.

En quoi consistent-ils ? Une excellente définition en a été donnée par Monsieur Bourdier (1) qui les range en quatre catégories :

1° — les améliorations du sol ou améliorations foncières proprement dites.

2° — les améliorations dans les conditions d'exploitation du sol.

3° — les améliorations dans les conditions générales d'existence et de travail à la campagne.

° 4 — les améliorations dans les conditions de recueil, de transformation et de vente des produits agricoles.

(1) BOURDIER. (Thèse page 75).

C'est, on le voit, un vaste programme et ce serait un trop ambitieux dessein que de vouloir le traiter entièrement.

C'est parce que nous avons eu la bonne fortune d'assister à une partie de sa réalisation que nous avons eu l'idée de cette étude qui se bornera à deux aspects :

— l'électrification des campagnes,

— les coopératives,

dans le cadre limité du département de Vaucluse dont dans un chapitre préliminaire nous rappellerons les caractéristiques essentielles. (1)

(1) Exerçant nos fonctions d'Ingénieur du Génie Rural dans le département de Vaucluse, nous avons ainsi été amenés à participer à l'œuvre entreprise et nous avons pu plus aisément en suivre le développement comme en connaître les résultats.

Nous avons procédé à des enquêtes sous forme de questionnaires auprès des Coopératives et des distributeurs d'électricité. Tous nous ont répondu avec la meilleure volonté et nous tenons à les en remercier. Donc, sauf indications contraires, les renseignements et tableaux que nous publions sont les résumés de ces enquêtes auxquelles nous avons attaché le plus grand soin, et des documents et archives de notre Service.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Caractères essentiels du Département de Vaucluse

I

CARACTERISTIQUES PHYSIQUES

Le département de Vaucluse, compris du Nord au Sud entre les parallèles 45° 45' et 43° 42' de latitude Nord et de l'Est à l'Ouest entre les méridiens 2° 22' et 3° 20' de longitude Est, fait géographiquement partie de la Provence dont le défilé de Donzère constitue la clef au Nord.

Il s'intègre dans la région du bas Rhône à l'intérieur de laquelle il est limité à l'Ouest par le Rhône, au Sud par la Durance, au Nord et à l'Est par les massifs des préalpes, sans que toutefois cette limite soit naturellement définie. Elle s'explique plutôt, quant à l'enclave de Valréas notamment, par les raisons historiques de la formation de Vaucluse qui a été constitué en 1793 par la réunion du Comtat Venaissin (pour 54 %) d'une partie de la principauté d'Orange (6 %) et de la Provence (40 %).

RELIEF

Il est la conséquence de la géologie de cette région dont, sans insister, on rappellera l'origine. On peut dire qu'en gros celle-ci est l'histoire de l'isthme Duracien, qui reliait à l'infra crétacé les continents hercyniens des Cévennes d'une part et des Maures d'autre part, et qui est limité au Nord par la zone Alpine (fosse voconnienne) et au Sud par celle des plis provençaux.

Ce seuil dont le soubassement hercynien fut le témoin di-

recteur, a reçu le choc des plissements pyrénéo-provençaux et des mouvements alpins qui ont déterminé tout d'abord les zones de cassures Nord-Ouest, Sud-Est (gouttière tectonique du Rhône) puis les ondulations Est-Ouest : Ventoux, Luberon, Chaînes provençales, d'où la structure réticulée du relief de base actuel.

Dans les bassins d'ennoyage ainsi créés par le modelé qui a été rajeuni au moment des mouvements alpins, au miocène et au pliocène ce sont accumulés les alluvions et les dépôts détritiques enlevés aux plis attaqués par l'érosion.

Enfin les alluvions du quaternaire ont rempli la gouttière du Rhône qui se modifie sous l'influence des phénomènes actuels.

On peut maintenant distinguer trois régions naturelles :

1° — *La Plaine*

Elle borde le Rhône dans toute sa traversée du département. Il est difficile de lui assigner une largeur moyenne car les collines empiètent plus ou moins sur elle. Elle présente une double pente, longitudinale assez faible, et transversale plus forte. Son sol est constitué par les alluvions du Rhône en deux étages dont le plus bas est formé de cailloux, de gravier et de sable grossier, et le plus élevé qui est aussi le plus large, de sable fin et de limon.

Cette zone alluviale dont les parties les plus larges sont les plaines de Bollène, Mondragon, Orange et celle d'Avignon (île de la Barthelasse) communique par 3 seuils :

celui de l'Aygues avec la plaine de Camaret et l'Ouvèze,

— celui de l'Ouvèze avec la plaine de Carpentras,

— celui de Bompas avec les plaines du Thor et des Vallées de la Durance et du Coulon.

Les alluvions de la Durance présentent une grande analogie avec celles du Rhône, en restant cependant plus argileuses ; celles de la plaine des Paluds sont fines, celles de Carpentras plus grossières et surtout de nature géologique sensiblement différente (bassin d'ennoyage du miocène remanié par les érosions).

C'est cette région naturelle fécondée par les irrigations qui fait la richesse quasi proverbiale du département.

2° — *Les Collines*

Une première série forme une chaîne sensiblement parallèle au Rhône et s'écarte progressivement en arrivant à la Durance.

Mis à part le petit massif gréseux plus important de la région de Bollène, Mondragon, Uchaux, ce sont les restes des terrasses successives de 15 m. à 145 m. d'altitude déposées au cours des âges géologiques.

Une deuxième série plus considérable dont l'altitude peut atteindre 450 m. et sensiblement orientée de l'Est à l'Ouest occupe l'espace situé entre les monts de Vaucluse et la chaîne du Luberon.

Enfin des buttes sédimentaires entourent la bordure orientale et sud orientale de la plaine de Carpentras.

Ces collines sont composées tantôt de roches calcaires ou de grès siliceux, tantôt de marnes sableuses et d'un grès grossier à texture lâche, nommé mollasse.

C'est par excellence la région de la culture de la vigne.

3° — *Les Montagnes*

Elles occupent toute la région Est du département et sont représentées par deux massifs principaux :

Au Nord, le Ventoux qui de sa masse imposante, culminant à 1912 m. domine tout le Comtat et lui imprime son esthétique. A pic sur la vallée du Toulourenc, il se prolonge à l'Est par la montagne de Lure et s'abaisse pour former le vaste plateau de la région de Sault, et en s'infléchissant en croissant vers le Sud, il donne naissance aux monts de Vaucluse.

C'est une vaste superficie calcaire que l'on a évaluée à 90.000 hectares, profondément entaillée par le canon de la Nesque et creusée par les avens, les gouffres où l'eau disparaît avec une étonnante rapidité pour s'accumuler dans de véritables chambres souterraines dont l'exutoire le plus important et le plus connu est la magnifique fontaine de Vaucluse.

Par la région de Viens-Céreste, ce massif se relie à celui du Luberon (1.100 m.) qui se termine par des escarpements à pic au dessus des Taillades.

RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Le Rhône qui, en le limitant à l'Ouest, traverse le département du Nord au Sud, est le collecteur de tout le système hydrographique. Sa pente moyenne de 0 m. 40 par kilomètre est faible dans cette partie et sa largeur grande au pont d'Avignon puisqu'elle atteint 224 m. pour la branche gauche et 437 m. pour la branche droite ; sa profondeur moyenne est évaluée à 6 m. Sa vitesse reste cependant assez forte, 1 m. 20 par seconde pour atteindre 4 m. en période de crues. Celles-ci, en général de brève durée ont lieu deux fois par an, au printemps et à l'automne, et quand elles n'atteignent pas des niveaux dangereux, elles déposent des limons fertilisants. L'étiage se produit deux fois l'an, d'abord en Janvier, au moment des grands froids, ensuite à la fin d'Août, après la fonte des neiges. Les inondations subites sont redoutables (1840-1856 et les plus récentes 1935-1936) et les riverains ont du se protéger par toute une série de digues longitudinales dont l'entretien est un lourd tribut.

Il reçoit successivement le Lauzon, le Lez, l'Aygues et l'Ouvèze qui naissent dans les montagnes de la Drôme. Ce sont de dangereux torrents qui peuvent rester à sec pendant plusieurs mois de l'été et que les orages grossissent rapidement pour en porter le débit à plusieurs milliers de mètres cube à la seconde, et dont les eaux tumultueuses causent les plus grands ravages aux terres voisines.

La Sorgue qui se jette dans l'Ouvèze très peu avant son confluent avec le Rhône constitue une exception remarquable. Dès sa naissance à la fontaine de Vaucluse, elle possède un volume considérable d'une eau claire et pure ; on sait qu'elle collecte tout le bassin versant du Ventoux et des monts de Vaucluse ; ses crues sont périodiques et régulières et jamais dangereuses et son aménagement hydraulique et agricole est une

des réalisations les plus complètes et les plus heureuses qui puissent être citées. Elle se divise en de nombreux bras (Sorgues de Velleron, Branche du Thor, Sorguettes) qui irriguent toute la plaine du Thor et des Paluds.

Citons encore la Nesque, presque toujours à sec mais dont la vallée sauvage a eu assez de grandeur pour inspirer Mistral, et l'Auzon, rivière régulière qui traverse Carpentras.

On en arrive ainsi au bassin de la Durance qui comme le Rhône limite au Sud le département, dans son cours inférieur. C'est un véritable torrent alpestre, qui au moment des crues roule des eaux épaisses chargées de limon, de graviers et même de cailloux, en ravageant les berges, pour donner naissance ensuite à de nombreux bras qui divaguent dans un lit démesuré qui peut atteindre jusqu'à 1.170 m. au droit de la prise du Canal des Alpilles et dont l'instabilité fait le désespoir des usagers de ses eaux. Sa pente est élevée (moyenne en Vaucluse 2 m. 47 par kilomètre) environ 6 fois plus forte que celle du Rhône et ses crues par le barrage hydraulique qu'elles constituent dans le Rhône, en cas de concommittence avec celles du fleuve, constituent un sérieux danger pour Avignon.

Mais par la température, par la nature même de ses eaux, elle est la grande pourvoyeuse de la richesse de sa vallée et de la plaine de Carpentras et les bienfaits que l'homme a pu en tirer compensent largement sa malfaisance naturelle.

Un peu à l'Ouest de Cavaillon, elle reçoit le Coulon qui prend sa naissance à Banon dans les Basses Alpes, et qui irrigue tout le territoire compris entre les Monts de Vaucluse et le Luberon. C'est, lui aussi, un torrent.

CLIMAT

Pluie

Monsieur de Martonne considère l'été méditerranéen comme une extension éphémère du climat désertique sous l'influence de la remontée de l'anticyclone des Açores sur le golfe de Gascogne pendant la saison chaude.

Ce qui caractérise donc le climat Vaclusien qui est sensiblement le même que celui de la Provence, c'est la sécheresse. Les précipitations sont extrêmement irrégulières et tombent par grosses averses. On observe deux maxima, le principal en automne, l'autre au printemps, séparés par deux périodes sèches (Janvier-Février et Juin à Septembre).

Les moyennes pluviométriques ne présentent pas un grand intérêt dans un pays où les averses automnales se succédant parfois à quelques jours d'intervalles, donnent des chutes de pluies dépassant très souvent 100 mm. en quelques heures.

Vent

Le vent dominant et bien connu est le Mistral, courant d'air parfois très violent descendant le couloir rhodanien. Il se produit chaque fois qu'existent de basses pressions sur le golfe de Gènes, en même temps que l'anticyclone des Açores s'avance de l'Espagne vers la Suisse à travers la France Centrale. C'est un vent sec et froid dont la vitesse est plus grande en hiver par suite des écarts de température entre la vallée du Rhône et la mer ; en effet, pendant cette saison, la Méditerranée plus tiède que les terres, attire une espèce de mousson venant renforcer le Mistral.

En été au contraire, la brise de mer le freine.

Les maxima de fréquence sont de Décembre à Mars. Le Mistral abaisse la température et il souffle toujours par temps clair, il balaye en quelque sorte le ciel dont il accroît la limpidité en augmentant également le rayonnement nocturne.

Ses effets dynamiques sur les plantes sont loin d'être négligeables et c'est à lui qu'on doit les haies de cyprès et les abris de roseaux si caractéristiques de la Provence.

Pendant la saison des pluies (Avril Mai - Octobre Novembre) les vents du Sud-Est et du Sud dominant.

Température

La température est un des facteurs climatiques les plus stables de Vaucluse. Elle est relativement douce et les écarts

thermiques, bien que l'influence de la Méditerranée soit moins déterminante que celle de l'Océan, ne sont pas très prononcés.

L'isotherme de $+ 5^{\circ}$ traverse toute la basse Provence.

Réparties par saisons les caractéristiques du climat Vauclusien sont les suivantes :

— l'hiver est une saison sèche : Février est avec Juillet, le mois le plus sec de l'année.

— le printemps se partage en deux époques, une pluvieuse, l'autre de fréquence maxima de Mistral.

— l'été est chaud et sec, les maxima dépassent couramment $+ 35^{\circ}$. C'est une période très stable, à type quasi steppique en contraste manifeste avec le reste de la France.

— l'automne est instable. C'est la saison des pluies qui peuvent ou être violentes et courtes, ou au contraire, à partir de la fin d'Octobre, être la conséquence d'un régime régulier de précipitations.

Ces facteurs climatiques irréguliers ont pu constituer des obstacles à la production agricole. Par leur ingéniosité, les populations surent les vaincre et si suivant le vieil adage, le mistral constitue un des trois fléaux de la Provence, en compensation il est sain, tonique et gratifie les hommes d'un ciel lumineux.

SOL

Au point de vue agrologique, ce sont des sols jeunes, squelettiques, des paléosols, très près encore de la roche mère. En gros on peut les diviser en deux types. D'une part les larges vallées alluviales des fleuves et leurs affluents bordées, en certains endroits, par des cailloutis formant terrasses et dont les parties basses sont occupées par des limons fins. C'est la zone essentielle des riches cultures irriguées. D'autre part les plateaux calcaires ou la terre arable de formation très faible et très lente est le plus souvent entraînée par les abondantes et violentes précipitations. C'est la région des maigres cultures extensives, des guarrigues portant tout au plus quelques bois de chênes verts et les plantes à parfum.

II

DEMOGRAPHIE

Au dernier recensement de 1936, la population de Vaucluse était de 245.508 habitants répartis administrativement en 3 arrondissements, 22 cantons et 151 communes, soit une densité de 69 habitants au kilomètre carré, ce qui est sensiblement la moyenne de la France. En vérité ce chiffre ne donne qu'un ordre de grandeur, il importe de le préciser par le caractère de la population. Or en Vaucluse, une seule ville de moyenne importance, le chef-lieu Avignon, d'environ 60.000 habitants, c'est donc une population rurale ; si par ailleurs on tient compte des landes et des territoires incultes qui atteignent environ le 1/6 de la superficie totale, on doit conclure que le Vaucluse est doté d'une population rurale dont la densité est relativement élevée. Comment ce peuplement s'est effectué, comment il a évolué à l'intérieur même du département, c'est ce qu'on se propose d'indiquer brièvement.

1. — Formation du peuplement

A l'origine quoi qu'on puisse de prime abord en penser, ce n'est point la vallée du Rhône qui a constitué le chemin de migration. A le considérer à l'époque actuelle quand par ses inondations qui très rapidement transforment en marais les îles boisées de son lit et ses berges les plus basses, on conçoit aisément qu'aux premiers âges, il se soit montré davantage comme une barrière que comme une voie de pénétration, dans une plaine dont les frontières avec les rivières étaient impraticables, malsaines et difficiles à mettre en culture avec de faibles moyens.

Aussi, aux époques paléolithiques et néolithiques, les premières populations se sont-elles tenues dans la montagne, s'abritant d'abord sous les rochers, dans les cavernes, ensuite dans des huttes primitives construites en branchages puis en pierres sèches (ce sont les « bories » de la région de Gordes, Murs). Il semble qu'elle venaient des Alpes méridionales et qu'elles eurent

une vie sédentaire avec tout au plus quelques déplacements dans la plaine.

Puis vinrent, toujours des montagnes, les peuplements Celtes et Ligures. La vraie colonisation date des Romains qui apportèrent dans le pays la technique d'une civilisation avancée manifestée par la création de routes, la fondation de villes, l'établissement de « villa » et surtout par des travaux d'amélioration foncière. C'est de cette époque que date le peuplement de la plaine au détriment du plateau. Les capitalistes romains occupèrent les basses terres, créèrent les latifundia et pour les exploiter asséchèrent les marais.

Ce double apport de la puissance romaine, aménagements du sol par le drainage des terres basses et l'irrigation des parties arides, et sécurité civile, imprime une grande richesse à la région, lui confère, par le développement des métiers et l'importance des échanges, une grande activité économique (marchés prospères d'Avignon, Carpentras, Orange, Cavaillon, Vaison, Apt),

Les grandes invasions ravagèrent le pays ; les travaux d'art détruits, les basses vallées redeviennent des marais, les terrasses des landes, l'insécurité règne, les populations diminuées regagnent les plateaux. Il faut attendre la maison d'Anjou en Provence et les Papes dans le Comtat pour que le pays se relève. Avec ces princes vinrent d'Italie surtout de Florence et de Gênes, de nombreuses familles aristocratiques italiennes. Aidées de Juifs, elles contribuèrent au développement et à la mise en valeur des campagnes au XV^e siècle par deux processus :

1° — L'accroissement d'Avignon oblige à une immigration de main d'œuvre employée dans la construction.

2° — Les riches aristocrates et négociants achètent des domaines et les cultivent.

Aussi bien les Papes que les Princes d'Anjou donnent des concessions de terre à des immigrants qui pour la plupart sont des Piémontais et des montagnards des Alpes, des diocèses de Gap, Besançon, Grenoble, de la Tarentaise.

L'immigration du XIV^e et du XV^e siècle a apporté trois éléments de peuplement complémentaires les uns des autres :

— une classe italienne riche qui s'est rapidement transformée en aristocratie foncière.

— une masse de travailleurs alpins et italiens.

— des hommes d'affaires Juifs qui ont donné au pays l'élan qui lui manquait (1).

Cependant, cette population ne s'est jamais maintenue suffisante pour les besoins et elle a toujours du être complétée :

— par une immigration saisonnière de montagnards au moment des récoltes, moissons et vendanges,

— par un exode durable d'Italiens et de montagnards, continuant encore à l'époque actuelle.

Telle est la formation de cette population vaclusienne qui n'a pas été sans être fortement modelée par le climat, population travailleuse, conservant de son origine, malgré la richesse actuelle, le souvenir des temps où elle craignait la disette, la famine.

Le Vaclusien demeure extrêmement intelligent, compréhensif, prompt à envisager les solutions les plus heureuses qui lui permettent de se tirer des grandes difficultés (crise de garantie, crise de la vigne, phylloxera). Il importe de lui faire confiance, de lui laisser une large initiative. De vivre sous un ciel lumineux comme celui du Latium et presque aussi pur que celui de la Grèce, lui a conféré l'aptitude à l'humanisme et dans cette voie, s'il fallait distinguer entre le maraîcher qui s'enrichit dans les basses vallées et le cultivateur des hauts plateaux, peut être pourrait on être amené à croire que la conquête des biens matériels n'est point sans faire payer un trop lourd tribut à l'esprit.

2° — *Son mouvement interne*

Quel a été son mouvement interne ? D'abord suivant la loi très générale qui a joué ici comme partout ailleurs, un exode rural intensif vers la ville. En un demi-siècle environ (recensements de 1882 et de 1936) certaines communes ont perdu la moitié de leurs habitants alors que la population totale du département

(1) GEORGES opus cit, page 299.

n'a guère varié (elle passe de 244.149 habitants en 1882 à 245.508 en 1936). Celle d'Avignon croît de 37.657 à 59.472 habitants sans qu'il soit tenu compte du Pontet nouvellement promu au rang de commune.

Mais il semble bien qu'à côté de ce mouvement général s'est produit une tendance à la dispersion au détriment des bourgs dont l'activité qui correspondait au stade d'une économie locale presque fermée n'est plus en rapport avec les conditions actuelles.

En règle générale, l'habitat se présente sous deux formes, l'habitat en bourg, l'habitat dispersé ; chacun d'eux se rattachant à des conditions d'établissement différentes, quelquefois opposées. La majorité des auteurs invoquent la fréquence des points d'eau ; d'autres plus rares (1), des habitudes sociales, raciales, des usages culturels (théorie de l'openfield). Bien qu'il y ait beaucoup de vrai dans cette dernière opinion, on ne saurait toutefois négliger l'importance de l'eau, au moins dans les régions méditerranéennes où sa prééminence s'accuse, étant entendu toutefois qu'elle pourra être plus ou moins modifiée ou masquée par la valeur des facteurs sociaux ou économiques.

C'est ainsi qu'en Vaucluse, la zone de l'habitat aggloméré est celle des montagnes et des plateaux calcaires, et au contraire, la riche plaine du Comtat où pouvaient facilement être atteintes les nappes alluviales ou artésiennes, constitua une excellente région de dispersion aussitôt que sa mise en valeur fut possible. Dans la zone intermédiaire des premiers contreforts et des collines, ce furent les conditions du milieu qui furent dominantes : jusqu'au XVII^e siècle, l'insécurité, le manque de moyens pour entreprendre les améliorations foncières nécessaires à la mise en culture des terres les plus fertiles contraignirent les hommes à se grouper en des villages fortifiés construits sur des pitons.

Les raisons historiques s'atténuant, les conditions économiques prennent le pas sur elles et les anciens villages s'affaiblissent au bénéfice des marchés.

(1) M. DION, Professeur à la faculté de lettres de Lille.

Les résultats de cette émigration sont les suivants :

— sur les plateaux, la population rurale est en forte régression et bien que le village se dépeuple ce sont les fermes isolées qui disparaissent : aussi on peut constater que le rapport de la population agglomérée à la population totale peut rester constant. C'est le cas des hauts plateaux de Vaucluse, de la partie montagneuse située au dessus d'Apt.

— Dans la plaine, la mise en culture des terres de vallée a entraîné un mouvement du village vers les campagnes et si la population totale a pu rester constante, le rapport de la population agglomérée à la population totale est décroissant. Un exemple particulièrement typique de ce phénomène est la région de Carpentras, où les améliorations foncières réalisées à la fin du XIX^e siècle ont fortement accru le nombre des petites exploitations (Althen les Paluds). Par contre, dans la vallée du Rhône surtout aux environs d'Avignon, l'industrie locale a conservé aux bourgs malgré le gain de la plaine, le caractère de centres économiques.

Il en est de même dans la vallée de la Durance et le versant méridional du Luberon. Toute cette plaine fort riche et remarquablement cultivée est davantage soustraite à l'influence d'Avignon à partir de Cavaillon ; elle regarde plutôt vers Marseille, assez lointaine pour que son action soit atténuée, et les marchés de primeurs n'ont pas perdu, au contraire, de leur importance.

Dans la zone intermédiaire, la population totale diminue aussi, mais ce sont les villages qui sont les plus touchés, et le rapport de la population agglomérée à la population totale est fortement décroissant. Tel est le cas de la vallée du Coulon au dessus d'Apt et de la vallée de l'Ouvèze.

Il apparaît ainsi que les victimes les plus touchées de cette évolution sont les bourgs fortifiés, bâtis sur le roc, loin des chemins, où les paysans rentraient chaque soir pour s'abriter, leur journée achevée. Leur aménagement interne correspondait à une culture extensive dotée de faibles moyens, à un stade historique disparu dont ils demeurent les témoins vétustes et souvent abandonnés. Est-ce dire qu'ils sont condamnés sans ré-

mission. Il semble bien qu'ils peuvent trouver une survie au moins temporaire par contraste avec les conditions mêmes de l'existence urbaine actuelle. Situés dans des sites pittoresques à une altitude qui, en été, conditionne la fraîcheur et un air léger, ils sont recherchés par les estivants qui, pourvu qu'on leur fournisse les commodités qu'ils jugent indispensables, notamment l'eau potable à domicile, achètent les maisons, qui tombaient en ruine, relèvent les murs, refont les toitures et constituent les facteurs actifs d'une nouvelle vie locale. Ainsi, tel oppidum qui ne pouvait plus être considéré que comme le refuge des oiseaux de nuit et le séjour de prédilection des lézards, renaît dans la verdure. Sans doute, on n'y entendra guère le bruit des artisans, non plus le pas des hommes d'armes, mais l'ancienne place forte deviendra le lieu salubre et tranquille où le citadin viendra rétablir dans le recueillement, un organisme épuisé par les excès d'une civilisation matérielle.

III

CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Il n'est point besoin de faire un long séjour dans le Comtat pour en déterminer le trait dominant.

Si l'on excepte les industries ocrières de la région d'Apt, celles de la brique réfractère à Bollène, quelques moulinages de soie, les papeteries de Malaucène et de la vallée de la Sorgue, certaines manufactures d'habillement, toute l'activité économique est dominée par l'agriculture. En aucun lieu ne travaillent les haut fournaux, les mines, la métallurgie, ce qu'on convient d'appeler les industries lourdes.

Chaque agglomération importante, Apt, Cavaillon, Carpentras, Orange, Avignon, doit sa prospérité à ce qu'elle est un marché animé, un centre d'échanges entre les commerçants et les agriculteurs où se sont installées les banques et les industries de transformation.

A Apt et à Carpentras, ce sont les confiseries, les confitureries, les usines de conserves, de concentration de pulpe de tomates. A Avignon, c'est la fabrication du matériel agricole, d'engrais chimiques et de produits anticryptogamiques. Dans la vallée du Rhône, les manufactures de balais.

Il n'est que d'examiner l'évolution d'Avignon d'abord simple centre local, dont le développement des communications a accru l'importance et dont la population a presque doublé en 50

ans, pour être assuré qu'elle est liée à la prospérité agricole du Comtat.

Considéré dans son ensemble, le département présente donc une unité marquée, qui pour l'étude entreprise n'est pas sans présenter un sérieux avantage : tout part de la terre, tout y est consacré.

C'est donc dans la connaissance de l'agriculture qu'il faudra chercher la diversité aussi bien en ce qui concerne l'exploitation des terres et la production agricole qu'en ce qui a trait au caractère des habitants dont le fond commun de paysannerie a été plus ou moins modifié par leur activité.

Aussi bien, s'étendra-t-on plus volontiers sur tout ce qui intéresse l'agriculture vaclusienne.

PROPRIETE ET EXPLOITATION AGRICOLE BATIMENTS RURAUX

En Vaucluse, propriété et exploitation sont sensiblement équivalents car quelque soit la région que l'on considère, le mode de faire valoir le plus fréquent est le faire valoir par le propriétaire lui-même.

La grande propriété est rare, à ce type se rattachent les bastides ou les mas, et ces deux termes, qui sont synonymes, désignaient au XV^e siècle dans les actes administratifs aussi bien la construction que le tènement, ce qui démontre le lien entre la grande propriété et les fermes isolées.

On considère que leur origine est triple.

Les premières et les plus anciennes sont des « villa » romaines reconstituées sur les domaines seigneuriaux dès le X^e siècle, à l'époque où furent repris les défrichements.

Les secondes se sont constituées quand les seigneurs laïcs ou clercs ont accordé des concessions aux municipales et aux communautés. Ils se sont alors réservé des terres sur lesquelles ils ont installé des domestiques et élevé des constructions néces-

saires à leur exploitation en prévoyant un corps de logis qu'ils pourraient habiter.

Enfin, au moment du développement de l'agriculture à partir du XVIII^e siècle, certains riches bourgeois citadins ont acquis des terres, les ont groupées pour constituer de petits domaines, dont les bâtiments furent plus ou moins importants suivant que le propriétaire s'y réservait un pied à terre ou qu'il se contentait d'y installer un métayer.

Actuellement, cette grande propriété dont la limite inférieure peut être fixée à 50 hectares, se rencontre rarement dans la plaine et dans la région des côteaux. Par contre, elle est fréquente dans la montagne ou sur les plateaux où la superficie cultivable est faible et la culture extensive.

Les bastides primitives étaient de gros édifices fortifiés ne présentant que de très faibles ouvertures à l'extérieur, organisées pour pouvoir se défendre et se suffire à elles-mêmes. Le plus souvent, la bastide comprend autour d'une cour centrale plantée d'arbres, la maison du maître généralement surélevée au dessus d'une cave, et le logement du régisseur dont la façade orientée au midi est percée de fenêtres.

Sur les autres côtés : les bâtiments d'exploitation : cellier, écuries, bergeries, granges, remises, four, bûcher. Dans la cour, le puits, l'abreuvoir et la fumière.

La construction est réalisée en molasse ou en calaire à plaque et recouverte de tuiles rondes dites « romaines » constituant une toiture lourde, faiblement inclinée, à bordure de tuiles en gradins renversés, appelées gènoise, formant léger auvent, établie pour pouvoir résister aux vents violents.

L'ensemble, souvent complété par une tour, quelque fois par une chapelle, ne communiquant avec l'extérieur que par un grand porche est très comparable aux importantes fermes de la Champagne ou de la Beauce.

C'est la petite propriété qui domine dans la plaine où règne la culture très intensive des produits maraîchers. Chaque

exploitant cultive en moyenne deux ou trois hectares avec les membres de sa famille aidé s'il y a lieu, de façon saisonnière, quand les travaux réclament un supplément de main d'œuvre (Vallée de la Durance, plaine de Carpentras).

Ailleurs, vallée du Rhône, du Coulon, versant oriental du Luberon, si le sol se prête à toutes les cultures, la moyenne propriété de 10 à 20 hectares devient la règle.

Les bâtiments de cette exploitation réalisent la transition entre le mas et la petite ferme.

Celle-ci, qu'elle corresponde à la « grange » du Nord du département, bordant le Tricastin, à la propriété viticole de la plaine, ou à l'exploitation de cultures maraîchères de Carpentras et de la Durance, conserve sensiblement le même type qui est celui d'une petite exploitation familiale n'employant qu'un matériel restreint, quelques outils, une ou deux bêtes de trait, et n'ayant pas besoin de vastes locaux pour la conservation de la récolte qui très rapidement est portée au marché, chez le négociant ou à la coopérative.

C'est une construction orientée au midi, élevée en pierres calcaires ou en molasse, toiture de tuile ne comportant souvent qu'une seule pente, groupant autour d'une pièce centrale, les locaux de service, écurie, grange, petit cellier, et ayant les chambres à l'étage.

Avec l'accroissement de la richesse moyenne, elle s'est agrandie, quelquefois ornée. Il reste cependant à l'améliorer sensiblement au point de vue d l'hygiène, sans pour cela y consacrer semble-t-il, de grandes dépenses.

Pour être complet, il conviendrait de décrire les exploitations des bourgs de la région montagneuses. On se contentera de faire remarquer que les locaux sont exigus et qu'ils ne correspondent plus aux machines actuelles de culture et de récolte qui auraient d'ailleurs la plus grande peine à circuler dans les rues trop étroites.

PRODUCTION AGRICOLE

La statistique agricole annuelle de 1937 donne les chiffres ci-dessous :

Superficie de terres labourables	89.209 hectares
Superficie de prés naturels	11.577 hectares
Superficie d'herbages	3.663 hectares
Superficie de paturages et de paccages.....	15.437 hectares
Superficie de cultures maraîchères.....	15.078 hectares
Superficie de cultures fruitières.....	5.723 hectares
Superficie de cultures florales, pépinières, plantes médicinales, plantes à parfum.....	3.482 hectares
Superficie de vignes	45.444 hectares
Superficie de bois et forêts	99.772 hectares
Superficie de plantation de peupliers, oseraies, etc..., etc... ..	1.790 hectares
Superficie de landes et de terres incultes.....	41.352 hectares
Superficie de territoires non compris dans les catégories ci-dessus (routes, fleuves, rivières, etc..., etc...)	22.650 hectares

Superficie du territoire..... 355.177 hectares

De l'examen de ce tableau, on peut conclure :

1° - qu'une forte proportion du territoire, 1/9, n'a pas de valeur agricole, et que la forêt la plus souvent constituée d'yeuse, de chêne blanc, traités le plus souvent en taillis couvre encore 27 % de la surface départementale. On doit à cet égard signaler la réussite du cèdre qui introduit artificiellement de 1861 à 1867 sur les pentes du Ventoux à Bédoin, a magnifiquement prospéré.

On ne saurait trop insister sur la valeur du reboisement qui concourt si heureusement au maintien des terres et à la retenue des eaux, mais qui doit lutter contre les incendies qui dévastent périodiquement les forêts.

2° - que la vignes, avec 45.444 hectares et dont on traitera spécialement à propos des caves coopératives, et les cultures maraîchères et fruitières avec 20.800 hectares, constituent la base de la production agricole et de la richesse du département (1).

3° - que les prairies naturelles et les herbages (et même les paccages) sont très faibles, conditionnant une production animale réduite et orientée surtout vers le mouton.

Les Céréales

Bien qu'elles ne constituent plus, depuis le développement des voies de communication, le fondement même de la culture, elles présentent encore une certaine importance. Le blé couvre bon an mal an 20.000 hectares et sa production, un moment en regression manifeste, se maintient depuis que son prix s'est amélioré. Mais cultivé extensivement, surtout sur les hauts plateaux, les rendements obtenus sont faibles, 10 à 14 quintaux à l'hectare, suivant les années, et la quantité annuelle n'est guère que de 300.000 à 350.000 quintaux. Dans la suite, on reviendra plus longuement sur cette question du blé.

L'orge (4 à 5.000 hectares) et l'avoine (8 à 9.000 hectares) sont les deux céréales de printemps. Une mention spéciale doit être faite pour le sorgho ou millet à balais qui, dans la vallée du Rhône, intéresse environ 3.000 hectares et fournit en même temps qu'une sérieuse rémunération aux cultivateurs, par sa paille la matière première de l'industrie florissante de la fabrication des balais.

Mérite encore d'être signalée la culture de la betterave à sucre qui dans le nord du département occupe environ 1.200 hectares et alimente pour la plus grosse part l'importante sucrerie d'Orange.

(1) Pour avoir une opinion aussi précise que possible sur l'importance relative des cultures, on peut, suivant les Services Agricoles, adopter comme terme de comparaison entre les diverses cultures, les chiffres suivants : Coefficients : 1 pour la culture des céréales, 5 pour la culture des vignes, 10 pour les cultures maraîchères. Ainsi à une propriété de 50 hectares de terres labourables, équivaldrait une propriété de 10 hectares de vignes et de 5 hectares de cultures maraîchères.

Cultures Maraîchères et Fruitières

Bien que leur origine remonte au XIV^e siècle et que tout terrain arrosé leur soit propice, leur expansion a été liée aux transports qui leur permettent d'atteindre les marchés. Actuellement, elles intéressent une surface de l'ordre de 15.000 hectares et les fruits et légumes de Provence sont célèbres dans toute l'Europe. Toutes les plantes potagères sont cultivées suivant les saisons, et spécialement en vue de la production des primeurs.

Celle-ci exige le concours de trois facteurs, la chaleur, l'eau, les engrais. Les caractères du sol n'interviennent que d'une manière secondaire car l'habileté des cultivateurs, appuyée sur une profonde connaissance du milieu physique, et sur une remarquable technique, a su chaque fois modifier les conditions naturelles. Aussi peut-on dire que la culture maraîchère est possible partout où l'eau peut être distribuée abondamment. Elle s'est installée de préférence dans les terres d'alluvions récentes des vallées de la Durance et du Rhône pour s'étendre ensuite aux terres d'alluvions anciennes, même caillouteuses que les eaux d'irrigation, en même temps qu'elles les arrosaient, colmataient par leur limon fertilisant.

Cette eau est distribuée par tout un système de canaux, qui se ramifient en filioles, suivant une répartition équitable et régulière.

C'est le soleil qui, dans le Comtat, fournit généreusement la chaleur indispensable aux plantes, directement ou par l'intermédiaire de châssis pour les semis et les jeunes plantes. La culture hâtive des asperges exige l'appoint des chauffages artificiels, dans les forceries de la région de Lauris.

Les abris contre le mistral jouent un rôle capital. Ils comprennent tout d'abord les haies de cyprès, plantés serrés (à 0 m. 30-0,50 d'intervalle) et constituant les abris de tête, laissant entre chaque ligne un espace qui est lui même divisé par des abris mobiles et temporaires faits de roseaux, maintenus par des piquets.

La succession dans les espèces cultivées assure une production continue toute l'année, qui alimente un très gros commerce d'exportation dont l'importance est capitale dans les principaux marchés, Cavaillon, Carpentras, Avignon, Orange, dont il assure la prospérité.

Il est assez difficile d'en donner la valeur qui varie essentiellement chaque année avec la capacité d'absorption des débouchés et la concurrence des autres centres. On indiquera toutefois pour fixer les idées, les quantités de légumes exportés par chemin de fer en 1937 par les gares du département, étant entendu qu'il conviendrait d'ajouter en outre, les exportations effectuées par route, chaque année plus nombreuses : artichauts, 835 tonnes ; asperges, 6.556 ; aubergines, 1.260 ; aulx, 1.536 ; carottes, 1.239 ; choux-fleurs, 21.674 ; concombres, 288 ; pommes de terre, 11.055 ; salades, 6.836 ; tomates, 21.178 (non compris tous les fruits qui sont transformés en pulpe dans les conserveries).

L'introduction des arbres à fruits en Vaucluse est vraisemblablement contemporaine de celle de la vigne dont les conditions d'existence sont sensiblement les mêmes que celles du pêcher, de l'amandier, de l'abricotier. Mais c'est vers la fin du siècle dernier que leur culture s'est étendue, d'abord sur les terrasses caillouteuses (cerisiers, abricotiers) ensuite par ilots dans les vallées du Rhône et de la Durance, enfin chez les maraîchers qui dans les terres d'alluvions tendent de plus en plus à constituer des vergers de poiriers et de pêcheurs.

L'abricotier occupe environ 300 hectares, surtout dans la région de Carpentras.

Le cerisier est cultivé sur 800 hectares dans la région d'Apt, Carpentras, les pentes du Luberon. Les premières cerises sont livrées à l'exportation, les autres aux confitureries.

Le pêcher est planté dans la région maraîchère sur environ 300 hectares. Leur production alimente la consommation directe, les expéditeurs, les confitureries et confiseries, qui, en 1934 ont traité 5.170 tonnes de fruits et dont on ne saurait sous estimer l'importance quand les débouchés viennent à faire défaut.

Signalons encore l'amandier et l'olivier dont la régression est manifeste et les pépinières qui se sont fort développées au cours des dix dernières années par suite des plantations de vignes en France, et à l'étranger. Elles occupent environ 940 hectares de vignes mères, et 600 hectares de porte greffes dans la région comprise entre Orange et Carpentras.

Enfin, les fraisiers qui sont cultivés sur 750 hectares dans la région de Carpentras. (1)

(1) Nous donnons ci-dessous les chiffres extraits de la Statistique Agricole de 1938 (récolte 1937).

DESIGNATIONS DES CULTURES	Surface en hectares	Production moyenne à l'hectare quintaux	Valeur moyenne du quintal Francs
HORTICULTURE et ARBORICULTURE			
1° - Cultures maraîchères			
Ail	626.65	105	256
Haricots verts	1.204.07	25	350
Petits pois	892.50	25	250
Artichauts	337.59	28	8.60 les 12
Asperges	6.211.95	45	4 de kg
Melons	2.686.32	225	20.00 les 12
Tomates	2.492.62	225	100
Oignons	246.35	140	95
Carottes	196.90	150	90
Choux fleurs	352.75	300	14.50 les 12
Choux autres	231.25	350	6.50 les 12
Divers	760.00		
2° Horticulture fruitière		Valeur moy. de la production à l'hectare.	
Cultures fruitières (en plein) destinées à la vente.	6.022.47	18.000	Francs
Terres et jardins consacrés à vente de produits maraîchers .	2.386.50	18.000	
3° - Cultures florales, arbustives ou d'ornementation destinées à la vente.			
Pépinières	109.00	20.000	
Plantes médicinales	365.50	20.000	
Plantes à parfum	43.50	12.000	
	3.584.50	8.000	

Prairies, Paccages et Production Animale

Si les prairies s'étendent sur une surface très restreinte, les prés irrigués qui entourent Avignon sont parmi les plus beaux qui soient et l'arrosage par calans provençaux est justement célèbre. Leur végétation alimente le troupeau bovin dont la spéculation à peu près exclusive est l'alimentation en lait des villes.

Le seul élevage qui ait quelques importance est celui du mouton (1.550 béliers, 10.000 moutons, 68.000 brebis, 105.000 agneaux) répartis dans 1.650 exploitations dont les troupeaux les plus nombreux qui atteignent 100 à 200 brebis se trouvent dans la région montagnaise, et dont les fins sont :

1° - et plus spécialement la production d'agneaux de lait vendus dès qu'ils atteignent 14 à 15 kilogs.

2° - l'engraissement des moutons adultes et des brebis impropres à la reproduction.

3° - la laine dont la production atteint 105 à 110.000 kgs.

Enfin, on ne saurait terminer ce rapide tour d'horizon, sans mentionner la production des plantes à essence, particulièrement celle de la lavande qui sur les hauts plateaux constitue un appoint qui n'est pas négligeable pour les exploitants, la culture du cardon à foulon et des plantes à graine (luzerne, 1.180 hectares ; sainfoin, 66 et trèfle violet, 277) et la truffe dont la production atteint jusqu'à 8.000 quintaux, ce qui place Vaucluse au tout premier plan.

VUE D'ENSEMBLE

Telle est, rapidement esquissée, l'agriculture vauclusienne dont on conçoit qu'elle ne saurait présenter le même visage dans tout le département. Il y a eu autrefois une polyculture à rendement médiocre reposant essentiellement sur la culture du blé, accompagnée de plus grand nombre possible de ressources d'appoint, elle persiste encore dans toutes les régions où la vigne n'a pu s'installer, où le sol et l'irrigation ne per-

mettent pas le maraîchinage, c'est-à-dire dans la partie nord jusqu'à Orange et sur les hauts plateaux vauclusiens.

Par contre, les cultures spécialisées ont étendu leur domaine dans la plaine et dans les vallées. C'est le vignoble qui tout d'abord s'est établi sur les collines, les terrasses, les terres sèches de la plaine. Il a peu à peu détrôné l'olivier dont les maladies et les gelées diminuaient le rendement. Atteint par la crise viticole et les déprédations du phylloxera, il a reculé pour se reconstituer peu à peu.

Mais entre temps, les cultures maraîchères, parties de la riche vallée de la Durance ont progressivement envahi tous les terrains irrigués, la plaine de Carpentras, la région d'Orange. Leur importance s'est accrue par l'organisation et les méthodes commerciales qui tendent vers une économie industrielle, qui va même jusqu'à modifier le paysage naturel en lui imprimant un caractère spécifique : « La campagne est compartimentée par
« les haies de cyprès et de roseaux séchés comme une immense
« usine divisée en ateliers où les hommes s'affairent toute
« l'année.

« Tout est artificiel, les canaux d'irrigation, les haies, les
« installations thermiques réchauffant la terre pour la pro-
« duction des primeurs. La route elle-même connaît la circu-
« lation intense des régions industrielles, les gares surprennent
« par l'étendue de leurs voies de garage et de triage, le nombre
« de trains de marchandises manœuvrant jour et nuit, le va et
« vient continuel des camions et les voitures devant les quais
« de chargement. On a l'impression d'une vie intense dans
« une région très évoluée ». (1)

Ainsi, autour du centre économique que constitue la région d'Avignon et la plaine de la Durance s'étagent comme des gradins de moins en moins fortunés :

— d'abord la plaine sèche et les collines caillouteuses porteuses du vignoble et des arbres fruitiers ou subsistent encore les olivettes ancestrales sur les dernières terrasses où le figuier

(1) GEORGES, opus cit, page 387.

retient de ses racines les pierres croulantes des murs de soutienement.

--- puis la montagne calcaire où l'habitant paît son troupeau, récolte son blé, cueille le miel de ses ruches et distille le parfum de sa lavande.

Alors que dans les hauts pays la vie rurale se prolonge à peu de choses près comme aux siècles précédents et que les régions conservent en grande partie leur autonomie économique, le cultivateur de la plaine qui ne peut établir ses prix qui sont fixés par les mercuriales des marchés a perdu de son indépendance. Mais pour précaire qu'elle soit, il a acquis une richesse qui lui a permis d'atteindre un standard de vie que lui envieraient nombre de paysans de France et qui incite ses enfants à demeurer fidèles à la terre.

Avec l'altitude, on remonte le cours des âges en parcourant en sens inverse le chemin d'une évolution qu'on retrouve partout autour de la méditerranée (Roussillon). Est-elle heureuse ? Ici, il ne convient pas de décider. Ce qui est certain, c'est que si le haut Vauclusien, au soir de sa vie, peut, dans la guarrigue parfumée, méditer sur son simple bonheur, la jeunesse plus sensible à l'attrait du progrès matériel, tend à délaisser les maigres terres de ses pères.

C'est pourquoi, aussi bien sous le ciel de Provence que sous les basses nuées de Bretagne, partout où le sol est ingrat, il importait de doter le paysan des facilités d'existence dont nous bien longtemps déjà le citadin est pourvu.

CHAPITRE I

L'ELECTRIFICATION RURALE

L'électrification rurale, dans le Département de Vaucluse, est une œuvre de base dont les conséquences se sont étendues aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine social.

Maintenant qu'elle est réalisée en quasi totalité, il pourrait sembler superflu d'en analyser les avantages. Il n'est pour s'en rendre compte, que de savoir qu'aucun usager, que ce soit la ménagère à laquelle, par sa lumière, par l'utilisation des appareils domestiques, elle a apporté plus d'agrément dans la vie de chaque jour, que ce soit l'agriculteur auquel l'appoint de sa force est venu faciliter la tâche, ne consentirait à en être privé. Elle s'est aussi bien prêtée à l'amélioration de la vie individuelle qu'au développement des collectivités. Elle offre enfin, étant à peu près terminée, la possibilité d'examiner les résultats obtenus et d'en tirer un enseignement. Sans doute, ceux-ci feront apparaître qu'elle a dans le Comtat, une situation privilégiée quant à son développement. Mais les méthodes qui ont permis sa réalisation relèvent d'une conception qui, pour avoir varié dans ses applications locales et suivant les moments, s'est appliquée à l'ensemble de la France et dont le mérite revient à l'Administration de l'Agriculture et à ses agents.

C'est pourquoi il convient tout d'abord de l'étudier, au moins rapidement, et dans ses données essentielles dans le cadre national.

I. — ÉTUDE D'ENSEMBLE

Une remarque liminaire s'impose.

A une époque où les doctrines ont une tendance à prendre le pas sur les faits et la raison, où l'on donne comme panacée universelle, tantôt un étatiste absolu, tantôt un libéralisme anarchique, l'électrification des campagnes apparaît comme le résultat d'un dirigisme qui, en recourant plus à la collaboration qu'à la contrainte, et en révélant même certains intérêts qui s'ignoraient, sut grouper tous les concours privés et publics.

Bien que certaines communes aient été électrifiées dès avant la guerre « que l'équipement des secteurs coopératifs « de Roivet (Somme), de Prouais Rosay (Eure-et-Loir), de Vau-« cogne (Aube), de St-Ouen (Marne) ait été étudié par le Service « du Génie Rural... et qu'en 1913 et dans le premier semestre de « 1914 ce service ait déjà été saisi de 34 demandes tendant à « obtenir son concours pour l'installation de réseaux électri-« ques » (1), le problème ne s'est vraiment posé qu'en 1919. C'est la circulaire interministérielle du 19 Octobre 1919 qui, sous le titre « Emploi généralisé de l'énergie électrique en vue de la réorganisation économique du pays », en a posé le principe et envisagé les premiers moyens de réalisation.

Quand, aujourd'hui, on contemple l'œuvre accomplie, quand, arrivé ou peu s'en faut au bout du chemin parcouru, on se retourne vers l'origine, on peut se demander si les moyens employés ont bien été les meilleurs, s'il n'aurait pas été préférable de concevoir le problème dans son aspect entier et de lui donner une solution d'ensemble. Il est aisé « a posteriori », avec la connaissance de tous les éléments, de rebâtir d'une manière plus rationnelle. Mais il importe avant tout, pour être juste, de se placer dans « le climat » des débuts : une opinion publique indifférente, même chez les intéressés les plus immédiats, un monde industriel hostile, un statut juridique de la

(1) *Houille Blanche* 1937-38. V. DE PAMPELONNE, « L'action Administrative dans l'électrification rurale ».

distribution qui, en instituant puissance concédante : la commune, la plus petite unité administrative et la plus diverse, imprimait un caractère particulièrement fragmentaire à la réalisation ; autant d'obstacles qu'il fallut vaincre en trouvant, quelquefois même en improvisant, des solutions techniques, financières, et administratives, variables dans l'espace et dans la durée. Comme le mouvement se prouve en marchant, il fallut convaincre de l'électrification des campagnes en la réalisant.

LES BESOINS A DESSERVIR

Il faut reconnaître qu'au début, on était très mal fixé à leur égard. Sans doute, la lumière électrique apparaissait-elle comme la plus économique et de l'emploi le plus commode, le plus agréable, sans doute aussi pensait-on que l'énergie électrique donnerait un complément de force précieux et viendrait heureusement remédier à la crise de main d'œuvre particulièrement redoutée au lendemain de la guerre ; et ces opinions, qui avaient normalement cours dans les milieux dirigeants, s'étaient manifestées aussi bien au moment des débats sur la loi du 16 Octobre 1919 sur l'équipement hydraulique de la France, que dans la circulaire interministérielle du 19 Octobre 1919 dont le titre est suffisamment évocateur. Mais, en vérité, aucun recensement sérieux n'avait eu lieu, les deux parties les plus intéressées, cultivateurs et industriels, n'étant pas les plus avertis, à beaucoup près. D'un côté les industriels ne « croyaient » pas à un emploi rémunérateur de l'électricité à la campagne et n'entendaient ni se risquer à la légère, ni faire de la prospection. De l'autre, les agriculteurs, ignoraient tout de son emploi.

Ce fut à l'Administration qu'incomba le soin d'éclairer l'opinion du monde rural et de convaincre les distributeurs. Elle s'employa à ce rôle par des textes, des circulaires, la rédaction de petites brochures, dont la plus remarquable est la « Notice sur l'Electrification des campagnes » de 1924 qui traite des a-

vantages de l'électricité. du problème technique posé par la construction des réseaux ruraux, et des voies et moyens qui permettent de le résoudre. Mais c'est surtout par ses agents, les Ingénieurs du Génie Rural, qui surent réaliser la liaison entre tous les intéressés, que son action fut féconde. Elle dût évaluer approximativement quelle serait la consommation.

On doit noter à cet égard que « si l'on avait pensé que l'électrification rurale puisse être au premier chef une entreprise économique, destinée à apporter avant tout à l'agriculture un appoint de force motrice qui lui manquait, très vite il fallut se rendre à l'évidence et reconnaître que les habitants des campagnes désiraient avant tout l'électricité pour avoir, grâce à la lumière et aux usages domestiques de l'énergie, de plus grandes commodités pour la vie courante... Par contre, la force motrice n'était que peu demandée ». (1)

LES DIFFICULTÉS A VAINCRE

En dehors même des imprécisions touchant les besoins à desservir, dont le recensement conditionnait les caractéristiques techniques des réseaux à établir et du climat psychologique, d'énormes difficultés subsistaient ayant trait au régime juridique, à la construction des réseaux, à leur financement.

A. — Statut Juridique des Distributions d'Énergie Électrique.

Il était, et il est toujours, déterminé par la loi du 15 juin 1906 et les règlements pris en exécution de cette loi.

Sauf le cas où les ouvrages de transport et de distribution sont établis exclusivement sur des terrains privés, auquel cas une simple autorisation suffisait, trois régimes sont possibles.

1° — *Les régies municipales ou les syndicats intercommunaux.* — C'est le procédé de l'organisation directe du service

(1) — DE PAMPELONNE. — Opus cit.

public par l'autorité administrative. En ce qui concerne la distribution de l'énergie électrique (construction et exploitation du réseau) elle a été organisée par le décret du 30 Août 1917 qui a imposé un cahier des charges type, et par le décret d'administration publique du 8 Octobre 1917 qui a fixé les conditions d'exploitation. Tout en respectant le principe de ce régime, les textes ont cependant prévu certaines précautions, qui, à l'usage, ne se sont pas révélées superflues, bien au contraire ; et sans insister autrement, il a été constaté que ce procédé, si séduisant à certains égards, n'a pu être employé utilement que si certaines conditions étaient remplies au préalable.

2° — *La permission de voirie.* — sans limitation de durée et sans prescriptions relatives aux conditions commerciales d'exploitation.

La loi du 27 Février 1925 est venue restreindre la liberté de ce régime en lui imposant des conditions maxima de puissance, (moins de 100 kw), de durée, (moins de trente années) et de vente, qui le rapproche de la concession. Aussi est-il devenu l'exception.

3° — *Les concessions.* — La loi elle-même les a réparties en deux catégories : les concessions simples, les concessions déclarées d'utilité publique.

Cette distinction qui s'affirme par la comparaison des articles 10 et 12, le premier ne donnant au concessionnaire simple que « le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages », alors que suivant le second « la déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire de tous les droits que les lois et les règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics », a permis à certains auteurs (Jèze, Contrats administratifs, p. 119 et suivantes) de voir dans le premier type une concession de travaux publics et dans le second une concession de service public, alors que d'autres, (Blondeau, La concession de Service Public, p. 67 et suivantes) ne distinguent pas et veulent y voir dans tous les cas « une concession de service public ».

En fait, on tend de plus en plus à l'unification pour ne conserver que la « Concession avec déclaration d'utilité publique » qui paraît réunir tous les éléments de concession d'un service public : obligation pour le concessionnaire de fournir l'énergie à des tarifs déterminés à toute personne qui la demande, contrôle administratif, mesures de contrainte (régie provisoire, déchéance), en contre-partie d'un privilège d'éclairage. Il semble bien, d'ailleurs que la concession de distribution d'électricité, surtout envisagée du point de vue de l'électrification rurale, présente un exemple pertinent de l'évolution de la notion de concession depuis les travaux publics jusqu'au service public,

C'est pourquoi, sans qu'on s'y attarde trop longtemps, ce qui déborderait et le cadre et la nature de cette étude, elle mérite qu'on s'y arrête un moment.

M. Blondeau, après avoir examiné les divers sens donnés à ce vocable en droit administratif, conclut « que le mot de concession n'éveille aucune idée précise » (1). M. Mestre, dans la préface de l'ouvrage de M. Blondeau signale « qu'il n'est pas dans la langue juridique de mot aussi fuyant que celui de concession ».

Qu'est donc la concession ?

Suivant Littré (édition 1877, tome 3) : « La concession est « le don et l'octroi qu'un souverain ou un seigneur fait de « quelque privilège, de quelque droit, de quelque grâce... ».

Pour qu'elle soit définie, deux éléments doivent être réunis :

1° - La concession émane de la *souveraineté*, de la *puissance publique*, de nul autre. Elle suivra l'évolution de cette autorité, elle se teintera même du caractère plus ou moins compréhensif de l'Etat (concession purement immobilière de l'Ancien régime, concession à tendance industrielle d'aujourd'hui). Elle se dégradera avec la puissance concédante depuis l'Etat jusqu'à la Commune.

2° - Ce qui est concédé, c'est l'exercice d'un *droit de puissance publique*.

Cet élément a parfaitement été mis en valeur par M.

(1) BLONDEAU. — « La concession de Service Public » (opus cit).

Hauriou dans son « Précis » (deuxième édition 1893) : « Ce « qui caractérise cette concession c'est donc que la rémunération de l'entrepreneur est obtenue, non par le paiement « d'une somme d'argent, mais par la concession et l'exercice « d'un droit de *puissance publique* qui sera fructueux entre « ses mains ».

On n'en veut prendre pour exemple que celui des régimes des concessions de chute d'eau. Avant la loi du 16 Octobre 1919, c'était l'*autorisation* relevant du droit privé, qui était le droit commun, la concession était réservée là seulement où l'Etat possédait des droits de puissance publique, c'est-à-dire sur les rivières domaniales et le législateur n'a pas cru devoir instituer en règle générale la concession sur toutes les rivières, sans avoir déclaré au préalable *richesse nationale*, l'énergie de tous les cours d'eau.

Dans quel but est-elle octroyée ? Ce ne peut être que dans un but d'*utilité générale*. Au début, c'était la simple exécution d'un travail public. La puissance concédante, suivant l'expression du doyen Hauriou, « battait monnaie avec ses droits de puissance publique pour épargner ses finances ». Elle demandait à l'initiative privée d'exécuter à ses frais des travaux publics, dont, en contre-partie et sous la condition d'observer certaines prescriptions, l'exploitation lui était réservée, étant entendu qu'aussi bien dans l'exécution des travaux que dans l'exploitation de l'ouvrage, l'entrepreneur se trouvait substitué à la personne administrative dans l'exercice de facultés exorbitantes du droit commun. A l'origine, la notion de travail public a donc servi de support à celle de service public, aussi, dans le même temps que la notion du service a englobé celle des travaux, la concession s'est agrandie.

Tel fut le processus suivi par la concession de distribution d'électricité. A l'époque des premiers réseaux, elle consiste essentiellement : en l'octroi d'un privilège d'éclairage à un entrepreneur qui exécutera la construction des lignes de transport de l'énergie électrique, soit sur le domaine public dont l'autorisation d'occupation privative lui est accordée, soit sur le domaine privé au moyen de l'expropriation pour cause

d'utilité publique. En contre-partie, seul il est autorisé à vendre l'énergie électrique lumière à des tarifs dont les maxima sont déterminés et en observant certaines prescriptions.

Cet ensemble qui comprend deux parties : l'une contractuelle, l'autre réglementaire faisant l'objet d'une convention et d'un cahier des charges, lie en les associant l'entreprise privée et la personne publique.

Très vite, la distribution de l'énergie électrique est devenue indispensable, très vite, la notion de service public est apparue et a dominé celle de travail public. Il en a résulté que la partie réglementaire du lien juridique, dont l'aspect pécunier s'estompait, a eu tendance à l'emporter sur la partie contractuelle.

Une autre raison concourait au même résultat. C'est que l'autorité concédante est, dans l'espèce, la commune, et si telle grande ville, par ses services, par les conseils dont elle peut disposer, par l'intérêt même de son exploitation présente, est parfaitement armée pour défendre ses intérêts, il n'en est pas de même d'une petite commune rurale. Par ailleurs, la diversité eut été trop grande. Aussi pour éviter les abus comme pour parer dans une certaine mesure à une trop grande hétérogénéité, l'Autorité Supérieure, par le procédé habituel de la tutelle administrative, est intervenue en imposant un cahier des charges type.

C'est par la modification de ce cahier des charges et, depuis 1935, directement par des textes légaux, que la Puissance publique a renforcé le caractère réglementaire de la concession.

Quiconque ne serait pas prévenu pourrait croire que ces textes ont porté des atteintes assez graves au régime de la concession tel qu'il est entendu par la majorité de la doctrine et la jurisprudence, pour que son caractère soit changé jusqu'à se rapprocher de celui donné par la théorie, la concession : acte unilatéral. Il suffit de lire les règlements d'application (arrêtés, circulaires), dont le moins qu'on puisse dire est que leur rédaction est suffisamment lâche pour permettre des interprétations extensives, pour s'apercevoir qu'en pratique, rien n'est profondément transformé.

En vérité, et quoiqu'il puisse sembler, ce n'est pas vis-à-vis du concessionnaire que l'action des pouvoirs publics s'est le plus exercée, mais plutôt vis-à-vis de l'autorité concédante.

Actuellement, celle-ci demeure bien la commune, mais l'Etat a singulièrement limité sa liberté d'appréciation, qui ne s'exerce en fait que sur quelques points secondaires, comme l'obtention de ristournes contractuelles, ou d'un tarif d'éclairage public avantageux.

Parallèlement à l'intégration économique réalisée par les grands groupes de l'industrie électrique qui ont peu à peu fait disparaître les petits distributeurs, et qui, ensuite, se sont partagé les zones d'influence, il s'est effectué une centralisation administrative, qui, progressivement, a dépossédé les personnes publiques du moindre rang pour concentrer les pouvoirs dans les mains de l'Etat. Mais, à mesure que la puissance de l'industriel augmentait, il fallait que s'accroisse l'autorité. Cette évolution s'est réalisée dans les faits plus que sur le plan juridique.

Il n'en demeure pas moins qu'au début de l'électrification des campagnes, ce statut de la distribution n'a pas été sans constituer un obstacle sérieux dont il convient, outre la dispersion, de signaler un autre aspect.

En principe, c'est au concessionnaire qu'incombe le soin d'exécuter les travaux. Sans doute le cahier des charges lui impose bien la desserte de tous les abonnés qui en font la demande, mais sous certaines conditions de paiement ou de recettes qui, dans le cas des cultivateurs, étaient prohibitives.

Les seuls moyens qui restaient à la puissance concédante pour exécuter l'électrification de ses campagnes étaient donc :

— ou de demander au concessionnaire de vouloir bien construire, en lui accordant une subvention pour l'aider. Dans la pratique, surtout dans les débuts, arguant des frais d'exploitation que le nouveau réseau entraînerait, le concessionnaire demandait à la commune de prendre entièrement à sa charge les dépenses de construction et en profitait en outre, pour essayer d'obtenir des révisions de tarifs substantielles. En fait, et dans quelques régions, il apparaissait souvent com-

me un maître (et certaines rédactions de conventions sont symptomatiques à cet égard) ayant une tendance à abuser de la situation.

— ou de construire elle même le réseau par le procédé normal de l'adjudication et de demander au concessionnaire de l'exploiter, ce qui pouvait entraîner de nombreuses difficultés, non seulement quant aux nouvelles conditions d'exploitation, mais encore quant au délai entre la réception du réseau et la prise en charge par l'exploitant.

Pendant longtemps, ni les communes, ni l'Administration ne disposèrent de moyens de contrainte dont la première esquisse apparaît seulement dans l'article 112 de la loi de finances de 1936. Il fallait s'en remettre à la collaboration, entraînant de longues et laborieuses discussions que ne comprenaient pas toujours les populations, dont l'impatience à être desservies pouvait gêner l'action des conseils des communes, qui, dans maintes occasions, n'avaient pas de meilleur auxiliaire que le temps.

En vérité, les collectivités ne furent pleinement maîtresses de leur action que dans le cas d'un Syndicat intercommunal groupant de nombreuses communes sur un territoire riche, et dont l'importance était accrue dans la mesure où il pouvait disposer d'énergie réservée. Alors, mais alors seulement, et bien que la cascade d'intermédiaires entre la production et la livraison de cette énergie fut loin d'être négligeable, il leur était loisible ou de construire et d'exploiter elles-mêmes, ou, en provoquant un appel d'offres entre les concessionnaires éventuels, d'obtenir son plein effet du régime légal en vigueur.

B. — Construction des Réseaux.

Si on entendait que tout le monde rural puisse bénéficier de l'énergie, les réseaux devaient atteindre non seulement les villages, mais les hameaux et les fermes isolées ; leur établissement se révélait extrêmement coûteux. En contre-partie, il ne fallait pas espérer, tout au moins au début, des recettes élevées, les quantités d'énergie consommée, pour diversifié qu'en

fut l'emploi, n'étant pas considérables. En dehors de l'éclairage et des usages domestiques, la force motrice en agriculture, si l'on excepte quelques ateliers familiaux, est limitée non seulement quant à la puissance, mais aussi quant à la durée et doit-on ajouter que son utilisation est concentrée à des moments déterminés, qui provoquent une demande massive sur une période courte ; le coefficient de dispersion est extrêmement faible. On peut donc affirmer que le problème apparaissait comme particulièrement délicat, puisqu'il devait satisfaire à des conditions difficilement conciliables.

Aussi l'électrification rurale « ne (pouvait) être considérée « isolément, mais bien insérée dans le cadre de l'électrification générale du pays. Seule, c'est à peine si on (pouvait) la « concevoir. Supposer que des usines spéciales, des grandes « lignes de transport et même des réseaux de distribution aux « Services publics spéciaux puissent assurer la fourniture et « la distribution de l'énergie dans les campagnes (était) évoquer une impossibilité... Il convenait donc d'utiliser au « mieux les lignes existantes et de greffer sur elles les antennes nécessaires pour desservir les campagnes ». (1)

Il fallait donc envisager l'électrification des campagnes dans le cadre de l'électrification générale du pays, en utilisant les ouvrages qui existaient, dont la densité était extrêmement variable suivant les régions. Considérée du point de vue technique, c'était donc une œuvre de complément, et c'est bien ainsi qu'elle s'est révélée, en apportant sur le plan de la distribution publique, d'heureuses interconnexions qui ont grandement facilité l'exploitation.

(1) DE PAMPOLONNE. — Opus cit.

COMMENT LE PROBLEME FUT RESOLU

A. - Du point de vue administratif.

Qui pouvait entreprendre la construction et l'exploitation des réseaux ruraux ?

Tout en prévoyant l'intervention des communes et des Syndicats de Communes la circulaire du 19 Octobre 1919 envisageait aussi des solutions d'autre nature, telles que la constitution de Sociétés coopératives, et dans les communes dans lesquelles un réseau de distribution existait déjà, la constitution d'associations syndicales ayant pour objet de construire les extensions et d'en remettre ensuite l'exploitation au distributeur du chef-lieu ; ou encore la construction des dites extensions par la concessionnaire auquel des subventions d'exploitation auraient été allouées pour parfaire la différence entre la consommation effective et celle nécessaire pour rémunérer les frais engagés par lui dans la construction du réseau.

Toutes ces solutions ne furent pas également utilisées.

Tout d'abord, la permission de voirie avant même qu'intervint la loi du 27 Février 1925 et le décret du 27 Septembre 1926 apparut comme une forme exceptionnelle, survivance d'une conception privée de la distribution, possible pour un réseau très réduit à quelques abonnés, incompatible avec l'extension de l'électricité considérée comme un service public, et qu'il fallait rejeter.

Ce caractère de la distribution eut, comme autre conséquence, l'élimination des coopératives agricoles proprement dites, dont le régime légal et l'observation de leurs statuts les obligeaient à ne faire d'opérations qu'avec leurs membres et à ne pas desservir le public.

On leur substitua alors, les Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole (S.I.C.A.), créées par une loi du 5 Août 1920, relatives

aux prêts à taux réduits effectués par l'Office National de Crédit Agricole, qui, bien que pouvant faire des opérations avec des tiers, obéissent aux deux règles essentielles des coopératives agricoles.

1. — le capital social est constitué par des parts nominatives invariables, souscrites par des agriculteurs et est rémunéré suivant un taux fixe inférieur à 6 %.

2. — les bénéfices éventuels sont répartis entre les sociétaires au prorata des opérations faites par eux avec la Société.

En fait, ce procédé fut utilisé, mais ne reçut point une grande extension. Suivant la statistique de 1932 il intéressait 1.169 Communes, soit 5,2 % du total, comptant 411.486 habitants, 3,8 %.

On renonça à subventionner l'exploitation des concessionnaires et en définitive, deux modalités administratives reçurent une application fréquente :

1° — La construction par l'autorité concédante aidée par les collectivités supérieures et l'exploitation en régie.

2° — La concession de la distribution à une société industrielle, avec construction du réseau soit par l'autorité concédante, soit par la Société, mais aux frais de la collectivité avec le concours financier de l'Etat.

Ce fut le procédé le plus usité (Statistique de 1932 — 87,6 %). Or, le régime légal de la concession communale constituait une sérieuse difficulté. Est-ce à dire que la réalité ait apporté là un démenti notoire ?

En vérité, c'est que l'Administration de l'Agriculture sut trouver un moyen qui respectait à la fois le statut juridique existant et permettait de trouver des solutions d'ensemble : ce fut le « *Syndicat de communes* ».

« A cette forme d'association presque ignorée (il en existait 43 en 1917) le Génie Rural a fait un recours intensif... « On a pu dire, sans exagération, qu'il est considéré aujourd'hui comme le spécialiste des Syndicats de communes ». (1)

Livrées à elles-mêmes, les petites communes eussent été

(1) Pierre FROMOND. — « Les Méthodes modernes d'Administration » Revue politique et parlementaire du 10 Juin 1937.

impuissantes, même avec l'aide financière de l'Etat, la construction des réseaux eût été trop dispendieuse et, par leur faible consommation, elles ne présentaient aucun intérêt aux yeux des distributeurs. Elles risquaient fort de n'être jamais pourvues.

Réunies ou, mieux encore, associées à des communes plus importantes ayant une densité de population élevée, l'ensemble présentait des facilités de construction et des possibilités de consommation qui s'opposaient aux difficultés : diminution du coût de construction des lignes, intérêt économique qui se traduisait par une amélioration et une homogénéité dans les tarifs consentis, par une possibilité d'exploitation en régie, viable seulement si les frais généraux pouvaient être réduits, tels étaient les avantages qu'apportaient les Syndicats qui permirent en outre, très souvent, aux collectivités rurales, de bénéficier des puissances qui leur étaient réservées par la loi du 16 Octobre 1919.

(1) « Les Syndicats intercommunaux furent donc, dans la « grande majorité des cas, les véritables pivots de l'électrifi-
« cation rurale. Héritiers des pouvoirs concédants des com-
« munes, et traitant en leur nom, bénéficiaires des subventions
« de l'Etat et des Départements, imposant aux communes ad-
« hérentes, les sommes à leur charge, empruntant le plus sou-
« vent en leur nom, recevant les participations des usagers,
« leur action, dirigée par l'Administration, assura les réalisa-
« tions très étendues que l'on constate aujourd'hui, dans des
« conditions de rapidité et d'homogénéité beaucoup plus gran-
« des que celles qu'eussent pu obtenir les communes isolées ».

B. - Du point de vue financier.

Si les syndicats intercommunaux, par le groupement des communes, permettaient d'envisager la desserte d'une région dans son ensemble, et par la construction de feeders soigneusement établis et de postes de transformation judicieusement

(1) DE PAMPELONNE. — Opus cit

répartis, apportaient des solutions techniques heureuses, génératrices d'économies, il n'en demeurerait pas moins que l'électrification rurale se révélait comme particulièrement onéreuse et que n'était pas superflue la coopération de tous les concours publics, (Etat, département, communes), et privés (usagers et industriels).

I. — CONTRIBUTION PRIVEE

a) *Futurs usagers*

Aussi bien, le premier soin de l'Administration, en dehors des moyens financiers dont elle put disposer et des mesures réglementaires qu'elle utilisa pour régler le rythme de l'électrification, fut d'encourager les futurs usagers à participer eux mêmes à l'œuvre entreprise.

Toute réduction dans la dépense de construction était un gain acquis ; aussi décida-t-on que, en fait, et bien que le principe de droit fut contraire, l'implantation des supports dans les propriétés privées ainsi que le surplomb des lignes ne donnerait pas lieu au versement d'une indemnité, sauf le cas de dommage réel causé aux récoltes, et que les dépenses de ce chef ne seraient pas subventionnées. Un article de la loi de finances de 1925, en décidant que pour tous les projets, l'attribution de la subvention comportait déclaration d'utilité publique, réduisit beaucoup les formalités de contrainte des opposants et renforça cette doctrine. Mais surtout il fut fait un large appel à la participation financière directe des intéressés et sous deux formes principales.

a) une contribution volontaire ou, plus souvent, imposée sous la forme d'une taxe de branchement, plus élevée s'il s'agissait d'un branchement force motrice que d'un branchement lumière, perçue au bénéfice de la commune soit directement par elle-même au moyen d'un titre de recette, soit par le concessionnaire au moment de l'exécution du branchement et ristournée ensuite à l'autorité concédante.

b) une surtaxe sur le prix de vente du courant, établie au bénéfice de la commune et perçue en même temps que les quitances de consommation et dont l'affectation extrêmement précise avait pour objet de faire face aux annuités de l'emprunt contracté par la commune pour l'exécution des travaux.

Cette mesure discutée parce qu'elle s'opposait dans une certaine manière au principe de la concession, puisqu'elle n'était point perçue en faveur du concessionnaire, et considérée à l'origine comme à peine régulière, se révéla, surtout dans les régions pauvres, comme d'une utilité si incontestable qu'elle « s'est imposée au point d'entraîner la modification devant « le conseil d'Etat, du texte des cahiers des charges types de « distribution d'énergie ». (1) Il faut ajouter que cette mesure, surtout au début de l'électrification, quand tous les habitants n'étaient pas desservis, fut le plus souvent vivement approuvée par les Municipalités qui répugnaient à élever le nombre des centimes, à charger d'impôts des cultivateurs, qui, trop éloignés ne pouvaient bénéficier de l'électricité, et qu'il apparaissait comme infiniment plus juste de faire couvrir la plus grosse part des annuités d'emprunts par ceux-là mêmes qui étaient desservis. Actuellement, dans les communes qui sont alimentées, cette question de justice distributive n'a plus la même importance, et parce qu'il vient à l'encontre d'une politique d'accroissement de la consommation en élevant le prix du Kwh, ce procédé est infiniment moins employé ; il ne faut pas le décrier pour autant, ni méconnaître les grands services qu'il a pu rendre.

Par ailleurs, c'est auprès des futurs abonnés que furent très souvent trouvés les fonds nécessaires à la couverture des emprunts émis par les communes, sans le concours d'intermédiaires, soit sous forme de prêt à court terme consenti par quelques particuliers, soit par l'émission d'obligations dans le public, souscrites chez les receveurs municipaux.

(1) DE PAMPELONNE. — Opus cit

b) Industriels

Les industriels eux-mêmes participèrent quelquefois en capital dans les dépenses de construction des réseaux ; si dans l'ensemble de la France leur contribution fut extrêmement modeste, il est cependant certaines régions où elle fut réelle et non négligeable. Mais on doit surtout compter à leur actif que, dans bien des cas, ils ont commencé les travaux avant même que la réunion des fonds ne fut entièrement assurée, et qu'eux mêmes ou leurs entrepreneurs ont consentis des avances de capitaux qui ont aidé à la rapidité de l'exécution. Sans doute, fréquemment, ils se sont couverts par une clause d'indemnité de retard dans les paiements, mais ils ne l'ont pas toujours fait jouer et si elle fut maintenue pour éviter des abus, sur les instances du Service du Génie Rural elle ne s'appliqua pas aux retards dans les paiements des subventions de l'Etat.

II. — AIDE DES POUVOIRS PUBLICS

1. — *Les départements*

Quant aux départements, ils contribuèrent dans l'ensemble de la France, pour une large part, à l'aide apportée aux communes. Dès l'origine et suivant un programme de travaux dressé par le Service du Génie Rural dans le cadre régional, les Assemblées départementales purent connaître l'ordre de grandeur de la dépense à engager et prévoir les modalités de financement. Celles-ci furent diverses, soit construction des lignes à Haute Tension, soit participation en capital dans les dépenses, sans distinction de nature des lignes. Le plus souvent cependant, on s'en tint à une participation suivant une proportion déterminée dans les annuités d'emprunts contractés par les communes ou les syndicats de communes, pour faire face aux dépenses des travaux.

2. — *L'Etat*

Mais c'est à l'Etat que devait incomber le principal effort à accomplir ; il ne consistait pas seulement à accorder un large concours financier, mais encore à orienter la construction.

Compte tenu des difficultés du moment, il fallait considérer l'électrification rurale comme une œuvre qui devait se développer tout d'abord en surface, avec une progression par zones en allant des régions de densité de population la plus forte vers celles d'habitat dispersé, en adoptant une conception technique qui permit, aux moindres frais, de réaliser en premier lieu une ossature de lignes à haute et moyenne tension, de greffer ensuite sur ce canevas les lignes de distribution à basse tension, et, une fois cet objectif atteint donnant une rémunération suffisante aux industriels, d'accroître en profondeur l'importance des réseaux en augmentant leur capacité pour développer la consommation. Par ailleurs, il importe de ne pas perdre de vue qu'à l'origine, l'expérience technique, aussi bien pour la construction que pour l'exploitation, faisait entièrement défaut et que c'est à la lumière des premières réalisations que les procédés se sont améliorés dans le moment même que les conditions de desserte devenaient plus difficiles et exigeaient une plus grande robustesse des réseaux pour diminuer les frais d'entretien et accroître la sécurité de l'exploitation.

A. - Subventions à fonds perdus.

Pour cet, objet, l'Administration ne disposait pas de pouvoir de contrainte, et force lui fut d'opérer indirectement par le moyen de ses Ingénieurs agissant comme conseils techniques, financiers et administratifs auprès des collectivités, et par le régime des subventions qui fut modifié dans la mesure ou, pour faire face aux nouvelles conditions d'alimentation, devaient être changés les modes de construction.

Aussi le premier barème pris en application de l'arrêté du 5 Janvier 1924 et qui fut en vigueur du 30 Juin au 30 Mars 1929, comportait les clauses suivantes :

1° — Les lignes Haute Tension et moyenne tension étaient subventionnées à un taux variant de 25 à 55 % suivant la dépense par habitant desservi, les lignes Basse Tension au taux de 10 à 22 % seulement, sans que le taux moyen puisse être supérieur à 30 %.

2° — Pour qu'un réseau puisse être admis au bénéfice de la subvention, la dépense par habitant desservi ne devait pas être supérieure à une somme déterminée chaque année en application de l'Article 4 du règlement d'Administration Publique du 13 Décembre 1923, qui a varié de 300 à 600 francs. (21 Janvier 1930).

Toutefois, suivant l'article 5 de l'arrêté du 5 Janvier 1924, une exception était possible dans le cas où les dépenses dépassant la limite fixée étaient couvertes par des fonds perdus fournis par les départements, les communes ou les intéressés.

3° — (Art. 6) Une majoration de subvention de 5 % était accordée dans le cas où les collectivités intéressées couvraient leur part en capital au moyen d'un emprunt local à un taux d'intérêt inférieur à 4 %.

Son objet apparaissait nettement :

a) Favoriser la construction des lignes principales, bases de l'extension.

b) Devant les nombreuses demandes, et dans la mesure des crédits accordés par la limitation de la dépense par habitant desservi, donner la préférence aux réseaux alimentant le plus possible d'abonnés aux moindres frais.

c) Encourager, pour soulager d'autant les caisses publiques, la recherche locale des capitaux, suivant un bas loyer de l'argent.

L'incidence sur la construction fut heureuse et indispensable en ce sens qu'elle combattit la tendance à la majoration des prix unitaires, par l'emploi de conceptions techniques simples (lignes mixtes Haute et Basse tension, réseaux monophasés, distribution en 220 v. direct entre phases, postes de transformations aériens) qu'on doit cependant considérer comme de simples transitions dans l'histoire de la construction des réseaux ruraux.

Ce premier stade dépassé, les agglomérations principales alimentées, il fallut songer aux fermes isolées pour lesquelles les dépenses à engager étaient plus considérables et par leur éloignement, et par les précautions à prendre pour permettre une bonne exploitation.

C'est alors que le barème en vigueur est modifié :

a) d'abord par l'article 75 de la loi de finances du 30 Mars 1929 qui élève à 50 % le taux maximum de la subvention accordée, sous la réserve que la consommation atteint 20 Kwh dans le réseau déjà en service ou que, sur la seule extension, la consommation atteindra 25 Kwh à la suite d'utilisations complémentaires, surtout de force motrice (Articles 1 et 2 de l'arrêté du 1^{er} Juillet 1929).

b) puis par les articles 182 et 183 de la loi des finances du 16 Avril 1930 qui fixe le taux de subvention des *écarts* tels qu'ils sont définis dans l'arrêté ministériel du 7 Juin 1930, uniformément à 50 %,

pour finalement être stabilisé par l'arrêté du 6 Mai 1932, toujours en vigueur qui détermine d'une manière précise la notion d'*écart* comme étant dans un projet la portion des dépenses supérieures à 600 francs par habitant desservi, compte-tenu de l'incorporation des dépenses relatives aux projets antérieurs, et de la population déjà alimentée, le taux actuel variant de 33 à 50 %. (1)

B. - Avances du Crédit Agricole.

Le concours de l'Etat n'a pas été borné aux subventions, et la loi du 2 Août 1923 a institué un système d'avances consenties par le Trésor à l'Office National de Crédit Agricole pour que cet organisme puisse accorder aux collectivités qui ont pour objet « l'établissement ou l'exploitation de réseaux ruraux d'électricité » des prêts dont le taux d'intérêt ne devait pas dépasser 3 % et la durée 40 ans, le total des avances consenties par l'Etat à l'Office étant fixé au maximum de 600.000.000 Fr.

Le règlement d'Administration Publique du 13 Décembre

(1) Le taux a été ramené uniformément à 33 % par le décret du 21 Avril 1939.

1923 précise notamment les conditions d'attribution de ces prêts réservés aux réseaux de distribution d'énergie destinée « pour une part prépondérante à des usages agricoles », le montant des prêts variant de 70 % à 100 % de la partie du capital correspondant à ces emplois et effectivement versé par les collectivités, le pourcentage étant fixé d'après la dépense par habitant desservi. En outre, des bonifications étaient prévues, si, à l'intérieur du périmètre considéré, la densité de population était inférieure à 45 habitants par km² ou si la valeur du centime démographique était inférieure ou égale à 10 fr., ou si le capital réuni par les collectivités était rémunéré à un taux brut d'emprunt inférieur à 5 %.

Les collectivités ont usé de cette faculté dans une proportion qui n'est pas négligeable puisqu'elle atteint 7,8 % des dépenses engagées. Toutefois, les demandes de prêt ont été limitées dans une grande proportion par l'application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 5 Janvier 1924 qui stipulaient : « Dans le cas où les collectivités ne bénéficient « pas de prêts à taux réduit en application de la loi du 2 Août « 1923 et du règlement d'administration publique en date du « 13 Décembre 1923, elles peuvent recevoir un complément « de subvention égal à la valeur actuelle de la bonification « d'annuité correspondant au montant du prêt à taux réduit « auquel elles auraient pu prétendre, cette valeur étant cal- « culée pour une durée de 30 ans, au taux d'intérêt auquel « l'Etat se serait procuré les avances à la Caisse des Dépôts « et Consignations ».

Beaucoup de communes pouvant se procurer assez aisément des fonds localement, plutôt que d'avoir deux emprunts et de constituer deux dossiers, ont préféré bénéficier d'une subvention complémentaire en capital qui a atteint jusqu'à 9 % des dépenses prises en considération.

C. - Réserves.

Enfin, il est difficile de traiter de l'électrification rurale, sans mentionner une autre disposition légale qui, pour ne pas être un encouragement financier, a grandement facilité la ré-

solution des cas d'espèces, justement dans les régions montagneuses les plus pauvres financièrement ; ce sont les réserves d'énergie prévues par la loi du 16 Octobre 1919.

Aussitôt après la guerre, quand il s'est agi d'équiper l'énorme richesse en énergie que représentait la Houille Blanche, le législateur a non seulement entendu sauvegarder les droits que les cultivateurs riverains pouvaient avoir, compenser les dommages qui pouvaient résulter de l'installation des usines et de la dérivation des eaux, mais encore il a pensé qu'il était équitable que le monde rural bénéficiât d'une partie de l'énergie produite.

Aussi, à côté des mesures purement conservatoires, la loi du 16 Octobre 1919 contient-elle des dispositions tendant à favoriser la distribution rurale de l'électricité.

Elles font l'objet de l'article 10, duquel le paragraphe 6 institue, au bénéfice de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des Associations syndicales autorisées et des groupements agricoles d'utilité générale qui, postérieurement, ont été spécifiés dans le décret du 16 Février 1932, des réserves en force à prélever sur les puissances disponibles aux bornes des usines hydrauliques concédées, et le paragraphe 7 prévoit des quantités d'énergie à laisser dans les départements riverains pour être rétrocédés par les soins des Conseils Généraux.

Pour ces réserves, dont il est spécifié que le quantum total ne peut être supérieur à 25 % de l'énergie dont dispose l'usine aux divers états du cours d'eau, il est prévu des tarifs spéciaux de faveur qui atteignent le niveau le plus bas, soit le prix de revient normal moyen, sans minimum de consommation ni prime fixe, dans le cas des utilisations agricoles de l'énergie.

Elles sont mises en œuvre par les articles 22, 24, 25, 26 des cahiers des charges types de concession d'usine.

Sans insister autrement ni sur la procédure de détermination ni sur celle d'attribution, il convient toutefois de signaler que ces réserves étaient fournies aux bornes de l'usine et que la mise à la disposition des collectivités bénéficiaires fut souvent rendue très difficile par leur transit qui devait emprunter successivement :

- 1° - les lignes de transport à haute tension
- 2° - les lignes de distribution aux services publics
- 3° - les lignes du distributeur,

réseaux de nature différente quant à leur concession, et constituant une série d'obstacles, difficiles à franchir par l'importance de l'appareil administratif à mettre en mouvement et parfois par l'absence d'un concours de bonnes volontés. Aussi le transport des réserves a eu lieu, le plus souvent, au moyen d'entente entre les bénéficiaires et les concessionnaires des usines et des lignes.

Récemment, le décret du 17 Juin 1938 sur les « Mesures destinées à assurer développement de l'équipement électrique en France », dans son titre II concernant l'énergie réservée des usines hydrauliques, est venu améliorer grandement les dispositions antérieures, en apportant des apaisements aux nombreuses critiques qui avaient été faites, notamment il pose en principe que les réserves prévues par la loi « doivent être mises à la disposition des services, groupements ou collectivités bénéficiaires *au lieu de leur emploi par ceux-ci* ». (Article 8).

Il en résulte toute une série de dispositions favorables au transit de cette énergie, dont nous avons vu qu'il constituait le gros écueil.

a) l'énergie réservée est transportée par priorité dans les limites d'une fraction déterminée de la capacité de transport des ouvrages,

b) les distributeurs ont droit pour le transport de l'énergie réservée à des péages fixés suivant des barèmes,

c) les opérations d'échange d'énergie sont facilitées (art. 9).

Il stipule par ailleurs, dans son article 10 que, lorsque le bénéficiaire de l'énergie réservée a mis celle-ci à la disposition du distributeur, ce dernier doit l'utiliser en totalité dans un délai de 2 ou 5 ans, suivant qu'elle est substituée à de l'énergie thermique ou de l'énergie hydraulique. Mais, quel que soit le délai, les tarifs de la distribution « ne sont pas moins révisés dès que l'énergie réservée est mise à la disposition du distributeur », dans le délai d'un an.

Pour peu qu'on respecte l'esprit, on peut espérer beaucoup de ce texte qui, en quelque sorte, influe un sang nouveau aux dispositions primitives dont ce serait cependant une erreur de croire, qu'ausi imparfaites qu'elles étaient, elles soient demeurées inefficaces. Leur apparition a fait naître la concurrence ou permis à des groupes communaux importants de s'exploiter en régie. Il en est résulté une régularisation des tarifs de vente de l'énergie au public dans des régions très étendues dans lesquelles des différences trop grandes, avec les témoins ainsi établis, ne pouvaient plus être envisagées sans soulever l'opinion publique.

Enfin, la seule menace de leur utilisation a eu pour effet d'inciter les concessionnaires à se montrer conciliants pour amener les communes à y renoncer, et les résultats ainsi obtenus indirectement sont peut-être tout aussi importants que ceux assurés par leur utilisation directe ». (1)

Il faut signaler toutefois, qu'à la suite des décrets-lois ayant décrété les tarifs, la tendance actuelle est de leur donner une affectation spéciale et de les attribuer à des entreprises spécifiquement agricoles, telles que des associations syndicales d'améliorations foncières, irrigation, assainissement ou des coopératives agricoles de transformation : laiteries, fromageries, silos coopératifs, caves, etc... et accessoirement à l'élevation des eaux servant à l'alimentation des communes ». (2)

RÉSULTATS OBTENUS

A. — ETAT ACTUEL DE L'ELECTRIFICATION RURALE

L'ensemble de ces mesures a porté ses fruits puisqu'en 1938 l'électrification rurale était extrêmement avancée. Les quelques chiffres donnés ci-dessous apportent des précisions intéressantes à cet égard.

En 1938 : 36.118 Communes représentant 95 % des commu-

(1) La défense des Intérêts agricoles dans l'utilisation des chutes d'eau page 58 ANNALES 1934 — fascicule 63.

(2) Circulaire du 10 Janvier 1939 — Ministère Agriculture aux Ingénieurs en chefs du Génie Rural.

nes françaises étaient pourvues d'une distribution d'énergie électrique.

- La population totale correspondante était de 41.100.000 habitants, soit : 98 %.

- Les dépenses engagées étaient d'environ 5 milliards 600 millions.

- Les subventions attribuées correspondantes (depuis 1920) étaient de 3 milliards 7 millions, et les paiements effectués de : 2 milliards 327 millions, soit 41,6 %.

Quant aux ressources qui ont permis la couverture des dépenses elles se répartissaient comme il suit :

A) Ressources constituées à fonds perdus :	%	B) Ressources acquises par voie d'emprunt :	%
Subvention de l'Etat	41,6	Prêt à taux réduit du C. A.	7,8
Indemnité de dommages de guerre en emploi	0,5	Emprunt émis localement (auprès des intéressés)	13,4
Subvention des Départements	8,6	Emprunts divers	15,7
Subvention des Communes	3,6	Total partiel	36,90
Subvention des particuliers	0,6		
Participation des concessionnaires	8,2		
Total partiel	63,10		

L'examen de ce tableau montre toute l'importance de l'effort de l'Etat ($41,6 + 7,8 = 49,4$ %).

des particuliers : ($13,4 + 0,6 = 14$ %) ;

fait apparaître combien se sont révélées justes les doctrines de l'Administration.

B. — COMMENT ELLE PEUT ETRE TERMINEE ET AMELIOREE

Mesures prises pour cet objet

Et maintenant que reste-t-il à accomplir ?

La besogne la plus difficile, la plus ingrate, la desserte des écarts qui ne représentent guère qu'une population de 3.500.000 habitants et qui, malgré l'usage de tension élevée telle que le 230-400 volts, exigera l'investissement de capitaux importants,

et à laquelle se trouve lié le renforcement des réseaux construits à l'origine, question moins aiguë qu'on a pu croire, du fait que passée la période de propagande, les techniciens ont vite compris qu'il fallait construire des lignes à capacité plus forte que ne demandait la satisfaction des besoins immédiats, et qui prouve combien avaient raison ceux qui, dès le début, crurent à l'accroissement de la consommation de l'énergie et à la valeur économique des réseaux ruraux.

I. — *Article 108 de la loi du 31 Décembre 1936*

Dans une large mesure, les collectivités seront aidées par les dispositions de l'article 108 de la loi du 31 Décembre 1936, qui a créé un fonds d'amortissement des emprunts d'électrification, alimenté à raison de 50 % par l'Etat, l'autre moitié étant fournie par les concessionnaires des Distributions d'Energie Electrique, dont le but est de prendre en charge :

a) dans une proportion de 50 à 80 % les annuités des emprunts communaux d'électrification,

b) dans une proportion de 50 % les annuités calculées à 4 % en 30 ans des ressources en capital réunies aux mêmes fins par les communes,

c) dans une proportion de 0 à 30 % les annuités des emprunts contractés par les départements pour venir en aide aux Communes.

Ces taux sont déterminés suivant un barème établi par le décret d'Administration Publique du 27 Mai 1937 qui a, en outre, stipulé les conditions de construction des dossiers des demandes présentées par les communes.

Les décisions prises par cet organisme au cours de l'année 1938 et qui se rapportent aux charges de 1937, font apparaître que pour l'ensemble de la France, la quotité assumée par le Fonds est en moyenne de 70 % ; elle libère ainsi d'importantes ressources qui pourront être affectées, au moins en partie, à l'extension des réseaux.

Compte-tenu du fait que ces dispositions s'appliquent aussi bien à l'avenir qu'au passé et que le régime des subventions

accordées par le Ministère de l'Agriculture demeure en application, tel qu'il est prévu par l'arrêté du 6 Mai 1932, les collectivités ne consacreront guère à leur charge que de 10 à 20 % des dépenses engagées.

On peut dès lors affirmer que l'œuvre entreprise sera terminée dans un court délai.

II. — *Mesures de Coordination dans l'exploitation des réseaux*

C'est pourquoi, pour qu'elle revête quelque homogénéité dans son exploitation, depuis 1935 l'Etat a pris certaines mesures de coordination dont pour terminer, il importe de dire quelques mots.

Tout d'abord ce fut le décret du 16 Juillet 1935 complété par celui du 30 Octobre de la même année qui avaient pour objet l'écarterement des tarifs résultant d'une série de dispositions dont sont rappelées ci-dessous les principales :

— Baisse de l'index économique : (Art. 1 du décret du 17 Juillet 1935).

-- Obligation pour les distributeurs de mettre à la disposition des abonnés un tarif comprenant seulement une taxe proportionnelle à l'énergie vendue (tarif monome) - Art. 3 du décret du 16-7-35.

— Etablissement de prix de vente maxima déterminés suivant la population des Communes (Art. 5 et 6).

- Fixation des tarifs maxima de location des compteurs suivant leur puissance en compensation des obligations imposées aux distributeurs, ceux-ci ayant la faculté d'obtenir de leurs fournisseurs et transporteurs une révision de leurs contrats d'achat et de transport et une indemnité de la Caisse de Compensation instituée (Art. 9).

— A tout concessionnaire qui estimait ne pouvoir se conformer aux dispositions prévues, était ouvert un droit de rachat (Art. 19).

Par ailleurs, un prix maximum était imposé aux concessionnaires de services public dans le cas de vente de l'énergie aux services publics (Art. 9) et un droit général de révision fut ouvert aux autorités concédantes (Art. 19).

En outre, l'établissement de tarifs diversifiés était favorisé par des encouragements donnés aux concessionnaires sous forme de relèvement des tarifs maxima imposés (Art. 8 du 16 Juillet 1936 et 17 du 30-10-35).

Si dans l'ensemble de la France ces mesures eurent un effet certain. sur l'abaissement des tarifs pratiqués, le nombre même des textes d'application révèle les difficultés de leur mise en œuvre, et à certains égards elles n'ont pas donné tous les résultats qu'on en attendait et ont pu conduire à l'établissement d'inégalités.

Il en est ainsi notamment en ce qui concerne les surtaxes perçues sur les abonnés au profit des collectivités pour la couverture des arrérages des emprunts contractés pour la construction des réseaux.

Suivant les textes et dans le but d'uniformiser les tarifs cette surtaxe fut en totalité ou en partie mise à la charge du distributeur, sauf pour lui et dans certains cas à recevoir une indemnité compensatrice (décret du 30 Octobre 1935 - Art. 14). Il en est résulté que les communes qui avaient couvert leurs charges de construction par des surtaxes virent au moins une partie de celles-ci disparaître alors que celles qui leur avaient fait face avec le produit des centimes les conservaient intégralement sans que le tarif de vente de l'énergie électrique fut diminué pour autant.

Sans doute une loi du 30 Mars 1936, dont l'objet était de favoriser l'abaissement des tarifs a décidé que toute diminution de l'annuité résultant, soit d'une prise en charge par la commune, soit d'un remboursement anticipé du capital devait se traduire par un abaissement de la majoration même à l'intérieur de la part assumée par le concessionnaire. Mais les communes n'y ont pas un intérêt direct et en essayant de remédier à une inégalité, cette loi la consacre.

Il apparaît donc que sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'œuvre entreprise doit être poursuivie et complétée.

C'est dans ce sens qu'est intervenu le décret du 17 Juin 1938, qui en même temps qu'une amélioration des tarifs cherche à réaliser une certaine unification, aussi bien dans la tech-

nique même en augmentant la durée de concession pour les réseaux et les usines qui adopteront la fréquence 50 (Art. 23) que dans des mesures administratives, obligation pour les distributeurs de n'avoir comme index de variation que l'index officiel (Art. 24) et sous certaines conditions de majorité et après avis du Conseil Général intéressé, obligation pour les communes et même le département d'avoir à se conformer aux dispositions prévues par cette majorité pour supprimer les différences entre les divers tarifs de vente (Art. 33).

Parmi toutes les dispositions prévues, la plus importante résulte de l'Article 29 qui a prescrit qu'on fixerait :

1° — les tarifs maxima de vente de l'énergie électrique destinée à la cuisine et aux autres usages domestiques, à l'énergie des heures creuses,

2° — les conditions d'établissement dans toutes les distributions publiques d'un tarif à tranche multiple à compteur unique.

En application de ce texte a été pris le décret du 18 Août 1938 qui a déterminé ces tarifs dans toute la France, divisée en 3 zones en fonction du nombre d'habitants dans chaque commune.

Sans entrer dans une longue analyse de ce décret, il convient toutefois de signaler que si les tarifs de cuisine et d'heures creuses sont parfaitement admissibles, la détermination de l'importance des tranches dans les tarifs diversifiés est compliquée ; elle oblige à de laborieuses vérifications dans la comptabilité des concessionnaires et nécessitera très certainement une longue mise au point.

Par ailleurs, si le décret prévoit certains avantages en ce qui concerne les agriculteurs (Art. 9) et les communes rurales pour l'élévation des eaux (Art. 3) il subsiste une trop grande différence entre les tarifs prévus pour les grosses agglomérations et les petites communes, et les dispositions générales incluses dans le chapitre 4 sont telles qu'elles peuvent permettre aux exploitants d'appliquer ces tarifs assez arbitrairement.

En un mot, si ces derniers textes indiquent un effort de l'Etat vers l'unification des tarifs, ils restent pourtant beau-

coup trop touffus susceptibles d'interprétations très divergentes, conduisant ou à de longues et délicates discussions, ou à des mesures d'autorité ouvrant la voie à des recours jurisprudentiels. Et il est certain qu'il ne pourront devenir opérants qu'autant qu'ils auront été sérieusement modifiés dans le sens d'une grande simplification.

DEUXIÈME PARTIE

Electrification Rurale du Département de Vaucluse

La première partie de ce chapitre a été consacrée à l'examen du problème de l'électrification rurale dans le cadre général de la France, et brièvement ont été exposés d'une part les besoins auxquels elle devait satisfaire, et d'autre part les moyens administratifs, techniques et financiers qui avaient permis d'y faire face.

Il pourrait sembler naturel en ce qui concerne le département de Vaucluse d'adopter le même ordre sauf à s'étendre particulièrement sur les solutions locales qui ont été imposées par la géographie économique régionale.

On a pensé que cette deuxième partie devait plutôt être traitée comme un exemple d'application concrète des dispositions générales, comme une monographie. Il en résulte que dans l'interprétation de cette réalisation, il importera de conserver le souvenir des traits essentiels de Vaucluse, à savoir :

— C'est un département presque exclusivement agricole, n'ayant que quelques points industriels dispersés.

— Globalement, il se divise en deux régions :

la plaine ou les côteaux de petites propriétés à exploitation familiale, mais de culture intensive,

la montagne, à culture extensive quelque soit l'importance de la propriété.

— Partout la population est dispersée et présente un individualisme marqué.

Ils expliquent comment l'électrification a été réalisée et

pourquoi, si on excepte Avignon, elle présente presque un cas type d'électrification rurale, mais par contre pourquoi elle n'est pas, pour autant, une amélioration purement sociale mais que son exploitation s'est révélée pour les sociétés distributrices comme une source de profits non négligeable d'une stabilité bien supérieure à celle de la fourniture de l'énergie industrielle.

Comment se présentait-elle en 1920 ?

Sauf en ce qui concerne Avignon (dans la suite de cet exposé, il ne sera jamais tenu compte du chef-lieu du département) et, si on excepte quelques distributions locales établies sans régime administratif régulier par des usiniers qui possédaient une chute, la diffusion de l'énergie électrique a commencé en Vaucluse vers 1905, et on note comme distributions établies sous un régime différent de celui qui a été institué par la loi du 15 Juin 1906, celles de :

Bédarrides, (Société Sud-Electrique) en 1905.

Châteauneuf du Pape (Société Sud-Electrique) en 1907.

Piolenc (Société Sud-Electrique) en 1908.

La Bastide des Jourdans (E.E.L.M.) en 1907.

Une assez vive poussée s'est manifestée entre 1908 et 1914. 18 concessions ont été accordées et en 1920, 40 agglomérations communales étaient pourvues de l'électricité, et 5 avaient déjà exécuté une extension de leur réseau.

Toutes ces distributions avaient été réalisées avec le seul concours de l'industrie privée et des communes intéressées, et chaque distributeur dont le plus important était déjà la Société Sud-Electrique avait étendu son réseau suivant les seules données économiques, notamment les recettes escomptées.

Quand sous l'impulsion de l'Administration commence vraiment l'électrification des campagnes en 1924, 53.005 habitants soit 26,62 % de la population totale rurale (1) sont desservis. A cette époque, il faut électrifier 111 communes, desservir 143.096 habitants. La tâche est d'importance et une étude d'ensemble effectuée par le Service du Génie Rural montre

(1) Nous avons appelé population totale rurale, la population départementale de laquelle est retranchée celle d'Avignon.

que même avec le concours de l'Etat, les communes rurales livrées à elles-mêmes risquent de ne pouvoir y faire face. Fort heureusement le Conseil Général en mesurera l'utilité et décidera de participer à l'effort commun.

Comment a été réalisée l'électrification des campagnes, en Vaucluse, les solutions administratives, techniques et financières auxquelles on a dû recourir. Comment s'est développée sa progression, ce qu'il reste à faire et par quelles mesures l'achèvement pourra être menée à bonne fin.

Comment est assurée l'exploitation des réseaux ruraux ; à quels tarifs et les résultats obtenus.

Enfin, son utilisation, collective et privée, et notamment ses rapports avec l'irrigation.

Tels sont les chapitres qu'on se propose de traiter.

REALISATION DE L'ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES EN VAUCLUSE

I. — LES SOLUTIONS ADMINISTRATIVES

La première partie de cette étude sur l'électrification a pleinement montré toute l'importance des Syndicats intercommunaux et les nombreux avantages qu'ils avaient permis d'obtenir, aussi bien dans le domaine de la pure technique en permettant la création de feeders à H.T. et une heureuse disposition des postes de transformation et les lignes B.T., que dans celui des résultats économiques : meilleures conditions d'exploitation consenties par les distributeurs, achat de courant à des prix avantageux dans le cas d'exploitation en régie, obtention plus aisée des ressources nécessaires à la couverture des dépenses. Dans certaines régions de la France, il n'est pas rare de voir certains d'entre eux grouper 60 à 70 communes et des exemples sont nombreux de syndicats réunissant dans leur sein la majorité des communes d'un même département (Régies départementales du Loiret, du Loir-et-Cher, de la Vienne).

Ce qui frappe en Vaucluse c'est qu'ils demeurent l'exception ; on n'y rencontre que 5 Syndicats :

— Le Syndicat de Vaison qui comprend 12 Communes : Entrechaux, Vaison, St-Marcellin, St-Roman-de-Malegarde, St-Romain-en-Viennois, Faucon, Roaix, Séguret, Buisson, Crestet, Villedieu, Puyméras.

— Le Syndicat de Sault qui comprend les 5 Communes du Canton : Sault, Aurel, St-Trinit, Monieux, St-Christol-d'Albion.

— Le Syndicat de Viens qui comprend 7 Communes : Viens, Auribeau, Castellet, St-Martin, Caseneuve, Rustrel, Gignac.

— Le Syndicat de St-Saturnin-d'Apt qui comprend 5 Communes : St-Saturnin, Lioux, Villars, Murs, Joucas.

— Le Syndicat du Toulourenc qui comprend 3 communes : Brantes, Savoillans, St-Léger.

Ainsi, tous les 5 réunis, ils ne groupent que 32 communes soit environ 1/5 des communes du Département, toutes situées à l'Est dans la région montagneuse.

A cette sorte d'anomalie on peut, semble-t-il trouver deux raisons essentielles :

1°) Le caractère individuel déjà signalé,

2°) Une explication en quelque sorte historique. Avant l'expansion de l'électrification des campagnes, sous l'auspice des pouvoirs publics, l'entreprise privée avait déjà obtenu de nombreuses concessions communales dans les centres les plus riches, mais assez dispersés sur le territoire départemental, et chaque concessionnaire après s'être rendu compte de son intérêt a étendu sa zone par progression.

A vrai dire, sauf en ce qui concerne le Syndicat de Vaison et celui du Toulourenc, il n'y a jamais eu véritable concours entre les distributeurs pour l'obtention des concessions.

C'est pourquoi, c'est dans les régions les plus pauvres qui n'avaient pas été prospectées par l'industrie privée, que la nécessité a réuni les communes en Syndicats ; d'abord pour que les industriels consentent à les électrifier (et souvent l'institution de ce service public était considéré par eux comme une faveur) suivant des tarifs d'exploitation acceptables et aussi voisins que possible des communes de la plaine, ensuite pour obtenir des meilleures conditions de construction.

Cet état de fait correspond en l'illustrant à une classification des projets qui a été donnée dans la brochure du Ministère de l'Agriculture de 1932 (1). Celle-ci distingue :

— Les projets de « *création* » de réseaux ruraux, pour l'alimentation de régions complètement dépourvues de distribution d'énergie électrique et pour l'exécution desquels il a été le plus souvent nécessaire de procéder en deux étapes : à l'électrification des centres, puis celle des fermes isolées par « *extension* » progressive.

— Les projets d'électrification « *d'écarts ruraux* » qui consistent à électrifier les campagnes de communes dont l'agglomération principale avait déjà été pourvue de l'énergie électrique, avec les seules ressources de l'industrie privée et de la collectivité intéressée.

Dans la suite, par mesure de simplification, l'arrêté du 6 Mai 1932 a unifié le calcul des subventions qui n'ont plus été fonction que de la dépense par habitant, en supprimant cette distinction entre les extensions et les écarts.

Ce qu'il faut en retenir c'est que dans le cas de création de réseaux ruraux, il existe à l'origine toute une organisation de l'électrification : conception technique d'ensemble, groupements intercommunaux, contrats spéciaux pour l'exploitation, tarifs et majoration au bénéfice de l'autorité concédante, concours entre les concessionnaires éventuels, qui disparaît dans le cas d'écarts de réseaux primitivement établis, les conceptions administratives et techniques sont alors singulièrement restreintes et les solutions sont quasi prédéterminées par la distribution existante.

En général, c'est ce second cas qui s'est le plus souvent présenté dans le Vaucluse et les Syndicats intercommunaux n'ont-ils été formés que là où il y avait une véritable création des réseaux ruraux.

(1) Notes et documents statistiques sur l'Electrification rurale. — Annales du Ministère de l'Agriculture, fascicule 62.

II. — CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES RESEAUX

Comment peut être caractérisé un réseau rural

Dans une étude parue en 1934, Monsieur Couvret, Ingénieur en Chef du Génie Rural, distingue deux groupes d'éléments dans les caractères des réseaux ruraux : (1)

Ceux qui touchent à la conception générale et au mode de construction, savoir :

- Les tensions de répartition et de distribution ;
- Le type de supports pour les réseaux primaires et secondaires ;
- Le type de poste de transformation.

« Ceux qui touchent à l'économie financière ou technique, « ces derniers étant en fait de véritables « indices », propres « à établir d'utiles comparaisons d'une région à l'autre ».

Cette distinction peut paraître quelque peu arbitraire. En fait les deux catégories d'éléments ne se séparent pas aussi aisément. Quand on étudie un réseau existant on est surtout amené à penser qu'ils se sont plutôt succédés dans le temps.

Les premiers sont nés dès l'élaboration du projet. Ils correspondent à des types choisis suivant des données imposées à l'avance ; dispersion de l'habitat, grandeur de la dépense à engager, évaluation de la consommation, conditionnent les caractéristiques techniques du réseau. L'examen des seconds révèle « a posteriori » ces mêmes caractéristiques.

Elle a toutefois le mérite de la clarté et il semble judicieux de s'en inspirer.

(1) Annales du Ministère de l'Agriculture. — Année 1932, fascicule 63, « Dix ans d'électrification rurale dans la Marne ».

Application de cette méthode au réseau Vauclusien

a) Conception générale.

Si la dispersion de l'habitat dans le Vaucluse est accentué, il ne faut pas cependant entendre par là, sauf dans la région Est, que les fermes sont très éloignées les unes des autres, sans toute la riche région de la plaine où les tenements sont de petite surface, les fermes sont nombreuses, dispersées, mais la distance qui les sépare entre elles n'est cependant pas supérieure à une centaine de mètres.

Par ailleurs, l'électrification poursuivie suivant les doctrines d'économie et de bonne utilisation de l'énergie électrique a été réalisée tout d'abord dans les régions les plus riches.

C'est pourquoi il n'a pas paru utile d'adopter une tension intermédiaire. On s'en est tenu à la formule habituelle « réseau primaire à haute tension : 13.000 volts à 13.500 volts, le plus souvent, et réseau de distribution à base tension 110-200 volts - 200 directs - 230/400 volts.

En vérité, c'est au moyen d'une variation dans la tension de distribution qu'a été étendue et poursuivie l'électrification des campagnes.

Les agglomérations ont été desservies en 110/200 volts et les premières extensions en 200 volts directs ; cette solution n'est toutefois pas sans présenter certains inconvénients qui se sont révélés par la suite. Le réseau ainsi construit ne possède aucune élasticité ; dès l'origine il est très proche de son point de saturation, il ne possède pas de neutre et sa mise en harmonie avec les dispositions de l'arrêté technique d'Avril 1935 est souvent difficile et très coûteuse, si bien que souvent on y a renoncé.

Aussi en 1935, on a jugé préférable d'abandonner cette pratique pour recourir pour l'électrification des écarts au 230/400 volts.

A cette époque, les progrès de la technique dans les mesures de protection étaient tels qu'il n'y avait plus à redouter des accidents nombreux dont la crainte avait jusqu'alors fait rejeter ce procédé, dont les avantages les plus apparents sont :

- La diminution du nombre de postes de transformation ;
- La diminution du poids du cuivre, en basse tension ;
- La possibilité de desservir en énergie lumière, sans tension intermédiaire des fermes isolées dont l'alimentation avait jusqu'alors été rejetée comme économiquement irréalisable.

Actuellement, dans le Vaucluse, la distribution se présente ainsi :

- Les villages sont desservis en 110-200 volts ;
- Les écarts exécutés de 1924 à 1934 en 200 volts directs ;
- Les écarts exécutés après 1934 en 230-400 volts.

Quant aux caractéristiques mêmes de construction, elles ont changé avec les progrès de la technique et il ne convient pas d'insister sur cette partie qui dépasse le cadre de cette étude.

Toutefois, on peut indiquer brièvement qu'à l'origine, certaines lignes H.T. ont été construites sur poteaux bois, les postes aériens sur pylones, et qu'on a eu recours dans certaines circonstances aux lignes mixtes (réseau de Monteux). Ces pratiques sont abandonnées et la tendance actuelle est la suivante :

Les lignes H. T. sont construites sur supports en béton armé bétonné au pied, au moins en ce qui concerne les supports d'angle. Les postes sont abrités dans des cabines maçonnées.

Les lignes Basse Tension sont installées sur poteaux béton (secteur de l'E.E.L.M. ou écarts du réseau des Taillades) ou sur poteaux bois injectés sur socles, ou crésotés à 150 kgs, directement implantés (secteur du Sud-Electrique).

Tous ces réseaux sont largement calculés de manière que leur capacité soit bonne et que leur saturation ne soit pas atteinte avant un assez long délai. Les lignes de distribution à 2 fils sont notamment posées sur des supports qui dans l'avenir pourront recevoir quatre fils et les mesures de sécurité : fils de terre, parafoudres, sectionneurs, satisfont largement aux règles en vigueur quand elles ne les dépassent pas (secteur de l'E.E.L.M.).

En bref, dans les dernières années de l'électrification ru-

rale en Vaucluse, on s'est attaché à prévoir, et les réseaux, prévus dans de larges limites permettant une extension de la distribution, ont été exécutés avec le plus grand soin.

b) *Les indices.*

Un réseau électrique de distribution comprend essentiellement des lignes à haute tension, des postes de transformation et des lignes à basse tension.

En s'en tenant à ce que Monsieur Couvret appelle les « *indices primaires* » on convient de distinguer dans l'ensemble d'un réseau rural les éléments caractéristiques de sa construction, reflétant plus ou moins fidèlement certains traits géographiques et démographiques de la région desservie. Encore faut-il dès l'abord ajouter que ces indices sont eux mêmes variables dans le temps, qu'ils sont fonction de l'état d'avancement de l'électrification dans une région donnée, et de la technique adoptée. C'est surtout important en ce qui concerne la tension de distribution qui influe sur le nombre de postes et la longueur des lignes à Basse Tension.

Cependant, malgré ces réserves, ils permettent la comparaison entre plusieurs régions, et seraient d'autant plus fidèles que l'on considèreraient plutôt les régions naturelles que les départements.

Ce sont :

I. — *Le nombre d'habitant par kilomètre de ligne basse et haute tension* qui est fonction de la répartition démographique.

On le précise en lui adjoignant :

a/ le nombre d'habitant par kilomètre de ligne haute tension.

b/ le nombre d'habitant par kilomètre de ligne basse tension.

c/ le rapport ligne H.T. comparé à l'ensemble B.T. + H.T.

Si l'indice a/ est élevé, l'indice b/ moyen et l'indice c/ moyen, on se trouve en présence d'une population agglomérée

mais aussi d'une électrification peu avancée, les bourgs seuls étant desservis.

Si au contraire à (a) faible ou moyen s'ajoute (b) élevé et (c) faible, c'est que le réseau dessert de nombreuses habitations dispersées et qu'il est étendu.

Si (a) est élevé et (b) moyen et (c) plutôt fort, c'est qu'on se trouve en présence d'un réseau presque terminé desservant une population agglomérée.

II. — *La longueur des lignes par habitant desservi* soit en H.T., soit en B.T., soit en H. et B.T. Elle vient compléter les renseignements donnés par le premier indice.

III. — *Longueur H.T. + B.T. par poste.* — Indique l'état d'avancement de l'électrification ainsi que la dispersion de l'habitat. Elle a une valeur de complément.

IV. — *Puissance moyenne installée par poste.* — Elle est fonction de l'utilisation qu'espère le distributeur qui évite autant que possible les pertes d'énergie à vide. Elle sera donc d'autant plus élevée que la consommation sera forte.

V. — *Poids de cuivre par mètre de canalisation B. T.* — Bien qu'il dépende dans une notable proportion de la tension de distribution adoptée, il renseigne utilement sur la capacité du réseau, sur son utilisation probable, et sur le caractère agricole de la région desservie.

A ces indices on peut en ajouter d'autres : la puissance installée par habitant desservi, la densité du réseau : mètres de canalisation H.T. par hectare. Leur interprétation n'a de valeur que si l'on prend garde de ne point les considérer en eux-mêmes, mais de les rapprocher les uns des autres et de les comparer avec ceux d'autres régions, en les corrigeant par la connaissance au moins approximative de la technique à un moment donné.

C'est pourquoi, en ce qui concerne Vaucluse, il paraît utile d'indiquer dans le tableau ci-dessous la valeur des principaux indices de Vaucluse, en face de celle de la moyenne de la France donnée par la note ministérielle de 1932 d'une part, et d'autre part de certains chiffres communiqués dans l'étude de Monsieur Couvret qui a trait au département de la Marne.

**Indices de la Note Ministérielle de 1932
et de M. COUVRET (Marne)**

INDICES	FRANCE (Moyenne)	VAUCLUSE
Nombre d'habitant desservi par km de ligne H. T. et B. T.	36	30,4
Habitants desservis par poste de transformation	165	287 (1)
Habitants desservis par unité de puissance	19	20 (2)
Longueurs de ligne H. T. et B. T. par unité de puissance installée en km. par KVA.	0,544	0,658 (3)
Rapport H. T. à lignes H. T. + B. T.	42,5	17,6 % (4)
Longueur H. T. + B. T. par poste.	4,6	9,43 (5)
Puissance moyenne installée par poste.	8,5	14,354 (6)
	COUVRET (Marne)	VAUCLUSE
Longueurs de lignes par habi- tant desservis, en mètres :		
H. T.	13,6	5,78
B. T.	7	27,00
Nombre d'habitants par hecto- mètre de canalisations :		(7)
H. T.	7	17,30
B. T.	14	3,70
Poids de cuivre par mètre de canalisations :		
H. T.	200 v. 760 gr.	255
B. T.	380 v. 450 gr.	380
		(8)

OBSERVATIONS

- (1) Beaucoup d'habitants desservi par postes.
(2) Même chiffre que moyenne générale de la France, donc poste de grande puis-
sance. La moyenne est en effet de 14,354 KVA par poste.
(3) Ce nombre se rapproche de la moyenne de la France. Comme il y a peu de H.T.
comme l'indique (4), c'est donc que la B. T. domine, ce qui
(4) est confirmé par le rapport B. T. égal à 4,74, chiffre élevé.

H. T.

- (5) Grande longueur de ligne par poste ce qui confirme (4).
(6) Nombre élevé, ce qui indique une bonne utilisation.
(7) Ces résultats comparés à ceux de la Marne indiquent pour Vaucluse une popu-
lation dispersée et non agglomérée.
(8) Indiquerait surtout une utilisation de lumière, mais il faut tenir compte que
beaucoup d'agglomérations étaient déjà desservies.

L'examen de ce tableau conduit aux conclusions suivantes : L'électrification de Vaucluse est avancée : importance faible de la H.T. par rapport à la B.T., nombreuses lignes par poste, puissance des postes. L'habitat est dispersé, - importance des lignes B. T., nombre relativement faible des habitants desservis par klm. de ligne construit.

Le Vaucluse est dans son ensemble un pays d'agriculture prospère, importance de la puissance installée dans chaque poste.

Cet indice sera pleinement confirmé par l'étude de l'utilisation de l'énergie électrique.

Seul un indice semblerait contraire à ce qui vient d'être annoncé. C'est le poids de cuivre par mètre de canalisation B.T. Mais il doit être corrigé par une remarque technique. La distribution au début a été très souvent faite entre phase, sans neutre, et par la suite en 230/400 v. et très souvent n'a pas été décompté le cuivre employé pour le renforcement des lignes primitives au moment de la construction des écarts.

On pourrait toutefois objecter qu'il est facile connaissant le département de tirer, de l'examen des indices, des conclusions dans le sens désiré. C'est pourquoi pour en montrer la valeur, il a paru opportun de traiter un exemple qui ne laisse aucune ambiguïté à cet égard. Trois réseaux établis dans des régions caractéristiques de Vaucluse ont été choisis.

1° *Celui du Syndicat de Sault.* --- C'est là essentiellement la montagne, à ferme très éloignées les unes des autres, à agriculture extensive dont les principaux produits sont les céréales (de faible rendement à l'hectare), le troupeau, la lavande.

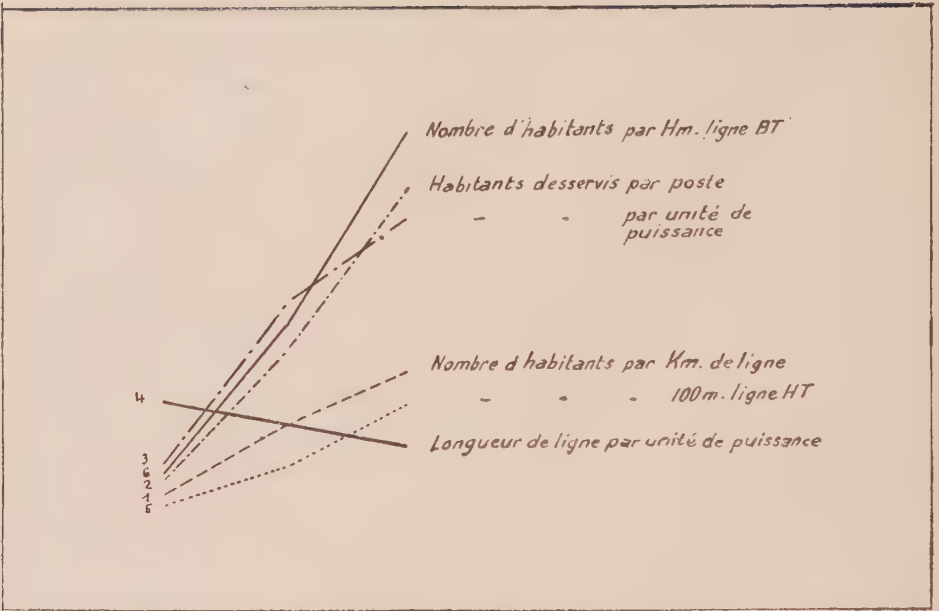
2° *Celui de Pernes.* -- Région intermédiaire mais déjà riche, cultures irriguées par le canal de Carpentras. Fraises. Avec cependant une partie de collines boisées de chênes truffiers. Petites exploitations familiales de quelques hectares seulement.

3° *Celui de Cavaillon.* — Riche plaine de la Durance, cultures maraîchères irriguées, très intensives, petits domaines

mais aussi belles propriétés à cultures mixtes : vignes (raisins de table) et potagères.

Toutes ces régions ont cependant un caractère commun. C'est la dispersion de l'habitat, les chefs-lieux de villages exceptés. C'est pourquoi on a eu soin de ne traiter que les extensions, (le premier réseau du Syndicat de Sault a été indiqué pour mémoire).

INDICES	SYNDICAT DE SAULT		PERNES	CAVAILLON
	1er projet (1930-31)	Extension 1938-39)	Extension 1933 Distribution en 4 fils	Extension 1933 Distribution en 3 fils
	DISTRIBUTION EN		110-400 pour poste village	200 direct.
	110/200 (1)	230/400 (2)	230 400 écarts (3)	(4)
Nombre d'habitants desservis par km H. T. + B. T.	25,9	3'2	13,95	27,5
Habitants desservis par poste	210	39	153,00	24,5
Habitants desservis par unité de puissance installée	16,80	3'03	11,75	16,7
tallée	1,18	0'049	0,843	0,629
H. T.				
B. T. + H. T	63,1 %	14,88 %	15,45 %	14,2 %
Longueur H. T. + B. B. par poste	8,72	12,2	10,95	8'91
Puissance moyenne installée par poste	12,5	12,85	13,00	14,2
Nombre d'habitant par hectomètre de canalisation :				
H. T.	3,82	21,80	90,50	194,40
B. T.	70,00	3,76	16,6	32,2
Poids de cuivre par mètre de canalisation B. T.	285 gr.	491 gr.	391 gr.	353 gr.



TABEAU N° 1

La comparaison des indices des deux projets (colonnes (1) et (2) n'est d'ailleurs pas dépourvue d'intérêts et montre bien, pour une région donnée, comment on put déterminer le stade de l'électrification ou dans des cas moins typiques s'en faire une idée.

L'examen, facilité sous la forme de courbes, des colonnes 2, 3 et 4 est entièrement concluant et fait apparaître d'une manière formelle la richesse agricole relative de chacune des régions considérées. (Les courbes, 1, 2, 3, 5, et 6 sont croissantes,

H.T.

4 décroissante, l'indice ———— sensiblement constant

H.T. + B.T.

rappelle que tous ces réseaux sont des extensions dont les caractéristiques techniques sont à peu près les mêmes : (puissance installée par poste peu variable),

Sans insister autrement sur ce chapitre et pour conclure on peut affirmer que, compte tenu des tâtonnements inévitables du début et de l'évolution de la technique, on s'est efforcé de construire en Vaucluse des réseaux ruraux, susceptibles de remplir pleinement leur tâche en permettant une large utilisation de l'énergie électrique. Sans doute on peut relever quelques différences dans le matériel employé. Elles tiennent à la doctrine de chaque concessionnaire avec lequel force était de composer.

III. — LES SOLUTIONS FINANCIERES

A) *La dépense engagée.*

Au premier Janvier 1938 la dépense totale engagée pour les travaux d'électrification des campagnes en Vaucluse était de 73.766.731 francs.

A quoi correspond cette somme, et n'est-elle pas trop élevée ?

Les éléments qui l'ont déterminée sont, d'une part la conception technique, d'autre part les prix unitaires.

Il convient tout d'abord de rappeler toute l'importance que le distributeur tenait des règlements eux-mêmes, de la loi de 1906 et du principe de la concession. Jusqu'en 1936, ni les communes, ni l'administration ne disposant de procédé de contrainte, très souvent le concessionnaire avait une tendance marquée à imposer ses vues, et ce fut une tâche délicate que de conduire la discussion avec des industriels avertis, et de la technique et de l'économie.

Sans retenir une conception trop onéreuse, il fallait toutefois que les réseaux de distribution aient une capacité telle qu'elle permette dans l'avenir un accroissement de l'exploitation, sans transformations trop coûteuses (1).

En Vaucluse, exception faite de cas particuliers rendus nécessaires pour vaincre certaines résistances, on s'est assez vite arrêté, tout au moins avec la Société Sud-Electrique à la solution suivante :

Lignes à Basse Tension construites en supports bois, solés ou créosotés à 150 kgs avec pylônes métalliques d'arrêt ou d'angle judicieusement répartis, supportant ou pouvant supporter 4 fils.

Lignes à Haute Tension en support de béton armé.

Postes en cabines maçonnées.

(1) Il faut tenir compte en outre du fait qu'en fin de concession, les travaux font retour à la collectivité concédante, qu'elle aussi a intérêt à disposer, ne fut-ce que comme moyen de discussion du nouveau contrat, d'un réseau de distribution de la meilleure qualité.

Quant aux prix, il est évident qu'ils auraient été d'autant plus avantageux que la masse des travaux aurait été plus considérable.

Ce fut, on l'a vu, le grand avantage des Syndicats intercommunaux. On sait que dans le département, ce procédé fut l'exception.

Toutefois, pour obtenir un avantage équivalent dans toute la mesure désirable, le service du Génie Rural s'est efforcé de conduire la discussion de plusieurs contrats simultanément, pour augmenter la masse des travaux et obtenir des prix unitaires aussi voisins que possible dans des marchés passés pour des communes différentes, mais à une même époque.

Le tableau ci contre, mieux que de longs développements, met en évidence les résultats obtenus surtout à partir de 1936. Ainsi des petites communes, comme les Beaumettes, Saint-Pierre de Vassols, ayant des extensions peu étendues à réaliser ont obtenu les mêmes prix de construction que des villes comme Apt.

Les prix eux-mêmes, sans être absolument bas, sont normaux en égard au type de ligne adopté. Après la hausse de 1936, leur majoration a été bien au-dessous de la moyenne et inférieure très certainement à celle qu'aurait donné l'application automatique d'une formule de variation.

Au début de 1938, le nombre d'habitants pourvus de l'énergie électrique était de 180.421, ce qui donne une dépense de 410 frs environ par habitant desservi, nombre plutôt au dessous de la moyenne générale de la France.

Ainsi, qu'on la considère dans son ensemble ou qu'on la ramène à sa valeur par habitant, la dépense consacrée aux travaux d'électrification en Vaucluse est parfaitement raisonnable.

b) Analyse des principaux éléments des ressources.

La solution financière ne diffère pas, en Vaucluse, de celle qui a été adoptée dans l'ensemble de la France et qui était pré-

NOM DE LA COLLECTIVITE	Prix de la ligne H. T.	Prix du poste	Prix de la ligne B. T. 2x30	Prix de la ligne B. T. Bx40	Prix du cuivre	Observations
ANNEE 1930 (MARCHÉ 1928-29)						
Aubignan	10.685	14.200	8.479,00	10.190	11.32	Ligne H. T. en
L'Isle sur Sorgue	10.450	14.850	8.308,00	8.925	15	supports de
Beaumes de Venise ..	10.780	15.877	8.350,00	9.302	15	bois.
ANNEE 1931 (MARCHÉ 1930)						
Syndicat de Sault ...	8.8954	15.000	13.484	14.370	13	
Camaret	9.637	10.500	7.666	8.369	14	"
ANNEE 1932 (MARCHÉ 30-34)						
Travaillan	10.104	15.500	9.104,60	8.334,50	15.5	H. T. bois
Viols	10.104	15.500	9.104,60	8.334,50	15.5	H. T. bois
Caderousse	16.731	20.800		14.661,00	12	H. T. béton
ANNEE 1934 (MARCHÉ 32-33)						
Gargas	13.229	15.000	10.287,00	12.430,00	6.45	H. T. bois
St Didier	19.479	21.200	12.039,00	13.831,00	6.31	H. T. ciment
ANNEE 1935 (MARCHÉ 33-34)						
Roussillon	16.664	20.700	11.149,00	12.972,00	6.148	H. T. ciment
Bédoin	16.614	14.200	10.937,00	12.394,00	5.785	
Maumont	15.974	21.000	10.933,00	12.384,00	5.813	H. et B.T. ci-
La Motte du Rhône ..	17.661	18.500	14.502,00	17.661,00	8.000	ment
ANNEE 1936 (MARCHÉ 1935)						

Synd. de Viens	14.750	14.200	10.300	11.650	0.988	ou Debon
			10.400	11.300	6.211	

ANNEE 1937 (MARCHE 1935)

Le Beaucet, La Roque sur Pernes	15.400	14.200	10.500	5.368
--	--------	--------	--------	-------

ANNEE 1938 (MARCHE DEBIT 1936)

Bollènes	13.800	14.200	11.300	5.456
Bedanrides	14.750	14.200	11.300	4.88
Vedène	13.750	14.000	11.300	6.55
Mazan	13.750	14.200	11.300	6.55
Le Rasteau	13.750	14.200	11.300	5.80
Gordes	13.800	14.200	11.300	7.40
Synd. St Saturnin ...	12.300	17.200	10.400	

(MARCHE FIN 1936 -- APRES HAUSSE)

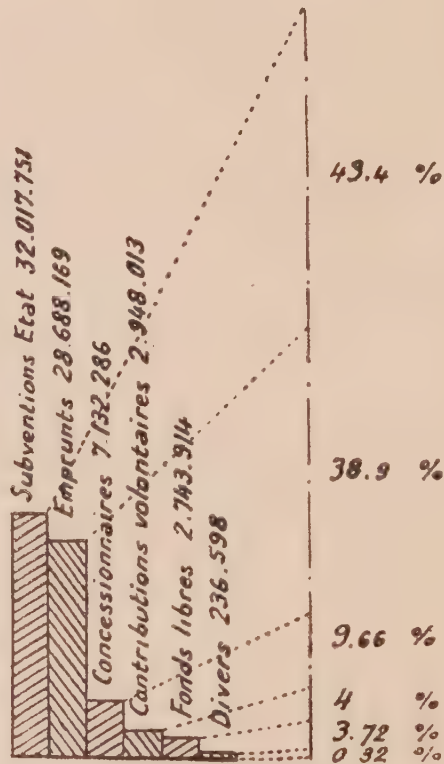
Villes sur Auzon ...	17.200	18.400	12.650	9.226
Lapalud	17.200	18.400	14.000	9.31
Les Beaumettes	17.500	17.500	13.900	9.226

ANNEE 1939 (MARCHE FIN 1936 -- DEBIT 1937)

Apt	16.780	17.200	13.000	15.000	8.755
St Pierre de Vassols ..	17.200	18.400	13.000		9.246
Mormoiron	17.250	18.705	12.900	13.250	9.648
	17.200	18.400	13.000	13.350	9.57
Chateauneuf du Pape ..	17.200	18.400	12.650	13.300	—
Pidenc	17.200	18.400	12.650	14.000	9.30
Mornas	19.400	20.500	15.250		—
Sérignan	18.950	20.500	15.350	16.400	—

conisée par la doctrine administrative qui s'est efforcée de grouper dans les concours.

Le graphique ci-dessous en fait apparaître les résultats pour l'ensemble des travaux exécutés dans le département depuis



*Proportion des ressources consacrées à
l'Electrification rurale au 31 - 12 - 1937*

Travaux : 73.766.731 frs.

1934 jusqu'au 1^{er} Janvier 1938 et dont le montant s'élève à 73.766.731 francs.

La part de l'Etat reste la plus importante puisqu'elle atteint 43,4 % des ressources.

Si on compare ce tableau à celui donné par la note ministérielle de 1932 on est amené aux constatations suivante :

Dispositif financier de l'Electrification Rurale

	I. — POUR LA FRANCE	II. — EN VAUCLUSE	
Ressources	Subventions Etat 40,7 %	Subv. Etat 43,4 %	Fonds perdus 61,1 %
constituées	Indemnités de dommages de guerre en remploi 0,6 %	Divers 0,32 %	
	Subv. des départements . . . 7,3 %	Subv. communes 3,72 %	
	Subv. des communes 4,7 %	Subv. particuliers 4 %	
	Subv. des particuliers 0,8 %	Concessionnaires 9,66 %	
à fonds perdus	Participation des conces- sionnaires 9,4 %		
63,5 %			
Ressources	Prêts à taux réduits C. A. 9,6 %	Emprunts 38,9 %	Emprunt 38,9 %
acquises par	Emprunts recueillis auprès des habitants 15,4 %		
voie d'emprunt	Emprunts divers 11,5 %		
36,5 %			

Le dispositif financier de Vaucluse semble être sensiblement le même que celui de la France en général. Dans le détail cependant ils diffèrent notablement. Si la participation de l'Etat varie peu, il n'en peut être autrement puisqu'elle est régémentée par des textes, elle excède cependant la moyenne dans le Vaucluse. Cela tient d'une part, à ce qu'elle correspond à un stade plus avancé de l'électrification bénéficiant d'un taux plus élevé en faveur des écarts, et d'autre part, au fait que le recours au prêt à long terme du Crédit Agricole a été une très rare exception dans le département, compensé en partie par le versement de la subvention complémentaire prévue. Mais, pourrait-on objecter, l'apport de l'Etat, opéré sous forme de subvention à fonds perdu ne comporte aucune tentabilité. Messieurs Bourdier (1) et Fromont (2) ont déjà fait litière de cette

(1) BOURDIER. — Le Service du Génie Rural. — opus cit.
 (2) FROMONT. — Méthode Moderne d'Alimentation. Revue parlementaire du 10 Juin 1936.

opinion, en montrant que pour une dépense de 1.600.000 frs, l'Etat récupère immédiatement sous forme d'impôts (timbre enregistrement, chiffre d'affaire, etc.) une somme de 158.000 frs sur une subvention accordée de 480.000 frs, soit 32,9 % et que chaque année l'Etat reçoit 26.600 frs, soit un intérêt de 8,3 % sur la somme restante de $480.000 - 158.000 = 322.000$ frs.

En appliquant ces coefficients à Vaucluse, pour un capital avancé par l'Etat sous forme de subvention de 32.000.000 environ, la somme directement recouvrée sous forme d'impôts au moment de la construction est d'environ 10.500.000 frs.

l'annuité de $(32 - 10,5) \times 10^6 \times 0,083 = 1.780.000$ frs.

Elles ne sont négligeables ni l'une ni l'autre,

Par ailleurs, en dehors même de la valeur sociale de l'électrification rurale, elle a apporté une grande amélioration dans les conditions de vie et de travail à la campagne. A l'époque actuelle, il n'est point de spéculation humaine sur laquelle l'Etat ne prélève sa part. Indirectement et sans qu'il soit possible de donner des précisions à cet égard, on peut sans trop s'avancer, être assuré qu'il récupérera largement les avances qu'il a consenties. (1)

L'effort des industriels est normal, mais celui des particuliers égal à 4 % est tout à fait notable et a un caractère exceptionnel puisque les subventions à fonds perdus des communes sont notables. Il a été, en effet, d'une pratique constante de demander aux futurs usagers une participation forfaitaire plus élevée dans le cas d'un branchement de force motrice que d'un branchement lumière, qui pour des cas normaux, a varié de 300 à 1.500 fr. et qui était exigible avant tout raccordement à la ligne de distribution. Cette forme n'a pas été la seule manifestation de l'aide que les agriculteurs ont apportée à l'électrification de leurs campagnes, et dans l'ensemble des ressources, contractées par voie d'emprunts, plus de la moitié des capitaux ont été apportés sous forme d'emprunts di-

(1) Pour ne prendre qu'un seul exemple, il serait curieux de connaître le nombre d'appareil de T.S.F. dont l'électrification des campagnes a permis l'installation, et la recette annuelle qu'ils procurent à l'Etat.

rectement opérés auprès des prêteurs par acte notarié ou bien par souscription publique.

Quant au département, bien que le tableau ne mette pas en lumière son concours, il est digne d'être considéré. Dès le début et aussitôt qu'il fut renseigné, le Conseil Général eut à cœur de contribuer à l'amélioration du bien-être des paysans et dans sa séance du 25 Août 1927, l'Assemblée Départementale décida de participer, suivant un barème dégressif inversement proportionnel à la valeur du centime communal, dans les dépenses d'électrification restant à la charge de la Commune et effectuées pour tout desserte d'agglomération inférieure à 100 habitants. Toutefois, l'aide du département est versée, sous forme d'une annuité, calculée suivant le taux d'intérêt adopté par la commune dans son emprunt (ou le taux moyen si plusieurs emprunts ont été émis) l'amortissement étant le plus souvent supposé effectué sur 20 années.

Il est évident que la charge du département a cru chaque année, et pour deux raisons. D'abord par le simple jeu additionnel des annuités jusqu'à ce que la première dette contractée vienne à s'éteindre, ce qui aura lieu en 1945, ensuite parce qu'ont au début été desservies les agglomérations d'une population supérieure à 100 habitants, ce qui n'entraînait que peu de charge pour le département.

C'est ce que mettent bien en évidence le graphique et la courbe du tableau n° 3.

La charge du département croît brusquement en 1929 au moment où l'électrification des écarts commence à être importante.

On a une idée plus précise de la participation départementale en capitalisant à 5 % en 30 ans, la somme des annuités versées aux communes tous les ans, et en faisant le rapport de ce capital aux dépenses totales engagées chaque année pour

l'électrification. La part a cru (voir graphique n° 4) progressivement pour atteindre près de 10 % à la fin de 1937. Cette proportion peut sembler modeste si on la compare à l'effort qu'ont fourni certains départements ; par ailleurs, elle n'est versée que

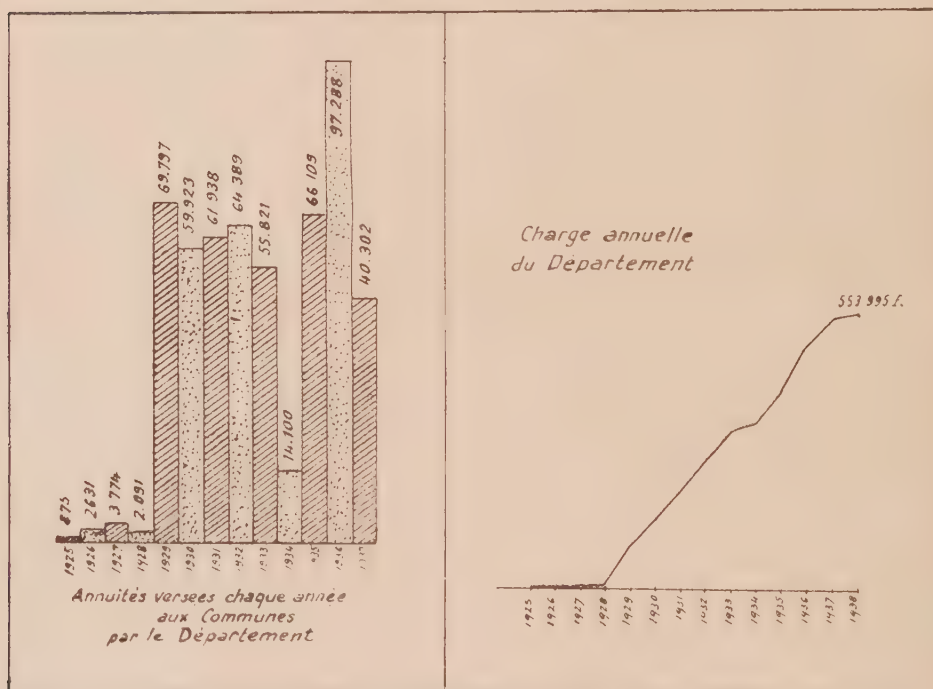
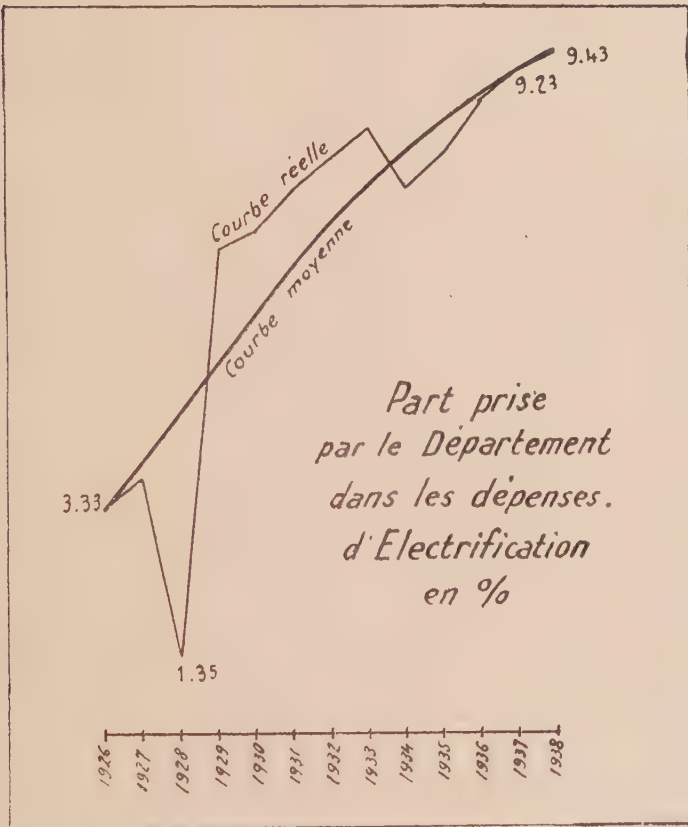


TABLEAU N° 3

sous la forme d'une annuité. Elle est cependant parfaitement raisonnable en égard à la richesse relative des communes, et la décision de l'Assemblée Départementale qui tenait compte du fait que beaucoup d'agglomérations étaient déjà alimentées, a vivement stimulé l'électrification des campagnes. Elle fournit

la preuve que pour obtenir un bon résultat, il n'est point besoin de formules de circonstances, plus ou moins empreintes de démagogie, et qu'il est bien préférable d'adopter, après étude, une mesure sagement réfléchie.



TABEAU N° 4

LA PROGRESSION DE L'ELECTRIFICATION RURALE EN VAUCLUSE

Il a été précédemment indiqué quel était l'état de l'électrification en Vaucluse au moment où fut entreprise l'électrification rurale, pourquoi elle fut plutôt dans son ensemble une extension de distributions publiques antérieurement existantes qu'une création de toutes pièces, par quels moyens elle a été réalisée, il reste à examiner quel a été le rythme de son accroissement et de son évolution. A cet égard, il semble bien que le procédé le plus simple est de traduire en courbes et en graphiques les tableaux dans lesquels ont été consignés les résultats annuels. Une courte interprétation suffit alors sans que de longs développements soient nécessaires (1).

Auparavant, il n'est pas sans intérêt de rappeler la suite des formalités et des opérations qui doivent nécessairement intervenir entre le moment où une commune manifeste le désir, soit de créer un réseau, soit de l'étendre, et celui où les nouveaux abonnés peuvent l'utiliser. Ce sont :

1. -- Une demande faite sous forme de délibération sollicitant du Ministre de l'Agriculture l'étude d'un projet par le Service du Génie Rural.

2. — L'enquête, l'ouverture des crédits d'étude, l'étude du projet et son envoi, auquel sont jointes les propositions de subvention.

3. — La décision de subvention qui comporte autorisation de construire.

4. — La mise des travaux à l'adjudication, au concours, ou la discussion de la convention de construction avec le concessionnaire.

5. — L'exécution des travaux.

6. — Leur réception par les services intéressés, le solde des sommes dues et des subventions allouées.

7. — La mise sous tension du réseau.

(1) Pour la clarté de l'exposition il nous a paru utile de n'incorporer dans le texte que les graphiques eux-mêmes, les tableaux étant tous groupés à la suite. Il suffira de s'y reporter.

Les délais exigés par chacune d'elles sont extrêmement variables suivant les circonstances et si, habituellement on peut considérer que l'étude du projet a lieu dans l'année de la demande, suivant les disponibilités financières, conditionnées par des facteurs politiques et économiques, le délai d'attribution de la subvention n'a pas été sans varier, depuis quelques mois jusqu'à près de deux années.

Ces quelques considérations expliquent, au moins en partie, le décalage que l'on peut constater dans les courbes, que feront, par ailleurs, apparaître qu'ainsi l'onde massive que constituaient les nombreuses demandes du début s'est, à l'exécution, largement étalée et a permis d'éviter de trop brusques variations et notamment des élévations de prix par trop sensibles dans la réalisation des travaux.

I. — DEMANDES PRESENTEES PAR LES COMMUNES



TABLEAU N° 5

Comme il était naturel elles sont nombreuses à l'origine, en 1922, et la courbe atteint son maximum en 1926 (28 demandes). Elle décroît régulièrement pour passer par son minimum en 1933-34. Dès cette époque, à quelques exceptions près, il ne reste plus que les collectivités de la région montagnaise qui ne sont pas entièrement desservie, ou dont les projets, jugés trop dispendieux n'ont pas encore été mis à l'étude.

II. — PROJETS ETUDIES — TRAVAUX EXECUTES

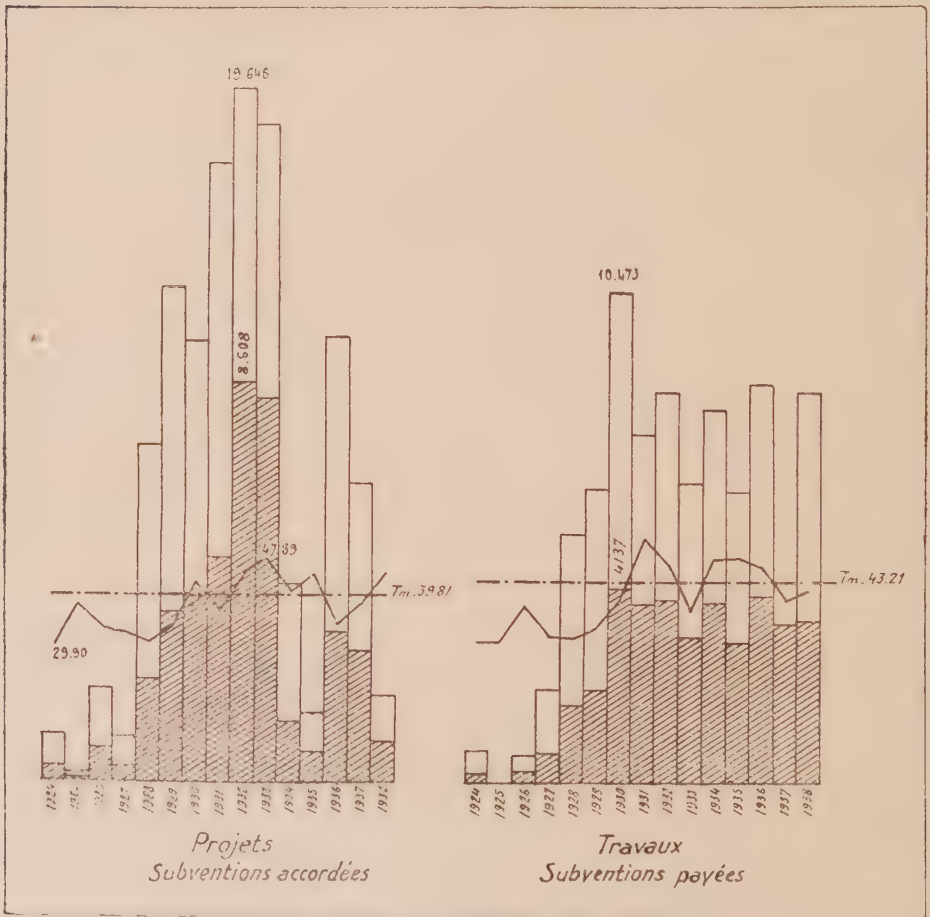


TABLEAU N° 6

Les premiers projets sont étudiés, transmis et les premières subventions sont accordées en 1924 ; eu égard à leur nombre restreint, ils sont mis en exécution presque aussitôt. Mais c'est à partir de 1927 que l'accroissement est manifeste.

La comparaison des deux graphiques « Projets - Subventions accordées », « Travaux - Subventions payées », montre :

1° - qu'au début les travaux sont réalisés l'année même où la subvention est accordée.

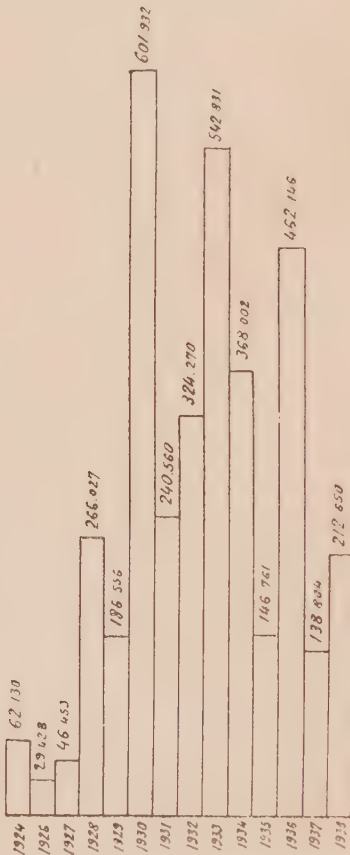
2° - qu'ensuite un décalage s'est produit et que le rythme d'exécution des travaux correspondant à une dépense annuelle de 7 à 8 millions de francs s'est imposé et est venu étaler les discontinuités de la courbe des projets.

3° - qu'ainsi, le maximum du premier graphique est de 19.616.000 francs alors que celui du second n'est que de 10.473.000 francs et que le minimum de 1935 (décrets Laval) est très atténué sur le deuxième (1937).

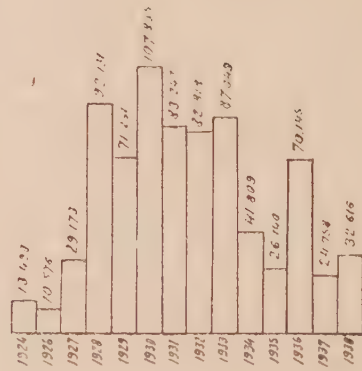
Quant au desaccord entre les taux moyens de subvention : $T_m = 39,81$ pour le premier, $T_m = 43,21$ pour le second, il tient au fait que ces taux ont été obtenus en divisant l'ensemble des projets par l'ensemble du montant des subventions, et l'ensemble des travaux par l'ensemble des paiements effectués par l'Etat, et que surtout à partir de 1936, certains projets dont les prix s'étaient accrus, ont fait l'objet d'augmentation des dépenses subventionnables, ce qui a accru leur importance par rapport à l'ensemble, et que d'autres projets dont le taux était bas, n'ont pas été réalisés.

Par ailleurs, l'allure des courbes du taux de subvention, à une année près, et la même, et un lecteur averti peut y suivre l'influence des dispositions administratives (taux maximum fixé à 50 % en 1929, etc.) corrigée toutefois par la connaissance des conditions économiques (baisse des prix très forte en 1935).

C'est pourquoi, pour avoir une opinion plus exacte sur la marche de l'électrification, il convient de considérer les travaux non pas seulement selon leur valeur, mais directement dans leur consistance technique dont les éléments retenus ont été : la longueur des lignes à Haute et à Basse Tension, la puissance installée et le poids total de cuivre utilisé.



Lignes Basse tension en Klm.
1 m/m = 4 Klm.



Lignes Haute tension en Klm.
1 m/m = 2 Klm.

TABLEAU N° 7

Tous ces graphiques mettent en évidence que le maximum a été atteint en 1930 (il coïncide d'ailleurs avec le maximum de l'importance des travaux en valeur) mais ils révèlent en outre un second maximum, celui de 1936 qui est même le plus élevé en ce qui concerne le cuivre et la puissance installée. Il corres-

pond à un stade différent dans l'électrification à deux points de vue :

- a) desserte des écarts (basse tension l'emportant sur la Haute tension),
- b) renforcement de la capacité d'utilisation des réseau, (augmentation du poids du cuivre et de la puissance installée).

C'est pourquoi, sans insister autrement, il est intéressant d'établir la courbe de certains indices, qui du fait même qu'elle est une courbe moyenne tracée, pour une période de 14 ans pendant laquelle les conceptions techniques ont varié, et englobant tous les travaux, qu'il s'agisse de réseaux primitifs ou d'extensions, ne peut donner que l'allure générale du phénomène.

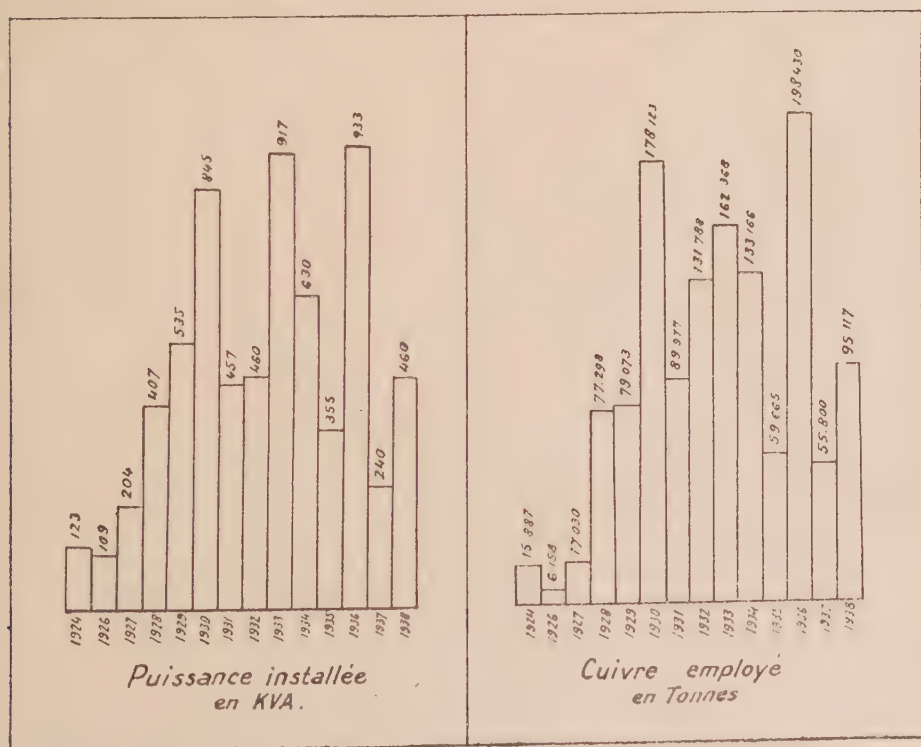


TABLEAU N° 8

On peut cependant y retrouver :

— que la desserte des agglomérations a prédominé jusqu'en 1927,

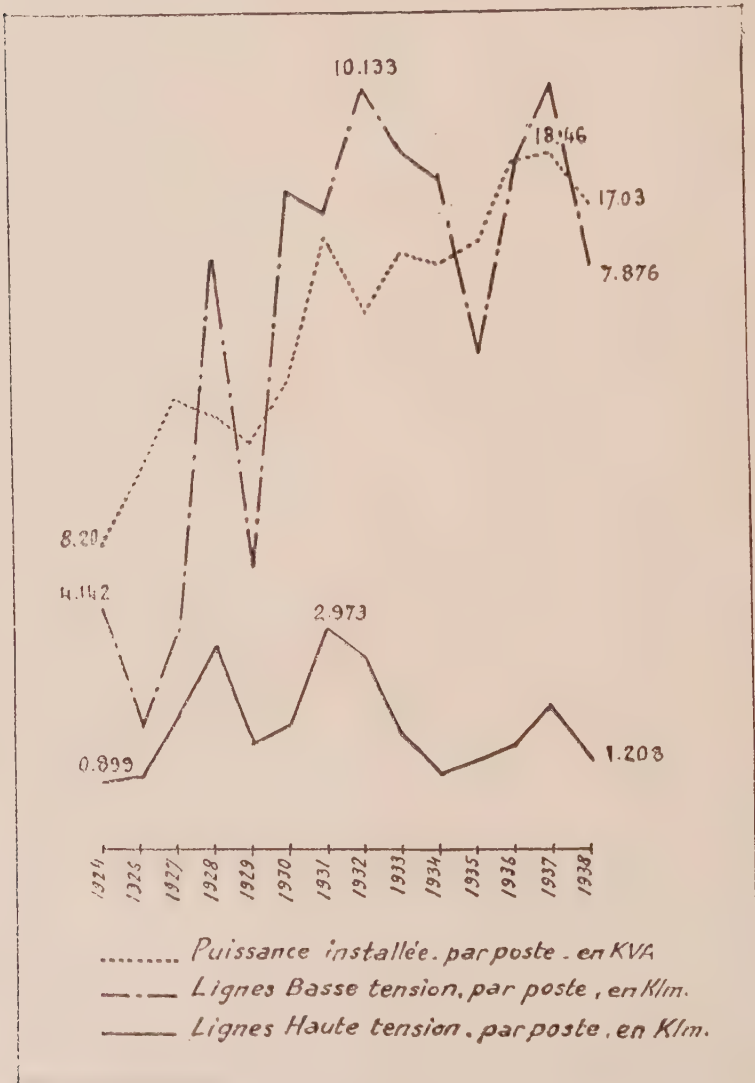
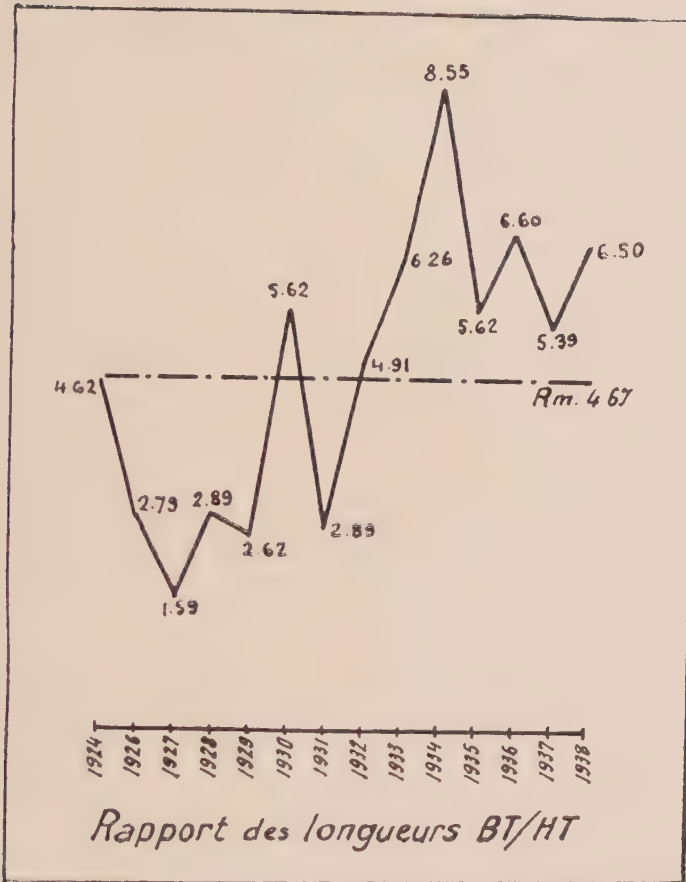


TABLEAU N° 9



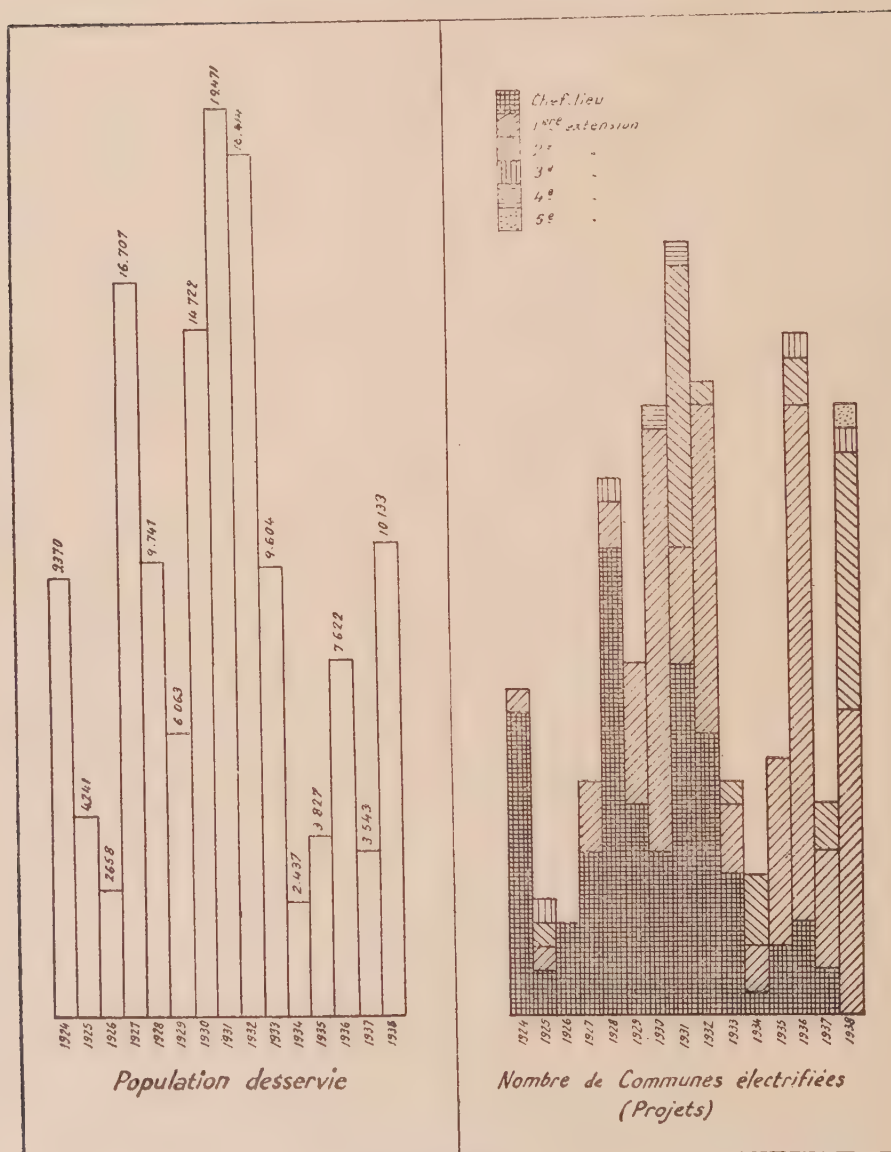
TABEAU N° 10

— qu'à partir de 1928-29, les écarts l'emportent, et que sont d'abord exécutés les feeders à haute tension (1931-32),

— qu'au même moment (1931) on se préoccupe de desservir les abonnés en équipant les postes avec des transformateurs plus puissants,

— que l'adoption de la tension de distribution à 230/400 volts, augmente la proportion des lignes B.T. par poste en diminuant, toutes proportions gardées, le poids de cuivre, par habitant desservi.

III. — POPULATIONS DESSERVIES COMMUNES ELECTRIFIEES



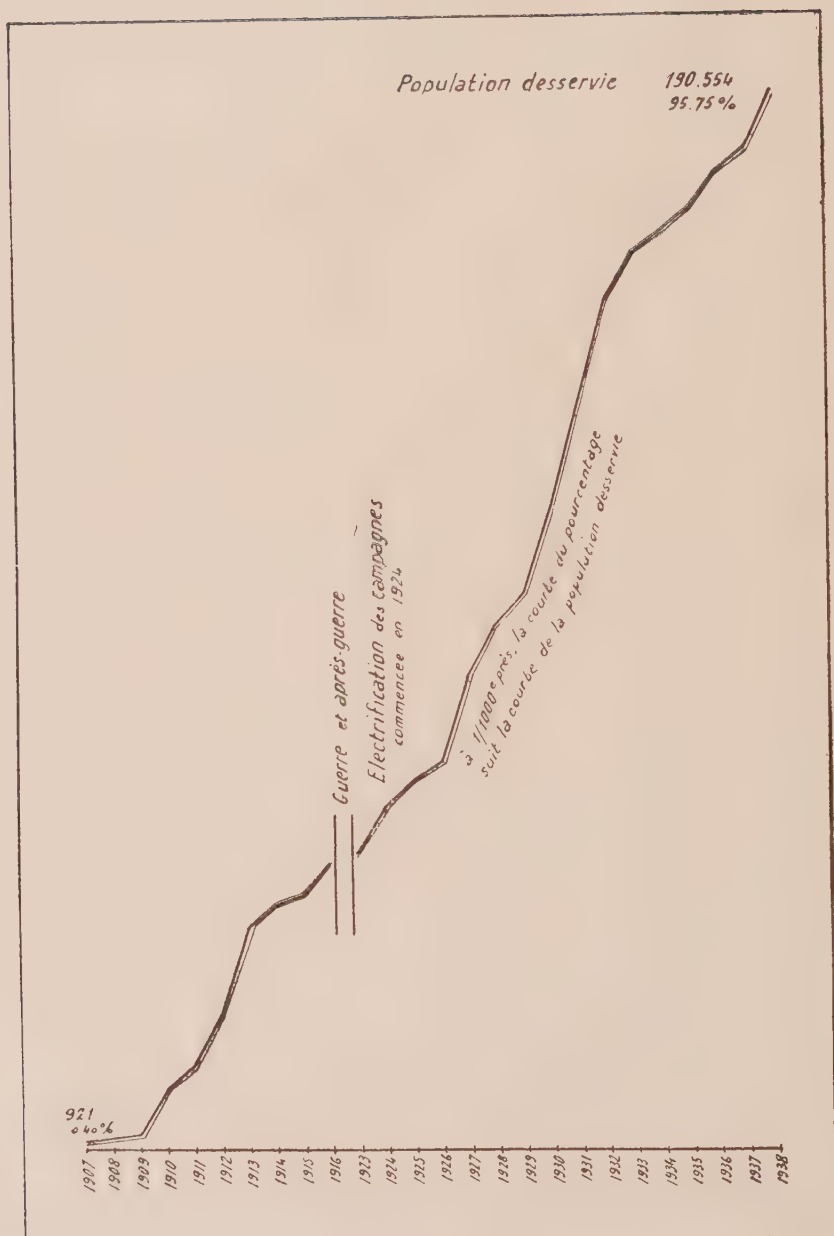
TABEAU N° 11

Ces mêmes résultats sont mis en évidence, avec un décalage qui peut atteindre une année et qui tient à la variation dans le règlement du solde des travaux pris comme date définitive, par les graphiques ci-dessus, relatifs à la population desservie, et aux communes électrifiées ; dans ce dernier, on a eu soin de distinguer chaque étape dans la réalisation des travaux.

Par ailleurs, on peut constater que le nombre de communes pourvues a cru chaque année, mais le caractère quelque peu fragmentaire déjà signalé de l'électrification dans le département se révèle en ce sens que celle-ci ne s'est pas réalisée systématiquement dans le temps suivant deux stades : les agglomérations, puis les écarts, et même si ces deux étapes successives ont été respectées pour chaque commune prise isolément, si on considère l'ensemble, elles ont pu parfois coïncider. C'est ce que fait apparaître le graphique ci-dessus n° 2 sur lequel on peut constater que la même année, au cours de laquelle étaient construits des réseaux primitifs pour certaines distributions, des travaux constituaient une quatrième extension pour d'autres. Les années 1930 à 1932 marquent le maximum, aussi bien dans la population desservie (graphique 1) que dans le nombre de communes électrifiées. A partir de 1934, la proportion des écarts s'accroît. La population desservie présente à nouveau une branche ascendante, coïncidant avec un second maximum dans le nombre des communes électrifiées.

On peut en déduire qu'on en arrive à la dernière phase de l'électrification comprenant les derniers écarts et les communes les plus pauvres et pour lesquelles les travaux sont les plus onéreux.

Aussi à la fin de 1937, début 1938, 190.554 habitants sont alimentés en énergie électrique, soit 95,75 % de la population qu'il a été convenu d'appeler rurale.



TABEAU N° 12

IV. — CE QU'IL RESTE A FAIRE COMMENT POURRA ETRE COMPLETEE L'ŒUVRE ENTREPRISE

Depuis lors, et sans qu'il en ait été tenu compte dans les statistiques, les trois communes de la vallée du Toulourenc : Brantes, Savoillan, St-Léger viennent, en une seule fois, d'être complètement alimentées, agglomérations et fermes isolées, et il ne restera plus à desservir que Lagarde d'Apt et Sivergues, communes infimes perdues dans les monts de Vaucluse et le Luberon et dont le chef-lieu ne comprend pas 10 habitants. Malgré l'importance de la dépense à engager en face du résultat économique à atteindre, leur tour viendra quand seront passés, il faut l'espérer, les temps difficiles actuels. Ainsi seront comblées les deux seules taches blanches de la carte de l'électrification de Vaucluse.

Celle-ci sera-t-elle pour autant terminée ?

Sans doute, dans ces dernières années on s'est préoccupé, dans la conception technique, d'équiper des postes de transformation et d'installer des lignes qui puissent permettre le développement ultérieur de l'utilisation de l'énergie électrique. Il n'en demeure pas moins que certains secteurs initiaux dont la construction a été dominée par le souci de l'économie, ont une capacité réduite et que se pose le problème de leur renforcement.

La solution qui de prime abord se présente à l'esprit est de penser que c'est là une pure question économique. Si la demande s'accroît, il est de l'intérêt du distributeur d'y satisfaire, et comme un commerçant, d'acquérir les moyens adéquats ; d'ailleurs les clauses de son contrat de concession l'y obligent sous le bénéfice de certaines conditions imposées au futur abonné. C'est justement en ce point que réside la difficulté, surtout s'il s'agit d'un abonné rural, car la dépense à engager sera le plus souvent telle que d'une part le concessionnaire refusera de la prendre à sa charge, et que, d'autre part, l'usager préférera renoncer à l'énergie électrique plutôt que l'assumer. Par ailleurs, par une modification des clauses actuelles, l'imposer com-

plètement à l'industriel serait l'inciter à un malthusianisme qui va à l'encontre des intérêts généraux du pays.

On pourrait croire que les dispositions de décret du 18 Août 1938 qui ont pour objet la vulgarisation de l'énergie électrique et l'accroissement de son utilisation, permettent de résoudre le problème. Il a déjà été indiqué dans le premier chapitre combien elles étaient confuses et pourquoi leur application paraissait malaisée ; il est donc prudent de ne pas fonder sur elles trop d'espoir.

En vérité, il ne semble pas que cette question doive être considérée isolément, et l'expérience montre qu'on peut pratiquement s'en tirer autrement, sans abuser des textes réglementaires. Tout au long de cette étude, l'électrification rurale se dégage comme le résultat d'une politique d'opportunité à l'intérieur de règles souples ; il n'y a aucune raison d'en changer l'esprit.

Dans tous les cas, et ils sont plus nombreux qu'on pourrait le croire, surtout dans les premiers secteurs équipés, et c'est de ceux-là qu'il s'agit, où il est nécessaire de compléter la trame du réseau par la desserte de nouveaux abonnés, il sera possible d'améliorer le réseau pré-existant au moment de la construction des nouvelles lignes. On pourrait objecter que l'accessoire pourrait très souvent l'emporter sur le principal et que ce serait là un moyen détourné de faire mettre en état aux frais de la collectivité, un réseau « à bout de souffle » ; c'est avant tout une question d'appréciation, qu'on peut laisser au jugement des Ingénieurs chargés de la défense des deniers de l'Etat, sauf à imposer, comme par le passé, le respect de quelques règles simples qui par exemple, obligerait le distributeur à prendre une part plus importante dans les dépenses de renforcement, après étude d'un projet par le Service du Génie Rural.

On serait guidé dans cette voie, sauf en ce qui concerne les moyens de contrôle qui ne sont pas encore prévus, par l'esprit qui a présidé aux dispositions de l'article 108 de la loi du 31 Décembre 1936 et les textes d'application dont l'objet est de venir en aide aux collectivités dans la construction des li-

gnes les plus coûteuses qui restent à établir en allégeant pour une très notable proportion, leurs charges actuelles comme celles qu'elles pourront contracter dans l'avenir.

A cet égard, les résultats obtenus pour le Vaucluse sont encourageants :

Année 1937. — Dossiers établis en 1938.

Sur les 151 communes que compte le département, 135 ont présenté une demande au Fonds d'allègement pour pouvoir bénéficier des dispositions légales au titre de l'exercice 1937, pour lequel le montant total des charges s'élevait à 1.597.623 francs.

Au 1^{er} Juin 1939, le Fonds avait pris en considération les 135 dossiers dont 128 au titre de l'article 4 du décret, représentant une charge de 1.476.253 francs, l'allègement correspondant pour une semestre étant de 420.850 francs, ce qui correspond à un taux moyen de subvention de 480.850×2

$$\frac{\quad}{1.485.696} = 64,8 \%$$

A la même date, conformément aux dispositions de l'article 6, 63 communes avaient reçu une subvention, la bonification totale s'élevant à 82.664 francs (1)

Quant au département lui-même, dont la charge pour l'année 1937 était de 514.047, 16, il a déjà bénéficié d'un taux de 20 % représentant pour une demi-année, une subvention de 51.404 francs. (2)

Ainsi, compte tenu des subventions en capital de l'Etat qui sont maintenues et des annuités accordées par le Fonds d'Allègement, on peut affirmer surtout en ce qui concerne Vaucluse, que l'électrification rurale sera rapidement terminée malgré la dépense relativement élevée nécessaire pour desser-

— 133 dossiers ont été établis par le Génie Rural et ses collaborateurs. Tous ont été contrôlés par ce service.

(1) 7 communes dont la ville d'Avignon pour ses campagnes ont bénéficié seulement des dispositions de l'article 6 dont on sait, qu'elles stipulent que le taux est uniformément de 50 %.

(2) Au titre de l'année 1938, le département de Vaucluse recevra une annuité de 113.232 francs correspondant au même taux de 20 % (décision du fonds du 20.439).

vir les cultivateurs les plus éloignés, que le problème du renforcement des réseaux se pose sans acuité et que pour le résoudre on pourra utiliser, les mêmes solutions simples qui jusqu'à présent ont heureusement prévalu et ont fourni la preuve de leur efficience.

Un nouvel argument, d'ailleurs, peut être invoqué à l'appui de cette opinion : le développement de la consommation entraînant une situation économique favorable des distributeurs.

L'EXPLOITATION DES RESEAUX RURAUX DANS LE VAUCLUSE

LES RESULTATS OBTENUS

I. — *Les Sociétés concessionnaires.*

Actuellement, comme le montre la carte ci-jointe, le département est desservi en énergie électrique :

Au Nord : par la Société Energie Industrielle, dont la distribution s'étend sur les 4 communes du canton de Valréas, les 11 communes du canton de Vaison, et la commune d'Entrecasteaux.

Au Centre et de l'Ouest à l'Est : par la Société Sud-Electrique dont le secteur englobe 92 communes, soit la grosse majorité.

Au Sud-Est : par la Société E.E.L.M. et E.E.R. qui s'étend sur toutes les communes comprises à partir de Lauris entre le Luberon et la Durance, à l'exception de La Motte d'Aigues et de Villelaure.

Au Nord-Ouest du Luberon, entre cette montagne, la Durance et le Coulon, le réseau dit « Des Taillades » comprend 8 communes.

Avignon, Carpentras sont desservis par des filiales du Sud Electrique qui par ailleurs est fournisseur de l'Energie à Haute Tension des concessionnaires de Monteux, Entraigues, Orange, Sarrians, Loriol, Malaucène, Jonquières.

Dans la première partie de cette étude a déjà été signalée l'intégration des réseaux. On peut sans trop s'avancer, affirmer que les petits concessionnaires locaux, qui n'ont plus les moyens suffisants pour produire eux-mêmes leur énergie, sont les simples témoins d'un état antérieur et qu'ils sont destinés à être absorbés, tôt ou tard, par leur puissant voisin,

chez lequel, dès à présent, ils vont chercher l'appoint de l'énergie dont ils ont besoin et des directives pour l'application des textes légaux règlementant les tarifs.

Aussi, pratiquement peut on considérer que le Vaucluse, au point de vue distribution, comprend trois zones qui s'étendent du Nord au Sud :

- 1° - celle de l'Energie Industrielle ;
- 2° - celle du Sud-Electrique ;
- 3° - celle de l'Energie du Littoral Méditerranéen.

Dans quelles conditions et selon quels tarifs, ces 3 sociétés exploitent-elles ?

Avant d'étudier brièvement cette question, une remarque liminaire s'impose.

En bonne économie, comme selon le principe même de la concession, la rémunération du distributeur est fonction du prix de revient du Kwh dans lequel s'intègrent pour une grande partie les frais d'exploitation du réseau qui seront d'autant plus forts et que l'amortissement de la construction, fonction lui-même de la qualité technique du réseau, sera plus élevé. Ce dernier facteur n'a pas été indépendant de l'opinion que l'industriel s'est faite au début de l'électrification rurale et du changement qui s'est opéré dans les esprits par la suite.

Les trois réseaux dont il s'agit sont un exemple concret de l'évolution historique et technique de l'électrification rurale

Celui de l'Energie Industrielle est un des premiers en date. Sa construction est relativement simple, toutes les lignes sont réalisées en supports de bois, même la Haute Tension, les postes sont souvent aériens. Bien que le concessionnaire ait pris une importante participation dans les dépenses d'exécution, l'investissement du capital est assez faible. Il s'agissait avant tout d'acquérir une zone.

Le réseau du Sud-Electrique s'est développé suivant le processus que nous avons indiqué, c'est-à-dire en allant du meilleur au moins bon du point de vue rendement économique, mais avec le souci constant d'obtenir autant que possible un réseau homogène qui conduise à une exploitation partout semblable à elle-même et dont les dépenses d'entretien soient

aussi relativement faibles. La participation dans les dépenses de construction a, sauf exception, été constante et de l'ordre de 10 %.

Quant au dernier réseau, il correspond à l'opinion d'une société qui ne « croyait pas à l'électrification rurale ».

Cet axiome a conduit l'industriel à exiger une construction très soignée : toutes les lignes en supports de béton armé, postes de transformation en cabines maçonnées avec un luxe de dispositifs de sécurité, sans que soit prise la moindre participation dans les dépenses de construction. Sous le régime de la loi de 1906, force fut aux collectivités de souscrire à ces exigences ou de se passer de l'électricité.

II. — *Les Tarifs en vigueur.*

Logiquement les tarifs les plus bas devraient donc être pratiqués dans le réseau de l'Energie Industrielle et de l'Energie du Littoral Méditerranéen. S'il en est ainsi pour le premier secteur, rien de pareil ne se manifeste dans celui qui borde la Durance.

Toutefois, il faut tenir compte de la capacité du réseau, beaucoup plus faible dans le premier cas. Il est bien évident que le problème se posera au moment du renforcement de chacun d'eux. Il sera aisé à résoudre si on veut bien tenir compte de leur origine respective et de l'esprit qui a présidé à leur naissance et à leur entretien.

Par ailleurs, bien que l'électrification rurale en Vaucluse ait eu, dans son développement spécial, un caractère assez fragmentaire, on doit signaler que le groupement des maires a compris dès le début qu'à l'intérieur d'un même département, ou au moins d'un même secteur, il était indispensable qu'une trop grande diversité n'ait pas lieu dans les tarifs. Ce groupement est entré en relation avec les distributeurs, surtout le Sud-Electrique et a obtenu, dès 1925, que les prix appliqués ne soient pas trop dissemblables, malgré la variété dans l'importance des communes desservies.

En fait, avant l'application du décret loi du 16 Juillet

1935, les tarifs d'éclairage de ces trois sociétés étaient les suivants :

Energie Industrielle.

Le Kilowatt-heure : $1,20 + 0,002$ (I-130), avec minimum de consommation de 1 fr. par ampère de débit normal du compteur et par mois. Pour I = 351, le prix était de : 1 fr. 65.

Sud-Electrique.

On distingue deux tarifs distincts suivant que seule l'agglomération était desservie, ou bien aussi les campagnes, auquel cas les tarifs étaient pratiquement relevés de 0,35 pour tenir compte des frais d'exploitation.

Agglomérations : $1,20 + 0,001$ (I-130) soit 1 fr. 40.

Campagnes : $1,30 + 0,002$ (I-130) soit 1 fr. 75,

avec un minimum de consommation représentant une utilisation de 200 heures de la puissance installée, les Kwh garantis, mais non consommés étant facturés avec un rabais de 50 %.

Energie Electrique du Littoral Méditerranéen.

Le Kilowatt-heure : $1,30 + 0,0025$ (I-130) : soit 1 fr. 85, avec un minimum de consommation représentant une utilisation de 500 heures de la puissance souscrite, les Kwh garantis et non consommés étant facturés avec un rabais de 50 %.

Tous ces tarifs représentaient un caractère commun ; ils étaient à deux termes, 1 constant, 1 variant avec les conditions économiques. Ils comprenaient une contrainte qui jouait selon l'arbitraire du distributeur.

Comparés à la moyenne des tarifs pratiqués dans l'ensemble de la France, ils apparaissaient comme parmi les moins onéreux. Aussi ont-ils été peu modifiés par l'application des textes successifs qui ont été pris depuis le décret du 16 Juillet 1935 et dont les principes dominants ont été :

— Imposition d'un tarif monome,

— Application de tarifs diversifiés suivant les usages et dégression des prix quand croît la consommation,

— Tentative de vulgarisation de l'énergie à un seul tarif pour les usages domestiques.

En fait, bien que des avenants aient été présentés par les deux sociétés Sud-Electrique et E.E.I.M., en ce qui concerne les derniers textes, décret du 17 Juin et du 18 Août 1938, les tarifs actuels, dépendent uniquement des règlements pris en application du décret du 16 Juillet 1935. Ce sont les suivants :

Energie Industrielle.

A la suite des décrets de 1935-36, cette société n'a pas présenté d'avenants aux contrats qui la liaient aux communes qu'elle dessert en énergie électrique, qui sont donc seulement modifiés par voie réglementaire dans leurs parties qui ne demeureraient pas en harmonie avec les nouvelles dispositions en vigueur. C'est pourquoi, leur analyse est trop incertaine pour qu'elle soit entreprise. On se bornera à indiquer que l'application des règlements a ramené le prix de base du Kwh lumière de 1 fr. 65 à 1 fr. 44 pour une valeur de l'Index économique égale à 310. Il va de soi qu'aucun tarif monome n'ayant été substitué au tarif avec minimum, en bonne règle cette contrainte ne devrait plus s'appliquer.

Secteur Sud Electrique.

(1) Communes inférieures à 2.000 habitants :

A. — ECLAIRAGE.

a) Tarif sans minimum :

$1,90 + 0,002 (I-310) = 2,358$ pour une durée d'utilisation inférieure e à 83 heures.

$1,78 + 0,002 (I-310) = 2,238$ pour une durée comprise entre 83 et 166 heures.

$1,63 + 0,002 (I-310) = 2,088$ pour une durée d'utilisation supérieure à 166 heures.

b) Tarif avec minimum :

$1,53 + 0,002 (I-310) = 1,988$ avec garantie d'une utilisation annuelle de 200 heures de la puissance du compteur si cet-

(1) Pour l'index économique 3eme trimestre 1939 : $I = 539$.

te puissance est inférieure à 1 Kw, et de 250 heures si elle est supérieure à 1 Kw.

Les Kwh garantis annuellement et non consommés étant facturés 0 fr. 95 (ou 0 fr. 77) sur la base de 22 Kwh par ampère de compteur.

Pour les communes dont la population est supérieure à 2.000 habitants, le tarif de 1 fr. 90 est ramené à 1 fr. 80.

B. — TOUS AUTRES USAGES.

1° *Force motrice.*

Tarif B — Monôme.

(1) Communes inférieures à 2.000 habitants :

$1,60 + 0,0015 (I-310) = 1,943$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite inférieure à 200 h.

$1,45 + 0,0015 (I-310) = 1,793$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite comprise entre 200 et 400 h.

$1,30 + 0,0015 (I-310) = 1,643$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite comprise entre 400 et 600 h.

$1,20 + 0,0015 (I-310) = 1,543$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite supérieure à 600 h.

Communes supérieures à 2.000 habitants :

$1,40 + 0,0015 (I-310) = 1,743$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite inférieure à 265 h.

$1,25 + 0,0015 (I-310) = 1,593$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite comprise entre 266 et 532 h.

$1,10 + 0,0015 (I-310) = 1,443$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite comprise entre 532 et 800 h.

$1,00 + 0,0015 (I-310) = 1,343$ pour une utilisation annuelle de la puissance souscrite supérieure à 800 h.

La puissance employée doit être inférieure à 3 Kw.

Tarif B' — Binôme.

Communes inférieures à 2.000 habitants :

$0,90 + 0,0015 = 1,243$. — Prime fixe mensuelle de 15 fr. par Kw souscrit.

Communes supérieures à 2.000 habitants :

$0,80 + 0,0015 (I-310) = 1,143$. - Prime fixe de 15 fr. par mois et par Kw souscrit.

Tarif C. — Avec minimum.

Communes inférieures à 2.000 habitants :

$1,10 + 0,0015 (I-310) = 1,443$. - Minimum annuel de Kwh égal à 500 fois la puissance installée exprimée en Kw.

Kwh garantis, mais non consommés facturés à 0,60.

Communes supérieures à 2.000 habitants :

$1,20 + 0,0015 (I-310) = 1,543$. - Même minimum.

Ces tarifs s'appliquent à un emploi saisonnier de l'énergie.

2° Usages agricoles. — Puissance inférieure ou égale à 3 Kw.

Le Kwh : $1,25 + 0,0015 (I-310) = 1,593$ sans prime fixe.

Minimum garanti égal à 120 fois la puissance souscrite exprimée en Kw.

Kwh garantis, non consommés facturés à 0 fr. 65.

3° Usages domestiques.

a) Cuisine : $0,70 + 0,0015 (I-310) = 1,043$ le Kw.

b) Chauffage eau et production du froid, tarif de nuit (21 h. à 6 h. : $0,42 + 0,0015 (I-310) = 0,763$.

Rabais de 20 % pour les Kwh consommés au delà de 100 h. d'utilisation mensuelle de la puissance souscrite.

Energie Electrique du Littoral Méditerranéen. — (cahier des charges de la Commune de La Bastide des Jourdans).

1° FOURNITURE EN BASSE TENSION.

1. *Eclairage et usages domestiques.*

A. — Tarif sans minimum : le Kwh $1,92 + 0,002 (I-310) = 2,378$.

Rabais de 20 % pour les Kwh consommés entre 200 et 500 h. d'utilisation des 2/3 de la puissance du compteur.

Rabais de 40 % pour les Kwh consommés au delà de 500 h. d'utilisation des 2/3 de la puissance du compteur.

B. — Cuisine : $0,65 + 0,002 (I-310) = 1,108$ l'été.

$0,80 + 0,002 (I-310) = 1,258$ (heures d'hiver)

Rabais de 20 % pour utilisation de 500 h. de la puissance souscrite qui devra être inférieure à 5 Kva.

C. — Tarif spécial chauffe-eau de nuit (de 22 h. à 6 h.).

$0,45 + 0,001 (I-310) = 0,679$.

Rabais de 10 % pour consommation supérieure à 500 h. d'utilisation de la puissance du compteur.

2. *Force motrice pour puissance inférieures à 3 Kw.*

A. — *Tarif sans prime fixe ni minimum :*

$$1,50 + 0,0015 \text{ (I-310)} = 1,843.$$

Rabais de 20 % pour utilisation comprise entre 200 et 400 heures de la puissance du compteur.

Rabais de 30 % pour utilisation comprise entre 400 et 600 heures de la puissance du compteur.

Rabais de 40 % pour utilisation comprise entre 600 et 1200 heures de la puissance du compteur.

Rabais de 60 % pour utilisation supérieure à 1.200 heures de la puissance du compteur.

B. — *Avec minimum.*

$$1,01 + 0,0015 \text{ (I-310)} = 1,358.$$

Minimum de consommation représenté en Kwh par un nombre égal à 600 fois la puissance souscrite exprimée en Kw qui devra ne pas être inférieure à 0,5 Kw.

Les Kwh garantis et non consommés seront facturés à 50 % de leur valeur.

6. — *Avec Prime fixe.*

1/ Prime fixe annuelle de 240 fr. par Kw souscrit,

$$2/ 0,70 + 0,0010 \text{ (I-310)} = 0,929.$$

Sur tarif B et C, réduction de 20 à 40 % suivant consommation comprise entre 1.200 et 2.400 h. annuelles ou supérieure à 2.400 h.

D. — *Tarif pompage de nuit.*

$$0,65 + 0,0010 \text{ (I-310)} = 0,879 \text{ le Kwh.}$$

20 % de réduction si la consommation est supérieure à 1.200 h.

E. — *Tarif spécial force motrice agricole en dehors des heures de point d'éclairage.*

$$1,20 + 0,0015 \text{ (I-310)} = 1,543.$$

Minimum de 200 fois la puissance souscrite exprimée en Kw et non inférieure à 0,5 Kw.

Les Kwh non consommés étant facturés à 50 % de leur valeur.

Rabais de 20 % pour consommation supérieure à 600 h.

II. — FOURNITURE A HAUTE TENSION.

Mêmes prix de base et prime fixe que pour la fourniture en basse tension, avec réduction de 25 %.

Telles qu'elles se présentent dans leur ensemble, ces deux dernières tarifications générales, surtout si on les compare à leurs analogues de toute la France, peuvent être tenues pour convenables ; elles sont suffisamment diversifiées et l'énergie est livrée à un prix acceptable. La dégression de celle du Littoral Méditerranéen est plus importante que celle du Sud-Electrique, mais par contre cette dernière exige des durées d'utilisation plus faibles.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'éclairage, elle présente un tarif avec minimum, qui bien que ce soit là une forme qu'on doit tendre à faire disparaître, n'est pas sans présenter un avantage dans le cas particulier de consommateurs ruraux.

En effet, le but essentiel du décret du 16 Juillet 1935 était d'une part l'écèlement des tarifs, ici il n'a joué que dans une mesure extrêmement modérée, d'autre part l'imposition d'un tarif monome c'est-à-dire sans prime fixe ni minimum de consommation.

Dans l'espèce et pour l'éclairage, c'est le tarif dégressif dont la base est à 1 fr. 90 le Kwh. Dans quelle mesure est-il avantageux - Le calcul est facile.

Le tarif avec minimum impose une consommation de 22 Kwh par ampère de compteur, soit pour le compteur le plus faible de 3 ampères : 66 Kwh à 0 fr. 95 le Kwh garanti mais non consommé, la dépense annuelle est de 62 fr. 70. Elle correspond à une consommation effective sans minimum de 62 fr. 70 : 1,90 = 33 Kwh.

Les statistiques générales pour le département de Vaucluse montrent que cette consommation par abonné est toujours dépassée. Aussi en fait, l'usager, sauf le cas extrêmement rare ou il souscrit une police d'abonnement sans user de l'électricité, dépassera toujours la consommation minimum ; le tarif monome s'avère donc quasi inopérant. Cette constatation est vérifiée par l'examen du tableau donnant le tarif moyen d'éclairage par commune en divisant la recette totale par le

nombre de Kwh correspondant pour l'année 1936. Le prix oscille entre 1 fr. 39 et 1 fr. 64, mais sa moyenne demeure bien de 1 fr. 53. On peut même, sans trop s'avancer, redouter que, dans ce cas particulier, la réforme ait créé un certain danger : celui d'établir un tarif plus élevé que celui qui existait alors. Sans doute, en principe l'abonné conserve le choix du tarif qui lui est le plus avantageux. En réalité, dans la complexité des textes et des tarifications actuelles, il est très difficile à quiconque n'est pas initié de s'y reconnaître et le distributeur au moment de la présentation de la quittance pourrait, sans courir d'autre risque que celui d'une réclamation isolée, facturer l'énergie livrée au tarif qui lui procurerait la plus grosse recette. Que faut-il en conclure, sinon que la consommation moyenne ayant atteint le minimum exigé par le distributeur pour que son exploitation soit économiquement profitable, le tarif à appliquer aurait du être le tarif de base existant sans que lui soit substitué un tarif « monome équivalent » obtenu plus par un calcul abstrait que par l'application des résultats pratiquement obtenus.

Ce simple exemple montre comment les meilleures intentions peuvent, dans leur traduction sous forme de mesures administratives, ne pas donner l'heureux résultat qu'on en attendait.

Il semble bien que le but actuellement recherché par les pouvoirs publics soit la diffusion de l'énergie électrique à des prix aussi bas que possible.

La difficulté tient à ce que la valeur de la marchandise fournie varie avec le moment auquel elle est livrée. On a espéré remédier à cet inconvénient majeur, en discriminant à l'extrême l'usage qu'on en ferait et on aboutit ainsi, dans les derniers textes de 1938 à une complexité telle que le bénéficiaire des mesures (l'abonné) n'a pas le moyen de faire un choix judicieux. Il peut alors sembler préférable de recourir à une tarification simple tendant à la formule « un seul compteur pour toute l'énergie » avec une rapide dégression suivant la consommation et en supprimant tous les frais annexes : location du compteur (un effort sérieux a été fait dans ce sens

par les décrets de 1935-36), avance sur consommation, frais de police, de branchement, qui freinent la consommation en irritant les usagers.

Bien que cette conception puisse apparaître à certains comme une sorte de révolution, on peut tout de même penser, sans pour autant être trop audacieux, que l'électricité n'est plus une merveille dont la rareté fait le prix, mais que sa distribution est un service public dont il convient de faciliter l'accès et de généraliser l'emploi.

On peut lui objecter qu'il faut cependant que la vente de l'énergie électrique rémunère le distributeur ; c'est exact. Mais comme c'est le cas actuellement, les tarifs peuvent varier suivant la valeur économique des régions. En ce qui concerne le Vaucluse, les conditions paraissent favorables.

III. — *Résultats obtenus dans le secteur du Sud-Electrique.*

On a indiqué plus haut que le territoire départemental comprenait 3 zones. Elles ne sont pas égales en importance et celle du Sud-Electrique l'emporte de loin. Par ailleurs, un simple regard sur la carte du département permet de se rendre compte qu'elle englobe toutes les régions naturelles de Vaucluse, depuis les terrains de riches cultures de Cavaillon, Carpentras, jusqu'aux territoires montagneux de Sault, de la Vallée du Toulourenc et des plateaux qui dominent Apt et dont le caractère est déjà Bas-Alpin.

Cette zone ne comprend pas les grandes agglomérations d'Avignon, Carpentras, Orange. En bref, Sorgues et ses environs exceptés, le réseau du Sud-Electrique offre du point de vue de cette étude, le double avantage,

- 1° — d'être un réseau rural,
- 2° — de bien représenter le département.

C'est pourquoi, il a paru judicieux de le choisir entre tous, comme particulièrement intéressant.

Son extension territoriale reflète parfaitement la progression de l'électrification des communes, comme l'accroissement de l'énergie distribuée celui de l'utilisation publique et privée.

Comme précédemment, la méthode la plus simple pour traduire les faits semble être celle des tableaux et des graphiques. Dans l'espèce les chiffres parlent d'eux mêmes et point n'est besoin de longs commentaires.

— Le nombre des communes électrifiées par ce secteur passe de 12 en 1911 à 89 en 1938,

— Le nombre d'abonnés éclairage de 972 à 26.050 et la consommation correspondante de 94.600 à 3.233.493 Kwh.

— Le nombre d'abonnés force motrice de 244 à 5.727 et la consommation correspondante de 415.952 à 4.664.323 Kwh.

Mais si en valeur absolue, l'extension du réseau s'est accrue dans des proportions considérables, il n'est pas moins intéressant de considérer les indices. A cet égard une différence notable se manifeste entre la force motrice et la lumière.

En ce qui concerne la lumière, les courbes sont régulièrement ascendantes, sauf une petite pointe vers le bas correspondant à la crise de 1935, et la consommation par abonné croît régulièrement de 97,2 à 125 Kwh nombre tout à fait remarquable en égard au caractère rural du réseau, surtout si l'on tient compte de l'électrification des écarts qui ont eu lieu pendant les 10 dernières années.

Pour la force motrice on note un maximum en 1925, aussi bien pour la courbe des heures d'utilisation : 669 h. par an, que pour celle de la consommation par abonné : 3424 Kwh, et que pour la puissance raccordée par abonné : 5,13 Kw.

Toutes ces courbes décroissent jusqu'à la période actuelle. Une seule anomalie, facilement explicable : en 1930, la crise industrielle est marquée par une très faible puissance raccordée qui donne une pointe en sens inverse pour les courbes d'utilisation et de consommation unitaire.

Cette décroissance est le résultat d'une part de la crise, d'autre part de l'extension des réseaux ruraux, à des régions plus pauvres, à faible emploi de la force motrice électrique.

Les résultats d'ensemble sont cependant tout à fait remarquable :

La consommation lumière par abonné est de : 125 Kwh par an.

La consommation Force motrice par abonné est de 1640 Kwh par an.

Le nombre d'heures annuelles Force motrice d'utilisation : 395 heures.

bien que la puissance raccordée par abonné, ne soit que de 4,18 Kw. On doit y ajouter, décomptés à part, l'énergie Force motrice utilisée pour l'élévation des eaux potables communales, qui fait apparaître un indice d'utilisation de 1,650 h. par an ; l'énergie employée pour les usages domestiques qui n'est tarifées séparément que depuis 1935 prend une importance qui dépasse le 1/10 de la consommation lumière.

L'analyse des courbes montre par ailleurs, l'effet heureux de l'extension du réseau.

La consommation force motrice a cru continuellement, malgré la crise industrielle qui se manifeste à partir de 1930, parce que de nouveaux abonnés avaient recours à l'énergie électrique. La crise cependant est très apparente aussi bien dans la courbe des heures d'utilisation que dans celle de la consommation par abonné et de la puissance raccordée par abonné (ce sont de petits utilisateurs : artisans, agriculteurs, qui sont les clients les plus nombreux des écarts ruraux).

Par contre, son effet est beaucoup moins sensible sur les courbes relatives à la lumière, la consommation correspondante a toujours cru, et l'utilisation par abonné ne marque qu'une seule pointe vers le bas, se relevant aussitôt.

On se rend compte ainsi, sur la stabilité de l'exploitation, de l'importance d'un réseau rural qui, en quelque sorte, assure la pérennité économique de la distribution.

Aussi, du point de vue quantitatif, le secteur de la Société Sud-Electricité considéré dans le cadre du seul département de Vaucluse, essentiellement agricole, apparaît dans une situation prospère.

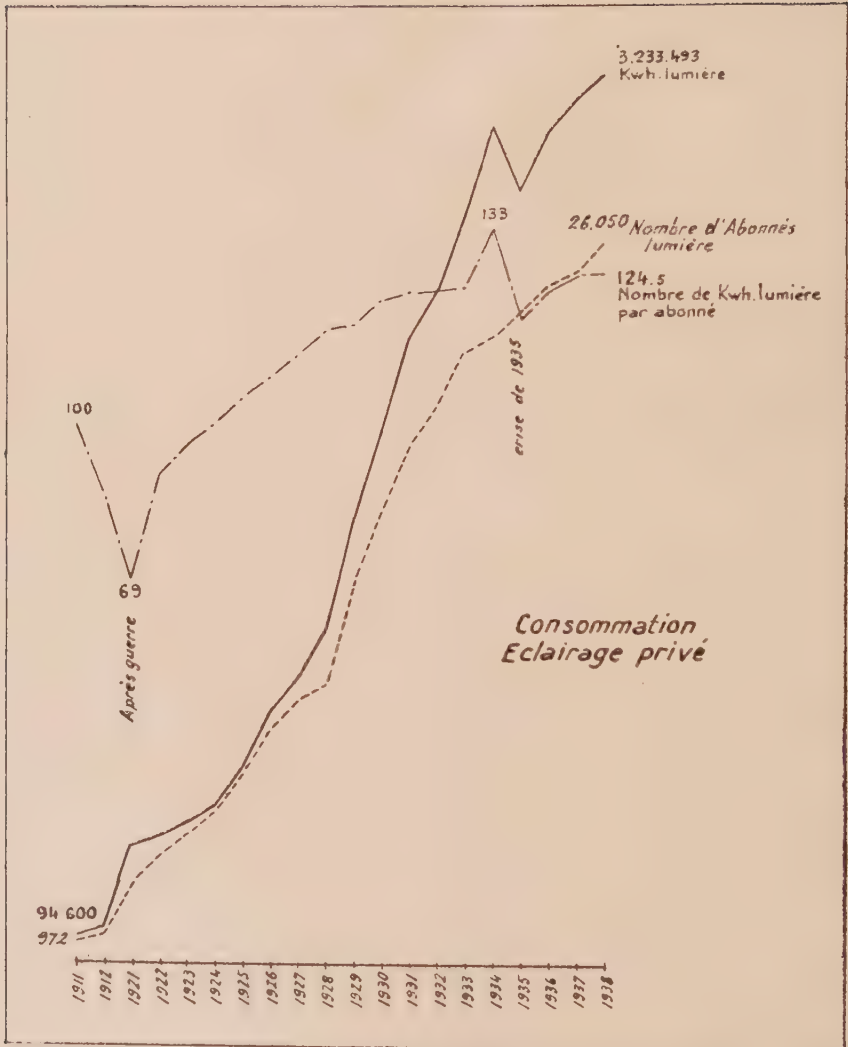
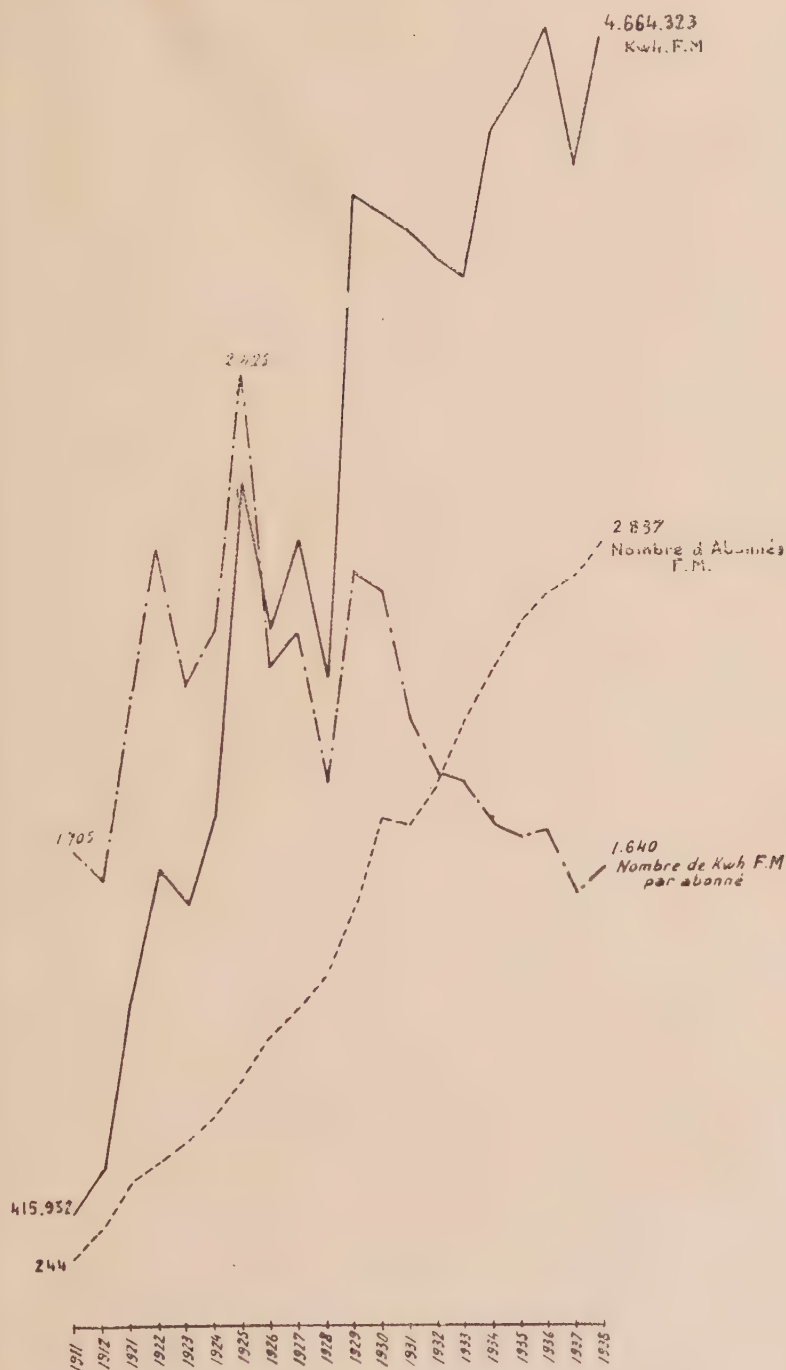


TABLEAU N° 13



Utilisation de la Force motrice

TABLEAU N° 14

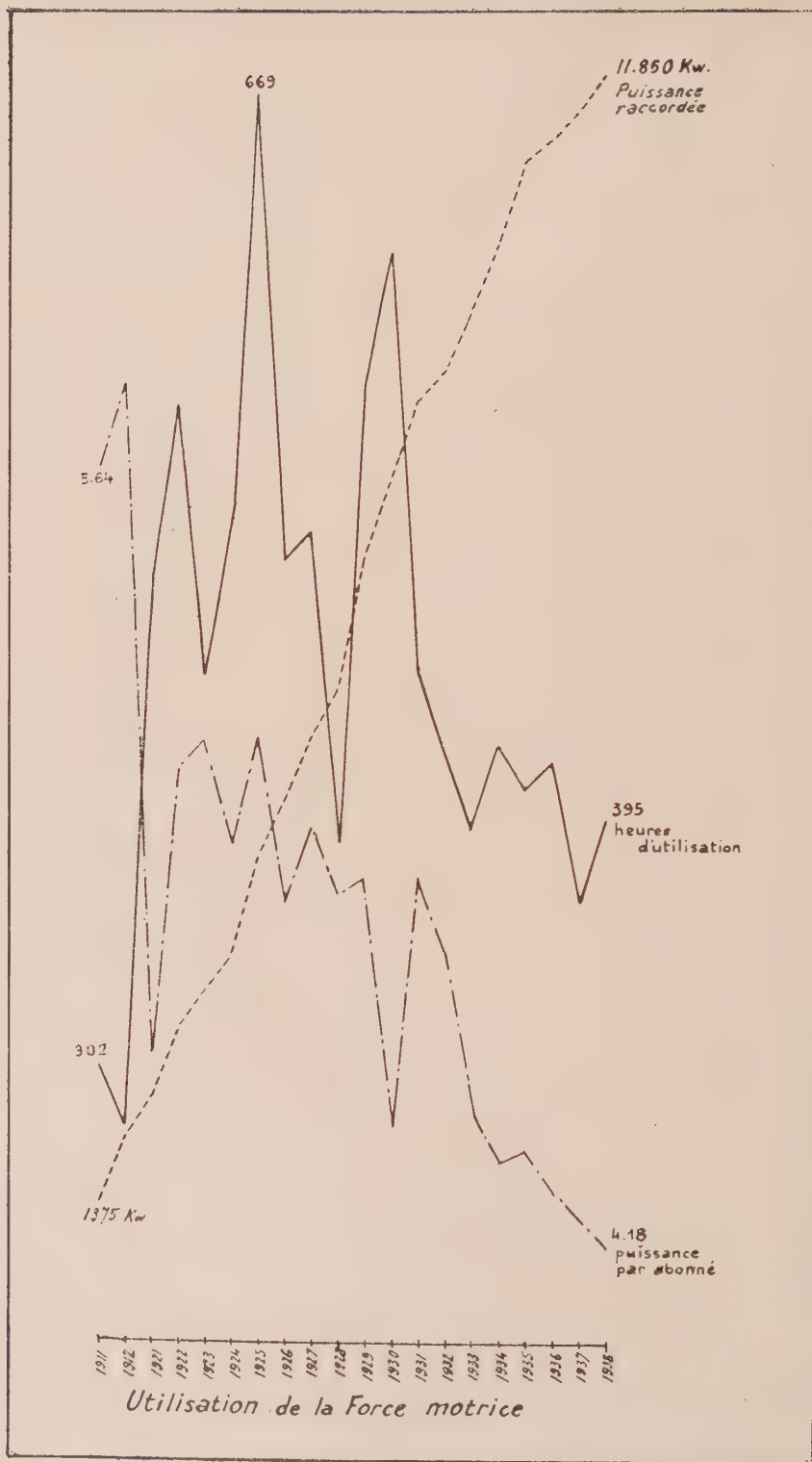


TABLEAU N°. 15 .

On aura une opinion plus juste de la valeur de l'électrification rurale par la connaissance des recettes qu'elle procure, sans entrer cependant dans une analyse détaillée qui garde un certain caractère confidentiel bien que les sociétés concessionnaires soient soumises au contrôle de l'Etat et que tous les ans, elles doivent faire connaître les éléments de leur activité, conformément aux dispositions de la loi de 1936.

A ne considérer que les recettes d'éclairage privé, relatives à l'année 1936, et en exceptant les villes importantes, Carpentras, Orange, Avignon, le produit s'élevait à 6.853.829 francs. Sans doute on doit tenir compte des frais d'achat ou de production du courant et des frais généraux. Cependant si on rapproche ce nombre du capital investi par les concessionnaires dans l'électrification des campagnes : 7.132.286 francs on ne peut qu'être impressionné favorablement par les résultats obtenus.

Des exemples concrets, choisis dans trois régions de Vaucluse à richesse progressivement décroissante et dans le même secteur du Sud-Electrique permettront de préciser cette opinion.

Pour cet objet on a retenu : Cavaillon, Pernes, les communes du Syndicat de Viens.

Cavaillon est une riche commune de la vallée de la Durance où florissent les cultures maraîchères irriguées. C'est un marché d'expédition extrêmement important.

Pernes est située à la limite de la plaine de Carpentras et des contreforts du Nord des Monts de Vaucluse. Si une partie de son territoire reçoit les eaux du canal de Carpentras, qui permettent les cultures irriguées et notamment celle des fraises, toute une autre est encore en landes et ne laisse guère que la possibilité de plantations de chênes truffiers.

Le Syndicat de Viens comprend 7 communes des Hauts plateaux de Vaucluse situés à la limite des Basses-Alpes. C'est la région de la culture extensive des céréales et de l'élevage des troupeaux de moutons.

Pour chacun de ces cas particuliers, on a dressé les tableaux ci-dessous qui donnent des dépenses engagées pour l'électrification rurale, la participation du concessionnaire et la proportion que représente dans les recettes, l'annuité correspondant à

l'amortissement en 40 ans, durée normale de la concession au taux d'intérêt de 5 %, du capital investi, sous forme de participation.

I. — CAVAILLON. - 12.522 habitants.

	Consommation en Kwh	Recette correspondante Exercice 1938-39 en francs	Prix moyen correspondant du Kwh frs.
Usages domestiques	117.587	70.901	0,605
Force motrice	674.591	693.632	0,973
Eclairage	761.145	1.561.663	2,05

Total 1.553.323 kwh 2.326.196 frs env. 1,50

Montant des travaux d'électrification rurale : 3.347.654 frs.

Participation du concessionnaire : 330.914 fr.

Annuité correspondante : $330.914 \times 0,05827 = 19.282,35$.

Proportion par rapport aux recettes effectuées :

19.282,35

----- = 0.829 %

2.326.196

II. — PERNES. - 3.795 habitants.

	Consommation en Kwh	Recette correspondante Exercice 1938-39 en francs	Prix moyen correspondant du Kwh frs.
Usages domestiques	31.375	28.420	0,906
Force motrice	71.722	81.638	1,14
Eclairage	11.499	244.401	2,20

Total 214.596 354.459 1,65

Montant des travaux d'électrification rurale : 2.583.727,81.

Participation du concessionnaire : 252.071,10.

Annuité d'amortissement correspondante :

$252.071,10 \times 0,05827 = 14.688,17$

14.688,17

Proportion par rapport aux recettes : ----- = 4,14 %

354.459

III. — *SYNDICAT DE VIENS.* - (7 Communes : 1.780 habitants au total).

	Consommation en Kwh	Recette correspondante Exercice 1938-39 en francs	Prix moyen du Kwh frs.
Usages domestiques	606	410	0,66
Force motrice	75.423	76.700	1,015
Eclairage	31.921	60.142	1,89
Total	107.950	137.242	1,28

Montant des travaux d'électrification rurale : 3.149.769 frs

Participation du concessionnaire : 176.208,00

Annuité d'amortissement correspondante :

$$176.208 \times 0,05827 = 10.267,64$$

10.276,64

Proportion par rapport aux recettes : $\frac{10.276,64}{137.242} = 7,7 \%$

Consommation par habitant desservi

Collectivité	Usages domestiques kwh	Force motrice	Eclairage	Totale	Recette par nabitant desservi
Cavaillon	9,37	54,1	61	124,47	186,00
Pernes	8,3	18,9	29,3	56,5	93,5
Syn. de Viens ...	0,34	42,5	17,9	60,74	76,80

De leur comparaison et de l'examen du dernier tableau ; on peut déduire que l'utilisation de l'énergie électrique pour les usages domestiques est d'autant plus développée que la richesse de la collectivité considérée est plus élevée et qu'elle demeure particulièrement faible dans les réseaux de montagne, que l'emploi de la force motrice est quantitativement loin d'être négligeable puisqu'elle égale à peu de chose près la valeur de l'énergie d'éclairage pour Cavaillon, les 7/10 pour Pernes, et qu'elle la dépasse du double pour le Syndicat de Viens (cela tient à ce que dans cette région sont exploitées de nombreuses car-

rières et mines d'ocres alimentées en énergie électrique — on doit toutefois faire observer que la desserte de ces industries eût été impossible sans le concours des réseaux ruraux), par contre la recette correspondante est environ deux fois plus faible que celle d'éclairage, — que les tarifs moyens sont voisins les uns des autres, ce qui prouve que la dégression n'est généralement pas appliquée, — que si la proportion des dépenses engagées par le concessionnaire est comme on pouvait le présumer, une fonction inverse de la productivité du réseau, elle n'est jamais considérable puisque dans le cas le plus défavorable, elle n'atteint que 7,7 % des recettes pour devenir quasi négligeable pour Cavaillon, — que la consommation totale par habitant desservi, aussi bien que la recette correspondante sont excellentes.

Par ces exemples on inclinerait à penser que l'électrification des campagnes s'est révélée une meilleure affaire qu'on avait bien voulu le croire à ses débuts. Toutefois, comme correctif, on devra toujours avoir présente à l'esprit, la richesse agricole de la région.

L'Utilisation de l'Electricité

Maintenant qu'ont été exposées les solutions administratives, techniques et financières qui ont permis l'électrification rurale du département de Vaucluse, qu'a été retracée son évolution, que sont connus les premiers résultats de son exploitation et les procédés qui assureront dans l'avenir immédiat l'achèvement de l'œuvre déjà accomplie, il conviendrait d'examiner les bienfaits dont elle a été génératrice, les solutions heureuses qu'elle a rendu possibles et ce qu'on en peut encore attendre.

Elle est si intimement liée à la vie de chaque jour, elle participe si souvent aux actes les plus simples de chacun, que dresser l'inventaire de ses emplois semble une tâche d'une longue et fastidieuse monotonie ; on peut cependant essayer de dégager les formes d'utilisation qu'elle revêt ; elles sont individuelles, collectives, économiques et sociales. Sans doute cette diversification relève quelque peu de l'arbitraire ; l'individu dans les sociétés actuelles est une pure fiction et l'économique ne se sépare pas du social, mais pour s'en tenir à la ligne déjà adoptée il ne faut voir dans chaque partie de cette classification, à laquelle on s'est rangé uniquement par souci de clarté pour les besoins de l'exposition, qu'un aspect, qu'une tendance nommément choisie.

UTILISATION INDIVIDUELLE

C'est l'emploi de l'électricité chez le cultivateur. Avant tout c'est la lumière dont la vive clarté pénétrant dans la ferme a apporté avec elle sa gaité, a raccourci les longues veillées d'hiver, a introduit un nouveau besoin d'hygiène et de confort. Délivrée des soucis des lampes à huile et à pétrole, la ménagère

qui assure à la campagne la plus lourde tâche quotidienne en a apprécié le concours, et l'usage des petits appareils domestiques, bouilloires, fer à repasser, s'est très vite répandu.

Quant au chauffage, à la production du froid, les tarifs de vente restent encore trop élevés pour qu'ils soient généralisés et ils se cantonnent jusqu'à présent dans les agglomérations.

L'usage de la cuisine à l'électricité, bien qu'un effort sérieux de propagande ait été fait pour sa vulgarisation par les distributeurs, reste encore assez limité (il est fortement concurrencé par les appareils de chauffage alimentés par hydro-carbures obtenus comme sous-produits des raffineries de pétrole : butane, propane, etc...). Il s'accroît cependant à un rythme qui serait fortement accéléré par une diminution du prix de vente des appareils d'utilisation.

Enfin, à la disposition de l'agriculteur, elle a apporté l'appoint de sa force sous une forme souple ; le petit moteur agricole qu'il soit fixe ou sur chariot mobile s'est prêté aisément, grâce aux procédés ingénieux de transmission imaginés par les constructeurs, à l'entraînement de tous les appareils de la ferme : hache-paille, concasseur, scie à bois, baratte, écrémeuse, etc., etc...

Toutefois, en Vaucluse, c'est pour l'élévation des eaux d'arrosage qu'elle a été le plus employée. On y reviendra plus loin.

UTILISATION COLLECTIVE

On entend sous cette dénomination l'usage de l'électricité par des groupements d'agriculteurs, qui peuvent être les communes, les associations syndicales ou les coopératives de vente ou de transformation des produits agricoles.

Parmi eux, il faut surtout retenir, dans Vaucluse, les coopératives, créées sous le régime de la loi de 1920, et principalement les coopératives vinicoles et les silos et magasins de stockage du blé dont les buts sont nettement économiques, au moins considérés sous l'angle des adhérents.

En ce qui concerne les magasins et silos à blés, ils font tous appel à l'électricité. La puissance utilisée dans les 5 silos

et les 4 magasins qui ont été équipés est au total d'environ 110 à 120 chevaux et leur alimentation ne présente aucune difficulté. Chaque appareil est en effet pourvu du moteur qui l'entraîne, ce qui conduit à un bon coefficient de dispersion ; hormis le démarrage, ce sont des machines à débit régulier et si, pendant les deux mois qui suivent la moisson et le battage des grains, la demande atteint son maximum, elle reste cependant très suffisante pendant tous les autres mois de l'année. Ils se présentent donc pour les secteurs comme des clients importants à fourniture régulière, et en général, il leur a été consenti des tarifs avantageux.

La force motrice électrique a trouvé un très large emploi dans les caves coopératives. Les renseignements donnés par 33 caves font ressortir une puissance installée de 732 kw., ce qui permet de présumer que pour les 44 caves du département, la puissance totale n'est pas inférieure à 900 kw.

A l'origine, tenant compte d'une sujétion impérative, à savoir le non arrêt des foulo-pompes au moment de la vendange, on avait hésité quelque peu à lui faire appel, et tout au moins, avait-on prévu des groupes électriques de secours ou l'emploi de moteurs à explosion pour l'entraînement des appareils de recette de la vendange. En outre, la puissance installée par coopérative est forte, mais la majeure partie n'en est utilisée que pendant un ou deux mois de l'année. La tarification binôme comprenait une prime fixe par kw installé. Il en résultait un prix moyen du kwh. élevé et qui le paraissait d'autant plus qu'il est très difficile de faire admettre à l'usager qu'il doit payer une simple possibilité, même sans consommation effective.

Les secteurs ayant manifesté un certain esprit de conciliation et, la crainte des pannes devenant moins redoutable avec le développement des réseaux et leur interconnexion, on ne recourt plus guère aujourd'hui qu'à l'électricité comme force motrice dans les coopératives vinicoles. En vérité, elle s'est révélée d'un prix de revient extrêmement bas puisque la dépense d'énergie à l'hectolitre de vin logé n'est pas, sauf exception, supérieure à 0 fr. 50 et que sa moyenne est de l'ordre de 0 fr. 35.

Enfin, l'électricité a permis la réalisation d'une amélioration infiniment désirable, considérée à juste titre comme la base de la vie rurale et le maintien de la population, l'adduction et la distribution des eaux potables. (1)

Les villes de quelque importance exceptées, sur les 151 communes du département, 64 seulement sont pourvues d'une alimentation en eau potable et sur ce nombre 27 la doivent au pompage.

Ainsi, sans le secours de l'électricité, 37 communes seulement auraient une distribution d'eau potable. Ces chiffres dans leur sobriété sont plus éloquents que de longs discours.

On doit ajouter que ce rôle essentiellement social ne laisse pas d'être aussi économique ; car si une commune peut au bout d'un certain nombre d'années, par une gestion bien conduite de sa distribution, équilibrer ses dépenses et même faire des bénéfices, on a montré plus haut que dans le seul réseau du Sud-Electrique, la recette obtenue par la vente de kilowattheures destinés à l'élévation des eaux, était des plus profitables pour le concessionnaire.

On a ainsi passé en revue, d'une manière très rapide tous les bons offices de l'électrification ; localement, il en est un sur lequel on doit s'étendre plus longuement, non seulement pour ce qu'il est déjà, mais encore et bien plus pour ce qu'il peut devenir : ce sera l'objet du dernier chapitre qui traitera des rapports de l'électricité et de l'irrigation.

(1) On doit faire remarquer à cet égard, que souvent on a prétendu que dans l'équipement des campagnes il importait, dans l'ordre d'urgence des réalisations, de placer l'alimentation en eau avant l'installation de l'électricité. L'exemple de Vaucluse qui n'est pourtant pas une région de plateaux, prouve pertinemment l'intérêt, pour ne pas dire la nécessité qu'il y avait à adopter l'ordre inverse, ce qui a été fait,

L'ELECTRICITE ET L'IRRIGATION

I. — LES CANAUX D'IRRIGATION

L'irrigation dans l'équipement rural de Vaucluse joue un rôle considérable. Mais le sujet est si vaste qu'il ferait à lui seul l'objet d'une étude fort importante et par ailleurs, pour autant que cette amélioration doive être complétée, la résolution de ce problème dépend en grande partie, on le verra par la suite, de celui de l'électrification. C'est pourquoi on a jugé judicieux de les lier.

On peut, sans exagération, affirmer que les irrigations font toute la richesse de la région. Sans elles, c'est la lande qui porte tout au plus de maigres chênes truffiers ; que l'eau soit amenée et généreusement distribuée, aussitôt naissent de vrais jardins où florissent les cultures les plus exigeantes, cultures maraîchères, vergers, pépinières, porte-graines, mais aussi les plus rémunératrices. Le produit obtenu est plus de cinq fois ce que rapporte un hectare de bonne terre non arrosée.

On a pu calculer ainsi le revenu supplémentaire dû au seul canal de Carpentras à 50.000.000 de francs (1).

Cette prospérité économique ne va pas sans un accroissement de la population qui vit sur les plaines ainsi fertilisées.

« Malgré l'accroissement annuel des décès sur les naissances, la région irriguée voit sa population augmenter par l'afflux des étrangers surtout italiens et espagnols, par le déplacement des cultivateurs des villages secs qui descendent vers le canal...

« En 1840... le Terradou qui s'étend sur 200 hectares au Sud de la ville (Carpentras) comptait à peine une cinquantaine de personnes réparties dans neuf fermes, soit une densité de 21 habitants par km², en 1906 il comptait 287 individus habitant 70 fermes, ce qui représente une densité de 120 au km²... » (2)

(1) BARRAL, 5 A. 453.

(2) DALADIER Ed. Préface de CAILLET R. « Le Canal de Carpentras ».

L'irrigation fut le facteur essentiel du mode de transformation de la vie agricole dans le Comtat. C'est dire que sa primauté fut très tôt évidente. Les premiers canaux connus datent de l'époque Romaine. Tel est le cas du Grand Nenot à Châteauneuf de Gadagne et du canal de la Sorgue à Avignon. Toutefois, pendant le moyen Age, ils semblent disparaître et le plus ancien passe pour être celui de Vaucluse dont le premier acte authentique connu serait du 1^{er} Avril 976.

Le premier texte officiel du canal de St-Julien, dérivé de la Durance, et probablement construit dès le XI^e siècle, est de 1171.

La destinée primitive de ces canaux était l'alimentation des moulins. « Mais on prit bientôt l'habitude d'utiliser les biefs des « moulins pour l'irrigation, et en 1235, l'évêque de Cavaillon « s'avise d'en tirer profit. Il est interdit désormais de prélever « l'eau sans autorisation, mais le droit d'obtenir une conces- « sion pour arrosage est reconnu ». (1)

Sans insister autrement sur l'historique des arrosages en Vaucluse, ces concessions d'eau accordées par les puissances souveraines, le Pape (décisions de la Chambre Apostolique d'Avignon), le prince d'Orange, le Roi pour la Provence, sont à l'origine de la foule des petits canaux d'arrosage, dérivés des principales rivières du Comtat. Toutefois, ce n'est qu'à partir du XVIII^e siècle que furent créés les principaux canaux : Crillon 1769, Cabedan 1765, Plan Oriental 1770, Puy 1800, Canal de l'Isle 1850, Canal de Pertuis et de Cadenet 1875, et le plus important et presque le dernier en date, le Canal de Carpentras inauguré en 1857 bien qu'il ait été conçu en 1561, enfin Pierre-latte (décret impérial du 5 Août 1857).

Actuellement, autant qu'on peut avoir des précisions à cet égard, il existe dans le Vaucluse 94 associations d'irriguants qui comprennent :

a) 84 petits associations réparties sur tout le territoire de Vaucluse dont les prises sont alimentées par les rivières secondaires telles que l'Ouvèze, l'Aigues, l'Auzon, etc..., et dont le

(1) GEORGES, opus cit p. 442.

régime juridique est le plus souvent celui d'une association créée par arrêté préfectoral venant régulariser des droits accordés par l'autorité seigneuriale. Les titres anciens ne sont pas, d'ailleurs, sans faire l'objet de nombreuses contestations qui gênent l'exercice de l'arrosage.

b) Le système des grands Canaux, dérivés de la Durance.

Nom des Dérivations	Donation litres	Surfaces arrosées ha. chiffres arrondis
Pertuis et Cadenet	4.600	2.800
Prise Mixte de Carpentras	10.106	7.200
» » L'isle		
» » Cabedan-Neuf		
» » Plan Oriental		
Saint Julien	4.400	5.200
Crillon	4.400	1.400
L'hôpital	2.000	1.000
Cambis	1.800	350

Que ces canaux fonctionnent sous le régime de la loi 1865-88 ou suivant des textes antérieurs (décrets), ils sont en général fort bien administrés. On cite en exemple, le Canal de Carpentras qui est justement célèbre en Europe.

Ce système arrose toute la vallée de la Durance depuis Pertuis jusqu'à Avignon, les communes situées sur son passage à l'Est du Luberon et des Monts de Vaucluse, et la Plaine de Carpentras.

c) Le Canal de Vaucluse, le plus ancien, dérivé de la Sorgue qui prend naissance à la fontaine de Vaucluse, et remarquablement utilisé du point de vue industriel. Il arrose 694 hectares.

d) Le Canal de Pierrelate. C'est un canal concédé, dérivé du Rhône dans le département de la Drôme et dont les travaux de prolongations décidés par décret de 1854 furent terminés en 1880. Il dessert les territoires des communes de Lapalud, Bollène, Mondragon, Mornas, Piolenc, Caderousse, Châteauneuf-du-Pape, Bédarrides et Sorgues, sur une longueur de 80 km. Son périmètre lui permettrait d'arroser 17.000 hectares.

I. — LES SOLUTIONS ACTUELLES D'APPOINT DUES A L'INITIATIVE PRIVEE

Bien que le territoire paraisse ainsi abondamment pourvu en canaux d'arrosage, ils ont souvent été complétés par l'initiative individuelle qui a eu recours à des pompages dans la première nappe phréatique. Quoique dans certains cas la force motrice utilisée ait été le moteur thermique, de plus en plus on a eu recours à l'énergie électrique.

Une enquête effectuée auprès des distributeurs en 1936 a donné les résultats suivants :

Puissance des moteurs instal.	Nombre d'usagers	Puissance installée
Moins de 2. C. V	884	787
de 2 à 5 C V	105	272
de 5 à 10 C V.	19	116
de 10 à 20 C. V	7	98
plus de 20 C V	6	182
Total	1.021	1.455 C. V

Ainsi, 1.021 usagers utilisent pour le pompage de l'eau une puissance de 1.455 C.V.. Si on entre davantage dans le détail du tableau on peut en déduire que la plupart des moto-pompes de puissance supérieure à 10 C.V., vraisemblablement servent à des fins industrielles, et qu'au contraire, celles qui sont de puissance inférieure à 2 C.V. comprennent pour une partie des élévations d'eau destinées à l'alimentation humaine et animale. Il n'en demeure pas moins que la puissance utilisée pour l'arrosage est digne d'intérêt.

Un examen de sa répartition montrerait qu'elle est surtout utilisée dans les vallées du Rhône, de la Durance, du Coulon, de l'Ouvèze. L'eau ainsi pompée sert donc d'appoint à celle qui est apportée par les grands canaux d'irrigation.

Entrée tout d'abord comme auxiliaire, il semble bien que l'énergie électrique doive prendre dans les projets d'irrigation

une place chaque jour plus marquée. C'est qu'elle présente un double avantage : c'est en premier lieu une source d'énergie extrêmement souple, qui se prête très bien à la dispersion que demandent les cultures maraîchères, ensuite l'installation de lignes électriques est infiniment moins coûteuses que la construction d'ouvrages de génie civil et il est ainsi moins onéreux de transporter de l'énergie que de l'eau. (1)

Toutefois, il est un obstacle à sa large diffusion : c'est son prix de vente. Sans doute des tarifs généraux ont été prévus pour les utilisations agricoles, et notamment les arrosages. Ils restent trop élevés et on ne pourra obtenir une solution satisfaisante qu'en recourant à l'énergie de réserve. Celle des Alpes est déjà employée pour la plus grande part. A cet égard, l'utilisation des réserves de l'usine de Poët sur la Durance s'est révélée fort intéressante. Il faut donc recourir à une autre source. Elle est tout indiquée ; c'est celle qu'on peut retirer du Rhône. On aborde ainsi le problème grandiose de l'aménagement du Rhône qui est en cours de réalisation et auquel il convient de s'arrêter un instant.

II. — LA SOLUTION D'AVENIR

L'AMENAGEMENT DU RHONE

On n'a pas ici l'intention de traiter complètement cette importante question qui a fait d'ailleurs l'objet de nombreuses études et même d'une thèse devant la faculté de Montpellier, qu'on pourra utilement consulter (2).

Le problème est ancien (les premières études remontent à 1774). Toutefois, à cette époque il était strictement limité à la navigation. Son aspect en fut changé par la découverte de l'énergie hydraulique qui fit du fleuve non seulement une voie

(1) Une ligne de 10 km. destinée à alimenter une station de pompage, coûte transformateur compris, environ 230.000 à 270.000 francs. Un canal de même longueur, pour véhiculer 1 m³ sec. ; coûterait de 1.000.000 à 1.500.000 francs.

(2) TRAMIER. « Faut-il aménager le Rhône ». Thèse Montpellier 1936.

navigable de pénétration, mais aussi un puissant producteur d'énergie. Il apparut aussi qu'il offrait des possibilités sérieuses d'utilisation en ce qui concernait l'aménagement agricole de sa basse vallée. C'est à ce triple point de vue que l'envisagèrent presque tous les nombreux projets qui se succédèrent depuis celui de Krantz en 1875.

Aussi la loi du 27 Mai 1921 « approuvant le programme d'aménagement du Rhône de la frontière Suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation, et des irrigations et autres utilisations agricoles et créant les ressources financières correspondantes », a-t-elle lié les trois catégories d'intérêts en cause.

A. — *Ressources mises à la disposition des agriculteurs*

Comment a-t-elle entendu venir en aide aux intérêts agricoles ? Suivant le principe même donné par la loi du 16 Octobre 1919, en mettant à la disposition des agriculteurs de l'énergie à bon marché.

Les statuts de la Compagnie Nationale du Rhône, créée par la loi du 27 Mai 1921 prévoient la cause suivante : « Les « tarifs applicables à l'énergie réquisitionnée par le Ministère « de l'Agriculture pour les besoins de l'assainissement et de « l'irrigation sont fixés comme suit :

« — Pendant une période de 20 ans à compter de la mise « en service des Stations de Pompage.

« — 0 fr. 02 pour les fournitures effectuées en dehors de « 4 heures par jour fixées par le concessionnaire.

« — Deux ans avant l'expiration de cette période le prix « de vente pendant les 20 années suivantes sera fixé pour cha- « que entreprise par le Ministère des Travaux Publics, d'accord « avec le Ministère de l'Agriculture, le concessionnaire entendu, « en tenant compte des charges incombant aux intéressés et « de la plus-value procurée aux propriétés, sans que ce prix « puisse être inférieur aux tarifs applicables pendant les 20 « premières années, ni supérieur à la 1/2 du prix moyen payé « pendant les cinq années précédentes pour des fournitures ef- « fectuées dans des conditions d'utilisation analogues.

« Le tarif de vente sera révisé dans les mêmes conditions

« tous les 20 ans. Ces articles s'appliquent à l'énergie prise à
« la sortie des usines ou à l'un quelconque des postes établis
« sur le collecteur latéral du Rhône ».

Si cette clause des statuts de la Compagnie, en prévoyant pour le monde agricole de l'énergie à de très bas tarifs, est venue apaiser les intérêts légitimes qui s'étaient manifestés, en fait elle paraissait surtout convenir à de grandes entreprises ; en égard à la dispersion des petits utilisateurs, le problème du transit et de l'emploi de l'énergie se pose d'une manière particulièrement délicate. Cette difficulté n'a pas échappé aux techniciens qui ont étudié la question, et dès 1933 M. de Pampelonne signalait (1) : « Il est donc indispensable de prévoir une modalité qui permette aux arrosants même individuels, sous réserve d'une demande d'un minimum de puissance assez bas, de bénéficier d'un tarif livré à leur propre station de pompage et qui pourrait d'ailleurs être sensiblement plus élevé que celui réservé aux grandes entreprises. »

« Ce tarif pourrait être de l'ordre de 15 à 20 centimes le Kwh avec minimum de consommation de 1.000 h. par an et il serait uniquement réservé aux pompages pour irrigation de cultures autre que la vigne.

« On ne saurait assez insister sur l'importance du but à atteindre. Ainsi, il est le plus certain et le plus attendu des heureux effets, pour l'agriculture, de l'aménagement du Rhône ».

Avec le minimum de modification dans l'état actuel de la distribution publique de l'énergie, il faut que les agriculteurs accèdent à l'immense source que représente le Rhône dont on a justement entendu qu'ils puissent tirer profit.

B. — Un exemple actuel. — Les pompages de Crau.

Ce problème si complexe a été heureusement résolu pour les arrosants de la Crau ; son actualité mérite qu'on relate la solution qu'on lui a trouvée, à laquelle, dans l'avenir et pour des cas semblables, on pourra utilement se reporter.

Certains propriétaires de la Crau assuraient déjà par des pompages l'irrigation de leur terre ou l'évacuation des eaux

(1) DE PAMPELONNE. Rapport sur l'Aménagement du Rhône, 28 Mars 1933.

en excédent. La force motrice utilisée était, soit l'énergie thermique (moteurs Diésel à essence ou à gaz pauvre), soit l'énergie électrique, dont le prix de revient devenait trop élevé pour qu'on songeât à en généraliser l'utilisation.

C'est pourquoi l'emploi des réserves d'énergie à très bas prix prévues dans la convention de la Compagnie Nationale du Rhône apparaissait comme une solution heureuse. Par ailleurs, il n'avait pas échappé aux dirigeants de cette compagnie qu'il leur appartenait de donner une satisfaction au moins partielle aux agriculteurs du Bas Rhône, alors qu'étaient entrepris les travaux d'amélioration de la navigation du port de Lyon et du barrage de Génissiat et qu'il convenait ainsi de réaliser sans trop de décalage dans le temps une partie du triple programme pour l'exécution duquel la société avait été créée.

Une première difficulté devait être levée : à savoir que pour livrer de l'énergie, il importe de la produire et de la transporter et qu'en premier lieu devaient être construits le barrage, l'usine productrice et les feeders d'alimentation. Compte tenu des longs délais (plusieurs années) qu'entraîne la réalisation d'ouvrages aussi importants, c'était reporter à une date indéterminée et beaucoup trop lointaine le soin de satisfaire aux légitimes demandes du monde agricole.

La Compagnie Nationale du Rhône trouva une solution élégante à cette épineuse question en réalisant avec les producteurs et les transporteurs d'énergie un accord aux termes duquel ceux-ci consentaient à la Compagnie une avance d'énergie qui leur serait remboursée sous la même forme une fois que la Compagnie aurait la possibilité de production, et lui permettaient d'utiliser les lignes existantes.

Restait la livraison du courant aux propriétaires agriculteurs dont les domaines étaient répartis sur tout le territoire de la Crau.

Construire les lignes d'alimentation, les postes nécessaires à leur desserte complète à partir du point de livraison, en un mot créer un réseau de distribution entièrement autonome aurait en contre partie, entraîné pour les intéressés de lourdes charges, financières, administratives et techniques pour pou-

voir assurer l'entretien et l'exploitation des lignes ainsi construites. En outre, c'était en quelque sorte faire double emploi avec le réseau du concessionnaire qui dans bien des cas assurait déjà l'alimentation de plusieurs intéressés. Aussi a-t-on pensé qu'il était économique et judicieux d'obtenir son concours. On évitait ainsi aux bénéficiaires les obligations signalées précédemment en même temps que la Compagnie Nationale du Rhône n'avait plus à se soucier de la répartition de la fourniture, qu'il lui était d'ailleurs quasi impossible d'assurer. Mais intervenait un intermédiaire qui risquait d'être trop puissant en face des agriculteurs isolés. Il importait donc que ceux ci soient réunis en un groupement qui a leur lieu et place puisse discuter les conditions de l'alimentation et assurât le contrôle en même temps qu'il se portait garant de ses membres vis à vis des fournisseurs.

Administrativement et juridiquement, la question a été réalisée par la création entre les intéressés d'une coopérative agricole du type de la loi du 5 Août 1920 modifiée par les textes subséquents, par la passation d'une convention tripartite entre cette coopérative, la Compagnie Nationale du Rhône et la société Sud-Electrique, concessionnaire.

1°. — *La convention tripartite du 8 Avril 1938.*

C'est évidemment la première de ce genre et pour cette raison elle présente un grand intérêt. Elle détermine les obligations de chacune des parties. Toutefois, comme celles de la C.N.R., pour importantes qu'elles soient, sont extrêmement simples à formuler, elles n'ont pas été nettement différenciées ; elles sont rappelées dans ce texte dont l'essentiel est en fait les rapports de détail entre le distributeur et le client, la C.A.C.

Elles sont en harmonie notamment en ce qui concerne les prix et la spécialisation de l'énergie avec les statuts de cette compagnie. (1)

(1) Ces statuts qui sont insérés dans une loi ont reçu une telle publicité qu'il ne semble pas indiscret de résumer ci-dessous les principales obligations de C.N.R., simples conséquences du texte réglementaire. Ce sont les suivantes :

Fourniture et spécialisation de l'énergie.

« C.N.R. accepte de mettre à la disposition de S.E. au poste de Vénéjean

Quant aux relations entre le S.E. et la C.A.C., elles ont pour objet de fixer :

— la puissance mise à la disposition de la coopérative, dont on a eu soin de prévoir la limite maximum qui pourra être atteinte avec le développement de la consommation (Art. 1 et 5).

— les points de livraison : « isolateurs d'entrée des bâtiments des différents postes construits par C.A.C. et à ses frais, en des points facilement accessibles aux lignes à H.T. » du S.E. ». (Art. 4).

— l'horaire des fournitures qui devait être compatible avec les heures de pompage des abonnés et les nécessités de la distribution du concessionnaire et qui fut réglé par le moyen de disjoncteurs automatiques et d'horloges. (Art. 6).

— le prix de l'énergie qui a été établi suivant un tarif dégressif inversement proportionnel à la durée d'utilisation et dont l'originalité consiste en l'établissement d'un index économique avec incorporation de la clause habituelle du facteur de puissance, variable lui aussi avec la consommation (Art 7 et 8).

La mesure de l'énergie fournie a lieu chez chacun des usagers et est opérée par les soins du concessionnaire qui établit mensuellement une facture globale à laquelle est joint un décompte des relevés partiels. C'est la coopérative qui pour le compte de ses membres se libère trimestriellement des sommes dues par ses membres (Art. 9 et 11).

C'est d'ailleurs à elle qu'incombe le soin d'installer et d'en-

« de l'énergie qui sera transportée et distribuée à C.A.C. par S.E. ». Cette clause pose le principe de tout le contrat.

« Cette énergie est strictement réservée au pompage pour l'irrigation ou l'assainissement, à l'exclusion absolue de tous autres appareils mécaniques et de l'éclairage ». (Art. 2).

Quantité. — (Art. 5) Pour tenir compte des pertes en ligne « la puissance mise à la disposition de S.E. par C.N.R. (sera) toujours égale à la puissance mise à la disposition de C.A.C. par S.E. avec majoration d'un tiers ».

Prix. — (Art 7). « L'énergie électrique sera facturée par C.N.R. à S.E. à raison de 0 fr. 01 par Kwh. Ce prix n'étant pas susceptible de varier en cas de variation de l'index électrique. Il correspond à un facteur de puissance égal à 1 et sera susceptible de varier de 1 % pour chaque centième de facteur de puissance inférieur à 1 ».

Paiement. — (Art. 11) Le paiement des factures de C.N.R. sera effectué trimestriellement par S. E. —

tretenir les lignes et postes nécessaires à l'alimentation de ses adhérents à partir des points de livraison (Art. 10).

Le rôle du concessionnaire est donc essentiellement de transiter sur son propre réseau l'énergie que lui a remis la C. N.R. pour le compte de la C.A.C. étant entendu qu'il est payé de son office par la différence entre le prix qu'il verse à la C. N.R. et les tarifs de vente qu'il applique vis-à-vis de la Coopérative, dont le but est de défendre les intérêts de ses membres, comme le fait apparaître l'examen de ses statuts qu'on ne retiendra que dans ce qu'ils ont d'original.

2° — *La Coopérative.*

Sa dénomination exacte est « Coopérative Agricole des producteurs et associations syndicales de Crau et de la Vallée des Baux ». C'est qu'elle comprend non seulement des personnes physiques mais aussi des personnes morales, comme la compagnie agricole de la Crau.

Elle est du type normal des coopératives agricoles et n'appelle d'observation que sur certains points particuliers.

Tout d'abord son objet : Article 3 des statuts : « Cette société a pour but essentiel tout spécialement l'achat en commun et la répartition entre ses membres de la force motrice pour l'irrigation et l'assainissement. Son activité pourra s'étendre éventuellement à toutes opérations relatives à la production agricole.

« L'objet de la société peut être modifié par décision de l'Assemblée Générale ayant pouvoir pour réviser les statuts ».

La nature étroite du lien entre la Société et ses membres : Art. 13 : « Chaque sociétaire est tenu de se procurer, par les soins de la présente coopérative toute la force motrice électrique pour l'irrigation et l'assainissement nécessaire aux besoins de son exploitation dans les limites que cette coopérative peut lui fournir. En outre, chaque sociétaire devra faire son affaire personnelle de toutes les installations destinées à lui amener le courant aux points d'utilisation sans aucun recours contre la société coopérative ».

Les conditions de livraison et de paiement sont fixées par le Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration pourra décider, dans les conditions déterminées ci-après, l'exclusion d'un sociétaire qui ne remplirait pas l'engagement prévu ci-dessus.

Art. 14 : « Au mois de Décembre de chaque année, tout « membre a le droit de se retirer de la société au moyen d'une « déclaration signée par lui et dont l'effet portera sur la période d'irrigation ou de dessèchement à venir. Plus spécialement, cette déclaration devra être faite deux mois au moins « avant le délai imparti par la Compagnie Nationale du Rhône pour la fixation du nombre de Kw souscrits ».

Art. 55 bis : « Les sociétaires en raison des engagements « qui seront pris par la coopérative auprès des organismes qualifiés et notamment de la Compagnie Nationale du Rhône « dans le cadre strict et exclusif de l'achat du courant et de sa « répartition entre eux, devront payer mensuellement leur consommation au siège de la société coopérative ou lors de la « présentation qui leur sera faite des quittances y compris tous « frais d'encaissement ou autres pouvant exister en sus de la « taxe. A cet égard les collectivités agricoles régulièrement constituées seront tenues d'affecter chaque année dans un chapitre spécial de leur budget les ressources nécessaires à couvrir « le montant de leur consommation de force motrice.

« A défaut de paiement d'une seule mensualité, le ou les « sociétaires seront prévenus par lettre recommandée avec accusé de réception d'avoir à se libérer dans la huitaine sans « manquer ou de présenter s'ils sont fermiers ou métayers l'aval de leur propriétaire ou encore de constituer au profit de « la société toutes garanties sur leurs récoltes au moyen notamment d'un warrant établi en bonne et due forme, devant « tous juges ou officiers ministériels compétents.

« Et pour le cas où ces sociétaires ne se conformeraient pas « strictement à ces conditions, la société aurait le droit d'engager toutes poursuites contre eux, en vue d'obtenir les garanties nécessaires et les paiements des mensualités et dommages intérêts qui pourraient lui être dus, voire même la suppression du courant ».

L'exposé de ces dispositions se suffit à lui-même et permet de dégager pleinement les services que la coopérative rend aux associés.

Grâce à cette double combinaison on a pu, dès maintenant faire bénéficier les agriculteurs de l'énergie qui leur avait été réservée.

Quelle est la mesure du gain ainsi obtenu ? Il est évident qu'il faut attendre quelques années avant que cette organisation ait atteint son plein rendement, qui sera d'autant meilleur que le nombre des participants sera plus élevé, et accru notamment de l'appoint des stations d'assainissement. Toutefois, les résultats d'exploitation de la première année se terminant le 28 Février 1939, sont les suivants :

Nombre d'adhérents : 12.

Puissance totale souscrite : 300 Kw.

Nombre de Kwh consommés : 241.213.

Nombre d'heures d'utilisation : 800 h.

Prix de revient du Kwh : 0,214. (1)

Ils sont très encourageants et le prix de revient est nettement plus bas que les prix appliqués auparavant qui n'étaient pas inférieurs à fr. 35 soit un gain de $0,35 - 0,214 = 38,8 \%$,

0,35

il s'améliorera considérablement dans l'avenir avec l'accroissement de l'utilisation.

Ce qui a été résolu en Crau et en Camargue, dans le département voisin des Bouches du Rhône, rien n'empêche qu'il soit réalisé en Vaucluse, le jour où les intéressés le désireront. L'avantage du procédé c'est qu'il ne tend pas obligatoirement à l'exclusion des cultures maraîchères qu'il n'est désirable de voir se réaliser que dans la mesure ou les circonstances économiques le permettent, mais que par l'abaissement du prix de revient à la base, il donne aux producteurs un moyen de lutte dans la conservation des marchés.

(1) On doit noter que sur 300 Kwh, 219 seulement ont été utilisés et sur cette quantité, 119 ne l'ont pas été dans de bonnes conditions, en raison de la déficience de la nappe de la Crau. Mais 4 stations d'irrigation pour lesquelles la puissance souscrite est de 85.55 Kw ont eu une utilisation de 2.280 heures.

*C. — Améliorations projetées des irrigations Vauclusiennes
au moyen du Rhône*

Ainsi l'aménagement du Rhône, avant même qu'il ne soit entièrement réalisé met immédiatement à la disposition du monde rural, l'apport précieux d'une énergie à bon marché aisément transportable.

Que la conjoncture s'améliore, que les marchés extérieurs s'ouvrent à nouveau, qu'en un mot la demande s'accroissant, la production doive la suivre, alors on pourra envisager, la reprise d'un projet dont le double objet est :

a/ d'étendre les arrosages dans la partie Nord Ouest du département,

b/ de remédier à la pénurie d'eau des canaux alimentés par la Durance dans les années de sécheresse excessive.

On sait en effet que le canal de Pierrelatte dessert la région du département située entre le Rhône et la zone de collines qui limite sa vallée sur la rive gauche, depuis l'origine du territoire départemental jusqu'à la Sorgues. Mais la surface arrosée, 2.300 hectares est bien inférieure aux importantes possibilités du canal.

Cela tient à ce que toute la partie de son périmètre jusqu'à Orange est constituée par des alluvions argileuses, terrains frais qui pour porter de belles cultures, alimentés suffisamment par la nappe souterraine, ne requièrent pas l'irrigation, et dans lesquels, à cause des menaces périodiques d'inondation par le fleuve, ne peuvent être entreprises des cultures maraîchères qui nécessitent une grande immobilisation de capital foncier.

C'est au contraire dans sa partie Sud, à partir d'Orange où les garrigues et les terrains secs dominent qu'on pourrait tirer le meilleur profit de l'arrosage, mais le canal passe à un niveau trop bas.

La solution consisterait à établir plusieurs branches secondaires alimentées par des pompes dans le canal de Pierrelatte.

Une branche qui avait été envisagée dès 1910, mais n'avait

pu être réalisée en raison du coût trop élevé de l'énergie, desservirait 150 hectares de terrains situés dans la commune de Bollène, à un niveau supérieur d'une vingtaine de mètres à celui du canal.

Une autre branche se divisant en deux dérivations et alimentée toujours par un pompage dans le canal, d'environ 15 à 20 m., à la limite Nord Ouest des communes de Piolenc et de Sérignan, desservirait les territoires de Sérignan, en amont de l'Aygues, d'Orange, Jonquières, Courthézon et Bédarrides jusqu'à l'Ouvèze, y compris entre le périmètre du canal de Carpentras, celui de Pierrelatte et les côteaUX de Châteauneuf.

Une troisième branche, par le même processus, desservirait les territoires de Bédarrides (rive gauche de l'Ouvèze), Entraigues, Althen jusqu'à Saint Saturnin les Avignon.

Le système des canaux dérivés de la Basse Durance qui arrosent le territoire Vaclusien est le plus important. A le considérer de plus près, il présente pourtant des faiblesses.

Les canaux qui desservent la rive gauche ne le cèdent à ceux de Vaucluse ni quant à leur nombre ni quant aux surfaces arrosées, bien au contraire. La Durance est un torrent dont les étiages sont, certaines années, particulièrement bas, inférieurs même au volume total concédé aux canaux. Il en a résulté pendant fort longtemps des rivalités et même des conflits extrêmement graves entre arrosants des deux rives, d'amont et d'aval.

Seule la loi de 1907 en établissant une réglementation en cas de pénurie a mis fin à une anarchie regrettable à tous égards. Actuellement, dès que le débit de la Durance descend à une quotité telle (90 m³/sec.) que les dotations régulières ne peuvent plus être servies, les débits sont réduits, non plus proportionnellement aux dotations, mais bien aux surfaces effectivement arrosées par chaque canal et jusqu'à un minimum compatible avec un arrosage réduit, mais encore satisfaisant.

Dans le cas où la Durance descendrait au dessous de ce

minimum les prises seraient fermées dans l'ordre inverse de l'ancienneté de la concession.

Or ce sont les canaux qui arrosent les terrains les plus voisins de la vallée du Rhône qui bénéficient des plus fortes dotations par rapport aux surfaces desservies (1). On peut donc assurer que le développement des irrigations n'y est pas limité par le manque d'eau, contrairement à ce qui se produit pour les canaux de Saint Julien et de Carpentras qui ne disposent d'aucun débit en excédent. Il en résulte même, si les canaux accroissaient l'importance de leurs arrosages que la réduction proportionnelle aux surfaces arrosées jouant dans tout le système, elle se ferait sentir plus durement sur ceux d'amont entraînant même le risque de fermeture des prises des canaux dont les concessions sont les plus récentes. (2)

Aussi, on a pensé, dans les terrains déjà arrosés par les canaux de la Durance mais que les eaux du Rhône pourraient atteindre sans trop de dépense, substituer celui-ci à celle-ci, au moins pendant l'année où son débit est trop faible et libérer ainsi des volumes d'eau qui permettraient l'augmentation des canaux d'amont insuffisamment pourvus.

A cette fin serait créé un canal conduisant les eaux du Rhône à des niveaux tels qu'elles puissent alimenter les canaux de Crillon, de l'Hôpital et de Cambis.

Selon son auteur, ce projet aurait l'avantage combiné avec la régularisation progressive de la Durance résultant de la loi de 1923, de permettre l'irrigation, sur la base de 1 litre, 20

(1) Crillon : 4.000 litres concédés — 1.400 ha. arrosés 21,85 par ha/sec.
l'Hôpital : 2.000 litres concédés — 1.000 ha. arrosés 21,00 par ha/sec.
Cambis : 1.800 litres concédés — 350 ha. arrosés 51,200 par ha/sec.

(2) Le risque est tel que depuis déjà bien des années a été envisagé le moyen d'y remédier en régularisant le débit d'été de la Durance à un volume au moins égal à celui des dotations. Pour cela un programme d'établissement de grands barrages sur le Verdon a été établi par une loi en date du 4 Avril 1923. L'industrie s'étant intéressée à cette rivière la loi est appliquée peu à peu au moyen de consignes imposés aux concessionnaires des chutes d'eau, les obligeant à conserver, puis à lâcher aux moments opportuns des débits nécessaires pour obtenir le résultat cherché (De Pampelonne, rapport de 1933),

sec/ha. de nombreux hectares nouveaux qui ne seraient pas confinés le long du canal unique, mais seraient répartis sur tout le territoire du système des canaux de Durance.

Sans doute il faudra attendre des temps meilleurs. Il n'est pas défendu d'espérer et si dans l'avenir de nouvelles terres sont soumises à l'arrosage, si les odorantes mais stériles garigues cèdent la place aux frais jardins qui sous la protection des cyprès et des roseaux ont fait par leur production, la célébrité de la Provence, cette transformation sera une fois encore l'œuvre de l'homme, mais singulièrement aidé dans son entreprise par l'auxiliaire dont il aura su au préalable capter la force infiniment souple.

CHAPITRE II

Les Coopératives en Vaucluse

GENERALITES SUR LES COOPERATIVES AGRICOLES DE TRANSFORMATION ET DE VENTE

La réussite des coopératives en Vaucluse n'est pas un fait isolé, mais la simple manifestation sous des formes locales d'un mouvement qui, pour avoir pris son ampleur au moment du développement de l'Agriculture, a une origine fort ancienne. Comme il correspondait dans le monde rural à une nécessité économique, il a pris au début du siècle une grande extension. Parce qu'il était une création continue, il a souffert jusqu'à ces derniers temps du manque d'assises légales qui pouvait faire craindre pour son avenir, en mettant en cause son caractère juridique. C'est pourquoi, bien que cette question ait fait l'objet de nombreux ouvrages, il semble opportun au début de cette étude, de retracer à grands traits l'évolution de la coopération agricole en France, de rappeler l'incertitude de son statut et, parce qu'il est le dernier en date sur la matière, d'analyser brièvement le décret de codification du 16 Février 1939 qui permet de dégager les caractères essentiels du concept coopératif.

I. — ORIGINE DE LA COOPERATION EN AGRICULTURE SON EXTENSION

Les premières coopératives sont apparues dès le XIII^{me} siècle dans le Jura et la Franche Comté. « Les fruitières » répondaient alors à une nécessité technique, celle de disposer d'une quantité suffisante de lait pour fabriquer du gruyère. C'était une association de fait quasi spontanée, souvent sans règles écrites, qui a suivi une évolution guidée par la nécessité économique d'obtenir un produit de meilleure qualité au plus bas prix.

A l'origine, suivant un simple tour de rôle établi à l'avance chaque coopérateur recevait le lait de tous et fabriquait le fromage : fruit du lait dont le prix de la vente était réparti entre chacun au prorata de ses apports. La gestion et la comptabilité du groupement étaient ainsi réduites à leur plus simple expression, chacun à son tour assurant les frais de fabrication en fournissant son matériel, son travail et son bois.

Puis le plus habile est devenu fromager et a assuré seul la fabrication, d'abord d'une manière ambulante, en allant chez tous les coopérateurs, puis dans un atelier fixe.

Enfin, le dernier stade est représenté par la « Fruitière coopérative » avec ses bâtiments, son matériel, ses caves à affiner le fromage, son fromager, en un mot tous les éléments d'une coopérative de transformation et de vente.

Cet exemple permet de saisir l'essence même de la coopération dans le monde agricole : la mise à la disposition des petits agriculteurs de la matière première et des moyens de transformation dont seule pourrait disposer d'ordinaire la grosse exploitation.

Par la suite, si, à partir de la deuxième moitié du 19^{me} siècle, la coopération a pris le magnifique essort que met en

évidence le tableau ci-dessous, c'est qu'elle a été imposée aux agriculteurs par les nouvelles circonstances économiques.

RELEVÉ des sociétés coopératives et des associations agricoles visées à l'article 22 de la loi du 5 Août 1920 ayant obtenu des avances à long terme depuis la promulgation de la loi du 29 Décembre 1906 jusqu'au 31 Décembre 1937, y compris les avances accordées par extension de la loi du 29 Décembre 1906 au titre de la loi du 21 Juin 1919, relative aux régions libérées, compte tenu des annulations et des réductions opérées (J. O. du 7-1-39 Documents annexes p. 80).

NOMBRE DES SOCIÉTÉS	Nombre d'avances	Capital versé ayant servi de base à l'attribution de l'avance	Nombre de membres	Avances accordées
1. Sociétés coopératives instituées en vue d'effectuer toutes les opérations concernant la production la transformation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés :				
a) Caves et distilleries coopératives vinicoles	1.350	202.806.482	161.502	324.881.627
b) Distilleries coopératives et sucreries	37	28.439.907	8.245	24.061.925
c) Cidreries	9	2.461.675	1.662	2.740.000
d) Coopératives de battage et d'utilisation de matériel agricole	1.283	23.751.553	57.234	40.214.385
e) Coopératives fruitières laiteries — caséineries	868	60.450.123	102.663	94.793.488,25
f) Huileries coopératives	58	2.928.259	10.361	4.917.750
g) Sociétés coopératives de blé, meuneries, boulangeries et divers	360	72.236.068	177.829	101.027.250
TOTAL	3.965	393.134.067	519.496	59.263.6425,25

Tant que l'économie s'était maintenue en cycle fermé ou restreint, il était possible au paysan, sur son « domaine », de produire et de transformer par de simples moyens tout ce qui lui était nécessaire ; il consommait le pain qu'il avait fait, le

beurre et le fromage de ses vaches, le vin de sa treille, les légumes de son jardin et le surplus il le vendait au marché du chef lieu du canton. Le stade de l'économie ouverte, l'élargissement des débouchés, le développement des moyens de transport, la transformation même des cultures, imposèrent aux agriculteurs de se grouper pour acquérir les moyens de transformer et de vendre les produits du sol ; ce leur fut une obligation impérative que de s'organiser collectivement.

Quelquefois, sur ce principe initial viendra se greffer une certaine réaction de défense contre une emprise économique (ce fut le cas de nombreuses coopératives de distilleries de betteraves créées par les agriculteurs pour s'affranchir de la tutelle des sucriers, ou de laiteries pour l'expédition et la vente de lait sur Paris), mais les motifs restent purement économique, et quiconque connaît quelque peu la mentalité paysanne, son individualisme forcené, se rend aisément compte que la coopération agricole est en quelque sorte une génération spontanée qui est née au moment opportun et s'est développée dans un climat économique favorable et qu'elle n'est par une conception sociale qui est passée de la doctrine à l'application.

Il est indéniable toutefois que l'aspect social s'est accru dans la mesure où elle réussissait et se développait, jusqu'à marquer dans le présent une certaine prééminence qui se révèle dans les textes qui la régissent.

II. — INCERTITUDE QUANT AU STATUT JURIDIQUE DES COOPERATIVES. -- DIFFICULTES RENCONTREES

Cette création, cette évolution de la coopération en agriculture expliquent l'imprécision que l'on a éprouvée à dégager quelle était son essence, sa nature juridique, et la difficulté qu'on a rencontrée pour lui donner un statut juridique conditionné, par ailleurs, par l'aspect fiscal et pour autant social de ces entreprises.

A quelles formes juridiques les agriculteurs pouvaient-ils

avoir recours ? Ni la loi du 21 Mars 1884, relative aux syndicats professionnels, ni celle du 1^{er} Juillet 1901 sur l'Association ne leur permettaient de se livrer pleinement aux opérations qu'ils se proposaient. Le cadre du Syndicat est trop rigide et l'association, à la différence de la société ne peut avoir de capital ; elle consiste en la mise en commun « d'activités » de « connaissances » non de biens et si, en principe, un capital n'est pas absolument indispensable, dans une coopérative, il peut être fort utile (par ailleurs la loi du 5 Août 1920 sur le Crédit Agricole l'exigeait).

En fait, et bien qu'en principe toutes les formes du contrat de société soient possibles pour abriter une convention coopérative, mais sous réserve d'un réel objet d'adaptation, les deux formes les plus répandues sous lesquelles les groupements se sont organisés sont :

— les sociétés civiles régies par les articles 1832 à 1873 du Code Civil,

— les sociétés anonymes établies conformément à la loi du 24 Juillet 1867 et les textes subséquents.

L'avantage de la société civile, c'est, outre qu'elle levait l'équivoque qui pesait sur les opérations de la société, qu'elle est constituée d'une manière simple et peu coûteuse ; mais elle oblige ses membres à subir sur leurs biens personnels, la responsabilité des dettes contractées par elle, et cette responsabilité, bien que non solidaire peut constituer un obstacle à sa création aux yeux de certains agriculteurs.

Au contraire, la société anonyme a l'avantage de limiter la responsabilité de chaque adhérent à son apport.

Toutefois, il convenait d'adapter cette forme elle-même aux caractères des coopératives qui sont essentiellement des collectivités à capital et a personnel variables. D'une part la coopérative peut s'accroître en accueillant de nouvelles adhésions, d'autre part, la démission dans la mesure où elle est tempérée pour ne pas mettre en jeu la vie de l'organisme doit pouvoir jouer librement quand l'ancien coopérateur ne peut ou ne veut plus concourir à la tâche collective, ainsi que le droit d'exclusion dont doit pouvoir user l'assemblée générale à l'égard d'un adhérent défaillant.

Enfin une nouvelle différence (qui a nettement été mise en évidence par M. Roche-Agussol) (1) distingue la coopérative de la société. Alors que dans celle-ci l'apport est au premier plan et que c'est lui qui fixe sauf clause contraire, la part dans les profits, que le rôle de l'associé est un pur contrôle de ses capitaux au travers desquels seulement il intervient, dans celle-là le « capital n'a qu'un rôle accessoire. L'intuitus personne demeure prépondérant. Ses adhérents se sont groupés non pas pour mettre en commun et faire fructifier des capitaux qui leur procureraient un profit, mais pour disposer de moyens qui leur permettront un gain résultant d'un moindre coût ».

Toutefois, cette forme de la coopération, bien qu'elle fut sans influence sur le caractère des opérations accomplies, n'avait pas été sans fournir des arguments à ceux qui prétendaient voir dans les coopératives des sociétés commerciales.

Pour M. André Durand (2), il ne saurait en être ainsi puisqu'il leur manque un des trois éléments constitutifs du contrat de société, à savoir : la recherche et le partage des bénéfices, et que selon lui le lien de droit entre la coopérative et ses membres serait le mandat gratuit : la coopérative a sans doute une personnalité distincte de celle de ses membres, mais elle est simplement chargée de leurs intérêts communs, elle n'agit pas pour son propre compte et ses mandants sont simplement tenus de lui rembourser les frais qu'elle a pu supporter dans l'accomplissement de son mandat, elle ne réalise donc pas personnellement de bénéfices.

Quant à être commerciale, elle ne l'est certainement pas : les conditions même de sa formation la laissent civile, elle n'achète pas les produits qu'elle traite, son acte reste donc civil.

Les auteurs et la jurisprudence s'accordent actuellement sur ce point. C'est la théorie de l'industrialisation qui est venue commercialiser l'acte coopératif. Elle est d'origine administrative et fiscale et elle a été étendue du domaine lui-même de l'a-

(1) ROCHE-AGUSSOL. — Cours d'Economie Rurale. 1933-34. Faculté de droit de Paris.

(2) ANDRÉ DURAND. — Le Statut juridique et fiscal des Coopératives. Thèse Paris 1936

gricuture aux coopératives par le Conseil d'Etat (1) et sanctionné finalement par la loi du 30 Décembre 1928 qui exonérait des bénéfices industriels et commerciaux, et de la taxe sur le chiffre d'affaires, les coopératives agricoles régies par la loi de 1920 et leurs unions « pour celles de leurs opérations qui, « entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, « ne donnaient pas lieu à l'application de ces impôts si elles « étaient effectuées par chacun des adhérents des dites sociétés ».

Sans entrer dans le détail de cette théorie dont les critères n'étaient pas nettement déterminés, elle consistait, pour décider du caractère industriel ou agricole d'un acte, soit des moyens employés, soit du but poursuivi. Les moyens sont-ils rudimentaires, tels que la loi de 1928 les définit « usages normaux de l'agriculture », l'opération reste agricole. Sont-ils ceux d'une technique plus poussée, d'un outillage plus important, alors l'acte devient industriel. De même la transformation est-elle simple on ne sort pas du domaine de l'agriculture. au contraire, est-elle plus achevée, plus complexe, elle devient industrielle.

Cette opinion souleva les plus vives objections, elle condamnait l'agriculteur à la routine, elle lui déniait le droit d'acquérir des moyens mis à sa disposition par une technique évoluée, elle l'empêchait d'abaisser son prix de revient, de livrer sur les marchés des produits finis tels que les acheteurs les demandaient. Elle allait à l'encontre de la coopération dont l'objet est justement de permettre à de petits cultivateurs qui isolés n'en auraient pas la possibilité, d'acquérir par leur groupement les machines inventées pour faciliter leur tâche. A quoi bon constituer une coopérative vinicole s'il faut fouler les raisins aux pieds, tourner à bras la vis du pressoir et se ser-

(1) Conseil d'Etat, 22 Février 1924. Lebon p. 211. Ministre des Finances contre Laiterie coopérative de Ducey.
Conseil d'Etat, 27 Mai 1927. Lebon p. 215. Coopérative de distillerie d'Ouveillan.
Conseil d'Etat, 3 Août 1928. Lebon, p. 1041. Société Coopérative Agricole de féculerie.
Conseil d'Etat, 5 Juillet 1929. Lebon, p. 361. Société Coopérative Agricole de caséinerie.
Conseil d'Etat, 21 Mars 1930. Lebon, p. 334. Distillerie de betteraves.

vir du marc comme engrais. La mouvance, l'imprécision de cette doctrine dont le but fiscal d'ailleurs contraire à la pensée du législateur qui depuis la loi de 1906 avait entendu faciliter le mouvement coopératif (1) apparaissait trop nettement étaient le témoignage de son peu de fondement.

Ainsi, en dehors de toutes règles juridiques, l'administration avait essayé de donner à la coopération agricole des critères fiscaux, recherchés jusque dans les moyens matériels de ses opérations, leur empirisme s'était montré singulièrement dangereux et il apparaissait qu'on dût la doter d'un statut convenablement établi qui en déterminant d'une manière précise les groupements coopératifs qui méritaient cette appellation, leur assurât une protection, en même temps qu'une défense contre tout malentendu fiscal.

-
- (1) La loi du 29 Décembre 1906 autorisant les avances aux Sociétés coopératives agricoles, sous la réserve qu'elles satisfassent à l'article 4 qui stipulait : « pourront seules recevoir les avances prévues par l'article 1 de la « présente loi, quelque soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés « coopératives constituées par tout ou partie des membres d'un ou plu- « sieurs syndicats professionnels agricoles en vue d'effectuer ou de faci- « liter toutes les opérations concernant soit la production, la transforma- « tion, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant ex- « clusivement des exploitations des associés, soit de l'exécution de travaux « d'intérêt collectif sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des « bénéfices commerciaux ».

La loi du 5 Août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole vient compléter les dispositions antérieures en précisant d'une part qu'il n'était pas indispensable que les coopérateurs fassent partie d'un syndicat agricole, d'autre part, que le capital social ne pouvait plus être constitué par des actions, mais par des parts souscrites par chacun des sociétaires.

Le décret portant règlement d'administration publique du 9 Février 1921 rendu en application de la loi, fixe les conditions que les coopératives devaient remplir pour bénéficier des avances de l'Etat, et les dote en quelque sorte de statuts types qui précisaient notamment le caractère des parts le nombre maximum de voix dont pourrait bénéficier chaque associé, le maximum du taux d'intérêt, l'absence de tout dividende, la répartition entre les sociétaires des excédents annuels proportionnellement à leurs opérations avec la société, la tenue de la comptabilité, la publicité des modifications aux statuts, le contrôle.

Mais la loi de 1920 et le décret de 1921 ne déterminaient ainsi les caractères que des sociétés coopératives qui demandaient des avances auxquelles par ailleurs étaient octroyées des immunités fiscales : exemption du droit de patente ainsi que de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et sur le revenu des créances, dépôts et cautionnement (A. 61). Les articles 32 et 33 en les assimilant aux agriculteurs les dispensaient de l'impôt foncier et du droit de timbre.

III. — DECRET DE CODIFICATION DU 16 FEVRIER 1939 STATUT ACTUEL DES COOPERATIVES

La question fu reprise devant le parlement et à la suite de nombreux projets (1), elle a abouti au décret du 16 Février 1939 dit « de Codification des textes législatifs formant les statuts juridique et fiscal des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions », qui est la chartre actuelle de la coopération dans l'Agriculture. Bien que ce texte soit loin d'être parfait, notamment dans sa rédaction, où on a abusé de renvois aux textes antérieurs, ce qui le rend absolument incompréhensible sans des gloses marginales, (mais ce serait là faire tout le procès de la forme de trop nombreux documents légaux) il mérite cependant qu'on s'y attarde.

Il est assez abondant, beaucoup plus que le décret de 1935 et comprend 3 titres, dont les deux plus importants ont justement pour objet de préciser, l'un le Statut juridique, l'autre le régime fiscal des coopératives.

TITRE I. — RÉGIME JURIDIQUE

C'est le titre le plus long, qui fixe les conditions auxquelles les coopératives doivent satisfaire.

a) *quant à leur forme juridique. Art. 1 et 2.*

ART. 1. — « Les sociétés coopératives agricoles peuvent se « constituer soit sous le régime des sociétés civiles particulières « régies par les articles 1832 et suivants du code civil, soit les « formes prévues par la loi du 24 Juillet 1867 et les lois ultérieures pour les sociétés anonymes ».

Le législateur a donc retenu comme moule des coopératives, les deux formes les plus répandues. Il ne les a pas impéra-

(1) Projet de loi du 20 Juin 1930, N° 3566 amendé par la proposition Prosper Blanc 18-12-30. Projet du 23 Mai 1931, N° 5043 longuement analysé par MM. Baudouin, Bagnet et Thureau-Dangin, rapporteurs des commissions des finances et de l'agriculture de la Chambre des Députés, et M. Mallarmé, rapporteur de la commission de législation civile de la même assemblée. Décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 31 Août 1937, modifié lui-même par celui du 24 Mai 1938.

tivement imposées, toutes deux permettent aux sociétés d'acquérir la personnalité civile, et de se grouper en unions qui bénéficieront du même régime juridique que les constituants ; mais il a entendu toutefois que le manteau de la coopération ne confonde pas les formes adoptées puisque à l'article 2 il est stipulé que « les prescriptions de la loi du 24 Juillet 1867... ne « s'appliquent pas aux sociétés coopératives agricoles constituées sous la forme de sociétés civiles particulières régies par « les articles 1832 et suivants du Code Civil ».

b) *quant à leur objet. Art. 3, 4, 5.*

ART. 3. — Il est :

« Soit d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, ou de mettre à la disposition de ces derniers, pour leur usage exclusif, des machines ou instruments agricoles,

« Soit de procurer à leurs seuls sociétaires les objets, utensiles, outils, machines, semences, engrais ou autres produits nécessaires aux besoins de leurs exploitations agricoles ».

ART. 4. — Il est fort important en ce sens qu'il consacre à la fois les « Unions » et à l'intérieur de l'union une certaine connexion entre les coopératives. Il est dérogatoire à la règle générale posée par la loi de 1920 et le décret loi même (Art. 3 alinéa a/) qui oblige la coopérative, sous la sanction de perdre les avantages dont elle bénéficie et notamment les privilèges fiscaux, à ne traiter que les produits de ses propres adhérents.

Suivant cet article : « ...Les sociétés... adhérentes à une « même union peuvent à titre exceptionnel, être autorisées par « cette union, sous réserve que cette dernière ait obtenu pour « ses statuts l'agrément prévu ci-après, à se fournir mutuellement par son entremise et sous son contrôle, les produits « qui leurs sont indispensables pour parer à l'insuffisance momentanée des récoltes de leurs adhérents, sans perdre de ce fait le bénéfice des exonérations fiscales prévues en leur faveur par la législation ».

Ce texte élargit singulièrement le champ d'action des coopératives qui jusqu'alors pouvait être considérées comme se mouvant dans un cadre local limité, rarement régional et ne dépassant qu'exceptionnellement le territoire d'un département dans le cas des coopératives de production. Il leur assure une grande stabilité, une permanence dont l'absence pouvait leur être économiquement préjudiciable et pouvait restreindre une installation qu'eût légitimé l'importance malheureusement variable des récoltes locales. Sans doute elles n'en devront user que prudemment et ne faut-il y voir momentanément qu'une sorte d'assurance contre une disette possible de matière première. Il n'en demeure pas moins que cet article leur est très favorable en leur permettant d'envisager leur développement avec confiance.

c) quant à leur constitution.

Sociétaires. Art 6.

« (Elles) sont constituées uniquement, sauf dispositions
« législatives ou réglementaires spéciales, par des agriculteurs,
« de préférence membre d'un Syndicat agricole, ou des asso-
« ciations agricoles ».

Ce texte porte la trace de l'ancienne disposition qui dans le but de donner un fondement plus assuré à la coopérative, exigeait que ses membres fussent déjà unis dans un groupement corporatif. Il semble bien que, avec le développement du sens coopératif chez les agriculteurs, cette simple recommandation soit superflue et qu'on pourrait la supprimer sans inconvénient.

Pour ne pas priver la coopérative du concours d'hommes dont les conseils ont pu lui être précieux dans sa gestion, sous certaines garanties, l'article 6 permet aux membres qui ne sont plus agriculteurs, de continuer à demeurer coopérateurs.

Capital. Art. 7.

« Il est formé de parts nominatives, souscrites par chacun
« des sociétaires, transmissibles seulement par voie de ces-
« sion et avec l'agrément de la société, ne pouvant recevoir
« qu'un intérêt fixe limité à 5 % au maximum, à l'exclusion

« de tout dividende, et dont le taux de remboursement ne peut excéder la valeur initiale ».

L'article 8 a pour objet d'adapter la loi du 24 Juillet 1867 à la forme coopérative.

d) *quant à leur fonctionnement et leur dissolution. Art. 9 à 16.*

On dégagera l'essentiel :

ART. 9. — « Les sociétés coopératives agricoles sont admistrées gratuitement, sous réserve de remboursement aux membres du conseil d'administration, le cas échéant, et sur leur demande, de frais spéciaux nécessités par l'exercice de leur fonction ».

Cet article impose la gratuité de l'administration.

Art. 10, 11, 12, 13. — Ils ont trait aux Assemblées Générales.

En principe le quorum est du 1/6 du nombre des adhérents, il doit atteindre la moitié, quand l'assemblée délibère sur des modifications aux statuts, ou conformément aux articles 4, 24 et 25 de la loi du 24 Juillet 1807 sur la vérification des apports ne consistant pas en numéraire, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés qui est portée au 2/3 des voix des sociétaires présents ou représentés, dans le cas de modifications aux statuts (Art. 11).

ART. 12. — « Dans toutes les Assemblées Générales, ...chaque sociétaire, quelque soit le nombre de parts possédées par lui, ne peut avoir qu'un nombre de voix limitée par les statuts.

« A défaut de dispositions statutaires, chaque associé n'a droit qu'à une seule voix ».

L'article 13 concerne les conditions à réunir par les Assemblées Générales pour l'adaptation des sociétés préexistantes à la loi du 12 Juillet 1923.

ART. 14. — « Leurs excédents annuels déduction faite des charges, etc... ne peuvent être répartis, s'il y a lieu entre co-opérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative ».

ART. 15 — « (Leur) comptabilité doit être tenue conformément aux prescriptions du code de commerce et aux instructions du Ministère de l'Agriculture et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole ».

« Les opérations de vente au détail effectuées par elles dans un magasin distinct de leur établissement principal doivent être retracées dans une comptabilité spéciale ».

Cet alinéa, en faisant la distinction entre l'établissement principal et les succursales que peut avoir la coopérative et dans lesquelles elle peut vendre directement au public, permet de lui éviter que toutes ses opérations, soient, vis-à-vis du fisc, teintées de commercialité et que seules ses opérations de détail puissent être soumises aux impôts qui frappent les commerçants.

ART. 16. — « A l'expiration de la société ou en cas de dissolution, l'excédent de l'actif net sur le capital social effectivement versé est obligatoirement dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole sur décision de l'Assemblée Générale, approuvée par le Ministre de l'Agriculture, et à défaut de cette décision, désignée par le Ministre après avis du Conseil de la Coopération Agricole ».

Cette clause qui s'inspire dans une certaine mesure de la spécialité est une conséquence du principe qui impose aux coopératives de ne point rémunérer le capital en dehors du taux statutairement fixé.

L'article 17 détermine les clauses qui doivent obligatoirement être insérées dans les statuts et qui traitent de l'objet et du fonctionnement des coopératives et précise notamment :

a) « que les sociétaires doivent utiliser les services de la coopérative pour tout ou partie des opérations qu'ils peuvent effectuer par son intermédiaire ».

b) « que le droit de retraite des membres de la coopérative est limité par certaines règles qu'il y a lieu de préciser ».

Ces deux clauses ont pour objet essentiel d'assurer la vie du groupement.

c) « que l'Assemblée Générale doit être tenue dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel ».

d) « que (les statuts) doivent déterminer la circonscrip-

« tion territoriale, le mode d'administration et le montant du capital de la société ».

Les articles 18, 19, 20, 21, 22 intéressent les unions de coopératives qui bénéficient des mêmes avantages fiscaux que les organismes constituants (art. 20).

TITRE II. — RÉGIME FISCAL

Ce titre est très court ; il ne comprend que 5 articles.

Il exempte les coopératives agricoles et leurs unions des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, de la taxe sur le chiffre d'affaire, de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers et de l'impôt foncier.

Il consacre explicitement et d'une manière définitive les privilèges fiscaux des coopératives qui firent l'objet de tant de controverses et mirent en cause leur statut juridique.

Il ne contient même plus la réserve du décret du 8 Août 1935 « En ce qui concerne les opérations de transformation, les exemptions visées à l'alinéa ci-dessus ne portent que sur les produits et sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux ou pouvant être utilisés à titre de matière première par l'agriculture ou l'industrie ».

Cette réserve apparaissait comme une dernière trace de la théorie de l'industrialisation ; notamment, elle laissait en cause les distilleries, surtout la distillerie de betteraves, certaines fabrications d'essences florales, dont il était difficile de soutenir que le produit « était destiné à l'alimentation de l'homme et des animaux » et parce que la notion de « matière première » était susceptible d'interprétation subtile. Car suivant l'usage qu'on en fera, un produit peut être ou directement utilisé, ou constituer une matière première.

La question semble donc définitivement tranchée, et le monde agricole peut croire, avec ce texte, qu'il a obtenu complètement gain de cause dans la lutte qu'il a poursuivie avec le fisc.

Ce n'est pas sans compensation, car si l'Etat a entendu protéger les coopératives surtout à cause de leur caractère agricole, par contre il les soumet à un contrôle et à des sanctions,

qui, appliquées à des organismes privés, peuvent être considérées comme particulièrement sévères.

C'est ce qui fait l'objet du titre III.

TITRE III. — MESURES DESTINÉES A ASSURER LA PROTECTION DU TITRE DE SOCIÉTÉ

COOPÉRATIVE AGRICOLE

I. — *Agrément et Contrôle.*

ART. 28. — « Les statuts des sociétés coopératives agricoles et de leurs unions doivent être approuvés par le Ministre de « l'Agriculture après avis du Conseil Supérieur de la Coopéra-
« tive Agricole ».

« Les société coopératives agricoles et leurs unions sont en « outre soumises aux prescriptions des articles 6 et 7 du même « décret ». (ces articles imposent la communication au Directeur des Services Agricoles {départementaux d'un état indiquant le siège social, le nombre de sociétaires, etc... et la communication au Ministre de l'Agriculture de toute modification aux Statuts).

ART. 29. — « La liste des coopératives agricoles et des « unions approuvées est publiée au Journal Officiel ».

ART. 30. — « Sont seules autorisées à prendre le titre de « *sociétés coopératives agricoles* ou d'*unions de sociétés coo-
« pératives agricoles* les sociétés constituées conformément aux « prescriptions du présent décret, dont les statuts ont été ap-
« prouvés dans les conditions indiquées ci-dessus et qui ob-
« servent strictement les règles de ces statuts ».

ART. 31. — Il institue le contrôle des coopératives, à la fois du point de vue administratif par le Directeur des Services Agricoles et financiers par l'Inspecteur des Finances et les agents du Trésor.

II. — *Sanctions.* - (articles 31 à 34).

Elles portent sur les coopératives agréées qui ne fonctionneraient plus conformément aux dispositions du décret, et sur les entreprises qui, non agréées, usurperaient le titre de coopérative agricole.

L'article 34 précise les sanctions encourues.

Le *Titre IV* ne présente pas un intérêt spécial.

Telle est la charte actuelle de la coopérative agricole. Est-ce dire qu'elle est parfaite ? Comme tous les textes juridiques, il n'a de valeur que pour un état donné du fait qu'il entend déterminer, et dont on ne peut préjuger du devenir, il apparaît comme l'aboutissement d'une longue gestation qui dure depuis 1906, qui n'a pas été sans traverse et dont le terme ne devait plus être considéré comme une étape que comme une fin (1) ; que le groupe social qui constituait le mouvement coopératif agricole « ne pouvait plus vivre en marge de la loi » et qu'il importait qu'il soit pourvu non seulement d'un statut fiscal mais aussi de règles juridiques.

C'est à cette dernière préoccupation que dans sa plus longue partie répond le décret du 11 Février 1939 qui a le mérite, en complétant et en coordonnant les textes préexistants, de doter la coopération agricole d'un régime homogène, puisqu'il en fixe les règles de constitution et de fonctionnement, qu'il précise les avantages exorbitants du droit commun dont elle bénéficie, qu'il en organise le contrôle et qu'il en assure la protection par la création de sanctions qui jusqu'alors avaient toujours fait défaut.

Il offre en outre l'avantage de dégager les principaux caractères du concept de la coopération en agriculture.

(1) DURAND (opus cit.).

IV. — CARACTERE ESSENTIEL DU CONCEPT COOPERATIF

Dans ce domaine, comme ailleurs, on peut dire de la coopération que son but n'est point de réaliser un bénéfice au sens usuel du mot, mais sans qu'il soit pour autant désintéressé, d'accomplir certains actes directement utiles à ses membres.

Ce qui caractérise le fait coopératif, c'est qu'il est un *concours spontané de bonnes volontés gratuites*, liées moins par leur apport en argent que par l'*intuitus personnae*, dont les conséquences s'étendent aussi bien à la notion de capital qu'à celle des bénéfices, à la gratuité de l'administration, et à la liberté des adhérents.

Tout d'abord le capital (1). Il doit être formé par les sociétaires au moyen de parts souscrites par chacun d'eux, et qui ne peuvent être apportées du dehors.

Elles sont exclusivement réservées à des agriculteurs et pour assurer le respect de cette règle, le législateur a imposé qu'elles soient nominatives. Elles ne sont transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société et leur valeur est strictement conservée égale à elle-même, l'apporteur ne pouvant se voir rembourser que la somme qu'il a effectivement versée. Ce qu'on veut éviter c'est le bénéfice qui ne doit être constitué que par un moindre coût. C'est pourquoi aucun dividende ne peut être attribué au capital et l'intérêt des parts est limité à un maximum de 5 % qui a été spécifiquement fixé dans la loi (art. 7, décret 11-2-39).

Ces parts diffèrent donc des actions en ce que leur rémunération n'est pas variable mais fixe et des obligations en ce que

(1) Certains auteurs considérant cet *intuitus personnae* et le fait que la coopérative pouvait prendre la forme de l'association et par là se dispenser de capital, avaient été amenés à penser que l'élimination du capital constituerait une simplification précieuse (Roche-Agussol, op. cit.). La question est maintenant tranchée puisque le capital est imposé par la loi (Article 1 du décret du 11 Février 1939).

l'apport est soumis au risque de la société. On a pu ainsi, dire que « le coopérateur cumule l'insécurité de l'actionnaire et les « perspectives de revenu limité de l'obligataire ».

La société ignorant les bénéfices, à la fin de l'exercice il ne peut donc y avoir que des excédents de recettes brutes sur les frais. Ces excédents doivent être répartis entre les coopérateurs, proportionnellement aux opérations faites par eux avec la coopérative (Art. 14).

Toutefois, dans les frais entrent les amortissement, les réserves et on pouvait craindre que des coopératives n'affectent des sommes trop importantes à ces postes de leur comptabilité.

En fait, les coopératives, dans leurs statuts, adoptaient le plus souvent la répartition de l'article 23 de la loi du 5 Août 1920.

Avec la nouvelle réglementation, elles n'ont aucun intérêt à gonfler ces chapitres puisqu'en cas de dissolution l'actif social doit être dévolu à une œuvre d'intérêt collectif agricole.

Ainsi s'impose la règle que « la part de capital ne doit à « aucun moment retrouver sous forme de plus value, ce qui « lui est interdit de recevoir sous forme de dividende annuel ».

Les coopératives doivent être administrées gratuitement ; comme la notion de profit telle qu'elle est normalement entendue leur est étrangère, les administrateurs ne sont pas des entrepreneurs. ils n'ont droit à aucune rémunération (Art. 9 du décret) leur activité est uniquement inspirée par la recherche du bien commun. Toutefois, pourront leur être remboursés les frais spéciaux qui leur sont occasionnés par l'exercice de leurs fonctions.

Il ne saurait en être de même des salariés, employés par le groupement qui doivent être distingués des administrateurs.

Enfin, le lien qui unit les membres de la coopérative étant essentiellement volontaire, il s'en suit qu'elle est une collectivité à capital et à personnel variable. Elle a la plus large faculté d'accueillir dans son sein des nouveaux membres, et en contre partie, les associés qui ne peuvent plus concourir utile-

ment à l'œuvre commune peuvent s'en retirer, la démission est en principe librement pratiquée.

Cette faculté, considérée extensivement, imprimerait un caractère de grande précarité à la coopération, dont il convenait d'assurer la consolidation et la pérennité. C'est pourquoi ce droit de démission est soumis à certaines limites qui doivent être expressément insérées dans les statuts (Art. 17 du décret) et inspirées par les nécessités de l'œuvre (par exemple, un certain délai est prévu avant que des démissions soient valablement acceptées ; les démissions ne peuvent réduire au-dessous d'une certaine proportion le nombre total des sociétaires).

Pour la même raison, un coopérateur peut être exclus par une décision de l'Assemblée Générale extraordinaire, étant entendu par exemple, que conformément aux statuts, le conseil d'administration pourra, dans les cas urgents, fraude par exemple, suspendre provisoirement un adhérent, jusqu'à ce que l'Assemblée ait statué.

Les coopérateurs démissionnaires ou exclus, demeurent pendant cinq ans tenus de toutes les obligations existant au moment de leur retraite.

C'est ce faisceau d'accords librement consentis qui a donné surtout à l'origine, tant que la forme n'en était pas bien déterminée, son caractère original à la coopération. Sans doute, il reste toujours le principe actif de la charte que vient d'établir le législateur. Mais l'Etat ne pouvait pas ne pas tenir compte de la valeur et de l'importance sociale du mouvement coopératif qui s'était tourné vers lui. Aussi, tout en le favorisant par l'octroi d'avantages fiscaux non négligeables a-t-il entendu le contenir dans des règles qui lui assuraient un contrôle chaque fois plus rigoureux. Les textes qui depuis 1935 se sont succédés indiquent franchement cette tendance dont les manifestations les plus nettes ont révélé la concordance dans les directives à propos des statuts types des coopératives de blé (dont on traitera particulièrement dans la suite) et des décrets du 13 Août 1936 et du 27 Avril 1937.

Il n'est pas d'avantage qui n'ait été compensé par une intervention plus marquée de l'Etat, à tous les stades de la vie de la coopérative : agrément, contrôle financier et administratif des services agricoles, de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, de l'Inspection des Finances et des agents du Trésor.

A tel point qu'on peut alors se demander (et c'est encore plus marqué pour les coopératives de blé) si ces groupements par leur quasi intégration dans l'ensemble de l'organisation de l'Etat n'ont point perdu de leur caractère privé, bien qu'en droit il soit cependant maintenu, pour se teinter de puissance publique dont la forme insidieuse et dégradée tendrait à la ranger en dessous et à la limite des établissements publics.

LES CAVES COOPERATIVES EN VAUCLUSE

La coopération en viticulture semble avoir résolu un des problèmes dont les facteurs paraissaient empreints d'une antinomie substantielle qui les rendaient inconciliables. Il était par tradition établi que le vigneron fait son vin avec son matériel, qu'il lui donne ses soins en temps opportun, en un mot qu'il n'est pas seulement un agriculteur mais aussi, en quelque sorte, un artisan qui livre un produit fini. Ce processus était en harmonie avec le caractère de la propriété viticole, souvent très réduite, diffuse à l'extrême. Il avait pour inconvénient majeur d'obliger le producteur à se contenter des moyens dont il disposait. Dans le cas de grands domaines à forte production aucune difficulté, mais pour le petit propriétaire, c'était le condamner à une routine, préjudiciable à ses intérêts et aussi à la qualité du produit obtenu. C'est que les progrès de l'œnologie depuis un demi-siècle ont changé l'aspect de la production du vin qui, bon gré, mal gré, et non sans résistance, a perdu son caractère patriarcal pour devenir industrielle. Une fois encore la coopération s'est trouvée liée à l'évolution d'une technique. A vrai dire, dans le midi de la France, elle a été renforcée par les usages locaux. Très souvent, les vigneron ne possédaient point de matériel ni de vaisselle vinaire et déjà ils livraient leur récolte à un vinificateur. En fait, ils n'étaient que les producteurs de raisins.

La création des coopératives vinicoles est relativement récente en France.

Quelques essais avaient été entrepris vers 1893, mais ce n'est surtout qu'après la crise viticole postérieure à 1900 qu'elles ont pris de l'ampleur à partir des départements les plus atteints par la mévente dans la région viticole du Midi.

C'est pourquoi son aire d'extension se manifeste particulièrement dans son lieu d'origine. Elle s'étale ainsi largement sur les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault, du Gard, du Var, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse pour remonter le long de la vallée du Rhône, dans la Basse Ardèche et la Drôme, pousser quelques diverticules dans les Alpes et atteindre le Beaujolais, la Côte d'Or et l'Alsace. Elle se signale aussi dans la Gironde, en Dordogne, et par des tâches isolées dans le centre et la Vallée de la Loire.

Pour comprendre toute l'importance de ce mouvement coopératif il n'est que de faire quelque peu de statistique. Si ingrate que soit la méthode, l'éloquence des chiffres est encore la meilleure.

Dans le bilan dressé au 31 Décembre 1937, des coopératives auxquelles l'Etat a prêté son concours sous forme de prêts à taux réduits, les coopératives de vinification occupent le premier rang avec 161.502 membres ayant groupé un capital de 202.806.422 francs et auxquelles ont été consenties 1.350 avances à long terme dont le montant total s'élevait à 324.881.627 francs.

A cette époque, on évaluait à 717 le nombre des caves coopératives en France, dont la capacité de logement de l'ordre de 10 millions d'hectolitres représentait 20 % de la production vinicole moyenne française.

Pourquoi et comment s'est réalisée l'extension de ce mouvement en Vaucluse, les moyens qui ont été mis en œuvre, les encouragements apportés par les pouvoirs publics, enfin le fonctionnement des coopératives et les résultats obtenus tel est le sujet qu'on se propose de développer, en donnant tout d'abord un aperçu rapide du vignoble vaclusien et de sa production.

LE VIGNOBLE VAUCLUSIEN

La culture de la vigne dans le Comtat remonte à la plus haute antiquité. Dès l'époque romaine elle occupait une place prépondérante dans l'agriculture provençale et au moyen âge, il n'est pas une redevance en nature qui ne comprenne du vin ou du raisin.

Au XVII^e siècle, la surface cultivée en vigne était considérable et même au XVIII^e siècle, son extension ne fut pas sans inquiéter le Gouvernement qui tenait surtout à conserver les terres à blé.

A partir de 1870 la prospérité du vignoble est gravement compromise par l'invasion du phylloxera, dont les premières attaques en France furent constatées en 1865 près de Roque-maure ; la propagation du mal fut extrêmement rapide et en 1870, la tache d'invasion s'étendait sur tout le département provoquant la ruine et l'émigration de 20.000 habitants.

Les populations luttaient vaillamment par les insecticides et par la submersion. Mais c'est l'emploi des portes-greffes américains qui permit la reconstitution du vignoble, provoquant par la même occasion la naissance dans le Vaucluse de la culture des vignes américaines et l'industrie des greffons, particulièrement prospère dans les communes des bords de l'Aigues et de l'Ouvèze, Camaret, Violès, Sablet.

Ainsi progressivement, la surface du vignoble s'est accrue, et de 3.948 hectares en 1880, elle est passée à :

10.520 hectares en 1882,

25.364 hectares en 1892,

32.429 hectares en 1902,

pour atteindre 45.444 hectares en 1937, soit :

2.341 ha de vignes jeunes non encore en production,

10.044 ha de raisins de table,

33.059 ha de raisins de cuves.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU VIGNOBLE

I. — *Raisins de cuve.*

Alors que dans tout le midi viticole on assiste à une migration de la vigne des côteaux où sa culture était associée à celle de l'olivier, vers la plaine, dans le Vaucluse ce phénomène a été beaucoup plus restreint, et la vigne n'a guère atteint la plaine qu'en bordure du Rhône et de la Durance et dans la plaine des Paluds. Elle est demeurée sur des côteaux constitués par « des sols squelettiques d'éboulis ou d'érosion, peu profonds, par conséquent assez arides, sur les terrasses bordant ce fleuve ainsi que sur les cônes de déjection parfois très vastes de ses affluents. Dans ce dernier cas, le sol est brun rougeâtre et représente nettement au point de vue pédologique un type génétique un « terroir » (Châteauneuf du Pape par exemple) ». (1)

L'altitude des vignobles de côteaux ne dépasse par 250 à 300 mètres sur des collines en pente douce, et leur orientation est le plus souvent sud-ouest ; ils avoisinent fréquemment un cours d'eau important dont la masse liquide évite un dessèchement trop intense de l'atmosphère et régularise la température en diminuant les abaissements nocturnes.

Au point de vue de leur répartition, on peut distinguer 4 groupes dont un est compris dans les Côtes du Rhône qui a fait l'objet d'une appellation contrôlée, avec délimitation du périmètre, fixation des conditions de cépage, degré minimum, etc., fixés par la loi.

a) *Vignoble des côtes du Rhône*, comprenant à la limite du département les collines de Valréas et de Visan,

au Nord de la plaine d'Orange, le petit massif d'Uchaux,

au Sud de la plaine d'Orange, un coteau sensiblement parallèle au Rhône et large de 4 à 5 kms coupé en 3 endroits, à Bédarrides par l'Ouvèze, à Vedène par l'ancien lit de la Sorgue, à Bompas-Caumont par la Durance.

(1) BORDAS Jean.

Toute cette région borde la gouttière tectonique du Rhône. Géologiquement, elle est constituée par une molasse marine recouverte par place par les alluvions des plateaux (1).

b) *Les vignobles des côteaux du Ventoux et de la Nesque*, qui bordent le massif du Ventoux au nord et au sud - Beaumont d'Orange, Beaumes de Venise, Caromb, Aubignan, Bédoin, Mormoiron, Villes sur Auzon.

c) *Les vignobles des Monts du Vaucluse*, comprenant :

au Nord : St-Didier, Venasque, Mallemort-du-Comtat, Pernes,

au Sud : bordure de la vallée du Coulon : Gordes, Goult-Lumières, Roussillon, St-Saturnin d'Apt, Apt.

d) *Les vignobles du Luberon* : longue chaîne orientée de l'est à l'ouest et dont l'altitude atteint 1.200 m. séparant la vallée du Coulon de celle de la Durance. Géologiquement, bordée au Nord par de la molasse calcaire, au Sud, par de la molasse d'eau douce (sable et grès) et au Sud-Est, par du calcaire lacustre et des marnes.

Ils comprennent :

au Nord du Luberon : Bonnieux, Oppède, Ménerbes, Robion

au Sud : Les côteaux de la Tour d'Aigues, La Motte d'Aigues, Grambois, Cabrières d'Aigues, Lourmarin, Ansouis, Cucuron, Cadenet, Pertuis, Lauris.

Les côteaux sont le plus souvent complantés en cépages fins dont le dominant est le Grenache qui atteint parfois jusqu'à 90 % des plantations, c'est ce cépage qui caractérise les grands crus, dont le plus connu est le Châteauneuf du Pape.

Il est associé au Carignan, Cinsaut, à la Clairette, au Mourastel, au Mourvèdre et un peu parfois au Syrah.

Vignoble de plaine. -- Il est peu important comme superficie et limité à la plaine du Rhône (Ile de la Barthelasse), à la région des Paluds et à la bordure de la Durance, les culti-

(1) Les Communes de Vaucluse ayant droit à l'appellation des Côtes du Rhône sont : Valréas, Visan, Villedieu, Buisson, St-Roman de Malegarde, Vaison, Roaix, Le Rasteau, Cairanne, Bollène, Piolenc, Uchaux, Sérignan, Ste-Cécile, Camaret, Travaillan, Jonquières, Violès, Sablet, Séguret, Gigondas, Châteauneuf du Pape, Orange, Courthézon, Bédarrides, Sorgues, Vedènes, Morières, Jonquerettes, St-Saturnin les Avignon, Châteauneuf-de-Gadagne, Caumont.

vateurs de Vaucluse ayant justement préféré utiliser les plaines alluvionnaires aux sols profonds et plus fertiles pour les cultures irriguées de primeurs et de raisins de table.

On cultive surtout l'aramon, gros producteur qui donne fréquemment 200 hectos à l'hectare, associé au grand noir, au Bouchet, au Carignan et aussi quelques hybrides.

Les Vins.

Les vins de Vaucluse réalisent la transition entre les vins du sillon Rhodanien, et ceux du Var. Plus riches en alcool que les premiers, plus fruités que les seconds, ils font des vins de table excellents. On ne parlera que pour mémoire du fameux Châteauneuf du Pape dont la réputation n'est plus à faire. A côté des Côtes du Rhône rouge et rosé, Vaucluse produit les vins de café de la région d'Apt des côteaux du Luberon et du Ventoux et de très bons vins blancs dans la région de La Tour d'Aigues.

II. --- *Les Raisins de table.*

La surface occupée par la culture des raisins de table, qui est passée de 2.900 ha en 1920 à 10.044 en 1937, atteint le 1/4 du total et par les conséquences que sa production annuelle, qui avec 400 à 700.000 qx prend la première place dans la production française (4.800.000 qx), peut avoir certaines années sur le marché du vin, mérite qu'on indique sa distribution dans le département. Celle-ci intéresse principalement deux zones :

a) La région comprise entre la Durance et la Sorgue, avec les importants marchés de Cavaillon, Caumont sur Durance, Gadagne, L'Isle sur Sorgue, Morières, Le Thor et Ménerbes, les cépages cultivés sont surtout le chasselat et le gros vert,

b) les côteaux du canton de Pertuis, dont les principaux centres sont La Tour d'Aigues, St-Martin de la Brasque, Cabrières d'Aigues, La Motte d'Aigues. C'est essentiellement la zone productrice de gros verts tardifs de Novembre, qui, les années où il n'y a pas de gelée d'automne donnent des récoltes d'un haut rendement, pécunier.

Outre celles-ci, les côteaux très exposés de la vallée du Coulon et des montagnes de Gigondas portent des cultures de raisins : dattiers, malaga, muscat de Hambourg.

ORIGINE - CREATION - DEVELOPPEMENT DES CAVES COOPERATIVES

Origine.

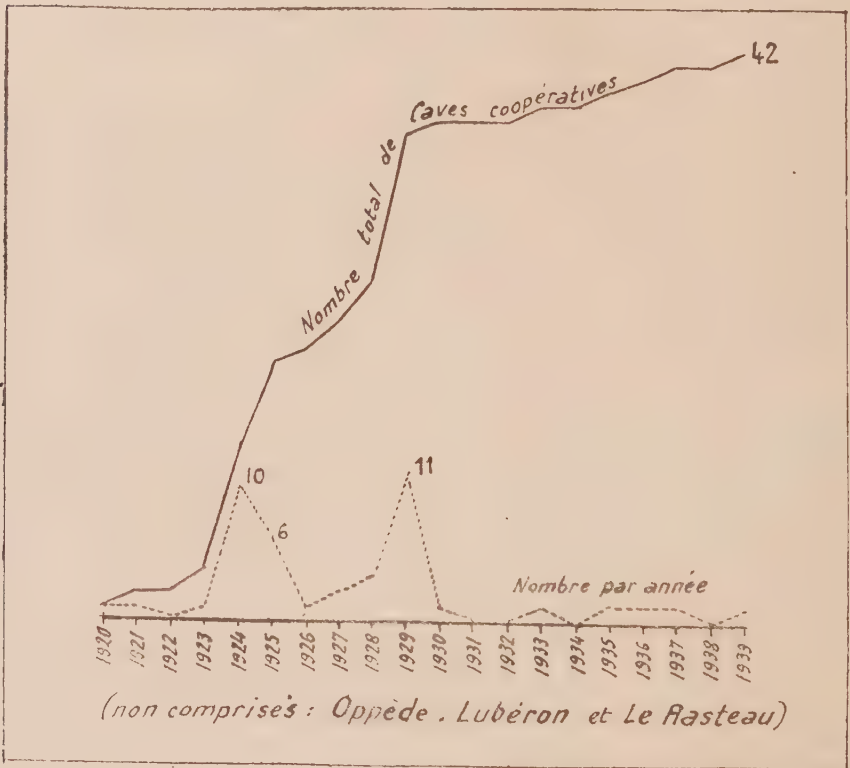
« C'est en 1913 à l'occasion d'un concours agricole organisé « par la Société départementale d'Agriculture et d'Horticulture « de Vaucluse que fut décidée la fondation à Bonnieux de la « première cave coopérative du Département. Le projet retardé « par la guerre de 1914-1918 ne fut réalisé qu'en 1920, année « au cours de laquelle, sous la présidence de M. R. Champagne, « la cave de Bonnieux produisit les 4.000 premiers hectos vinifiés « en coopérative en Vaucluse ». (1)

L'exemple venait davantage du département du Var que de la rive droite du Rhône qui semble être, entre Provence et Languedoc, une limite plus tranchée que pourrait le croire un esprit non averti. Par ailleurs, les deux conditions : petits cultivateurs ne possédant pas le matériel vinaire suffisant, vinificateurs traitant la vendange des récoltants, étaient réunies. (Au cours des vendanges de 1914, quelques vinificateurs avaient abusé de la situation en achetant à des prix extrêmement faibles les raisins des vigneron et réalisé des bénéfices trop importants, et actuellement, encore, certains petits propriétaires, avec des raisins de côteaux de premier choix font, par manque de connaissances œnologiques, un vin de qualité extrêmement médiocre).

C'est pourquoi le climat local, malgré le caractère individualiste des populations s'est révélé dès l'abord favorable à la coopération dont le premier but, avant même que de doter les plus pauvres et les plus démunis de moyens techniques les plus récents et les mieux adaptés à tirer le meilleur profit de la vigne (vin et sous produits), fut d'affranchir les producteurs d'intermédiaires dont les prélèvements s'étaient, pour certains, montrés excessifs.

(1) M. MAGNIEZ. Brochure de la Fédération des Caves, année 1938.

Le mouvement, une fois commencé s'est accru rapidement. A la cave de Bonnieux a succédé celle de Pertuis (1921) puis de Maubec-Gare (1923) mais c'est surtout les années 1924-25 (16 caves) et 1928-29 (15 caves) qui ont affirmé son succès.



TABEAU N° 1

Aujourd'hui 44 caves ayant une capacité de l'ordre d'un million d'hectolitres vinifient 600 à 650.000 hectolitres en année moyenne, c'est-à-dire environ la moitié de la production départementale qui oscille entre 1.690.159 hectolitres pour 42.397 hectares en 1935 (année exceptionnelle) et 895.256 hl. pour 41.328 hectares en 1936 (année déficitaire).

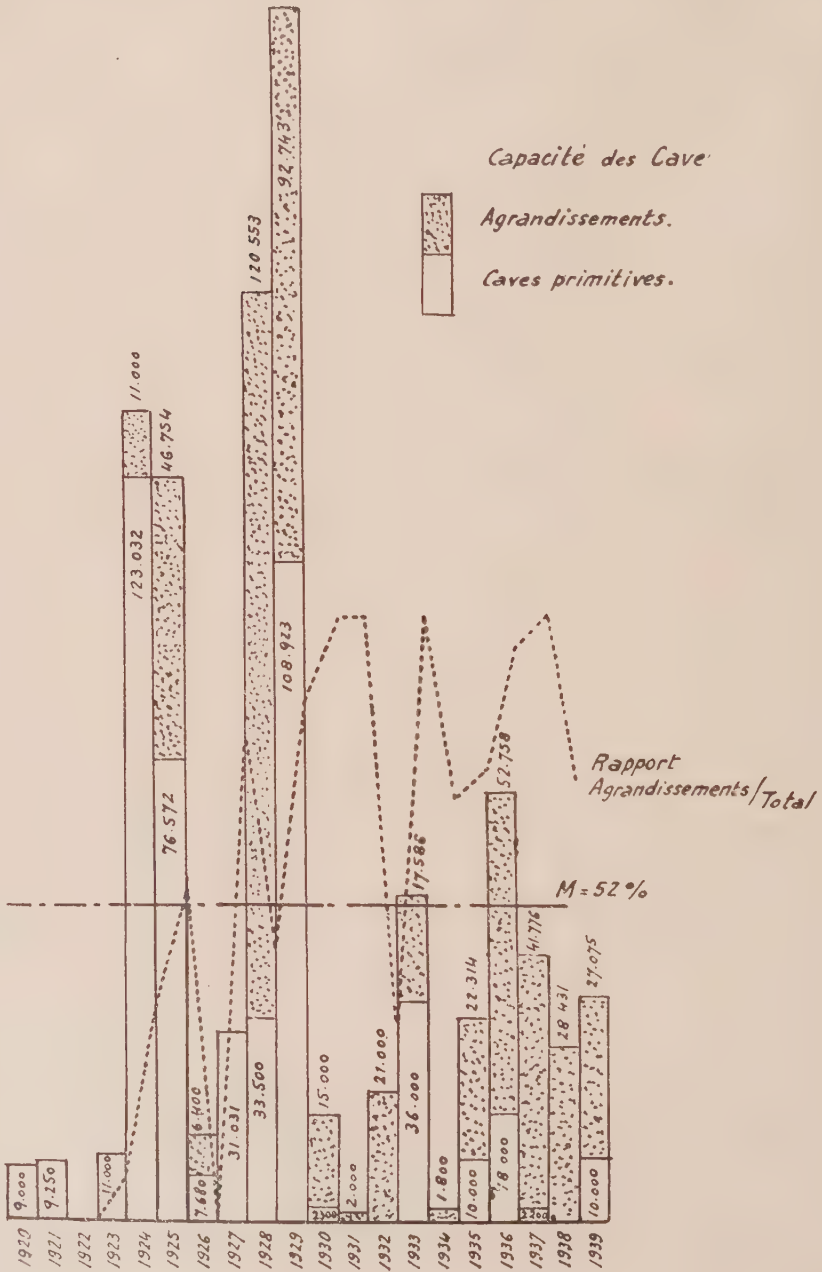
Développement. — Si on examine de plus près le développement des coopératives on constate qu'il a été conduit avec beaucoup de sagesse. On s'est bien gardé à l'origine de prévoir des locaux trop vastes et des aménagements grandioses qui auraient imposé aux groupements des charges de capitaux qui eussent risqué d'en compromettre dangereusement l'économie. On a préféré se contenter de ménager l'avenir par l'adoption de dispositions techniques simples (1) tout en ne réalisant que ce qui était indispensable en conservant toutefois une certaine marge pour traiter la récolte des premiers adhérents.

Certaines caves ont réalisé ainsi jusqu'à 4 agrandissements successifs et à la fin de 1938 la capacité totale des agrandissements avec 496.315 hectolitres était supérieure à la capacité des caves primitives (478.888 hl.) et représentait 52 % de la capacité totale (974.803 hectolitres).

Le graphique ci-dessous a pour objet d'indiquer par année les caves primitives construites et les agrandissements réalisés. Il fait apparaître d'une part, que certaines caves se sont agrandies dès 1924 et qu'à partir des années 1928-1929, qui marquent les maxima, l'agrandissement l'emporte en capacité (en nombre ce serait encore beaucoup plus frappant) sur les constructions neuves.

Ce résultat répond pour une part à l'observation précédente. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que sauf pour le cas d'une aire géographique trop étendue, il y a intérêt économique évident à agrandir une cave coopérative plutôt qu'à en créer de nouvelles, un même matériel peut très souvent être utilisé à la vinification de quantité de vendanges nettement plus fortes et surtout, les frais de gestion comportent une partie fixe importante (directeur, personnel, assurances, etc...) qui s'amortit d'autant plus aisément que la quantité de vin obtenue est plus considérable.

(1) A cet égard on doit observer que le choix du type de cave a une grosse importance. Tel type qui fait un ensemble homogène, plus économique qu'un autre, peut se révéler contraire à tout agrandissement convenable et doit être rejeté. Il importe donc de connaître à l'origine si les bâtiments qu'on veut élever doivent constituer un tout, un cycle fermé, ou si dans l'avenir ils doivent répondre à des besoins accrus.



TABEAU N° 2

C'est ainsi que, corrélativement à l'augmentation de la capacité, le nombre des adhérents qui était primitivement de 4.489 est passé à 8.105 soit un accroissement de 3.775 c'est-à-dire de 80 % montant jusqu'à $(362 - 88) : 88 = 313$ % pour certaines caves comme celle d'Apt.

Il ne faut pas perdre de vue, en outre, que la coopération prenait naissance dans le monde agricole, c'est-à-dire dans un milieu prudent par essence et dont la première réaction devant toute nouveauté est l'attente, et tels qui au début s'étaient réservés, se sont empressés d'accourir au secours de la victoire.

Etude des prix. — Est-ce dire que les dépenses à engager constituaient un obstacle invincible ? Certes non, mais plus que le prix de revient à l'hectolitre logé (tous frais compris) ce qui frappait les cultivateurs, c'était la dépense globale. Pour la cave de Bonnieux, par exemple en 1920, elle fut de 700.000 frs soit 77 frs 80 par hectolitre. A cet égard, il n'est pas mauvais de se rendre compte de l'évolution des prix. C'est ce qu'on a tenté dans le tableau annexe n° 3 en ayant soin de faire la distinction entre les caves primitives qui comprennent, en plus des cuves proprement dites, une part plus importante de locaux annexes, (silos à marc, dégagements, salle de vinification, logement du directeur) que les agrandissements, ainsi que le matériel souvent réduit par la suite.

Surtout si on tient compte de la dévaluation du franc à partir de 1925-1926 on constate que les prix moyen s'abaisse jusqu'à 1926-1927, qu'ensuite il se relève jusqu'à 1930 pour passer par un minimum entre 1935-36 et croître en 1937.

La courbe du prix des agrandissements est sensiblement la même avec les minima en 1924-25 et 1935-36 et les maxima en 1928-29 et 1938-39.

Ces courbes coïncident à peu près avec celles des variations économiques pour l'ensemble de la France, corrigées cependant par deux facteurs. Au début, les constructeurs n'avaient pas l'habitude de cette technique délicate et les prix qu'ils pro-

posaient s'en ressentaient. En 1928-29 l'abondance des travaux a été telle que la loi de l'offre et de la demande a pleinement jouée entre les coopératives et les quelques entrepreneurs spécialisés. Ce fut l'inverse entre 1934 et 1936, les travaux des caves étant particulièrement recherchés à un moment où les travaux de Génie Civil subissaient une crise.

Quant au prix moyen de l'hectolitre logé, il reste très raisonnable puisqu'il est de 65 frs 80 pour les caves primitives, de 44 frs 10 pour les agrandissements et de 54 frs 80 pour l'ensemble (1).

Concours de l'Etat dispositif financier.

Ces prix ont pu être obtenus par le contrôle des agents de l'Etat qui s'est exercé à un double point de vue, (contrôle d'ailleurs qui a en fait consisté en des conseils beaucoup plus qu'en des mesures de contrainte) d'une part par le choix des dispositions les plus judicieuses en même temps que les plus économiques, et on conçoit aisément que le même service qui a exercé son action pendant près de 20 années a pu faire profiter de l'expérience acquise les organismes les derniers créés et éviter ainsi le renouvellement d'erreurs inévitables dans les débuts, d'autre part par la mise en adjudication restreinte des travaux entre des entrepreneurs spécialisés, et l'appel à la concurrence entre les fabricants et installateurs de matériel.

Mais là ne s'est point borné le concours de l'Etat, il a entendu favoriser la création des coopératives par deux sortes de mesures :

-
- (1) Dans la comparaison de ces prix de revient à l'hectolitre, on doit tenir compte avec grand soin du type de cave adopté : agrandissable ou non, en s'en tenant toujours d'ailleurs à des coopératives de production de vins de consommation courante, ne comprenant pas de locaux de vieillissement des vins pendant plusieurs années, ni la vaisselle vinaire correspondante toute différente et beaucoup plus coûteuse. A considérer la question de plus près on verrait que le prix de l'hectolitre de cuve seule en béton armé a passé par un minimum de 12 francs en 1935 pour remonter à 24 francs en 1939.

— les subventions à fonds perdus attribués aux caves par le Ministère de l'Agriculture (1)

— les avances à long terme consenties par la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Dans l'attribution des subventions l'Etat s'est efforcé d'encourager les nouveaux groupements qui manifesteraient le plus l'esprit coopératif et dont les moyens financiers, sensiblement proportionnels à la récolte par adhérent, étaient les plus faibles.

Le tableau annexe n° 4 donne par année le détail des subventions accordées et payées jusqu'en 1938.

(1) Au début le taux de la subvention accordée n'était pas déterminé d'une manière fixe ; il oscillait entre le 1/20 et le 1/12 des dépenses pour atteindre le 1/8 dans des cas exceptionnels (suivant l'importance de l'entreprise, les ressources des intéressés, et le nombre moyen d'hectolitres souscrits par les adhérents). Un arrêté du 16 Août 1929 du Ministre de l'Agriculture, en même temps qu'il reflétait de la doctrine implicitement suivie jusqu'alors, vint en quelque sorte codifier le régime établi par l'établissement d'un barème qui s'inspirait des deux idées directrices suivantes :

1° La subvention doit être d'autant plus élevée que le nombre moyen d'hectolitres produits par chaque adhérent est plus faible,

2° la subvention doit être d'autant plus élevée que la proportion de la récolte souscrite par les adhérents à la coopérative par rapport à la totalité de la récolte est plus élevée.

NOMBRE MOYEN D'HECTOLITRES PAR ADHÉRENT	POURCENTAGE DE LA RÉCOLTE SOUSCRITE PAR RAPPORT A LA RÉCOLTE PRODUITE			
	— de 30 %	de 30 à 50 %	de 50 à 70 %	+ de 70 %
	TAUX DE LA SUBVENTION A ACCORDER			
+ de 500	1/20	1/20	1/18	1/16
de 300 à 500	1/20	1/18	1/16	1/14
de 200 à 300	1/18	1/16	1/14	1/12
de 100 à 200	1/16	1/14	1/12	1/10
— de 100	1/14	1/12	1/10	1/8

Cet arrêté fut abrogé par celui du 25 Juillet 1936 qui porta uniformément le taux de subvention accordé à 20 %. Ce même arrêté fut complété par celui du 12 Novembre 1936 qui spécifiait (Art. 1 et 2) que toute coopérative approuvée pouvait recevoir une subvention complémentaire, dont le montant pouvait atteindre le 1/4 du total des fonds réellement recueillis sous forme tant de parts sociales que d'emprunts auprès des particuliers, sans que le taux soit supérieur à 15 %, le montant des parts sociales devant être au moins du 1/6 des dépenses totales d'installation.

Cet ensemble de dispositions dont l'objet était à la fois d'encourager les coopératives et d'éviter qu'elles s'adressent pour leur financement aux caisses de l'Etat, en portant le montant total de la subvention dont elles pouvaient bénéficier à 35 % des dépenses totales provoqua un essor considérable des caves, particulièrement dans les départements du Gard et de l'Hérault.

Le décret sur les travaux civils du 21 Avril 1939 a ramené le taux des subventions à 10 % pour les agrandissements, 20 % pour la construction et l'aménagement des caves neuves.

Quant aux avances du Crédit Agricole, on sait qu'elles pouvaient atteindre deux fois le capital souscrit. En fait, bien qu'elles aient été consenties très largement, le montant total ne s'élève qu'à 21.090.000 francs pour un capital social de 17.928.023 francs, soit 116,9 % au lieu de 200 % (tableau annexe n° 5).

Le financement de la construction et de l'aménagement des caves coopératives en Vaucluse, arrêté au 1^{er} Janvier 1939, s'établit donc comme il suit (1) :

Montant total des dépenses faites 53.094.676 francs

RESSOURCES CORRESPONDANTES		PROPORTION PAR RAPPORT AU TOTAL
1° Capital social	18.137.823 fr.	34 %
2° Avances à long termes du Crédit Agricole	21.094.000 fr.	39 %
3° Subventions accordées par l'Etat	5.463.816 fr.	10,3 %
4° Fonds libres ou prêts con- sentis par les coopérateurs.	8.402.937 fr.	16,7 %
Total.....		100 %

Dans ce bilan, la part de l'Etat sous forme de subventions et d'avances à long terme est de 49,3 %. Celle des coopératives de 50,7 %. Elles s'équilibrent sensiblement, alors que compte tenu de la proportion des sommes versées à fonds perdus et des règlements de la Caisse de Crédit Agricole, le dispositif financier eût pu légalement être le suivant :

Capital social des coopératives...	30 %	} 70 % part de l'Etat
Avances du Crédit Agricole.....	60 %	
Subventions	10 %	

En réalité, l'effort des coopératives a donc été beaucoup plus important qu'il eût pu être, il correspond à la sage conception qu'a, en général, le monde rural Français, qui ne recourt au crédit que dans la mesure où il n'a pas pu épargner, et qu'on

(1) Ne sont pas comprises les deux caves du Rasteau et d'Oppède qui ne nous ont pas fourni les renseignements demandés.

a déjà rencontré dans le développement concret des coopératives. Sans doute on pourra lui objecter qu'il manque d'audace, il n'est point sans avantage, il évite les poussées sporadiques, met le temps avec lui et est générateur d'une saine administration.

En outre, de ce petit tableau on peut conclure qu'il n'est pas besoin pour encourager un mouvement de lui consacrer des sommes massives, mais qu'une aide modérée mais opportune et contrôlée, souvent récupérée par la suite, peut être parfaitement efficace, et que pour faire de l'économie dirigée, et tel est bien le cas sous une forme indirecte, on peut employer des moyens limités.

L'ORGANISATION & LE FONCTIONNEMENT DES CAVES COOPERATIVES

Principes généraux. -- Types de Coopératives.

Bien que les principes généraux demeurent semblables à la base, l'on conçoit que l'organisation des caves coopératives n'est pas partout la même, mais qu'elle a du respecter les usages locaux, se modeler sur les coutumes de chaque région, faire œuvre d'adaptation entre une longue tradition à caractère individualiste et une technique de production en commun.

Toutefois, on peut ramener les statuts à deux types essentiels, qui dans le midi viticole, semblent avoir le Rhône pour limite : d'un côté le type de l'Hérault, de l'autre celui du Var. C'est ce dernier qui, à peu près sans exception, est adopté en Vaucluse ; cependant il semble utile de les connaître tous les deux, car autant qu'on peut en juger, ils ne correspondent pas au même stade de l'évolution du mouvement coopératif. Ce sont :

Les Coopératives à vente libre qui sont de purs organismes de transformation et de garde, dans lesquels le produit obtenu : le vin est remis à la disposition du récoltant qui peut en assurer la vente par ses propres moyens à la date qu'il jugera la plus opportune.

Les Coopératives à vente en commun auxquelles le vigneron se borne à remettre sa vendange, se déchargeant de tout souci de vinification et de vente, pour ne conserver que le droit à toucher une somme d'argent, proportionnelle à la quantité et quelquefois aussi à la qualité de ses apports.

Ces deux types ont des caractères communs qu'on exposera tout d'abord.

Caractères communs. — Le premier acte coopératif de l'adhérent est de porter sa récolte à la cave. Dans quelle proportion ? C'est une question qui est diversement résolue par les statuts. Elle est dominée par un principe : celui d'assurer la bonne marche et la pérennité d'un organisme qui, en principe, est tenu de ne pas faire de bénéfices ni d'accumuler des réserves au delà d'une certaine quotité, et qui doit donc être assuré de traiter tous les ans une quantité minima de matières premières, pour couvrir ses frais généraux.

Les membres de la coopérative doivent contracter, au sujet de leurs apports, un engagement, dont seules les circonstances de force majeure pourraient les délier, par lequel ils s'obligent à apporter à la cave toute leur récolte ou une partie quantitativement déterminée. A cet effet, ils souscrivent des parts qui, en même temps que pécuniairement elles constituent le capital social qui en vertu du principe coopératif ne peut être formé que par les sociétaires, indiquent la quantité de vendange que l'adhérent doit fournir à la cave qui, en contre partie, n'est pas tenue (sauf dans des circonstances exceptionnelles) d'en recevoir davantage. L'adhésion totale, assez facilement vérifiable par la déclaration de récolte, est des deux préférable, elle évite que l'adhérent ne consacre à la coopérative que la partie de sa récolte la moins désirable ; d'ailleurs, ce procédé tend à se généraliser au détriment de l'engagement partiel qui a pu rendre des services au début de la coopération, en encourageant les viticulteurs à adhérer à la coopération sans pour autant s'engager complètement.

Cet engagement, pour être efficace doit être sanctionné sévèrement et le refus volontaire d'apport, suivant la gravité des cas, sera pénalisé soit par une amende, soit par l'exclusion avec dommages-intérêts.

Que faut-il entendre alors par force majeure ? C'est essentiellement la destruction ou la diminution de la récolte, c'est en effet cette récolte et elle seulement que l'adhérent s'est engagé à fournir à la cave. Si elle délie le sociétaire de son engagement de matière, elle ne le libère pas pour autant de sa participation aux frais de gestion de la cave, s'il en est besoin.

Quant aux autres causes ; aliénation totale ou partielle de la propriété, bail à ferme dessaisissant le propriétaire de tout droit sur sa récolte sans doute ont-ils fait l'objet de discussions qui déborderaient ici le sujet ; il suffit, semble-t-il, de les considérer sous l'angle de la bonne foi.

Il en est de même de l'analyse du droit de démission et des décisions d'exclusion, qui sont toujours limitées par la nécessité d'assurer l'existence de l'organisme et ne vont pas sans compensations pécuniaires. A cet égard d'ailleurs, il est évident que la sévérité des statuts et des décisions du Conseil d'Administration seront en relation avec la jeunesse et la prospérité de la coopérative. On peut-être assuré comme c'est aujourd'hui le cas en Vaucluse, qu'exception faite d'un mouvement concerté entre plusieurs membres pour se retirer d'une cave et fonder un nouvel organisme, qui pourrait mettre en danger l'équilibre du premier groupement, qu'au bout de quelques années, la stabilité des caves est suffisamment assurée pour que leurs conseils puissent prendre des décisions équitables en pleine sérénité d'esprit et avec largeur de vue.

Déterminé quantitativement, l'apport de chaque adhérent l'est aussi du point de vue de la qualité « la vendange doit être saine, d'une valeur commerciale et d'une maturité normale » amenée dans des caisses propres et exempte de corps étrangers.

C'est le conseil d'administration qui fixe la date de la cueillette de chaque variété et celle des arrivages à la coopérative ; certains même vont jusqu'à prescrire la plantation de cépages et de méthodes de taille et de culture données.

Au moment où le sociétaire apporte sa vendange à la coopérative, dont la quantité et le degré mustimétrique ont été enregistrés, il est crédité d'une certaine quantité de vin. Dans quelle mesure ?

La première solution qui se présente à l'esprit et qui paraît la plus simple c'est d'établir deux comptes séparés :

— un qui fixera la proportion à établir entre la vendange et le vin produit,

— l'autre qui déterminera la part des frais à imputer au coopérateur.

Dans l'un et l'autre compte (qui tous deux ne peuvent être arrêtés qu'à la fin de la vinification et de la vente pour les coopératives qui procèdent aussi à la vente), un facteur est commun : c'est la quantité de vendange.

Par ailleurs, on n'eût pas été bien avisé, surtout au début du mouvement coopératif, et parce que cette disposition eût été contraire à l'esprit paysan, de verser une certaine somme d'argent pour demander par la suite une part de remboursement des frais du groupement.

On a préféré, et à l'usage le procédé s'est révélé heureux, établir en quelque sorte une compensation prévisionnelle qui rattache dans une certaine mesure, la gestion de la coopérative à l'économie en nature.

Les coopérateurs consentent, sous forme de vendange, des avances à la cave, c'est-à-dire qu'ils ne sont crédités en vin que pour une proportion de leur récolte inférieure à celle donnée par le rendement moyen.

Si les statuts de la cave stipulent :

-- soit qu'un hectolitre de vin correspond à 150 kg. de vendange,

— soit que 100 kg. de raisin fournissent 70 litres de vin, c'est qu'en réalité la quantité obtenue est plus élevée, la différence est ce qui constitue « la part de la cave », qui en aucun cas n'est la propriété de la coopérative ; elle lui est simplement confiée, en vertu d'un mandat irrévocable. Le Conseil de la coopérative vend cette partie de vin, prélève, sur le prix, les sommes nécessaires à l'acquittement de tous ses frais de gestion et de capital, et si un reliquat est disponible, il est distribué aux coopérateurs en fin d'exercice, au prorata de leurs apports.

Cette manière d'opérer suppose que les vendanges apportées sont de qualités sensiblement équivalente, certaines, de rendement moins bon, compensant cette infériorité par un degré alcoolique plus élevé qui viendra bonifier l'ensemble du produit obtenu.

On a voulu aussi voir dans cette règle de l'égalité, une application de l'esprit coopératif qui veut que chacun consente un léger sacrifice pour assurer la prospérité de l'entreprise collective et en faciliter les comptes.

En vérité, elle ne présente d'intérêt que dans le cas des coopératives à vente libre où chacun pouvant disposer de son vin au moment qu'il juge le meilleur, l'établissement de qualités différentes serait délicat et leur logement quasi impossible. Alors, la base du règlement est extrêmement simple, l'ensemble de la récolte forme une masse indivise dont le partage immédiatement exigible a lieu pour chaque intéressé à concurrence du contingent qui lui est attribué.

On doit noter d'ailleurs, que ce type persiste justement dans les régions de production de vin à grand rendement, de qualité médiocre, où en effet il existe peu de différence entre les vendanges de chacun des propriétaires.

S'il n'en est pas ainsi, deux procédés peuvent être employés :

a) Les qualités des apports présentent des différences considérables notamment certains constitués par des grappillons ou des raisins malades ne permettront pas d'obtenir un vin de degré minimum légal, d'autres, au contraire, donneront des vins de haut degré, d'autres enfin, comme les raisins d'hybride, des vins de nature très particulière.

Il importe de traiter les vendanges séparément et d'en différencier les produits. Chaque coopérateur sera alors crédité d'une quantité de vin, proportionnelle à son apport dans chacune des catégories établies.

b) Les qualités diffèrent, mais les écarts restent admissibles quant à la valeur marchande du vin obtenu. La solution la plus couramment utilisée est alors la conversion des inégalités qualitatives en inégalités quantitatives. Le Conseil de la cave détermine la qualité moyenne du vin selon un degré alcoolique donné, et pour cette qualité fixée arbitrairement, le nombre d'hectolitres de vin obtenus à partir d'une quantité donnée de vendange. Ensuite, il établit un barème suivant lequel est accordée une majoration ou une réfaction au nombre

de base selon que le degré des apports est supérieur ou inférieur au degré moyen.

Le compte des adhérents est alors crédité selon ce principe, la cave mettant à la disposition de chaque intéressé la quantité de vin qui représente sa part individuelle.

A aucun moment de ses différentes opérations, la coopérative n'a eu la propriété du produit qui lui a été remis, le service qu'elle a rendu à ses membres et qu'il importe de préciser vis à vis du fisc, particulièrement vigilant en ce qui concerne les lois qui régissent les vins et les alcools, est donc jusqu'à présent un simple service de façon en ce qui a trait à l'acte essentiel de la transformation du produit. Il peut être complété par un service de garde et aussi un mandat gratuit ; il est d'autant plus poussé que l'acte coopératif est conduit plus loin et qu'il s'agit, soit d'une coopérative à vente libre, soit d'une coopérative de vente en commun.

Coopérative à vente libre.

Outre la vinification suivant une bonne technique, le deuxième avantage qu'offre à ses adhérents ce genre de coopérative est d'assurer la garde du produit et par la surveillance du vin et les soins qui lui sont donnés, d'éviter dans toute la mesure du possible les risques de perte et d'altération dont la proportion où ils subsistent, la charge est incorporée aux frais généraux et mutualisée sur tous les coopérateurs.

Il en résulte pour ceux-ci deux conséquences heureuses.

L'acheteur étant sûr, d'une part de trouver un produit d'une qualité déterminée, et par ailleurs, confiant dans la garde de l'achat qu'il aura opéré et qu'il pourra ainsi enlever dans les conditions qui lui paraîtront les plus favorables, pourra offrir du vin du coopérateur un prix supérieur à celui qu'obtiendrait un vigneron isolé.

Dans ces ventes, la coopérative n'est pas un organe absolument passif ; elle intervient comme centre d'information entre ses adhérents et les acheteurs, groupe les commandes, les transmet, et non seulement sert d'intermédiaire, mais aussi éclaire de ses conseils les membres du groupement en veillant sur la rédaction du contrat et sur son exécution.

L'accès au crédit est singulièrement facilité en rendant pratique l'institution du warrant agricole dont le monde rural a peu profité sous le régime individuel.

On sait que ce qui le distingue du warrant commercial, c'est que le débiteur peut conserver dans son exploitation le gage de sa dette, dont le transport pourrait être souvent sinon impossible du moins extrêmement difficile. Mais cette commodité donnée à l'agriculteur ne va pas sans exiger des sacrifices de sécurité du créancier, qui court ainsi un double risque : celui de dépérissement ou d'avarie de la marchandise, celui de détournement.

Si le débiteur vend la marchandise, le warrant n'entraînant pas le droit de suite, l'acquéreur, sauf s'il est démontré qu'il est complice, ne sera pas tenu de respecter les droits du créancier qui ne peut contre le débiteur infidèle, qu'exercer des poursuites correctionnelles.

La cave coopérative, en remplissant à l'égard du créancier un rôle de sauvegarde analogue à celui des magasins généraux du commerce, a permis l'emploi de ce qu'on a pu appeler le crédit mobilier.

A partir du moment où la cave coopérative connaît l'existence du warrant, elle a assuré au créancier la conservation de son gage dont on sait que les risques d'altération sont extrêmement réduits et par son contrôle elle en évite toute aliénation, qui ne pourra avoir lieu, qu'une fois la dette éteinte.

« La cave coopérative, en même temps qu'elle protège ses « adhérents assure l'exécution loyale des engagements qu'ils « ont contractés ».

« Une solution élégante est donc donnée à un problème « qui, en dehors du cadre coopératif pouvait être considéré « comme à peu près insoluble ». (1)

Coopératives à vente en commun.

Le mandat confié au Conseil d'administration est plus complet et celui-ci, non seulement assure le traitement de la marchandise et sa conservation, mais aussi est chargé de la

(1) ROCHE-AGUSSOL, opus cit.

vente du vin « au mieux des intérêts de tous et de chacun ». Il peut aussi, suivant les statuts de certaines caves, déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, mais les propositions de vente ne deviennent définitives qu'autant qu'elles ont été ratifiées par le conseil lui-même.

Ces ventes peuvent être faites, soit suivant un fractionnement défini statutairement, soit par telle quantité que décidera le conseil tenu simplement de respecter les dispositions légales du blocage et l'échelonnement des ventes.

Ainsi, la totalité de la production est vendue, et déduction faite des frais, la somme ainsi obtenue est intégralement répartie entre les coopérateurs, proportionnellement à la valeur de leurs apports déterminée qualitativement et quantitativement comme il a été précédemment indiqué.

On a prétendu (1), que ce système impliquait une plus grande complexité que dans les organismes à vente libre. Rien ne s'oppose, et en pratique c'est ce qui a lieu, à ce que le coopérateur soit dès le début crédité d'une certaine quantité de vin et qu'une part de cave soit établie comme dans le système de la vente libre, et les deux procédés ne diffèrent donc que par la vente elle-même.

S'il n'en est pas ainsi, l'établissement, en cours d'année, de répartitions à valoir sur le règlement définitif (qui pourront d'ailleurs être effectuées au moment de l'échelonnement des ventes) n'offre pas de difficultés bien sérieuses s'il accroît quelque peu les écritures.

Enfin, en ce qui concerne le crédit, c'est la coopérative qui négociera elle-même le warrantage, si l'état du marché oblige à différer les ventes, et le warrantage collectif présente certains avantages sur les opérations individuelles.

On a pu discuter sur les avantages et les inconvénients respectifs de ces deux procédés et invoquer notamment que la vente en commun présentait certains dangers que n'offrait pas la simple transformation, et qu'il convenait d'y apporter de la prudence. Rien n'est plus juste.

(1) Roche Agusol. Opus. Cit.

On doit observer toutefois que dans le traitement d'une marchandise aussi délicate que le vin, force est bien aux coopérateurs d'accorder confiance aux administrateurs et au personnel qu'ils choisissent, et que cette confiance est simplement plus complète dans le cas où ils sont aussi chargés de la vente : dernier terme de l'œuvre coopérative.

En réalité, entre les deux types, c'est une pure question de stade dans l'évolution de l'esprit coopératif, dont on peut assurer que le dernier est l'aboutissement logique.

LE TYPE VAUCLUSIEN

Les coopératives en Vaucluse se rattachent toutes, sauf exception au deuxième type. Pour quelle raisons ?

Il semble qu'il y en ait deux :

— une historique et géographique en ce sens que le mouvement coopératif en Vaucluse est venu du Var et des Bouches du Rhône et que c'est le genre initial aussi bien dans la construction que dans le fonctionnement qui a prévalu,

— économique : les vins de ces régions sont de haut degré, à faible rendement et les cépages cultivés sur des côteaux ensoleillés sont de variétés assez diverses pour que dans une même cave on obtienne à la fois du vin blanc et du vin rouge, des vins de raisins destinés normalement à la cuve ou des vins de raisins de table. Il en résulte souvent que la vendange d'un propriétaire intéresse plusieurs qualités et que la quantité obtenue dans chacune d'elle est trop faible pour qu'elle puisse constituer un lot qui permette au producteur isolé d'obtenir de bonnes conditions de vente.

Considéré dans son ensemble, Vaucluse est donc incorporé à un type qu'on peut appeler le type provençal, qu'on distinguera du type dit languedocien dont il est séparé par le Rhône, étant entendu que peuvent être ménagées entre les deux, toutes les transitions. C'est pourquoi dans ce système de la vente en commun, adopté dans la généralité du département, on s'arrêtera sur les deux cas qui nous semblent extrêmes, celui de la Cave coopérative des Coteaux de La Tour d'Aigues avec part de cave, et celui de la cave de Sainte Cécile les Vignes (coopérative vinicole) avec répartition intégrale.

Cave Coopérative des Coteaux de la Tour d'Aigues.

Deux éléments servent à déterminer le compte de chaque coopérateur :

1° — la quantité de vin,

2° — le prix de l'unité, c'est-à-dire, de l'hectolitre.

1° — *Quantité.*

Chaque apport d'un coopérateur est pesé sur une bascule qui imprime automatiquement sur un ticket double qui porte un numéro d'ordre et le nom du coopérateur. On prélève le degré mustimétrique moyen de cet apport et on inscrit sur le ticket le degré alcoolique correspondant. Ainsi, en collationnant ses tickets, chaque coopérateur connaît le poids de sa vendange et son degré alcoolique.

La vinification terminée, la cave peut déterminer la quantité totale de vin et le degré moyen de ce vin. On applique alors le système de la part de cave et de la transformation des inégalités qualitatives en inégalités quantitatives. En règle générale, le Conseil fixe à 70 l. de vin la quantité obtenue avec 100 kilogs de vendange pour le degré moyen de la cave et un barème est établi qui fixe pour chaque coopérateur le nombre de litres dont il est crédité suivant son apport et le degré alcoolique de cet apport.

2° — *Prix.*

Les ventes sont opérées directement par le Conseil et de leur résultat, on détermine le prix moyen de l'hectolitre de vin en divisant le prix total obtenu par la quantité vendue.

Pour arrêter le compte de chaque adhérent, il ne reste plus qu'à multiplier le prix moyen par la quantité de vin qui lui a été attribuée.

En fait, la part de la cave est largement calculée, à la recettes qu'elle produit, il y a lieu d'ajouter la vente des sous-produits : alcool, lie, tartre, marc. Cet ensemble est, en général, plus que suffisant pour faire face à toutes les dépenses de la cave, frais généraux, réserves, amortissements.

Le solde excédentaire, s'il existe, est à la disposition du

Conseil d'Administration qui, après décision de l'Assemblée Générale approuvant les comptes, peut le répartir sous forme de ristourne entre les sociétaires au prorata de leurs apports.

Coopérative Vinicole de Ste-Cécile les Vignes

Cette coopérative applique le système de la répartition intégrale des recettes et des frais, en ayant soin toutefois de distinguer à l'avance plusieurs catégories dans les apports de vendange, donnant des vins de qualités différentes.

1° Répartition des recettes.

Pour établir le règlement du compte de chacun il faut connaître par catégorie :

- 1°) la quantité de vendange apportée par l'intéressé.
- 2°) la quantité de vendange totale reçue par la cave.
- 3°) le degré moyen de chaque adhérent.
- 4°) le degré moyen de la cave.
- 5°) le rendement moyen.
- 6°) le prix de vente moyen de tous les produits.

Détermination des cinq premiers facteurs.

Chaque voyage de raisins est déterminé suivant sa catégorie et le poids en est inscrit sur un ticket double d'une couleur fixée selon la catégorie, qui porte, en outre, un numéro d'ordre et le nom du coopérateur ainsi que le degré alcoolique de l'apport, déterminé d'après le degré mustimétrique.

En fin de journée sont portés au compte de chaque coopérateur et dans chaque catégorie les chiffres relevés sur les doubles des tickets qui lui ont été remis, et dans le mois qui suit la fin des vendanges, ces comptes sont arrêtés et le degré moyen est déterminé comme il suit :

Dans chaque catégorie on multiplie le poids des apports par le degré correspondant. On obtient ainsi un nombre qui est le degré quai ; on fait la somme des degrés quais et on divise cette somme par le total du poids des vendanges.

Exemple : 1^{er} voyage : Côte du Rhône 1.200 kg à 10° = 12.000°
 2^e voyage : Côtes du Rhône 1.000 kg à 12° = 12.000°
 3 voyage : Côtes du Rhône 900 kg à 11° = 9.000°

Total 3.100 kg ont produit 33.900°
 33.900

Le degré moyen est donc : $\frac{33.900}{3.100} = 10^{\circ}93$

Le degré de la cave est déterminé de la même manière en divisant le total de degrés quai par le poids de la vendange de la même catégorie.

Exemple: Seibels: 47.630 kg ont produit 491.135 degrés quai
 491.135
 degrés moyen : $\frac{491.135}{47.630} = 10^{\circ}31$

47.630
 541.547°
 Coudercs : $\frac{541.547}{45.970} = 11^{\circ}78$
 45.970

Côtes du Rhône = $\frac{25.563.383}{2.413.930} = 10^{\circ}58$.

Quant au rendement, on suppose qu'il est le même pour chaque coopérateur dans une catégorie donnée. Il ne reste qu'à déterminer le rendement de la cave qui est le rapport du poids de la vendange au nombre d'hectos produits.

Ex. : Seibels : 47.630 kg ont produit 360,62 hectolitres, soit un rendement de 132 kg de raisin par hectolitre.

Coudercs : 45.970 kg ont produit 340 hl 57 soit un rendement de 135 kg pour un hectolitre.

Côtes du Rhône : 2.413.930 kg ont produit 18.286 hl. 55 soit un rendement de 132 kg de raisin pour un hectolitre.

Il sera porté au compte de chaque coopérateur autant d'hectolitres de vin qu'il aura apporté de fois le rendement de la catégorie correspondante.

Prix de vente moyen des produits.

C'est la coopérative qui vend directement elle même tous les produits de la cave.

Exemple : Seibels : le compte s'élève à 15.757,50 pour 360 hl. 60 à 10°31.

$$\text{Le prix moyen du degré est } \frac{15.757,50}{360,62 \times 10,31} = 4,25$$

Pours les Coudercs on arriverait ainsi à 5 fr. 90 le degré.

Pour les Côtes du Rhône à 6 fr. 95 le degré.

Pour l'alcool on opère de la même manière.

Quant aux autres produits, les recettes seront réparties au prorata des apports, exprimés en hectolitres.

2° Répartition des dépenses.

Tous les frais de l'exercice sont répartis entre les adhérents, proportionnellement à leurs apports réels qui peuvent être supérieurs ou inférieurs à ceux qui sont souscrits dans les parts.

Dans ces conditions, il est aisé d'établir le compte de chacun des coopérateurs (1).

(1) On donne ci-dessous un exemple de compte de coopérateur, sachant que le montant des frais d'exploitation et d'amortissement s'est élevé à 163.899 francs pour l'exercice, soit 8 francs 20 par hectolitre.

I. — CRÉDIT.

Intérêts sur parts sociales : 30 parts de 300 francs à 4 %.....	360,00
Alcool : 469.928 degrés quai.	
Rendement du degré quai : 0,0606 à 2,90 le litre	
$2,90 \times 0,0606 \times 469.928 =$	835,85
Vins : a) Seibels, 25 hl 30 titrant 13°62 à 4,25 le degré	
$4,25 \times 13,62 \times 25,30 =$	1.464,35
b) Coudercs : 9 hl 24 titrant 12°60 à 5 francs 90 le degré	
$5,90 \times 12,60 \times 9,24 =$	686,90
c) Côtes du Rhône : 270 hl 75 de 11°44 à 6,95 l'hecto	
$6,95 \times 11,44 \times 270,75 =$	21.524,60
Total du crédit.....	24.861,70

II. — DÉBIT.

Novembre - acompte	6.045,00
Décembre - acompte	4.000,00
Livraison d'alcool pour consommation familiale	
10 litres à 62° à 2 franc 90 le degré d'alcool pur.....	18,00
Distillation obligatoire : alcool de vin.....	346,85
alcol vinique	228,80
Frais d'exploitation 8,20 par hectolitre :	
8,20 (25,30 + 9,24 + 270,75).....	2.503,35
Juillet - versement du solde	11.719,70
Total du débit.....	24.861,70

Ces comptes ne sont arrêtés et réglés qu'en fin d'année après avoir reçu la sanction de l'Assemblée Générale. On conçoit que les coopérateurs ne peuvent attendre le délai d'une année. Aussi pratiquement, tant que les éléments ci-dessus indiqués n'ont pas été définis d'une manière certaine, des acomptes sont versés aux adhérents, sur la base de 100 kg de raisin sans tenir compte du degré. A cet effet, le compte individuel de chaque adhérent est relevé sur deux carnets dont un exemplaire reste à la cave, l'autre étant remis à l'intéressé. Ils sont mis à jour à chaque versement d'acompte, et arrêtés définitivement au dernier versement en fin d'exercice.

On a exposé, un peu longuement, ce système adopté par la coopérative vinicole de Sainte-Cécile, parce qu'il met parfaitement en évidence le mécanisme du fonctionnement pratique d'une cave coopérative.

Comme on l'a déjà indiqué, il y a pour chaque cas particulier des variantes qui tiennent aux conditions locales et qui par leur application constituent les intermédiaires entre les deux types qui ont été décrits.

Il en est notamment ainsi pour les caves qui doivent recevoir certaines années les raisins de table qui n'ont pas trouvé de débouchés et qui doivent être portés à la cuve. On conçoit qu'alors on ne peut appliquer la règle de l'apport total de la vendange et qu'en conséquence les coopératives sont obligées de faire supporter les frais proportionnellement aux parts souscrites, ou de faire payer une certaine somme pour une quantité donnée de vendange non apportée (à Cavaillon 2 fr. 50 pour 150 kg de vendange).

Quel système est le meilleur ?

Du point de vue doctrinal on peut en discuter. Tel présente des mérites, tel autre des défauts. En vérité, à l'intérieur du cadre réglementaire, que les derniers textes ont renforcé, il convient semble-t-il de laisser une certaine souplesse aux organismes dirigeants, qui, pour assurer la prospérité de leur groupement savent trouver les conditions optima qui satisfont à la fois aux habitudes locales souvent fort anciennes et aux

règles d'une technique œnologique évoluée, commandant une discipline indispensable.

En fait c'est ce qui a eu lieu jusqu'à présent, et il ne paraît pas qu'aucune modification importante doive être apportée aux errements suivis jusqu'alors qui assurent une activité heureuse à toutes les caves du département.

LES RESULTATS OBTENUS LES SERVICES RENDUS L'AVENIR DES CAVES COOPERATIVES

Chemin faisant, on n'a pas été sans indiquer quelques-uns des avantages que comportent les caves coopératives, et l'examen même de leur fonctionnement donne une idée du concours qu'elles apportent au vigneron. Il importe toutefois de revenir sur cette question.

En bref, quelle était la situation du petit ou du moyen vigneron auparavant ?

Celle d'un cultivateur qui récoltait un produit éminemment périssable et qui au moment de la vendange avait le choix entre deux solutions :

— ou vendre son raisin au négociant, ou au courtier dont malheureusement il était obligé de subir la loi (en 1914, les cas furent fréquents d'un prix d'achat du raisin de 4 à 5 fr. les 100 kg pour un vin qui fut vendu 40 à 50 fr. l'hectolitre).

— ou faire lui même son vin, avec des moyens assez rudimentaires, des connaissances techniques limitées, et surtout une vaisselle vinaire trop souvent insuffisante et mal préparée.

Aussi, sauf exception, obtenait-il un produit de qualité moyenne, même avec des raisins de premier choix. Ensuite, il lui fallait le vendre soit sur le marché local, soit par l'intermédiaire des courtiers.

En un mot, il était loin d'obtenir la juste rémunération de son labeur.

Le premier résultat des caves coopératives aura donc été de libérer le cultivateur de l'emprise du vinificateur et de le débarrasser du souci de faire lui même son vin.

Elles lui permettent d'obtenir un meilleur prix de son raisin.

Le tableau annexe n° 6 est symptomatique à cet égard. Donnant pour 34 caves de Vaucluse les prix payés à leurs adhérents pour les récoltes de 1930 à 1937, il montre que ceux-ci sont nettement supérieurs à ceux des mercuriales. On en veut prendre pour exemple la seule année de crise de 1934 : quand les cours sont descendus jusqu'à 4 fr. le degré, la moyenne des prix payés aux coopérateurs est de l'ordre de 5,50 à 6 fr. (prix le plus bas 5 fr. 17).

Quelles en sont les raisons ?

Tout d'abord, les caves coopératives possèdent une installation et des moyens qui leur permettent d'obtenir un meilleur rendement du raisin (125 à 130 kg de vendange donnent un hectolitre de vin), d'assurer une bonne conservation du vin, avec des frais de vinification très faibles (1), qui peuvent très souvent d'ailleurs être récupérés en grande partie par la vente de sous produits (tartre, lie, alcools) que ne pourraient obtenir le vigneron particulier (2).

(1) A cet égard, au cours de l'enquête que nous avons effectuée, des réponses assez différentes nous ont été fournies, suivant que sous cette rubrique étaient ou non inclus les frais généraux, les frais d'exploitation et même d'amortissement. Cependant bien que ces frais varient avec la quantité de vin traité on peut estimer que la moyenne est de 1 à 2 francs par hectolitre pour la vinification proprement dite, c'est-à-dire les dépenses des produits œnologiques, de main-d'œuvre et de force motrice.

(2) Nous donnons ci-dessous le relevé dans le bilan de la cave des Côteaux de La Tour d'Aigues, des deux postes :

ANNÉES	DÉPENSES D'EXPLOITATION ET FRAIS GÉNÉRAUX	TOTAL DE LA VENTE DES SOUS PRODUITS : ALCOOL - TARTRE - LIES
1930	120.000,35	145.473,30
1931	190.194,60	244.100,05
1932	229.093,60	375.969,95
1933	201.950,70	135.497,00
1935	237.790,60	480.191,31
1936	181.841,35	219.866,50
1937	218.005,35	248.026,85

On y voit, que sauf en ce qui concerne l'année 1933, la recette venant de la vente des sous produits est bien supérieure aux dépenses d'exploitation et aux frais généraux.

Par l'importance des quantités qu'elles traitent, par la compétence des hommes qui les dirigent, elles obtiennent de meilleures conditions du commerce, pour lequel elles présentent en contre partie de grandes commodités : non obligation de lever la marchandise dans des délais réduits, facilités de crédit, composition de lots bien déterminés, en qualité et en quantité.

Enfin, l'amélioration de la qualité des vins. Il semble à cet égard utile de combattre un préjugé qui n'a que trop longtemps vécu. Dès la naissance des coopératives, certains détracteurs se sont empressés de répandre l'opinion que ces sortes d'usines à vin ne sauraient fabriquer un produit semblable à celui du vigneron opérant en son privé.

Tout d'abord, pour être juste, il ne faut mettre en rapport que des objets comparables, et on ne saurait établir de parallèle entre les grands crus et les vins de la plaine de l'Hérault ou de l'Aude.

Par ailleurs, on a montré précédemment pourquoi dans les régions méridionales, très souvent, le petit vigneron ne pouvait pas obtenir un bon vin (manque d'instruction œnologique, défaut de moyens matériels).

Le mérite des caves coopératives aura été d'accroître grandement la qualité moyenne des vins de consommation courante. Il ne faut pas oublier en outre que leur but est de vinifier et non pas de vieillir les vins. Elles ne les conservent pas en principe plus d'une année, et les cuves, la plupart du temps en béton armé, qu'elles renferment, ont volontairement été construites pour cette destination. Mais voudraient-elles entrer dans cette voie — et c'est tout une nouvelle orientation économique qu'il leur faudrait prendre, — qu'elles le pourraient parfaitement comme l'indique les exemples des caves du Rasteau ou de Tavel (Gard).

Déjà, elles s'organisent pour traiter les vendanges qu'elles reçoivent selon leur qualité, et il n'est pas rare que telle cave distingue deux et même trois variétés de vin (cave de Visan, Sérignan, Apt, Vaison, Sablet, etc.).

A cet égard, l'action des coopératives s'étend aussi sur la

surveillance de la vendange, sur le choix des cépages dont certains sont interdits, et sur les conseils culturels donnés aux adhérents.

On peut donc avoir pleinement confiance dans la science œnologique des cavistes et dans l'honnêteté et la qualité des vins livrés à la consommation.

Les services rendus aux propriétaires par les caves ne se limitent pas au traitement de la vendange et des vins, mais en tant que groupements, elles ont très souvent construit des annexes qui leur permettent de loger avant leur répartition les engrais et les produits anticryptogamiques qu'elles achètent pour le compte de leurs adhérents, qui trouvent ainsi dans la coopérative, l'organisme qui les dispense de tout souci et qui leur permet de se consacrer uniquement à la culture de la vigne.

Enfin, dans les régions de production de raisins de table, Le Thor, Cavaillon, L'Isle sur Sorgue, les cantons de Pertuis et de Cadenet, les coopératives en absorbant les invendus quand les marchés extérieurs se ferment constituent une sorte d'assurance contre la mévente et les pertes. Ce rôle depuis plusieurs années a revêtu une importance exceptionnelle et on ne saurait trop s'en féliciter.

L'Avenir des Caves

Toutes ces considérations extrêmement solides concourent à mettre hors de discussion l'importance et l'influence heureuse des caves coopératives, dont en Vaucluse la zone d'extension coïncide avec celle de tout le vignoble quelque soit les vins obtenus puisque 14 d'entre elles sont situées dans la zone d'appellation contrôlée des Côtes du Rhône (1).

Toutes, sauf de très rares exceptions sont prospères et bien qu'elles paient un très bon prix le vin à leurs adhérents, par leurs seuls moyens, elles amortissent très rapidement les capi-

(1) Valréas, Visan, Villedieu, Le Rasteau, Cairanne, Sérignan, Sainte Cécile (2), Sablet, Courthézon, Morières, Châteauneuf de Gadagne, Caumont.

taux engagés, et les prêts consentis par la Caisse de Crédit Agricole n'ont pas de plus sûr gage que celui qu'elles offrent.

Justement parce que le mouvement a été lent, son succès est maintenant certain et l'avenir des caves assuré. Leur nombre ne s'accroîtra guère parce qu'il est en relation avec le périmètre d'action de chacune d'elles, mais leur capacité qui, on l'a vu, est d'environ 1 million d'hectolitres est susceptible d'augmentation.

Enfin, il convient de ne pas passer sous silence, dans la conjoncture actuelle, l'immense service que les caves coopératives ont rendu au moment des vendanges de 1939 qui ont coïncidé, ou peu s'en faut, avec la mobilisation générale. La récolte s'est montrée d'une exceptionnelle abondance, mais d'une valeur très moyenne, avec tendance à la pourriture. Les caves alors reçurent l'ordre d'accepter les raisins de tous, coopérateurs ou non, et dans des conditions très défavorables (certaines caves ont vinifié 20.000 hl. avec une capacité de 10.000) elles ont assuré la rentrée et le traitement de la vendange.

En cas de carence des coopératives, quelle aurait été la perte ? On peut l'estimer de l'ordre du tiers de la récolte, soit sensiblement 550.000 hectolitres. Bien que le vin soit de faible degré, elle pourrait se chiffrer entre 60 et 70 millions de francs. Or nous avons vu que la construction et l'installation des caves en Vaucluse était de l'ordre de 55 millions.

Ainsi en une seule année, exceptionnelle sans doute, à été sauvée une valeur supérieure à celle de toutes les coopératives vinicoles.

On ne saurait donner une plus frappante illustration de leur importance économique pour le pays tout entier, ni une plus parfaite expression de l'effet heureux des équipements réalisés dès le temps de paix.

Les Coopératives de Blé

ORIGINE DES COOPERATIVES DE BLE COMMENT ELLES SE RELIENT A L'OFFICE DU BLE

Cette sorte de coopératives n'est pas née spontanément comme les coopératives vinicoles. Bien que depuis leur création, elles aient rendu de grands services au monde rural Vaclusien, il faut reconnaître que les conditions économiques locales étaient telles qu'aucun besoin impératif ne s'en manifestait.

La production de Vaucluse en blé oscille, suivant les années entre 150.000 qx et 400.000 qx en année exceptionnelle ; normalement elle est d'environ 300.000 qx, notablement inférieure aux besoins de la population vaclusienne qui sont de l'ordre de 450.000 qx et le département doit importer du blé.

Par ailleurs, les blés récoltés s'ils ne sont pas d'un haut rendement à l'hectare (moyenne du département en 1939 : 14,3 qx/hectare) sont d'excellente qualité, riches en gluten et d'un écoulement facile ; aussi, sont-ils employés comme blés de force et bien que le département soit déficitaire, souvent expédiés en dehors de son territoire.

Ces raisons auxquelles on doit ajouter l'existence de moulins locaux assez bien répartis dans les régions de production et d'une capacité d'écrasement (plus de 3.000 qx par jour) suffisante pour absorber la récolte, parce qu'elles permettaient aux cultivateurs de vendre assez facilement le grain récolté, étaient favorables au maintien du statu-quo et ne les incitaient pas à se grouper.

On doit cependant objecter qu'une condition au moins militait en faveur de la coopération ; c'est, dans la majorité des cas, l'absence de locaux pour loger les blés battus aussitôt après la moisson, dès la première quinzaine du mois de Juillet.

Aussi, bien que la production fut relativement peu importante on ne pouvait recourir à aucun échelonnement des ventes, mais au contraire, dès le début d'Août se produisait une offre massive, préjudiciable à la tenue des cours et favorable à la spéculation.

Toutefois, il est à peu près certain que les coopératives de blé ne se seraient jamais organisées elles-mêmes si l'Office Interprofessionnel du blé n'avait été créé et par une impulsion en quelque sorte externe et quasi obligatoire n'avait été l'agent générateur des groupements de producteurs de blé dans le département de Vaucluse.

C'est pourquoi, sans qu'on s'étende sur ce sujet, il convient, semble-t-il, d'examiner cet organisme sous l'angle de ses relations avec les coopérateurs.

L'Office Interprofessionnel du blé (1) est une création d'Etat qui rentre dans l'ensemble des mesures prises en 1936 par le Gouvernement pour organiser la production et le marché du blé, qui, à cette époque, ont été retirés du domaine de l'initiative individuelle pour devenir une affaire d'Etat (2).

Il semble bien que l'objet qui a inspiré ces mesures, dont

-
- (1) L'Office du Blé a été créé par la loi du 15 Août 1936, mais le texte organique actuel est le décret du 23 Novembre 1937 portant codification de la loi du 15 Août 1936 et des décrets-lois des 16 Juillet, 29 Août et 31 Août 1937, modifié par le décret du 17 Juin 1938 et le décret loi du 12 Novembre 1938.

Cet Office est un établissement public jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière (Art. 1). Comme tel son budget est soumis aux règles de la comptabilité publique, au contrôle des ministres des Finances et de l'Agriculture et son comptable est justiciable de la Cour des Comptes et soumis aux vérifications de l'Inspection générale des Finances (Art. 2).

- (2) Ces mesures sont :

A. — Le décret du 24 Avril 1936 qui intéresse la *Production du blé* et qui dans ses articles 4 et 5 du Titre II, tend à l'ajustement de la production aux besoins de la consommation ».

L'article 4 interdit :

1° — d'ensemencer en blé des superficies supérieures à celles consacrées par les usages locaux pour l'assolement.

2° — la culture du blé sur une terre qui a déjà porté cette céréale l'an-

le caractère doctrinal a fait l'objet de controverse, ait été essentiellement, dans l'intérêt des producteurs, de centraliser, de contrôler et de régulariser le commerce et par voie de conséquence, la production de cette céréale.

L'entreprise était vaste, à l'échelle même du blé en France, et elle touchait à des intérêts nombreux qui constituaient une chaîne ininterrompue entre le producteur et le consommateur, en passant par tous les intermédiaires du commerce et des industries de transformation, fermée en ce sens que le consommateur et le producteur pouvaient se confondre en un seul, ouverte dans le domaine économique par la voie des échanges avec l'Etranger.

Il fallait donc que, tout en la maintenant une affaire d'Etat on veillât à ce qu'aucun des intérêts légitimes de ceux qui de près ou de loin touchaient au blé ne fût lésé et que tous, selon leur importance, eussent la possibilité de faire entendre leur voix.

C'est pourquoi, à côté des services administratifs ont été prévues des Assemblées représentatives : un conseil central, des comités départementaux.

Le conseil central comprend cinquante deux membres :

— 30 représentants des producteurs de blé dont :

11 désignés par l'Assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture.

18 par les Coopératives de blé.

1 par les sociétés indigènes.

— 9 représentants des consommateurs,

— 9 représentants de la meunerie,

née précédente, sauf dans les régions où cette pratique est de tradition et sous réserve d'une superficie de 1 hectare pour l'alimentation familiale.

3° — d'augmenter par exploitation les superficies ensemencées en blé par rapport à la moyenne des 3 années précédentes.

B. — La loi du 15 Août 1936 qui réglemente le *marché du blé* avec pour triple objet :

1° — d'assurer au producteur un prix rémunérateur effectif et exempt de toute fluctuation.

2° — de limiter strictement les marges bénéficiaires du cycle *blé-pain*.

3° — d'adapter l'écoulement de la production aux besoins de la consommation.

(A. DURAND). Blé — Revue de droit rural et d'Economie Agricole. (1er fascicule page 91).

Tous ces membres sont nommés pour 3 ans et renouvelables.

- 1 représentant du Ministre de l'Agriculture,
- 1 représentant du Ministre des Finances,
- 1 représentant du Ministre de l'Economie Nationale,
- 1 représentant du Ministre de l'Intérieur.

Les comités départementaux sont constitués d'une manière analogue au Conseil Central, des représentants des intéressés dans les mêmes proportions et dans les mêmes conditions.

Les fonctions de ces deux organismes sont assez différentes. Alors qu'au Conseil Central sont dévolues surtout les décisions (il fixe notamment la prévision du rendement de la récolte, Art. 8, les prix, Art 9, et détermine si devront être maintenues les importations Art 14) les comités départementaux sont plus spécialement chargés (Art 14) « de répartir la vente « des blés à la meunerie, d'émettre tous avis utiles sur les « mesures intéressant la régularisation des cours et l'organisation de la production des céréales, et de fournir à l'Office « National du blé toutes les indications qui lui seront nécessaires ».

En un mot, en tant qu'Assemblée, le Conseil central a le caractère d'une Assemblée délibérante ayant le pouvoir de décision, les comités départementaux ont plutôt celui d'assemblées consultatives. Eu égard au sujet traité, ils sont cependant pourvus d'une fonction importante : ils décident « s'il « y a lieu de provoquer et de faciliter la création de nouvelles « coopératives de blé partout où le besoin s'en fera sentir », et interviennent « pour régler les différends pouvant se produire au sujet de la zone d'action des coopératives de blé ». En outre, ces comités sont chargés du contrôle administratif et financier des coopératives, qui dans le cas où elles furent créées après le 1^{er} Janvier 1936, durent être soumises à leur agrément.

On touche ainsi au fonctionnement concret de l'Office du blé dont on sait que le rôle essentiel après avoir fixé le prix du blé était de payer la récolte aux producteurs, d'échelonner

l'approvisionnement des minotiers en déterminant le rythme des livraisons et de constituer le stock de réserve.

En effet, la loi a prévu (Art. 15) un échelonnement des ventes qui est chaque année fixé avant le 1^{er} Novembre par le Conseil Central, en ce qui concerne les producteurs ayant vendu l'année précédente plus de 100 qx de blé. D'autre part ce même Conseil Central règle les livraisons de différents organismes vendeurs de manière à assurer un écoulement régulier des blés détenus (Art. 18) et c'est par décret que sont fixées (Art. 13) les conditions dans lesquelles les coopératives de blé, les organismes assimilés et les négociants inscrits sont astreints à livrer aux industries utilisatrices les blés destinés à la consommation humaine. Le contrôle de ce mouvement des blés est assuré par la création de titres de mouvement (Art. 22) émis par l'Administration des Contributions indirectes en accord avec le comité départemental suivant les dispositions arrêtées par le Conseil Central.

C'était prévoir toute la circulation des blés aussi continue que possible alors que la production est massive.

Pour la réalisation de ce programme, il fallait en créer les moyens.

Sans doute la loi modifiait-elle et étendait-elle le financement des warrants-agricoles (Art 17 de la Loi, Art. 12 du décret du 16 Juillet 1937) en établissant en contre partie, sur la marchandise warrantée en privilège de l'Office (Art 23 bis du décret de codification) mais beaucoup de propriétaires n'ont pas de locaux ou, s'ils en ont, ceux-ci ne présentent pas toujours les meilleures conditions de conservation.

Sans doute dans son article 6 la loi permettait-elle à des négociants agréés par les comités départementaux et placés sous leur contrôle (à l'exception des meuniers et des boulangers) « d'acheter, stocker et livrer le blé aux mêmes conditions « et prix que les coopératives ».

Toutefois, il a semblé préférable au législateur que ce soit les producteurs eux mêmes qui groupés en coopératives aient des relations directes avec l'Office et les Comités départ-

tements et que ce fussent leurs groupements qui assurassent le stockage de la récolte et son financement.

Il savait, en effet, que les coopératives, par l'assurance mutuelle réalisée entre les adhérents dont les intérêts sont communs, par leurs locaux, peuvent jouer le rôle des magasins généraux du commerce et permettent le warrantage collectif. Par ailleurs, elles offraient l'avantage d'éviter l'intermédiaire dont le service n'est jamais gratuit et, aux yeux de l'Etat, le contrôle apparaissait plus aisé.

Que ce soit des raisons purement économiques ou au contraire sociales, que ce soit même un complexe des deux, il est certain que l'Etat a entendu encourager leur formation par une série de mesures qui peuvent se rapporter à trois chefs.

— Subventions à fonds perdu en capital pour la construction de silos ou de magasins à blé (1). A dire vrai ce secours important compensé d'ailleurs par certaines facilités de contrôle était indispensable, car les coopératives constituées sous l'initiative de la loi ont été très vite amenées à envisager la construction de bâtiments, faute desquels leur existence eût été singulièrement compromise.

— Subventions pour frais de gestion,

— Enfin prêts consentis par la Caisse Nationale de Crédit Agricole et sous l'égide de cet organisme établissement de statuts-type pour « Société coopérative de blé ».

Aussi bien est-ce dans les dispositions de la loi comme dans les formules de ces statuts type qu'on examinera la constitution, le but, les fonctions de ces groupements dont pour conclure, il sera dit quelques mots de leur nature spéciale.

(1) Subvention principale égale au 1/3 des dépenses jugées admissibles (Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 29 Août 1936). Subvention complémentaire fixée par l'arrêté du 12 Novembre 1936 et pouvant atteindre 13,33 %.

Le décret du 21 Avril 1939 a ramené les taux de subventions aux chiffres suivants :

15 % pour les agrandissements.

25 % pour les constructions initiales.

CONSTITUTION. -- BUT. — FONCTIONS

NATURE DES COOPERATIVES DE BLE

Constitution — Leur constitution n'offre rien de particulier. Suivant l'article I des Statuts, chaque coopérative est constituée « sous le nom de société coopérative agricole » en société civile particulière régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, par la loi du 5 Août 1920, la loi du 30 Décembre 1922, la loi du 12 Juillet 1923, le décret-loi du 8 Août 1935 modifié par celui du 31 Août 1937, la loi du 15 Août 1936, et les dispositions qui suivent, (on entend par là les dispositions particulières des statuts qui peuvent varier dans chaque cas tout en respectant les règles générales imposées par les textes légaux).

Leur circonscription territoriale est déterminée et limitée.

But. — Le but poursuivi est parfaitement défini par l'article 3. « Elles ont pour objet *d'effectuer* ou de faciliter toutes les « opérations concernant la conservation et la vente en commun des blés provenant des exploitations des *associés* ou « apportés par des *usagers* admis dans conditions prévues à « l'article 5 de la loi du 15 Août 1936 ».

Les règles générales qui président à leur fonctionnement dont on traitera d'une manière concrète dans le cas des coopératives de Vaucluse, sont les mêmes que celles de toutes les coopératives de transformation et de vente et on y retrouve les mêmes organes d'administration : Assemblée générale et conseil d'administration. On verra par la suite par quels caractères spéciaux elles diffèrent et ce qui en fait justement l'originalité, qu'on dégagera d'autant mieux qu'on aura examiné leur triple rôle qui est d'acheter, de conserver et de vendre le blé.

Fonctions. — La première fonction de la coopérative est d'acheter le blé de ses adhérents et des usagers. En effet, suivant l'article 17 de la loi du 15 Août 1936 « les coopératives « de blé sont tenues *de se porter acquéreur* au prix et dans « les conditions fixées par l'Office National de tous les blés « qui leurs seront offerts (suivant l'article 5 chaque producteur a la faculté de s'adresser à la coopérative de son choix, « mais ne peut appartenir qu'à une seule coopérative par exploitation) sous réserve de respecter l'échelonnement prévu « par l'article 15 qui est fixé par le Conseil central chaque « année avant le premier novembre ».

Ainsi, la coopérative est tenue de recevoir non seulement les blés de ces adhérents, mais aussi des usagers, qui, selon la loi, sont des producteurs de blés, propriétaires exploitants eux-mêmes ou à mi-fruit, fermiers ou métayers qui ne seraient pas membres, ainsi que tout détenteur de blé reçu en paiement de fermage ou de service.

Cette obligation qui distingue les coopératives de blé, leur en impose une autre, celle de payer immédiatement la marchandise qui leur est apportée.

Sous quelle forme ? L'article 17 de la loi prévoit que la coopérative sera tenue de régler en espèces ou par chèque les prix des blés à leur livraison jusqu'à concurrence de 50 qx au minimum (qui pourront être portés à 75 qx par décision du Conseil central) ; pour le surplus un acompte des 3/4 de leur valeur devra être accordé.

La loi ajoute « que dans le cas de livraison différée, le « prix du règlement applicable sera celui du mois de la livraison effective ». « Le vendeur qui demeurera dépositaire de « la marchandise non livrée pourra exiger un acompte pouvant atteindre les 2/3 de la valeur actuelle du blé vendu... « cet acompte ne comportera pas de paiements d'intérêts ».

D'avoir à effectuer contre livraison immédiate ou différée d'une marchandise, des paiements pouvant être très élevés, et bien supérieurs et à son capital social et à son fonds de roulement, constituait une lourde sujétion pour la coopérative,

et en contre partie, il était nécessaire de lui fournir des moyens de crédit.

C'est pourquoi la même loi spécifie que « la partie de la « récolte qui n'a pas été immédiatement vendue ou qui a été « retenue par application de l'échelonnement pourra faire l'objet d'un warrant souscrit par l'emprunteur à l'ordre de la « coopérative dont il relève et qui après aval du Conseil d'administration de la coopérative et de l'Office du blé sera escompté par la Banque de France ou la Banque d'Algérie ». (Ces warrants pouvant être remplacés par des effets cautionnés).

Comme les paiements pouvaient être des deux tiers de la récolte, les avances correspondantes à ces warrants pouvaient atteindre les deux tiers de la valeur des blés auxquels elles se rapportaient.

Il est indéniable que cette facilité de crédit consentie à ces coopératives était pour le moins inhabituelle.

Une fois le blé acquis la deuxième fonction de la coopérative est de le conserver. Bien qu'en principe l'échelonnement des apports permette au coopérateur de conserver le grain à la propriété, il n'en demeure pas moins que la sûreté du gage est d'autant mieux assurée que la coopérative dispose de locaux de stockage qui non seulement lui permettent d'assurer la conservation des grains stockés, mais encore lui offrent la possibilité de trier les blés et de constituer des lots commerciaux de qualités différentes qui assureront la vente à de meilleures conditions.

Pour pouvoir effectuer le stockage, les coopérateurs durent le plus souvent envisager la construction de silos ou de magasins. On a pu remarquer à cet égard que dans certaines régions où l'esprit coopératif n'était pas très ardent, cette matérialisation du groupement a affermi les intéressés dans leur dessein et a contribué à stabiliser l'entreprise.

Cette vente en commun, opérée suivant l'échelonnement et aux prix imposés par la loi, constitue le dernier terme du rôle de la coopérative.

Nature. — De cet examen rapide de la triple fonction des coopératives de blé, on peut déduire qu'elles diffèrent notablement des coopératives du type normal ou plutôt qu'elles en diffèraient encore bien d'avantage avant le décret de codification du 16 Février 1939, dont l'esprit s'inspire des modifications réalisées pour la première fois à propos des coopératives de blé.

A cette époque, dans la comparaison des Statuts on pouvait relever les différences suivantes :

— durée en général plus courte, 5 années au lieu de 50, habituellement choisie,

— capital social relativement plus faible eu égard à l'importance de la récolte,

— obligation impérative au lieu d'être facultative, pour les sociétaires d'apporter toute leur récolte de blé, sous la menace de sanctions : exclusion, dommages et intérêts,

— absence de sociétaires obligataires souscrivant des parts sans engagement de récolte,

— délibérations de l'Assemblée générale toujours prises à la majorité absolue, et sans que quiconque puisse voter par procuration,

— la constitution des réserves est opérée non pas suivant un pourcentage des excédents de recettes, mais par une retenue spéciale opérée sur le prix du quintal de blé, qui, dans des proportions prédéterminées, doit servir :

1° — à constituer une réserve ordinaire,

2° — à constituer une réserve spéciale.

Pour la première fois il est stipulé la constitution d'un fonds de prévoyance alimenté par les excédents lorsque la réserve est supérieure au $\frac{1}{4}$ du capital social.

Mais les traits différenciels les plus saillants des coopératives de blé sont :

1° — l'obligation dès la remise du produit, d'acheter c'est-à-dire de verser une somme d'argent au producteur qui :

2° — peut ne pas être un coopérateur mais un *usager*, suivant un prix qui est fixé par la loi.

3° — en contre partie, les facilités de crédits accordés aux coopératives de blé,

4° — les subventions en capital particulièrement élevées.

5° — les subventions pour frais de gestion.

Tous ces caractères sont exorbitants du droit commun en matière de coopération et ne peuvent se justifier que par le rôle que le législateur a entendu faire remplir par cette catégorie de coopératives, dont Monsieur Percerou a pu dire qu'elles représentaient le « type » même des coopératives soumises à un « régime spécial ».

« Les coopératives de blé sont subventionnées, financées, « contrôlées par l'Etat ; elles assurent l'exécution d'un *véritable service public économique*. Aussi bien, la nécessité d'une « discipline administrative se fait-elle sentir à leur égard et à « celui des dirigeants ». (1)

(1) A. PERCEIROU. — « Le droit des collectivités agricoles ». Revue de droit rural et d'économie agricole. Fascicule A. Janvier-Mars 1939. p. 156 et suivantes.

M. PERCEIROU est conduit à cette opinion en considérant que « les prescriptions administratives qui régissent l'activité (de ces groupements) sont extrêmement strictes » des décrets successifs règlent avec une extrême minutie le mode de règlement du prix des ventes de blés faites par elles (décret du 13 Janvier 1938, décret du 8 Avril 1938).

Suivant le décret du 13 Janvier 1938, elles sont soumises à une fonction administrative originale : le comité d'administration de l'Office du blé a le droit de suspendre, réduire ou supprimer l'attribution des primes, allocations et subventions de toute nature qui pourraient être accordées aux coopératives de blé... « qui auraient entreint des prescriptions légales ou réglementaires ou ne se seraient pas conformées aux « observations qui leur auraient été faites à cet égard par les organismes ou agents habilités à les contrôler ».

Suivant cet auteur « le caractère quasi administratif de ces sociétés « comporte pour elles la nécessité de se conformer à la règle d'égalité « de traitement des particuliers qui s'impose à toute personne ou collectivité gérant un service public. Aussi bien, le principe est-il affirmé « expressément dans l'article 5 de la loi du 15 Août 1936 disposant que « les usagers participent aux charges de la coopérative proportionnellement aux quantités livrées par eux... ».

« L'application de ces dispositions paraît avoir soulevé quelques difficultés ; certaines coopératives en effet ont, semble-t-il, imposé à des usagers des retenues pour frais de gestion plus élevées que celles prélevées sur leurs membres ».

Selon le Ministre de l'Agriculture, cette décision serait licite « sous réserve d'une différence modérée entre les deux traitements » (réponse à une question écrite N° 5325. J.O. 16-2-38).

Cette opinion paraîtrait être fondée sur le fait que les usagers bénéficient des avantages de la coopérative sans avoir contribué aux charges.

Mais quelles sont les charges d'un coopérateur ? Outre les frais de gestion, c'est la contribution, sous forme de part, à la constitution d'un

On partage assez volontiers cette opinion, en y apportant toutefois un tempérament : c'est que ce régime spécial des coopératives de blé est atténué depuis le décret du 16 Février 1939 qui est venu renforcer le caractère public de toutes les coopératives agricoles de transformation et de vente.

capital social qui sert surtout au financement des travaux de construction ou à l'achat d'immeuble et de matériel.

Mais objectera-t-on, les usagers n'ont qu'à devenir coopérateurs. Mais alors, la coopérative a-t-elle le droit de n'accepter comme membres que ceux qui ont sa sympathie et de refuser les autres en les maintenant usagers.

La question est délicate en droit, et selon M. PERCEROU on doit y chercher la solution, dans la distribution suivante :

- 1° — ou la coopérative est un organisme privé qui peut agréer ou non comme adhérent qui lui convient,
- 2° — ou elle est chargée d'un véritable service public, subventionnée et aidée par l'Etat à cet effet, et elle doit appliquer la règle fondamentale dans notre droit public d'égalité des particuliers devant les services publics.

Or il n'y aurait pas égalité entre les deux conditions d'usagers et de coopérateurs puisque seuls ces derniers sont investis d'un contrôle sur l'entreprise.

Quelle considération faire prévaloir ?

— celle de la forme juridique privée entraînant la liberté de la coopérative.

— Celle de la forme publique, entraînant le libre accès à tous, sous la réserve normale de non entraver le libre fonctionnement de la coopérative.

Pour notre auteur, la notion de service public doit prévaloir lorsque *l'exécution du service est assurée* par la coopération avec des moyens publics, c'est-à-dire si, sous forme d'avance, de subvention, d'aval donné par l'Office du blé, elle bénéficie des deniers ou du crédit public.

Se poserait alors la compétence du tribunal en cas de recours.

En pratique la question ne paraît pas avoir une telle importance, l'usager étant le plus souvent un particulier qui au moment de la création n'a pas voulu adhérer à la coopérative pour quelque raison que ce soit, basée souvent sur l'intérêt personnel ou la peur de prendre un risque. Il est donc équitable qu'il ne jouisse pas du droit de contrôle et que s'il doit recourir à la coopérative (on observe à cet égard que très souvent il n'y vient qu'après s'être adressé à des commerçants agréés) il puisse être légitime que celle-ci lui fasse payer une légère majoration. En outre, si la coopérative est en quelque sorte chargée d'un service public — elle n'est pas l'organe exclusif — il existe d'autres acheteurs avec lesquels peut traiter le producteur. Par ailleurs, la liberté d'appréciation de celle-ci est en fait limitée par les fonctionnaires qui la contrôlent et il est peu vraisemblable qu'elle pourra s'obstiner à ne pas agréer des propriétaires qui ne seraient pas animés d'intentions de troubler sa gestion.

Il n'en demeure pas moins qu'en droit strict, cette discussion est pleine d'intérêt car elle révèle toute la transformation qu'ont subie dans leur essence les coopératives.

LES COOPERATIVES DE BLE EN VAUCLUSE

CREATION. — PLAN D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAL

Sous l'impulsion des dispositions de la loi du 15 Août 1936, quatorze coopératives de blé se créèrent dans le département, à Apt, Bédarrides, Bollène, Bonnieux, Cucuron, Malaucène, Orange, Pertuis, Sault, Le Thor, La Tour d'Aigues, Vaison la Romaine, Valréas et Villelaure, d'importance bien différente puisque chacune d'elles groupait de 26 sociétaires (Sault) à 575 (Orange). Toutes cependant présentaient la même caractéristique : aucune ne disposait de magasin ou de silos pour pouvoir conserver la récolte de leurs adhérents.

Au cours de la première année elle suppléèrent à cette déficience en louant soit des magasins affectés d'ordinaire à une autre destination, soit des hangars, soit même des cellules très différentes telles que des cuves pour la conservation des cerises.

Fort heureusement les blés sains furent rentrés dans de bonnes conditions de siccité et on n'eut pas à déplorer de perte de marchandise.

Une pareille situation, qui n'était d'ailleurs pas propre au seul département de Vaucluse n'aurait pas pu se prolonger sans avoir des conséquences fâcheuses. C'est pourquoi sur l'initiative de l'Office du Blé (circulaire du 11 Janvier 1937) dès le début de l'année 1937 fut dressé par les soins du Service du Génie Rural et de la direction des Services Agricoles, un programme d'équipement qui tenait compte de la production, de la consommation, du transport et de la capacité d'écrasement des moulins.

Ce programme prévoyait six centres, soit :

VALREAS	35.000 qx	SAULT	23.000 qx	PERTUIS - LA TOUR	
BOLLENE	35.000 qx	APT	52.000 qx	D'AIGUES	38.00 qx
ORANGE	30.000 qx	CADENET	37.000 qx		
	100.000 qx		112.000 qx		38.000 qx

Total général : 250.000 qx

dans lesquels devaient être érigés des silos relativement importants, étant entendu que dans des centres secondaires pouvaient être aménagés de simples magasins.

La réalisation de ce plan était conditionné par deux variables :

- l'importance de chacune des coopératives,
- la capacité de chacun des logements.

Importance des Coopératives

On peut dès d'abord penser qu'il serait avantageux de grouper les producteurs dans une seule coopérative qui aurait tout le département comme zone géographique d'extension. Les raisons qui militent en ce sens sont sérieuses : puissance du nombre des sociétaires et de la quantité des apports ayant pour conséquence de plus grandes facilités pour traiter avec les industriels et surtout en régime libre pour obtenir de meilleures conditions de prix, réduction importante des frais généraux fixes, directeur, personnel, amortissement plus aisé.

Par contre, deux facteurs interviennent en sens inverse :

— d'une part, la mentalité agricole se prête mal à des méthodes trop impersonnelles et surtout quand il est animé d'esprit particulariste, l'agriculteur aura d'autant plus confiance dans la coopérative que le centre sera plus voisin, qu'il connaîtra mieux les dirigeants, qu'il pourra plus longtemps suivre son produit.

— d'autre part, d'un point de vue général, il y a toujours un

certain danger à investir quelques uns seulement de la puissance de la multitude, le contrôle est plus difficile, l'influence personnelle est prépondérante, et la prospérité du groupement n'est plus alors le fait que d'un homme ou d'un conseil réduit qui le dirige, et il peut paraître alors prudent de ne pas trop grossir les coopératives pour éviter des catastrophes par trop retentissantes.

Il semble donc que là comme ailleurs, il faille s'en tenir à un moyen terme dont la grandeur peut être fixée suivant les régions, par les conditions économiques et la mentalité rurale.

En Vaucluse, après examen de tous ces facteurs, il a semblé que l'aire d'extension des coopératives sur un ou plusieurs cantons semblait être la solution la plus convenable.

En 1936, beaucoup de coopératives se sont constituées, certaines particulièrement restreintes, pour lesquelles persévérer dans une existence précaire serait une erreur infiniment préjudiciable aux intérêts des agriculteurs ; il sera bien préférable qu'elles fusionnent avec leurs voisines sans que leurs dirigeants pour des raisons personnelles s'obstinent à les vouloir maintenir.

C'est d'ailleurs dans cette voie que tendent quelques unes (Bédarrides s'est fusionnée avec Orange).

Capacité à donner aux silos et magasins

On doit tout d'abord distinguer la nature et la destination des bâtiments. Grosso modo on peut les classer en trois catégories :

1° — les silos de *ramassage* où les producteurs portent leur récolte,

2° — les silos de *stockage*, notamment ceux qui permettent la soudure entre deux récoltes, la résorption du blé en année excédentaire et la constitution de réserves de grains.

3° — les silos de *transit* qui pour toute une région, par leur situation exceptionnelle sur un nœud de voie de commu-

nication (routes, voies ferrées, canaux, port), permettent des expéditions faciles.

En fait, les distinctions ne sont pas aussi tranchées, et en pratique un silo de ramassage pourra toujours être apte à faire du stockage pendant une partie de l'année, comme d'ailleurs un silo de transit dont le type a grande capacité est « l'élévator » du Middle West ou de l'Argentine qu'on ne rencontre guère que dans les ports, débouchés des régions les plus grosses productrices et exportatrices du globe.

En Provence, on s'est arrêté au type mixte, ramassage, stockage dont il convenait alors de déterminer la capacité.

Le prix de revient de construction, ramené au quintal logé est une fonction inverse de la capacité du silo ou du magasin qui comprend :

1° — les locaux de stockage proprement dits, cellules ou planchers, dont le prix à l'unité est lui-même inversement proportionnel à leur grandeur,

2° — les annexes, aires de manutention et d'ensachage, déchargements, habitation du gérant ou du directeur, bureau, sacherie, garages cours, clôture, absolument indispensables pour un fonctionnement rationnel et dont l'importance est sensiblement constante.

Il faut tenir compte aussi du fait que dans la dépense qu'elle entraîne, la machinerie contient un terme constant élevé.

Il en est de même des frais d'exploitation non seulement en ce qui concerne les frais fixes ; salaires du personnel permanent, assurances et charges de capitaux, mais aussi, dans une certaine mesure, les frais proportionnels, salaire du personnel temporaire et dépenses d'énergie employée le plus souvent sous forme d'énergie électrique ; en général les tarifs des concessionnaires sont dégressifs et certains organismes, par l'importance de la puissance installée et de leur consommation annuelle ont pu bénéficier d'énergie réservée selon les dispositions de la loi du 16 Octobre 1919, ce qui aurait été impossible pour de petits magasins.

Ces considérations motiveront la construction de silos aussi grands que possible. On est limité dans ce sens par le périmè-

tre d'action qu'on doit éviter de faire trop étendu surtout dans les pays de petite exploitation. Alors que s'il s'agit d'une distance relativement faible le producteur peut par ses propres moyens livrer « les quelques balles » que constituent sa récolte, si celle-ci devient considérable pour un attelage, elle oblige la coopérative à effectuer elle même ramassage avec un matériel qui sur de mauvaises routes s'use rapidement et dont les nombreux voyages conduisent à des frais de transport élevés.

Il y a donc lieu de tenir le plus grand compte du genre d'exploitation et de culture, du rendement à l'hectare et du relief de la région intéressée, facteurs qui limitent le rayon d'action de l'organisme, qui dans Vaucluse semble devoir être de 15 à 20 km.

Il en résulte que la capacité du silo ne dépassera guère dans les cas les plus favorables 30.000 à 40.000 quintaux.

Reste à débattre des caractéristiques techniques des logements et à adopter la meilleure solution.

Caractéristiques techniques des logements

Cette question a fait, à l'origine, l'objet de nombreuses discussions et de controverses portant notamment sur les avantages et les inconvénients respectifs des magasins et des silos. Elle a été longuement rapportée au Congrès du blé qui s'est tenu à Blois en 1937, et bien que de précieuses données aient été consacrées par l'expérience, elle pourrait encore être susceptible de très longs développements intéressant aussi bien les bâtiments dans leur type, les matériaux employés, les dispositions intérieures que le matériel.

Qu'il suffise de savoir qu'elle dépend à la fois de facteurs constants, économie de main d'œuvre, de transport intérieur, etc..., que de variables qui tiennent surtout à la durée de conservation du blé, aux conditions physiques des grains au moment de la rentrée de la récolte et aux habitudes régionales. Aussi on se bornera à rappeler très brièvement les raisons

qui ont milité en faveur du type adopté en Vaucluse, et a en décrire les traits essentiels.

En Vaucluse, la moisson a lieu à partir du milieu de Juillet et les blés sont battus aussitôt et il est rare que les agriculteurs aient des locaux suffisants pour permettre la conservation du grain. Il fallait donc assurer en une seule fois le logement de la récolte. Les blés sont sains en général secs et rentrés à une époque où les pluies sont très rares, des lots importants se conservent ainsi sans soins particuliers. C'est pourquoi on a adopté le type mixte de silo-magasin. Avec cette formule, on peut obtenir un prix de revient assez bas au quintal logé. Les cellules permettent le nettoyage et la conservation des grains les plus délicats, les mélanges à des poids spécifiques déterminés à l'avance. Dans les magasins sont entreposés en sacs ou en vrac les blés qui craignent le moins. Leur capacité variable donne de la souplesse à l'ensemble et offre la possibilité de logement dans les circonstances exceptionnelles.

Aussi, le type auquel on s'est arrêté comprend :

1 — avant corps, où se fait la réception des blés, les manutentions et les sorties, surmonté de l'habitation du directeur et des étages réservés aux machines.

2 — les cellules proprement dites, situées dans l'axe du bâtiment et desservies par le dernier étage,

3 — les magasins de part et d'autre des cellules où les blés peuvent être conservés aussi bien en sacs qu'en vrac.

La construction est réalisée en béton armé et couverte soit avec des tuiles sur charpente métallique, soit par des terrasses en béton armé.

Le matériel permet l'emmagasinage, le nettoyage et la livraison des blés après mise en sacs.

REALISATION DU PLAN D'EQUIPEMENT

Les prévisions du plan se révélèrent justes quant aux emplacements retenus pour l'édification des locaux de conservation des blés. Toutefois, dans la région qui borde la Durance, exception faite du silo de Pertuis, la tendance à construire des magasins régionaux de capacité réduite s'est affirmée. On en peut donner comme raison que la qualité des blés récoltés n'est pas la même dans la vallée de la Durance (Cadenet, Villelaure, Pertuis) et dans les territoires du Sud du Luberon (La Tour d'Aigues, Cabrières, Cucuron) et que d'une part, s'il était économiquement impossible de faire remonter les blés de la plaine qui avaient l'avantage d'un accès commode aux voies de communication, l'esprit particulariste aidant, les populations du versant montagneux répugnaient à mélanger leur blé avec celui de la vallée.

Quant au rythme des réalisations, il s'est révélé extrêmement rapide.

Dès 1937, deux silos furent édifiés :

à Valréas : ensemble de 15.000 qx dont 10.000 qx de cellules et 5.000 de magasin.

à Orange : ensemble de 17.600 qx dont 13.600 qx de cellules et 4.000 de magasin.

à La Tour d'Aigues : un magasin de 4.500 qx.

En 1938 :

à Apt : ensemble de 15.000 qx dont 10.000 de cellules et 5.000 de magasin.

à Bollène : ensemble de 15.000 qx dont 10.000 de cellules et 5.000 de magasin.

à La Tour d'Aigues un agrandissement de 3.500 qx.

à Cucuron : magasin de 6.000 qx.

En 1939 :

à Pertuis : ensemble de 14.800 qx dont 12.000 de cellules et 2.800 de magasin.

à Orange : agrandissement de 13.900 qx dont 10.500 de cellules et 3.400 qx de magasin.

à Vaison la Romaine : aménagement d'un magasin de 2.500 qx.

Pour tout le département, à la fin de 1939, la capacité des coopératives créées est de 113.800 qx dont 66.100 qx de cellules et 47.700 qx de magasins, soit environ la moitié de ce qui avait été envisagé comme apports totaux des principaux centres.

C'est qu'il faut tenir compte de ce qu'une bonne partie de la récolte passe par l'intermédiaire des négociants. A ce sujet si l'on compare à la production totale du département la quantité de blé traité par les coopératives pendant les 3 dernières années, dont on connaît les résultats, on constate que l'activité des coopératives s'est largement accrue puisqu'elle est passée du simple au triple, et que les coopératives ayant des locaux leur appartenant en propre, avec une capacité restreinte de 84.100 qx ont traité 138.771 quintaux de blé, soit un dépassement de 65 % sur leurs disponibilités, ce qui, en égard aux conditions locales, vient apporter une confirmation du choix heureux du type silo magasin construit.

ANNEES	QUANTITE TRAITEE PAR LES COOPERATEURS	PRODUCTION	PROPORTION
1936-1937	51.526,27 qx	287.990,82	17,9 %
1937-1938	112.575,00 qx	379.905,00	28,9 %
1938-1939	158.730,00 qx	298.751,00	53,2 %

Il est évident que les coopératives ont dû pour arriver à ce résultat, utiliser au maximum les logements en recourant parfois à des procédés qui ne sauraient être recommandés pour la bonne conservation des bâtiments et que dans l'avenir leurs moyens devront être accrus (c'est ce qui s'est d'ailleurs produit dès 1939 puisque la capacité totale passe de 84.100 à 112.800 qx) On doit cependant retenir que le genre de construction adopté a permis de parer au plus urgent en donnant satisfaction à tous les adhérents.

Quelle a été la dépense à engager pour la réalisation de ce programme et comment a été effectué le financement, c'est ce qu'on indiquera brièvement.

DEPENSE ET FINANCEMENT

Pour la réalisation de ce programme, la dépense a été de :
6.390.500 fr. dont le détail est donné ci-dessous :

Désignation de la coopérative	Montant de la dépense	Capacité	Dépense au quint. logé	Observations
VALREAS silo magasin	730.000	15.000	48,70	construit en 1937
APT silo magasin..	1.020.000	15.000	68,00	» en 1938
ORANGE silo magasin	950.000	17.600	54.00	» » 1937
Agrandissement ...	950.000	13.900	39.60	» » 1939
BOLLENE silo magasin	1.041.000	15.000	69.40	» » 1938
PERTUIS silo magasin	1.041.000	14.800	70.50	» » 1939
La TOUR d'AIGUES magasin	222.000	4.500	49.30	» » 1937
Agrandissement ...	90.000	3.500	25.70	» » 1938
CUGURON magasin..	288.000	6.000	48.00	» » 1937
VILLELAURE mag..	311.000	6.000	52.00	» » 1938
VAISON magasin...	147.000	2.500	59.00	» » 1939
Dépense totale	6.390.500	113.800	moyenne 56,20	

Compte tenu, d'une part, de la rapidité avec laquelle cet ensemble a été exécuté, d'autre part du fait que toutes ces coopératives étaient des organismes jeunes, nouvellement constitués qui n'avaient pas de réserves, le concours de l'Etat de-

vait être important. C'est ce qui a eu lieu et le dispositif financier de réalisation a été le suivant :

	PROPORTIONS %		OBSERVATIONS
Subvention à fond perdu de l'Etat	2.058.758	32,3 %	La subvention de l'Etat en principe de 1/3 et augmentée de 13,33 % pendant une certaine durée est tombée ensuite à 25 % et même 15 % pour les agrandissements par application des décrets d'Avril 1939.
Prêt à long terme de la Caisse de Crédit Agricole	2.190.000	34,2 %	
Effort des coopératives fonds sociaux - fond libres emprunts auprès des adhérents	2.141.742	33,5 %	
TOTAL	6.390.500	100 %	

On doit cependant faire observer à l'honneur des coopératives qu'elles ont fourni un effort plus élevé que celui qu'on était en droit d'exiger d'elles et qui aurait pu être limité aux 2/9 de la dépense (22,2 %) et que dans la part qu'elles ont assumée par leurs propres moyens, aussitôt qu'il s'est agit des agrandissements, elles ont tenu suivant les mêmes principes déjà signalés à investir autant que possible des fonds libres pour n'avoir point à faire face dans l'avenir à de trop lourdes charges de capitaux.

LE FONCTIONNEMENT DES COOPERATIVES - LEUR AVENIR

Le Fonctionnement.

On a montré plus haut quelle était leur fonction qui consiste en quelque sorte en un véritable service public économique soumis à des règles strictes, quant aux prix, quant à la livraison et à la circulation des blés.

Tout d'abord, au moment de la moisson, elles reçoivent le blé de leurs adhérents et des usagers. Si les distances sont faibles c'est l'intéressé lui même qui livre sa marchandise au silo, sinon c'est la coopérative qui en contre partie d'une prime de transport va le prendre à domicile.

Le blé livré est pesé, on détermine son poids spécifique et le coefficient d'impuretés qu'il contient. Dès cet instant le cultivateur est crédité d'une certaine quantité de blé dont il connaît la qualité et le prix sur lequel il reçoit une avance conformément aux dispositions légales.

Le blé nettoyé est dirigé vers les cellules ou le magasin après nettoyage.

Le but de la coopérative va donc être :

- de conserver la marchandise qu'elle a reçue,
- de la livrer aux moulins suivant la rythme qui lui est imposé.

Grâce à l'appareillage dont elle dispose, elle peut nettoyer et classer les blés pour établir les catégories les plus avantageuses suivant les poids spécifiques. Il lui est possible de satisfaire la demande de lots homogènes, toutes opérations que ne pourrait effectuer le producteur lui-même, dans un pays de petite propriété.

Ainsi, vis à vis des producteurs, elle présente les avantages

1° — de pouvoir conserver le blé dans de bonnes conditions et de bénéficier ainsi de la prime de stockage, en évitant les pertes,

2° — de tirer un meilleur parti du blé et par conséquent de le vendre un meilleur prix,

3° — de pouvoir leur procurer d'excellents blés de semences, soit en triant très soigneusement les meilleurs lots qu'elle reçoit, soit en en faisant venir pour le compte de ses membres.

Sans doute, toutes ces opérations ne vont pas sans frais. A titre d'exemple, et suivant les renseignements qui nous ont été fournis par la coopérative d'Orange, il faut compter par quintal de blé :

- Frais généraux : Fr. 6,07.
- Intérêts des emprunts : Fr. 6,00.
- Amortissement : Fr. 4,00.

Mais ils sont compensés par les bénéfices que peut retirer la coopérative des opérations que nous avons succinctement in-

diquées. Si bien qu'en fin d'exercice, le plus souvent, le producteur peut bénéficier d'une ristourne (1).

Avenir des Coopératives

Aussi, bien qu'elles soient en Vaucluse, nées plus sous l'impulsion des dispositions légales que d'un mouvement spontané, par les services qu'elles rendent au producteur, on peut être assuré de leur avenir. Le paysan aura pris l'habitude de porter son blé à la coopérative comme il y porte déjà son vin, et parce qu'il y trouve son compte, il n'en oubliera pas le chemin.

Le mouvement d'extension d'ailleurs croissant, a été très rapide et on ne peut guère espérer que la capacité des coopératives s'accroitra d'elle même de plus de 20 à 30.000 quintaux, soit par quelques agrandissements, soit par la construction de nouveaux magasins ou silos. (dans le canton de Sault et au Thor).

Toutefois, les coopératives de blé ont, elles aussi, joué un rôle éminemment utile dans les temps présents, et il n'est point impossible qu'avec une aide supplémentaire, on leur demande de fournir un nouvel effort pour le ravitaillement général de la nation.

(1) Pour la coopérative d'Orange :

En 1936, le prix de la taxe était de 140 frs. Le prix moyen payé par la coopérative a été de 144 fr. et les coopérateurs ont bénéficié d'une ristourne de 3 fr. soit 147 fr. au total.

En 1937 : Taxe 180 fr. Prix moyen : 183 fr. Ristourne 7 fr. Total 190 fr.

En 1938 : Taxe 182 fr. Prix moyen 183 fr. 50.

CONCLUSION

Nous arrivons ainsi au terme d'une étude dont nous tenons une fois encore à rappeler l'objet : un simple épisode monographique portant sur deux améliorations que nous avons choisies d'une part parce que leur réalisation est récente, d'autre part parce que, chacune dans leur sphère, elles répondent à deux tendances :

— l'électrification à une modification directe des conditions d'existence du paysan à la ferme,

-- la coopérative à l'accroissement des moyens de travail du cultivateur.

Sans doute, il n'existe pas de cloison étanche entre ces deux catégories, et il est difficile de différencier le social de l'économique tant ils se pénètrent mutuellement, réagissant réciproquement l'un sur l'autre.

Il est certain que l'électrification a mis à la disposition de l'agriculteur des instruments qui, en simplifiant sa tâche ont abaissé son prix de revient, et que les meilleurs prix qu'il a pu tirer de sa récolte par l'entremise de la coopérative lui donnent la possibilité d'accroître son bien être.

Il n'en demeure pas moins que l'électrification par la grandeur des capitaux qu'elle met en jeu comme par les possibilités qu'elle offre, est une œuvre essentielle qui requerrait l'action des pouvoirs publics alors que les coopératives eussent pu rester du pur domaine de l'initiative individuelle, et qu'il semble bien que le fait social, chez elles, n'est apparu que dans la mesure où ces groupements, par le nombre de leurs adhérents, par leur valeur économique, prenaient une importance chaque jour plus considérable dans la vie du pays.

Au reste la question pour nous est secondaire. Ce qu'il convient de se demander : c'est si les deux améliorations ont

bien répondu à la pensée qui les a promues, si elles permettent d'atteindre le but visé ; le maintien des agriculteurs à la terre.

On ne saurait être trop affirmatif en cette matière qui dépend de nombreux facteurs matériels et moraux sur lesquels l'action humaine est fatalement limitée, ni attendre un brusque revirement d'un phénomène social qui se manifeste depuis de nombreuses années. Il faut savoir se contenter de peu.

Par ailleurs, les résultats ne peuvent être identiques dans un pays tout entier, ni même dans un seul département. Les données géographiques sont déterminantes et il est vain d'espérer maintenir les populations sur les terres stériles.

Aussi doit on distinguer.

Dans la plaine où les cultures maraîchères intensives sont génératrices de richesse et d'un niveau de vie élevé, il n'y a guère à redouter une migration vers les villes. Le maraîcher sait parfaitement que son dur travail lui est profitable et qu'il ne rencontrera nulle part ailleurs les mêmes conditions de prospérité et de liberté.

A l'époque de la construction des grands canaux d'irrigation, a été investi un capital élevé mais qui paie largement. Il suffit d'éviter qu'il ne se perde et de compléter son action par les moyens modernes plus simples et moins coûteux : pompes d'appoint réalisés grâce à l'électricité.

Les coopératives jouent pleinement leur rôle économique en débarassant le viticulteur des soucis de la vinification et de la vente et en assurant le producteur des raisins de table contre les crises de débouchés.

C'est plutôt vers l'amélioration des instruments de vente, coopératives d'emballage et d'expédition des fruits et primeurs, qui en imposant aux agriculteurs une discipline salubre leur permettant de conquérir et de conserver les marchés en contribuant à la stabilisation des cours, qu'il conviendra de se diriger.

C'est un mouvement naturel que celui de descente des montagnards vers la vallée. Toutefois, c'est dans cette région

que les résultats obtenus, pour être relatifs sont les plus probants. A cet égard on ne saurait sous-estimer l'action bienfaisante de l'électricité. Elle a complètement transformé les conditions de vie apportant au paysan l'appoint de sa force, à la fermière toutes les petites satisfactions domestiques et surtout elle a permis, ce qui eût été impossible dans son concours, d'alimenter en eau potable certains villages qu'on a vu en quelque sorte renaître.

C'est dans le sens des améliorations d'urbanisme, évacuation des eaux usées, aménagement des demeures que doit être poursuivi l'effort de l'Etat secondé par les collectivités supérieures.

C'est parce que leur village sera embelli, que leurs locaux seront plus gais et plus commodes, parce que, par des chemins plus nombreux ils pourront plus aisément gagner leurs terres cultivées avec des instruments meilleurs, parce que, leur journée faite, leur veillée semblera moins longue, qu'ils auront le sentiment d'être mieux liés à la collectivité nationale, que les Vaclusiens des hauts plateaux demeureront attachés au sol de leurs ancêtres.

Certes, il reste encore beaucoup à faire, mais le branle est donné, les espoirs sont permis.

Le département de Vaucluse est un des plus beaux, un des plus variés qui soient ; il est heureusement situé dans ce monde méditerranéen, qui est bien, contrairement à une opinion qu'on voudrait répandre et qui actuellement reçoit un cruel démenti, le vrai berceau de toute civilisation humaine, terre agricole s'il en est, moins par sa fertilité naturelle que par son climat et l'industrie des populations, terre imprégnée d'humanisme, terre d'équilibre où l'ardeur des convictions n'altère pas le sentiment de la mesure, terre française.

Pourquoi alors ne pas croire en son destin ?

Tableau Comparatif de la Population en 1882 et en 1936.

COMMUNES	POPULATION TOTALE		Proportion de la population agglomér. à la populat. totale	
	en 1882	en 1936	en 1882	en 1936
Apt	5.708	6.201	73,4	75,4
St-Martin-de-Castillon	1.131	491	35,8	34
St-Saturnin-d'Apt	2.086	1.097	41,3	39,3
Bonneux	2.180	1.437	39,6	39,4
Menerbes	1.418	845	45,1	34,5
Oppède	1.180	857	15,75	11,5
Cadenet	2.564	2.029	86,2	81,2
Cucuron	1.520	949	69,6	66,4
Lourmarn	1.068	603	65,7	61
Villelaure	1.264	1.035	69,8	71,3
Lauris	1.522	1.262	83,9	87
Gordes	2.204	1.165	32,1	23,4
Goult	1.289	1.050	35,6	38,8
Roussillon	1.385	841	31,5	36,2
Pertuis	5.612	5.220	81,6	84,7
La Tour-d'Aigues	2.257	1.862	68,8	67,8
Morières	1.236	1.197	89,4	81,00
Avignon	37.657	59.472	71,4	76,4
Bédarrides	2.487	1.881	70,5	56,5
Courthézon	3.205	3.126	71,4	65,5
Sorgues	4.006	5.508	74,4	79,20
Vedènes	1.757	1.857	83,7	76,5
Caumont	1.570	1.396	80,4	70,4
Cavaillon	8.591	12.522	46,8	65,8
Cheval-Blanc	1.904	1.748		100
Robion	1.655	1.564	40,6	37
Châteauneuf-de-Gadagne .	1.100	998	80	74,4
L'Isle	6.208	6.505	59,4	55,8
Saint-Saturnin	1.412	1.323	87,8	89,9
Le Thor	3.124	2.858	46,8	44,2
Aubignan	1.529	1.514	70,8	61
Caromb	2.105	1.561	87,8	86,8
Carpentras	9.699	13.732	74,9	58,9

Tableau Comparatif de la Population en 1882 et en 1936 (suite)

COMMUNES	POPULATION TOTALE		Proportion de la popul. agglomér. à la popul. totale	
	en 1882	en 1936	en 1882	en 1936
Sarrians	2.480	2.717	35,2	36,2
Althen-les-Paluds	1.203	927	4,49	14,1
Entraigues	1.912	2.303	66,8	63
Mazan	2.730	1.730	62	46,4
Monteux	3.722	4.416	48,8	47,8
Bédoïn	2.374	1.617	54,6	54,1
Mallemort	1.084	591	80,8	80,9
Mormoiron	1.920	967	68,7	58,8
Villes	1.261	817	83,9	82,8
Pernes	4.162	3.795	59,9	48,2
Velleron	1.302	1.021	53,8	47,6
Sault	2.409	1.306	55,4	54,1
Beaumes	1.487	1.266	46,6	61,6
Sablet	1.117	883	72,6	67,3
Bollène	5.638	5.039	57,2	37,3
Lapalud	2.204	1.215	81,2	74,8
Mondragon	2.156	1.713	56,4	59,9
Mornas	1.420	861	56,4	53,5
Ste-Cécile	1.960	1.515	71,1	67,2
Malaucène	1.496	1.711	58,4	62,6
Camaret	2.053	1.516	34,4	30,75
Jonquières	2.148	2.139	39,6	42,4
Sérignan	1.371	989	59,7	64,2
Violès	1.063	941	27,6	32,4
Caderousse	3.104	1.670	57,8	52
Châteauneuf-du-Pape	1.206	1.452	84,1	75,6
Piolenc	1.904	1.480	53,9	53,4
Orange	10.301	12.946	59,3	61,3
Séguret	1.020	664	28,82	14,75
Vaison	3.098	3.155	66,5	63,7
Grillon	1.280	814	51,2	56,8
Valréas	4.808	4.765	68,4	68,4
Visan	1.889	1.383	46,4	48,5

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

**CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE**

accordées par les communes dont le cahier des charges est établi d'après le type approuvé par le décret du 17 Mai 1908.

Tableau A

Désignation des concessions par ordre chronologique	Concessionnaire	Date de la délivrance de la concession	Date d'expiration de la conces
Aubignan	Sud-Electrique	21/ 5/1909	20/ 5/1949
Velleron	— d° —	22/ 1/1910	21/ 5/1950
Caumont	— d° —	9/ 3/1910	8/ 3/1950
Beaumes-de-Venise ..	d° —	3 5/1910	2/ 5/1950
Caromb	— d° —	24/ 5/1910	23/ 5/1950
Mondragon	d° —	29/ 7/1910	28/ 9/1950
Ste-Cécile-les-Vignes .	— d° —	14 1/1911	13 1/1951
Vacqueyras	— d° —	8 3/1911	7 3/1951
Lapalud	— d° —	27/ 4/1911	26/ 4/1951
Mornas	— d° —	11/ 5/1911	10/ 5/1951
Mazan	— d° —	18/11/1911	17/11/1951
Beaumont-de-Pertuis.	E. E. L. M.	5/12/1911	4/12/1951
Mallemort	Sud-Electrique	13/ 1/1912	12/ 1/1951
Vaucluse	— d° —	12/ 6/1912	11/ 6/1952
Mirabeau	E. E. L. M.	23/ 7 1912	22 7 1952
Sérignan	Sud-Electrique	30/12/1913	29/12/1953
Cairanne	d° —	26/ 3/1914	25/ 3/1954
Bédoin	— d° —	16/ 6 1914	15/ 6 1954

DISTRIBUTIONS ÉTABLIES SOUS UN RÉGIME
DIFFÉRENT DE CEUX INSTITUÉS
PAR LA LOI DU 15 JUIN 1906

Bédarrides	Sud-Electrique	6/ 6 1905	5/ 6 1935
Bastide-les-Jourdans.	E. E. L. M.	28/ 5/1907	27/ 5/1982
Châteauneuf-du-Pape	Sud-Electrique	19/ 6 1907	18/ 6 1937
Piolenc	— d° —	1/ 2/1908	31/ 1/1938

Tableau B

ANNEES	Electrifica tion du chef lieu	1 ^{re} ex tension	2 ^{de} ex- tension	3 ^{de} ex- tension	4 ^{de} ex- tension	5 ^{de} Ex- tension
1907	1					
1908	1					
1909	1					
1910	4					
1911	4	1				
1912	8	2				
1913	8	2				
1914	5					
1915	4					
1916	4					
1917	Néant					
1918	»					
1919	»					
1920	1		1			
1921	Néant					
1922	Néant					
1923	Néant					
1924	13	1				
1925	2	1	1	1		
1926	4					
1927	7	3				
1928	20	2		1		
1929	9	6				
1930	7	18			1	
1931	15	5	12		1	
1932	12	15	1			
1933	6	3	1			
1934	1	2	3			
1935	3					
1936	4	22	2	1		
1937	2	5	2			
1938		13	11	1		1
Totaux .	146	109	34	4	2	1

Tableau C

ANNEES	Population desservie		Pourcentage par rapport au total du département sauf Avignon
	par année	Cumulée	
1907	921	921	0,462 %
1908	400	1.321	0,6634 %
1909	200	1.521	0,7639 %
1910	8.848	10.369	5,207 %
1911	4.269	14.638	7,352 %
1912	9.356	23.993	12,051 %
1913	15.694	39.688	19,933 %
1914	4.213	43.901	22,049 %
1915	1.837	45.738	22,972 %
1916	5.767	51.505	25,868 %
1917	néant	51.505	25,868 %
1918	néant	51.505	25,868 %
1919	néant	51.505	25,868 %
1920	1.500	53.005	26,622 %
1921	néant	53.005	26,622 %
1922	néant	53.005	26,622 %
1923	néant	53.005	26,622 %
1924	9.374	62.375	31,830 %
1925	4.241	66.616	33,458 %
1926	2.658	69.274	34,793 %
1927	15.707	84.981	42,682 %
1928	9.747	94.728	47,577 %
1929	6.053	100.781	50,618 %
1930	14.722	115.503	58,012 %
1931	19.471	134.974	67,791 %
1933	9.604	162.992	81,863 %
1934	2.437	165.429	83,087 %
1935	3.827	169.256	85,010 %
1936	7.622	176.878	88,838 %
1937	3.543	180.421	90,617 %
1912	9.356	23.993	12,051 %
1938	10.153	190.554	95,755 %

Tableau D

Années	Nomb. d'ha- bi- tants	Lignes H. T.		Lignes B. T.		Nomb. bre de pos- tes.	Habi- tants par pos- tes.	Nomb. de kgs de cuivre	
		en kms	par hablt. en m.	en kms	par hablt. en m.			Total	par hablt.
1924....	9.370	13,49	1,395	62,130	4,605	15	624	15.887	1,677
1926....	2.658	10,578	3,979	29,428	11,071	11	241	6.158,92	2,316
1927....	15.707	29,173	1,857	46,453	2,957	17	924	17.030,92	1,084
1928....	9.747	92,131	9,452	266,027	27,293	34	286	77.296,72	7,930
1929....	6.053	71,261	1,177	186,556	30,820	49	123	79.073,10	13,063
1930....	14.722	107,835	7,324	601,932	40,886	68	216	178.123,93	12,099
1931....	19.471	83,247	4,275	240,569	12,355	28	695	89.977,00	4,621
1932....	18.414	82,818	4,497	324,270	17,609	32	575	131.788,00	7,157
1933....	9.604	87,049	9,063	542,821	56,16	58	165	152.368,00	11,999
1934....	2.347	41,809	17,155	358,002	146,902	40	60	133.166,30	54,643
1935....	3.827	26,140	6,830	146,761	38,348	22	173	59.665,00	15,590
1936....	7.622	70,145	9,202	462,146	60,633	51	149	198.430,00	28,842
1937....	3.543	24,758	6,987	133,804	37,765	13	272	55.800,00	15,749
1938....	10.138	32,616	3,210	212,659	20,95	27	376	95.117,00	9,39
TOTAUX	133.408	773,050	5,786 (moy.)	3.612,558	27,07 (moy.)	465	287 (moy.)	1.289.881,89	9,654 (moy.)

Années	Puissance ins- tallée		Puissan- ce ins- tallée par poste KW	Lign. H.T. par pos- te m.	Lign. B. T. par pos- te m.	Rap- port B. T. H. T.	Nombre d'habi- tants desservis par hectomètre		Cuiv. B. T. gr. m
	kva	V.A. par hab					H. T.	B. T.	
1924....	123	13.12	8,20	899	4.142	4,62	69,4	15,1	206
1926....	109	41,208	9,909	962	2.675	2,79	25,2	9,03	154
1927....	204	12,987	12,00	1.716	2.903	1,59	53,8	33,8	226
1928....	407	41,756	11,729	2.709	7.824	2,89	10,5	3,66	216
1929....	535	88,385	10,918	1.454	3.807	2,62	8,5	3,25	307
1930....	845	57,397	12,426	1.629	8.851	5,62	13,64	2,44	255
1931....	457	23,470	16,321	2,973	8.591	2,89	23,4	8,09	278
1932....	460	24,981	14,375	2.588	10.133	3,91	22,2	5,68	324
1933....	917	95,481	15,810	1.501	9.380	6,26	11	1,77	242
1934....	630	258,514	15,75	1.045	8.950	5,62	14,15	2,61	347
1935....	355	92,761	16,136	1.188	6.670	6,6	10,87	1,65	381
1936....	933	122,408	18,294	1.375	9.061	5,39	14,3	2,64	354
1937....	240	67,739	18,461	1.904	10.292	8,55	5,82	0,68	333
1938....	460	45,42	17,037	1.208	7.876	6,5	31,10	4,77	389
TOTAUX	6.675	49,961 (moy.)	14,354 (moy.)	1.662 (moy.)	7.780 (moy.)	4,67 (moy.)	17,3 (moy.)	3,70 (moy.)	290 (moy.)

Tableau E
NOMBRE DE DEMANDES FAITES CHAQUE ANNEE

ANNEES	NOMBRE DE DEMANDES
1920	
1921	
1922	10
1923	11
1924	11
1925	19
1926	28
1927	18
1928	18
1929	15
1930	9
1931	5
1932	10
1933	2
1934	1
1935	5
1936	3
1937	4
1938	2
Total.. 171 demandes	

Tableau F

ANNEES	Taux moyens correspondant	Montant des subventions accordées	Montant des projets correspondants
1920	"	"	
1921	"	"	
1922	"	"	
1923	"	"	
1924	29,90 %	300.450	1.004.600
1925	38 %	71.478	188.100
1926	33,036 %	676.688	2.048.320
1927	32,33 %	309.183	956.240
1928	30 %	2.153.962	7.181.583
1929	33,98 %	3.599.022	10.591.877
1930	42,75 %	4.023.353	9.410.964
1931	36,60 %	4.865.032	13.191.300
1932	43,82 %	8.608.950	19.646.200
1933	47,89 %	8.224.285	17.173.500
1934	41,05 %	1.329.070	3.237.494
1935	44,90 %	680.300	1.515.000
1936	33,95 %	3.230.165	9.514.689
1937	38,73 %	2.854.834	7.371.158
1938	45 %	859.950	1.911
Total	39,818 %	41.786.722	104.942.025

Tableau G

ANNEES	Taux moyens	Subventions payées	Travaux correspondants
1924	30,31 %	213.174	703.215 50
1925		néant	
1926	37,24 %	230.145	617.856 02
1927	31,24 %	625.495	2.002.439 12
1928	30,915 %	1.645.933	5.323.977 93
1929	33,12 %	2.068.150	6.244.818 52
1930	39,507 %	4.137.790	10.473.426 32
1931	52 %	3.874.774	7.450.063 28
1932	47,33 %	3.960.368	8.367.638 80
1933	37,056 %	3.100.788	6.395.962 83
1934	47,91 %	3.831.231	7.996.489 24
1935	48,257 %	2.998.614	6.213.726 58
1936	46,71 %	3.980.535	8.521.639 95
1937	39,09 %	1.350.754	3.455.477 38
Total		32.017.751	73.766.731 47
1938	41 524 %	3.489.510	8.403.588 43
(à titre d'in- formation)			

Tableau H

ANNEES	Subvention	annuelle Totalisée	Capital correspondant	Totaux
1925	875	875	10.904	10.904
1926	2.631	3.506	32.787	43.691
1927	3.774	7.280	47.032	90.723
1928	2.091	9.371	26.058	116.781
1929	69.797	79.168	879.831	996.612
1930	59.923	139.091	746.769	1.733.881
1931	61.938	201.029	771.880	2.505.261
1932	64.389	265.418	802.225	3.307.486
1933	55.821	321.239	687.260	3.994.746
1934	14.100	335.339	175.716	4.170.462
1935	66.109	401.448	821.198	4.991.650
1936	97.288	498.736	1.212.292	6.203.952
1937	49.302	548.038	614.408	6.818.360

Tableau I

ANNEES	Emprunts	Fonds libres	Contribut. volontaire
1914	5.650	23.312	0
1923	158.579 80	—	—
1924	147.386 48	40.981	49.967
1925	452.135	48.594 76	—
1926	221.744 61	50.982 66	59.508 45
1927	577.847 50	129.597	—
1928	3.367.734 25	158.756 76	36.500
1928	3.099.599 38	21.619 62	303.828
1930	4.800.117 73	319.108 81	1.254.277 27
1931	2.082.193 94	—	149.146
1932	2.696.113 49	1.134.476 34	307.161 14
1933	3.944.053 90	337.445 94	176.238
1934	2.478.264 56	195.101 77	262.843 92
1935	3.080.925 15	47.202	257.043 43
1936	1.025.823 43	236.731	91.500
1937	550.000	—	—
Totaux ...	28.688.169 22	2.743.914 66	2.948.013 21

Tableau J

ANNEES	Population desservie chaque année	Dépense des travaux exécutés	Dépense moyenne par habitant desservi
1924	9.370	703.215 50	75 04
1925	4.241	—	—
1926	2.658	617.856 02	232 45
1927	15.707	2.002.439 12	127 48
1928	9.747	5.323.977 93	546 21
1929	6.053	6.244.818 52	866 48
1930	14.722	10.473.426 32	711 41
1931	19.471	7.450.063 28	382 50
1932	18.414	8.367.638 80	454 41
1933	9.604	6.395.962 83	665 96
1934	2.437	7.996.489 24	3.281 28
1935	3.827	6.210.726 58	1.623 65
1936	7.622	8.521.639 95	1.118 03
1937	3.543	3.455.477 38	975 29
1938	10.153	8.403.588 43	829 32

Moynene par habitant desservi des années :

1° 1926, 1927, 1928, 1929	443 15
2° 1930, 1931, 1932, 1933, 1934	1.099
3° 1935, 1936, 1937, 1938	1.136 57

Tableau K

DEVELOPPEMENT DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE
DANS LE DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

ANNEES	Nombre de communes électrifiées	ECLAIRAGE			
		Nombre d'abonnés	Kwh Eclairage privé	Kwh Eclairage public	Nombre de lampes
1911	12	972	94.600	147.810	758
1912	18	1.310	109.663	205.335	1.053
1921	20	4.233	293.027	92.793	1.076
1922	20	4.582	397.916	135.783	1.078
1923	22	5.011	470.156	134.922	1.109
1924	24	5.699	555.400	125.647	1.253
1925	35	6.913	704.390	230.607	1.539
1926	40	8.611	910.661	273.611	1.827
1927	42	9.517	1.045.388	310.452	2.073
1928	47	10.517	1.208.474	332.317	2.219
1929	59	13.807	1.598.743	408.545	2.728
1930	63	16.270	1.946.800	415.284	2.773
1931	69	18.711	2.276.360	455.719	3.043
1932	78	20.178	2.452.536	457.816	3.057
1933	81	22.168	2.718.354	533.744	3.564
1934	83	22.779	3.032.654	538.686	3.597
1935	84	23.758	2.800.760	545.575	3.643
1936	89	24.678	3.020.617	549.169	3.667
1937	89	25.023	3.133.262	814.665	5.439
1938	89	26.050	3.233.493	857.718	5.727

ANNEE	Force Motrice			Usages Domestiques			Élévation d'eau com.		
	Nom- bre d'abon- nés	Puis- sance accor- dée kwh	kwh distrib- bués	Nom- bre abon- nés	Puis- sance accor- dée	kwh distrib- bués	Nom- bre	Puis- sance	kwh consom- més
1911..	244	1.375	415.952						
1912..	343	1.987	556.294						
1921..	519	2.359	1.163.120						
1922..	590	2.987	1.646.948						
1923..	660	3.388	1.522.343						
1924..	738	3.635	1.843.938						
1925..	888	4.560	3.048.252						
1926..	1.054	5.097	2.509.174						
1927..	1.142	5.681	2.855.631				4	36	70.962
1928..	1.260	6.084	2.349.992				4	34	66.966
1929..	1.503	7.322	4.092.002				6	59	71.127
1930..	1.833	8.065	4.896.658				7	74	86.374
1931..	1.811	8.799	3.976.219				8	86	86.005
1932..	1.941	9.189	3.863.933				8	113	82.132
1933..	2.185	9.689	3.792.416				10	117	107.955
1934..	2.377	10.297	4.315.689				11	138	127.898
1935..	2.539	11.065	4.479.346	1.708	3.673		11	138	86.760
1936..	2.639	11.289	4.692.040	2.169	4.935		13	165	160.066
1937..	2.710	11.500	4.205.606	2.563	6.088	289.530	13	165	282.423
1938..	2.837	11.850	4.664.323	2.823	7.006	396.477	17	169	298.521
							18	191	298.521

Tableau Annexe N° 1

Années	Caves Primitives	Agrandissements	Total	Proportion Agrandis- sements au total
1920	9.000		9.000	0
1921	9.250		9.250	0
1922				
1923	11.000		11.000	0
1924	123.032	10.000	133.032	7,5 %
1925	76.572	46.754	123.326	37 %
1926	7.680	6.400	14.080	45,7 %
1927	31.031		31.030	0
1928	33.500	120.553	154.053	77,9 %
1929	108.923	92.743	201.666	46,1 %
1930	2.300	15.000	17.300	86,7 %
1931		2.000	2.000	100 %
1932		21.000	21.000	100 %
1933	36.000	17.586	53.586	32,8 %
Vigneronne Touraine				
1934		1.800	1.800	100 %
1935	10.000	23.314	33.314	70 %
1936	18.000	52.758	70.758	74,6 %
1937	2.200	41.776	43.976	95 %
1938		28.431	28.431	100 %
Total ...	478.488	480.115	958.603	
1939	10.000	27.075	37.075	
Total ...	488.488	507.190	995.678	

Tableau Annexe N° 2

NOMBRE D'ADHÉRENTS

Primitif : (Actuel 1988)

Ansouis	82	135
Apt	88	362
Avignon	31	38
Beaumont-d'Orange	95	149
Bédoin (1)	119	310
Bédoin (Mont Ventoux)	72	99
Bonnieux	40	160
Cabrières-d'Avignon	57	66
Cadenet	123	287
Cairanne	123	144
Caromb	114	231
Caumont	178	218
Cavaillon	51	210
Châteauneuf-de-Gadagne	144	220
Courthézon	160	254
Cucuron	119	240
Goult	123	222
Grambois	78	165
L'Isle-sur-Sorgue	195	345
Lauris	115	140
Lourmarin	53	68
Maubec-Gare	86	270
Mazan	143	229
Morières	135	159
Mormoiron	88	160
La Motte-d'Aigues	62	107
Pernes	143	173
Pertuis	112	260
Puymeras	49	77
Sablat	76	142
Sainte-Céciles-les-Vignes (1)	131	201
Sainte-Céciles-les-Vignes (2)	130	170
Saint-Didier	151	228
Sérignan	133	185
Le Thor	219	407
La Tour-d'Aigues (côteaux)	187	210
La Tour-d'Aigues (vigneronne)	180	268
Vaison	127	415
Valréas	173	381
Villes-sur-Auzon	140	261
Visan	73	111
TOTAL.....	4.699	8.477

Accroissement : $8.477 - 4.699 = 3.778$ — $\frac{3.778}{4.702} = 80 \%$

Majoration : 1,795.

Tableau Annexe N° 3

PRIX DE REVIENT A L'HECTOLITRE

Années	CAVE PRIMITIVE			AGRANDISSEMENT		
	Nombre d'hectolitres	Prix	Prix à l'hectol	Nombre d'hectolitres	Prix	Prix à l'hectol
1920	9.000	700.000	77,80			
1921	9.250	565.000	61,20			
1923						
1924	123.032	7.628.049	61,80	10.000	340.000	34,00
1925	76.572	5.228.126	68,80	46.754	1.448.685	31,00
1926	7.680	431.209	56,20	6.400	214.000	33,40
1927	31.031	1.825.475	59,30			
1928	53.500	2.618.972	78,20	120.553	5.595.697	46,60
1929	108.923	9.068.973	82,60	92.743	4.651.105	50,30
1930	2.300	170.438	74,00	150.000	503.023	33,60
1931				2.000	54.296	27,14
1932				21.000	786.300	37,00
1933	36.000	1.326.627	36,90	17.586	875.007	49,90
1934				1.800	60.761	33,30
1935	10.000	610.309	61,03	23.314	1.000.454	42,90
1936	18.000	670.000	37,30	52.758	1.996.069	37,90
1937	2.200	149.000	67,70	41.776	2.340.851	56,10
1938				28.431	1.921.382	67,60

Taux moyen pour les caves primitives :	$\frac{31.565.048}{478.488} = 65,80$
Taux moyen pour les agrandissements :	$\frac{21.529.628}{496.315} = 43,40$
Taux moyen de l'ensemble :	$\frac{53.094.676}{974.803} = 54,40$

Tableau Annexe N° 4

DEPENSE DE CONSTRUCTION ET D'INSTALLATION DES CAVES

Années	Cave primitive	Agran- dissement	Total	Subventions accordées par l'Etat	Subventions touchées par les coopératives
1920 ...	700.000		700.000	67.500	67.500
1921 ...	565.000		565.000		
1923 ...	562.870		562.870	84.300	84.300
1924 ...	7.628.049	34.000	7.968.049	133.160	64.000
1925 ...	5.228.126	1.448.683	6.676.809		
1926 ...	431.209	214.000	645.209	492.788	369.628
1927 ...	1.835.475	38.000	1.873.475	1.224.311	748.844
1928 ...	2.618.972	5.595.697	8.214.669	77.880	77.830
1929 ...	9.068.973	4.651.105	13.720.078	2.482.733	1.527.194
1930 ...	170.438	503.023	673.461	153.203	153.203
1931 ...		54.296	54.296	15.400	15.400
1932 ...		796.300	796.300		
1933 ...	1.326.627	875.007	2.201.634	263.100	175.060
1934 ...		60.761	60.761	18.625	18.625
1935 ...	610.309	1.000.454	1.610.763		
1936 ...	670.000	1.996.069	2.666.069	432.032	432.032
1937 ...	149.000	2.340.851	2.489.851	758.250	758.250
1938 ...		1.921.382	1.921.382	981.950	981.950
TOTAL .	31.565.048	21.529.628	53.094.676	7.185.232	5.473.816

L'année 1939 n'a pas été portée parce que les travaux entrepris n'ont pas été terminés, ni réglés à cause des hostilités.

5.473.816

Proportion moyenne des subventions : $\frac{5.473.816}{53.094.676} = 10,30 \%$

53,094.676

Ne sont pas comprises les caves de : Oppède-Luberon et Le Rasteau.

Tableau Annexe N° 5

MONTANT DES AVANCES DU CREDIT AGRICOLES REQUES
PAR LES CAVES COOPERATIVES

CAVES	AVANCE	CAPITAL Social actuel
Ansouis	620.000	600.200
Apt	800.000	790.500
Avignon	255.000	128.853
Beaumont-d'Orange	300.000	250.000
Bédoin (viticole)	610.000	584.800
Bédoin (vigneronne)	400.000	203.520
Bonnieux	535.000	600.000
Cadenet	685.000	854.800
Cairanne	800.000	450.000
Caromb	360.000	586.200
Caumont	685.000	345.990
Cavaillon	480.000	424.470
Gadagne	360.000	231.600
Courthézon	500.000	384.780
Cucuron	560.000	488.000
Goult	600.000	697.200
Grambois	220.000	287.000
L'Isle-sur-Sorgue	720.000	670.000
Lauris	500.000	402.200
Lourmarin	410.000	216.400
Maubec-Gare	580.000	734.300
Mazan	870.000	549.400
Morières	500.000	286.500
Mormoiron	500.000	313.000
La Motte-d'Aigues	365.000	248.520
Pernes	400.000	216.250
Pertuis	280.000	303.700
Puyméras	200.000	131.750
Sabiet	375.000	300.000
Sainte-Cécile	800.000	705.000
Saint-Didier	550.000	455.000
Sérignan	350.000	682.745
Le Thor	550.000	594.800
La Tour-d'Aigues (côteaux)	780.000	823.200
La Tour-d'Aigues (vigneronne)	900.000	665.470
Vaison	770.000	399.900
Valréas	800.000	521.700
Villes-sur-Auzon	610.000	482.375
Visan	300.000	162.900
Cabrières-d'Aigues	210.000	155.000
TOTAUX	21.090.000	17.928.023

N'a pas fourni son capital social : Oppède-Luberon, dont l'avance est de 900.000.

N'ont pas eu recours au Crédit Agricole : Le Rasteau, Sainte-Cécile (vignerons)

Tableau annexe n° 6

Prix moyen de l'hectolitre de vin payé au producteur

Caves	1930		1931		1932		1933		1934		1935		1936		1937		1938	
	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré	l'hecto	le degré
Ansois											66		165		171			
Art	209.19		122		114		1140		6.20		7.20		14.40		17.20			
Avignon								39		71		136		155				
Beaumont	162	17.00	104	9.81	83.56	10.76	82.31	8.80	53.75	5.45	39.13	4.20	119.15	12.41	136.63	13.22		
à Orange																		
Bédouin M ^{re} Ventoux	204.31	20	114.48	10	147.70	12	141.60	12	49.40	6.5	59.77	6.5	155.85	14	160.5	15.5		
Bonnieux		18.10		10.30		11.25		10.20		5.25		7.00		45		16.5		
Cabrières & Aigues									42		61		131		160			
Cadenet					86	11.5	119.70	12.10	64.50	6.45	50	5.65	169.70	16.15	174.90	17.15		
Blanc					80	11.5	101.20	10.45	53.65	5.70	63.90	7.20	147.60	15	157.90	15.80		
Rouge												7.65		16.40		16.00		
Cairanne																		
Caromb	201		115		123		133		62		148		129		164			
Caumont					90		98		50		45		157		160			
B					108		95		60		57		153		160			
R																		
Cavaillon	180		90		72		90		52		60		150		160			
Gadagne	202	20	94.5	10	120	12	93	9.5	55	6	60	6.5	150	15.5	155	15.5	150	16
Courthézon	95	9.25	160	15.75	95	9.25	84	8	112	11	75	7.5	81	8	163	16		
Cusson	170.95		108.5		97.5		110		63		68.5		145.5		175			
Grambois			100		65		92		65		55		133.5		182.25			
B			105		70		94		56.5		60		132.8		168.33			
R					80		45		80		100		145		150			
Isle & Sorques	150	16	90	10	75	8	100	11	55	6	65	7	150	15.5	160	16		
Sauris			95		43		55		47		39		130		155			
Sourmarin	133		127		145		135		69		68		182		180			
Mayan	140		140		118		95		50		57		150		169			
Marzé	200		100		85		95		56		70		165		174			
B																		
R																		
Mormaison	230		150		180		165	15	100	9	80	7	170		190			
Gernès	178		80		60		110		52		54		144		156			
Pertuis	178		100		57		90		52		55		134		162			
Puymeras			105.3	9.66	132.55	14.11	104	9.53	57.05	5.17	61.20	5.76	140.37	13.13	163.2	14.3		
Sablès									80		8		181	18	183	18		
1 ^{re} Cécile les 8.	208.00	2.6	147.91	11.23	134.9	15.10	126.58	11.71	67.84	6.35	73.53	6.95	166.75	15.85	177	16.18		
1 ^{re} Didier	228		140		150		152		68		66		162		179			
Sérignan hybrid	212	13		12.50		13.40		9		5.80		5.85		14		15.60		
vin ordinaire						13.50		11.85		7.65		6.50		15		16.25		
vin supérieur								13.70				9.60				16.45		
La Vigneronne							112	12	65.80	7	66.70	7.25	136	14.14	172.5	16.75		
Bouraine																		
Les Coteaux-La	204.3		102.7		93.15		138.93				62.00		145.6		177			
bou & Augues																		
Jasou la R. Lp				10.3	124		98	9.8	67		45		142		142			
plants durs				11.6	115		104	11.5	57		66		172		185			
Jacques					237		153	14.9	50		77		184		165			
Cués du Rhône					129		142	14.4	92		83							
Valras																		
hyb.		14.5		10.2		15		10		6.5		6		14		15.5		
durs		20		11		17		11		6.5		7.5		15.75		16.5		
Jacques		24.4		12.3		22		16		7.7		7.75		17		14		
Villes & Argon	220		187		155		152		86.9		83		183		185			

Tableau Annexe N° 7

COOPERATIVES DE BLE DE VAUCLUSE

Noms et siège Social	Capa- cité des silos qu'elles posse- dent	Capa- cité des ma- gasins	Campagne 1936-1937			Campagne 1937-1938			1938 1939
			blé trai- té au 31 Juillet	So- cié- tai- res au 31 Juil- let 1936	Usa- gers au 31 Juil- let 1937	Blé traité au 31 Juillet 1938	So- cié- tai- res au 31 Jan- vier 1937	Usa- gers au 31 Jan- vier 1938	Blé traité au 31 Juillet 1939
Apt	10.000	5.000	4.587,33	250		10.344	300		15.479
Bédarrides.			1.670,00	51		5.767	92		8.441
Bollène ...	10.000	5.000	2.756,00	185		12.922	420		18.416
Bonnieux ..			1.333,32	82	1	2.742	141		4.363
Cucuron ..		6.000	4.502,68	229	4	1.191	231	4	8.490
Malaucène.			1.025,95	83	17	1.191	103	17	2.513
Orange	13.600	4.000							
»	10.500	3.400	7.106	575		25.214	620		32.993
Pertuis ...	12.000	2.800	7.833,75	224	7	12.702	172	7	14.999
Sault			1.234,52	26	2	1.768	31	2	3.586
Le Thor ..			1.679	47		8.114	146		9.497
La Tour-		3.500							
d'Aigues		4.500	3.382,71	143	13	6.239	176	13	8.032
Vaison		2.500	1.449	114	1	2.151	111		2.494
Valréas ...	10.000	5.000	9.868,61	525		13.870	72		22.816
Villelaure .		6.000	3.098	66		3.030	72		6.606
TOTAUX..	66.100	47.700	51.526,57	2.599	45	112.575	3.160	43	158.730
	113.800								

Tableau Annexe N° 8

RENSEIGNEMENTS SUR LES DECLARATIONS D'EMBLAVURES
ET RECOLTES POUR 1936, 1937, 1938 1939

Année 1936	Déclarations d'emblavures { Le Comité ayant été créé par la loi du 15 août 1936, il n'y a pas eu pour cette année de déclaration. Déclarations de récoltes { Nombre de déclarants : 6.383. Quantité récoltée : 153.709 qx 20. A cette quantité doit s'ajouter : 8.540 qx de la récolte 1935 non vendue.
Année 1937	Déclarations d'emblavures { Nombre de déclarants : 7.158. Superficieensemencée : 19.896 ha. 93 a. Déclarations de récoltes { Nombre de déclarants : 8.170. Quantité récoltée : 287.990 qx 82.
Année 1938	Déclarations d'emblavures { Nombre de déclarants : 7.731. Superficieensemencée : 20.161 ha. 74 a. Déclarations de récoltes { Nombre de déclarants : 8.814. Quantité récoltée : 379.905 qx.
Année 1939	Déclarations d'emblavures { Nombre de déclarants : 8.168. Superficieensemencée : 20.911 ha. Déclarations de récoltes { Nombre de déclarants : 8.780. Quantité récoltée : 298.751 qx.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

1. — « La Région du Bas Rhône » par *P. Georges*, Paris, Baillière 1935, 691 pages.
2. — Monographie Agricole du Département de Vaucluse. 1935, Auzac, Avignon.
3. — L'Agriculture dans l'Evolution de la crise mondiale. Alcan 1933. Conférences à l'Institut Agronomique par MM. *Alquier J.*, *De Felcourt*, *P. Lyautey*, *J. de Nicolay*, *W. Oualid*, *J. H. Ricard* *L. Romier*, *D. Serruys*.
4. — Cours d'économie politique, par *H. Truchy*. Tome I, 1929. Tome II, 1934, Sirey.
5. — Histoires des doctrines économiques, par *Gide* et *Rist*. 1926, Sirey.
6. — Recueil des lois, décrets, arrêtés, relatifs à la production et à la distribution de l'Energie Electrique, par *Charles Blaevoet*. Paris, Imprimerie Administrative Centrale. Tome I, 1933. Tome II, 1934. Tome III, 1937.
7. — Le Service du Génie Rural, *Marcel Bourdier*. Thèse 1934. Nancy.
8. — La législation des Forces Hydrauliques, *Lhuilher*. Albin Michel, Paris.
9. — Les usagers des Services Publics Industriels, *Pierre Laroque*. Sirey, 1933
10. — La concession de Service Public, *Blondeau*. Paris 1930.
11. — Faut-il aménager le Rhône, *Tramier*. Thèse, Montpellier, 1936.
12. — Précis de droit administratif et de droit public, *M. Hauriou*, Sirey, 1933.
13. — Le statut juridique et fiscal des coopératives agricoles par *A. Durand*. Thèse, Paris, 1936.
14. — Syndicats et coopératives agricoles, par *Augé Laribé*. Collection Armand Colin.
15. — Manuel Pratique de la réglementation concernant l'Office du Blé, par *J. Carret*, 1938, Besançon.
16. — Economie et législation rurales, *Roche Agussol*. Cours de doctorat, 1933-34.
17. — « La Campagne », *Roger Blais*. 1939. Presses universitaires de France.

II. — BROCHURES OFFICIELLES

- « L'électrification des campagnes ». Ministère de l'Agriculture. Paris, 1934. Imprimerie Centrale.
- Notes et documents statistiques sur l'électrification rurale. Paris, 1932. Imprimerie Nationale.
- La défense des intérêts agricoles dans l'aménagement des chutes d'eau. Paris, 1934. Imprimerie Centrale.
- Les annales. Publication du Ministère de l'Agriculture. Particulièrement les fascicules 62 et 63.
-

III. — REVUES ET ARTICLES

- Annales de la faculté de droit d'Aix. Fascicule n° « La Houille Blanche ». Revue de Droit rural et d'Economie Agricole. Année 1939.
- Deux ans d'électrification rurale dans la Marne, par *Couvret*. Annales, fascicule 53.
- L'action administrative dans l'électrification rurale, par *V. de Pampe-lonne*. Annales de la Houille Blanche Française, 1937-1938.
- Méthode Moderne d'Administration. Le Service du Génie Rural, par *P. Fromond*, Professeur à la Faculté de Droit de Rennes. Revue Politique et Parlementaire du 10 Juin 1936.
-

IV. — TEXTES OFFICIELS

- Lois, Décrets, Circulaires relatifs aux deux améliorations traitées :
Electrification et coopératives.
-

V

1. — Enquête effectuée auprès des concessionnaires de distribution d'électricité.
2. — Documents fournis par la Société Sud-Electrique.
3. — Enquête effectuée en 1939 auprès des caves coopératives (résultats jusqu'à 1938)
4. — Notes et documents administratifs du Service du Génie Rural.
5. — Statuts de plusieurs coopératives de blé et de vin.

Table des Matières

— 0 —

Table des Matières

DEUX ASPECTS DE L'EQUIPEMENT RURAL DU DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

1° — INTRODUCTION

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE :

Caractères essentiels du département de Vaucluse.

- | | |
|---|----|
| 1. — Caractères physiques | 11 |
| Relief. — Réseau Hydrographique. — Climat. — Sol | |
| 2. — Démographie | 18 |
| Formation du peuplement. — Son mouvement interne. | |
| 3. — Caractéristiques économiques et sociales | 24 |
| Importance du caractère rural. — Propriété et exploitation agricole. — Bâtiments ruraux. — Production agricole : céréales cultures maraichères et fruitières, prairies et paccages, production animale, vue d'ensemble. | |

CHAPITRE I. — L'ELECTRIFICATION RURALE

I. — ETUDE D'ENSEMBLE

- | | |
|---|----|
| 1. — Les besoins à desservir | 38 |
| 2. — Difficultés à vaincre | 40 |
| A) Statut juridique des distributions d'énergie électrique
Permissions de voirie. — Régies. — Concessions. | |
| B) Construction des réseaux. | |
| 3. — Comment fut résolu le problème | 48 |
| B) Du point de vue administratif, les syndicats de communes. | |
| B) Du point de vue financier : a) futurs usagers - b) industriels. | |

II. — Aide des pouvoirs publics	53
Les départements — L'Etat : a) Subventions à fonds perdus — b) Avances du Crédit Agricole — c) Les réserves.	
4. — Les résultats obtenus :	
I. — Etat actuel de l'électrification rurale	60
II. — Comment elle peut être terminée et améliorée	61
Mesures prises pour cet objet.	
A) Article 108 de la loi du 31 décembre 1936.	
B) Mesures de coordination dans l'exploitation des réseaux.	
II. — <i>ELECTRIFICATION RURALE DU DEPARTEMENT DE VAUCLUSE</i>	
INTRODUCTION : Etat de la question à l'origine	69
I. — REALISATION DE L'ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES EN VAUCLUSE	
I. — Les solutions administratives	71
II. — Conditions techniques d'établissement des réseaux	74
1. — Comment peut être caractérisé un réseau rural.	
2. — Application de cette méthode au réseau Vauclusien : a) Conception générale — b) les indices.	
III. — Les solutions financières	84
A) La dépense engagée.	
B) Analyse des principaux éléments de ressources.	
2. — LA PROGRESSION DE L'ELECTRIFICATION RURALE EN VAUCLUSE	
Rappel du processus administratif	
I. — Demandes présentées par les communes	95
II. — Projets étudiés - Travaux exécutés : en valeur, en quantité	96
III. — Populations desservies, communes électrifiées	102
IV. — Ce qu'il reste à faire - Comment pourra être complétée l'œuvre entreprise	105

3. — L'EXPLOITATION DES RESEAUX RURAUX DANS VAUCLUSE

LES RESULTATS OBTENUS

I. — Les sociétés concessionnaires	109
II. — Les tarifs en vigueur	111
III. — Résultats obtenus dans le secteur Sud-Electrique	119

4. — L'UTILISATION DE L'ELECTRIFICATION

I. — Utilisation privée - Utilisation collective	129
II. — L'électrification et l'irrigation	130
A) Les canaux d'irrigation;	
B) Les solutions actuelles d'appoint dues à l'initiative privée.	
C) Les solutions d'avenir — L'aménagement du Rhône : Ressources mises à la disposition des agriculteurs. — Un exemple actuel : les pompages de Crau. — Amélioration projetée des irrigations vauclusiennes au moyen du Rhône.	

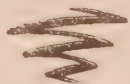
CHAPITRE II. — LES COOPERATIVES EN VAUCLUSE

II. — LES CAVES COOPERATIVES

Courte introduction sur les caves coopératives

1. — <i>Le Vignoble Vauclusien</i>	173
Les raisins de Cuves — Les vins — Les raisins de table	
2. — <i>Origine - Création - Développement des caves</i> ..	177
A) Origine — B) Développement :	
a) Etude des prix	
b) Concours de l'Etat - Dispositif financier.	
3. — <i>L'organisation et le fonctionnement des caves coopératives</i>	186
A) Principes généraux — Types de coopératives.	
B) Le type Vauclusien, — Etudes de deux types extrêmes : Cave des Côteaux de La Tour d'Aigue; Cave de Sainte Cécile les Vignes.	
4. — <i>Les résultats obtenus - Les Services rendus</i>	
<i>L'avenir des caves coopératives</i>	201

III. — LES COOPÉRATIVES DE BLÉ	
I. — Origine des Coopératives de Blé - Comment elle se relève à l'Office du Blé	207
II. — Constitution - But - Fonctions - Nature des Coopératives de Blé	213
III. — Les Coopératives de Blé en Vaucluse	219
A) Création. — Plan d'équipement départemental — Considérations générales — Importance des Coopératives — Capacité à donner aux silos et magasins — Caractéristiques techniques des logements.	
B) Réalisation du plan d'équipement — Historique — Dépense et financement.	
C) Le fonctionnement des coopératives — Leur avenir — Fonctionnement — Avenir.	
CONCLUSION	231



CAVAILLON
IMPRIMERIE MISTRAL
CÉSAR SARNETTE

1940

